Les comités de défense de la CNT à Barcelone (1933-1938)

Agustín Guillamón

2017

Table des matières

partie LES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA CNT À BARCELONE (1933-1938) 8

1. DU RAPPORT DE SHAPIRO À CELUI D'OCTOBRE 1934 12

2. LE COMITÉ LOCAL DE PRÉPARATION RÉVOLUTIONNAIRE 18

3. DIFFÉRENCES ENTRE GROUPES DE DÉFENSE, GROUPES D'AFFINITÉS ET GROUPE D'ACTION 24

4. CRITIQUES DE LA FAI DE BARCELONE ENVERS LES CONCEPTS D'« ARMÉE » ET DE « POUVOIR » DU GROUPE 36) 32
ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA FAI DE JUIN 1936 32

5. L'INSURRECTION OUVRIÈRE DU 19 ET 20 JUILLET : LES COMITÉS DE DÉFENSE METTENT L'ARMÉE EN DÉROUTE 38

6. LES COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES DE QUARTIER, LES MILICES POPULAIRES ET LA SITUATION RÉVOLU- TIONNAIRE DE JUILLET 1936 54
LE POUVOIR ÉTAIT DANS LA RUE 56
LES PATROUILLES DE CONTRÔLE 59

7. LE FONCTIONNEMENT ASSEMBLÉISTE DES COMITÉS DE DÉFENSE ET DES COMITÉS DE RAVITAILLEMENT 61

8. DE L'ÉCHEC MILITAIRE DU CCMA À LA MILITARISATION 65
CONTRE LA MILITARISATION 67

9. LES COMITÉS DE DÉFENSE, OU 'TOUT OU RIEN' : DE POTENTIELS ORGANES DE POUVOIR OUVRIER À DE SOUMISES ANNEXES ARMÉES DES SYNDICATS 69

10. LA GUERRE DU PAIN 78
COMORERA CONTRE LES COMITÉS DE QUARTIER 78
LES COMITÉS DE QUARTIER CONTRE COMORERA 82
FONDEMENTS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DE LA GUERRE DU PAIN 85

11. LA RADICALISATION DE LA FAI DE BARCELONE PAR LES COMITÉS DE DÉFENSE 89

12. LES COMITÉS DE DÉFENSE EN MAI 1937 ET LEUR DISSOLUTION DÉFINITIVE 101
LA DISSOLUTION DÉFINITIVE DES COMITÉS DE DÉFENSE 103
CONCLUSIONS 105

ANNEXES 109
SIGLES UTILISÉS 109
SCHÉMA DE RÉPARTITION DES TÂCHES des 6 militants du Cadre de Défense (selon le rapport d'octobre 1934) : 109

ANNEXE DOCUMENTAIRE . . . 109
GLOSSAIRE . . . 110
ACTION DIRECTE . . . 110
AGUADÉ, Artemi . . . 110
ALCÓN, Marcos (1902-1997) . . . 111
AMIS DE DURRUTI . . . 111
ANARCHISME D'ÉTAT ET ANARCHISME RÉVOLUTIONNAIRE . . . 112
ASTURIES, (Insurrection des) . . . 113
BALIUS, Jaime (1904-1980) . . . 113
BOC . . . 114
CARBÓ, Eusebio (1883-1958) . . . 114
CAPITALISME D'ÉTAT ET CAPITALISME SYNDICAL . . . 114
CARNET DE PRODUCTEUR . . . 114
COMITÉ CENTRAL DE RAVITAILLEMENT . . . 115
COMITÉ CENTRAL DES MILICES ANTIFASCISTES ou CCMA . . . 115
COMITÉ DE NON INTERVENTION . . . 115
COMITÉ PÉNINSULAIRE ET RÉGIONAL de la FAI . . . 116
COMITÉ RÉGIONAL ET LOCAL de la CNT . . . 116
COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES DE QUARTIER dans la ville de Barcelone . . . 116
COMITÉS SUPÉRIEURS . . . 116
COMPANYS, Lluís . . . 117
COMORERA, Joan (1895-1958) . . . 117
CONESA, Antonio . . . 117
CONSEIL DE L'ÉCONOMIE . . . 117
CRTC . . . 118
DÉCRET SUR LES COLLECTIVISATIONS ET LE CONTRÔLE OUVRIER . . . 118
DÉCRET DE DISSOLUTION DES COMITÉS LOCAUX . . . 118
DÉCRET DE MILITARISATION DES MILICES . . . 118
DICTATURE DE PRIMO DE RIVERA . . . 118
DOMÉNECH, Josep J. (1900-1979) . . . 119
ERC . . . 120
EROLES, Dionisio . . . 120
FOUS . . . 122
GELSA . . . 122
GOUVERNEMENT DE LA GÉNÉRALITÉ . . . 122
GROUPE A . . . 123
GROUPE NERVIO . . . 123
GROUPE NOSOTROS . . . 123
GROUPE SEIS DEDOS (Six Doigts) . . . 123
GUERRE DU PAIN . . . 123
HERRERA, Pedro . . . 123
ICE . . . 124
INCONTRÔLÉS . . . 124
MOLA, général . . . 126
MONTSENY, Federica (1905-1994) . . . 126
MUNIS . . . 126
NEGRÍN LÓPEZ, Juan (Las Palmas 1889-Paris 1956) . . . 126
PATROUILLES DE CONTRÔLE . . . 127
PESTAÑA NÚÑEZ, Ángel (1886-1937) . . . 128
PORTELA . . . 128

POUM . . . 128
PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE DU PROLÉTARIAT . . . 128
PSOE. . . . 129
PSUC . . . 129
RABASSAIRE . . . 129
RUIZ, PABLO . . . 129
SANTANA CALERO, Juan . . . 129
SANTILLAN . . . 129
SBLE . . . 130
SEGUÍ, Salvador (1887-1923), . . . 130
SESÉ . . . 131
SYNDICAT UNIQUE . . . 131
SYNDICAT DES MÉTIERS DIVERS (OFICIOS VARIOS) . . . 132
SOCIALISATION VERSUS COLLECTIVISATION . . . 132
TRENTISTES . . . 133
UGT . . . 133
UNITÉ ANTIFASCISTE . . . 133
USC . . . 134
VINALESA . . . 134

BIBLIOGRAPHIE : 135
1- Livres, documents et brochures . . . 135
2- Journaux . . . 137




COMITE DEFENSA LOCAL
BARCELONA
C.N.T.
F.A.I.

Tampon du Comité de Défense Local de Barcelone

LES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA CNT À BARCELONE (1933-1938)

Des Cadres de Défense aux Comités révolutionnaires de Quartier, aux Patrouilles de contrôle et aux Milices Populaires

AGUSTÍN GUILLAMÓN

Première édition en espagnol : avril 2011. Seconde édition en espagnol : septembre 2011. Aldarull edicions. Barcelone.

Ce livre a été traduit par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannérisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs) en avril et mai 2012, avec le concours précieux de l'auteur. Merci à S. de "La Bataille Socialiste" (`http://bataillesocialiste.wordpress.com/`) pour la mise en relation avec l'auteur. D'autres traductions subversives du CATS sont librement téléchargeables et diffusables sur son site : `http://ablogm.com/cats/`

Un premier brouillon initial (très bref) de ce travail fut publié dans le numéro extraordinaire de Solidaridad Obrera (janvier 2010) dédié au centenaire de la CNT.

> Plus de dirigeants, plus d'État Pour profiter de nos combats.
>
> — Raoul Vaneigem, La vie s'écoule, la vie s'enfuit

> Vivere militare est.
>
> — Sénèque. Lettres

> I didn't say it would be easy, Neo. I just said it would be the truth.
>
> — Morpheus dans Matrix, Larry et Andy Wachowski.

> « Les révolutions sociales, ces tentatives de réorganisation de la production et de la société sur des nouvelles bases, sont extrêmement rares dans l'Histoire. Au delà des circonstances particulières dans lesquelles elles surgirent, elles nous apportent toujours une expérience irremplaçable, dans leurs succès comme, surtout, dans leurs échecs. Le grand enseignement de la révolution de 1936 a été la nécessité incontournable de la destruction de l'État ».



Barricade construite le 19 Juillet 1936 sur le Paralelo, face à « El Molino ». Ici les Comités de Défense et le Syndicat du Bois de la CNT mirent en déroute l'armée soulevée.

1. DU RAPPORT DE SHAPIRO À CELUI D'OCTOBRE 1934

Un rapport confidentiel, à la diffusion réduite, d'Alexandre Shapiro [1], secrétaire de l'AIT, élaboré durant son séjour en Espagne en 1932-33, relatait ce qu'étaient et comment fonctionnaient les Comités de Défense, organisés exclusivement pour des tâches insurrectionnelles de choc, comme celle du 8 janvier 1933, dont il fut témoin. Ce rapport de Shapiro, sur les Comités de Défense, fut réalisé en pleine polémique entre FAIstes et trentistes [2] sur l'opportunité, ou non, de la tactique d'insurrection immédiate, localiste et permanente. Shapiro fit une critique dévastatrice de l'improvisation, du manque d'organisation et de préparation de l'insurrection de janvier. Il dénonça, avec dureté, le fait qu'une même personne puisse détenir des charges aux secrétariats de la CNT et du Comité National de Défense, pour le confusionnisme que cela créait. Il démontra que, dans la pratique, s'était produite une soumission de la CNT aux décisions du Comité National des Comités de Défense (CNDC).

Le rapport de Shapiro, qui bénéficiait de l'aide inestimable d'Eusebio Carbó, décrivait de cette manière les Cadres de Défense, existants en 1933 : « Ces Comités de Défense, qui existaient déjà depuis un certain temps, avaient comme unique but de préparer les armes nécessaires en cas d'insurrection, d'organiser les groupes de choc dans les différents quartiers populaires, d'organiser la résistance des soldats dans les casernes etc… ».

Alors même que l'insurrection des Asturies était encore en cours, le CNCD constatait, dans un rapport [3], l'échec de la tactique insurrectionnelle, défendue par le groupe Nosotros, connue populairement sous le nom de « gymnastique révolutionnaire », qu'il accusait précisément d'être responsable du manque de préparation de la CNT pour intervenir, au niveau national, dans l'insurrection d'octobre 1934. Le moment était venu de dépasser cette tactique, parce qu'elle avait démontré le caractère absurde et dangereux d'une insurrection locale à un moment inadéquat, sans une sérieuse préparation préalable, qui soumettait les libertaires à la répression étatique, sans jamais obtenir une extension populaire à tout le pays, ni l'adhésion des autres organisations, nécessaire pour affronter avec succès l'appareil militaire et répressif de l'État. Le pire de tout est que cette répression avait démantelé l'appareil militaire clandestin de la CNT, après les insurrections précipitées de janvier et décembre 1933. En octobre 1934, quand furent réunies les conditions adéquates pour une insurrection prolétaire révolutionnaire, à l'échelle nationale, les anarcho-syndicalistes se trouvaient absolument épuisés et désorganisés, désarmés, avec des milliers de militants prisonniers.

1. AIT, « Rapport sur l'activité de la CNT (16 décembre 1932 – 26 février 1933) ».

2. Les FAIstes défendaient des insurrections indépendantes des conditions objectives, qui toucheraient le peuple de manière contagieuse, avec l'exemple donné par des groupes d'action révolutionnaire. Les trentistes, ou réformistes, protestaient contre l'ingérence de la FAI dans les syndicats ; ils défendaient l'action syndicale et le sérieux dans la préparation d'une insurrection révolutionnaire massive, dans des conditions favorables pour son extension nationale et sociale. Les trentistes se définissaient comme des révolutionnaires gradualistes et des syndicalistes purs, opposés aux « folles » insurrections des FAIstes. Ils préféraient l'action syndicale à long terme plutôt que l'action insurrectionnelle immédiate, mais précipitée, qui attirait la répression et la désorganisation.

Le Manifeste des Trente d'août 1931 était signé, entre autres, par Progreso Alfarache, Roldán Cortada (qui termina à l'UGT), Juan López (qui devint ministre de l'Industrie de la République), Juan Peiró (syndicaliste très connu et homme de grand prestige), Angel Pestaña et d'autres.

La principale conséquence du Manifeste des Trente fut la scission de la CNT et l'apparition des dénommés Syndicats d'Opposition, qui fondèrent en janvier 1933 la Fédération Syndicaliste Libertaire (FSL). La FSL en Catalogne atteignit une grande force dans des localités comme Sabadell, Mataró, Badalona, Manresa, etc… ainsi que dans la région de Valence. Elle regroupa quelques 65 000 affiliés.

La scission ne fut pas résolue avant le congrès de Saragosse, en mai 1936, peu de mois avant le début de la Guerre Civile. Joan Peiró retourna à la CNT réunifiée avec son énorme prestige intact. Angel Pestaña abandonna la FSL et fonda un minuscule Parti Syndicaliste en avril 1934, ce qui le marginalisa du reste du monde confédéral et peut être considéré comme un grand échec personnel et politique.

3. CNCD, « Ponencia sobre la constitución de los Comités de Defensa (11 octobre 1934) ».

Il était nécessaire d'agir avec intelligence et patience, en se préparant et en s'armant pour le moment où se présenterait une nouvelle occasion, que la répression des récents événements révolutionnaires était déjà en train de provoquer et de consolider. L'immédiatisme local irréfléchi, qui permettait des explosions sans aucune possibilité de succès, devait être remplacé par la planification intelligente et méthodique d'une insurrection efficace et définitive.

La date du document, *11 octobre 1934*, ne laisse pas de doutes sur l'influence que les événements historiques en cours eurent sur la rédaction du rapport. Sa clarté d'expression et ses analyses ne pouvaient pas être plus contondantes. Cependant, plus de 75 ans après, l'historiographie bourgeoise et stalinienne continue à propager, au jour d'aujourd'hui, l'explication propagandiste que la CNT donna pour justifier sa non participation, mis à part dans les Asturies, à l'insurrection d'octobre 1934, quand en réalité l'authenticque raison était qu'elle était exténuée et désarmée : « Que ne se produise pas non plus [dans le futur] ce qui s'est passé ces derniers jours, où la conscience générale du fait nous n'étions pas préparés à une lutte avec des garanties minimales de succès, nous contraignit à laisser passer les événements, plongés dans la douleur de l'impuissance et subissant les commentaires adverses ».

La détermination à travailler au renforcement des Comités de Défense, en dépassant les déficiences et en corrigeant les erreurs, et surtout en profitant de la répression étatique comme stimulant pour poursuivre la lutte, impulsèrent le rapport du CNCD d'octobre 1934. On abandonna la vieille tactique en faveur d'une préparation révolutionnaire sérieuse et méthodique : « Il n'y a pas de révolution sans préparation, et plus celle-ci est intense et intelligente, plus elle s'imposera le jour venu. Il faut en finir avec le préjugé des improvisations, d'inspiration exaltée, comme uniques formes de solutions [réalisables] en des temps de difficultés. Cette erreur, celle de la confiance dans l'instinct créateur des masses, nous a coûté très cher. On ne se procure pas, par génération spontanée, les moyens de guerre indispensables pour combattre un État qui a l'expérience, de fortes dotations [en armement] et des normes offensives et défensives supérieures ».

Le CNCD considérait « qu'il faut donner aux Comités de Défense la grande importance qu'ils ont pour la CNT et la révolution libertaire, en prenant soin de l'étude interrompue de leurs structures pour les dépasser [les améliorer] et en leur apportant les moyens économiques et de relation [aide] morale et technique qui leur procurent la plus grande efficacité afin d'obtenir rapidement la finalité désirée ».

La milice clandestine des Comités de Défense devait être toujours assujettie aux ordres et nécessités de la CNT : « Les Comités de Défense seront une modalité organique annexée à la CNT ». Le rapport structurait les Comités de Défense au travers de « militants volontaires », de la même manière qu'était considérée comme volontaire la participation des organisations spécifiques, c'est à dire de la FAI et des Jeunesses Libertaires. Mais sans jamais oublier que les Comités de Défense étaient une organisation militaire secrète de la CNT, financée par les syndicats, qui « fixeront un pourcentage de cotisation qui sera remis mensuellement à ceux-ci [les Comités de Défense] par le canal des Comités Confédéraux de chaque localité ou région ».

Le rapport fixait y compris un pourcentage de « 15% de sa collecte hebdomadaire », affirmant que c'est ce qui se pratiquait en Aragon, dans la Rioja et en Navarre, sans renoncer à la possibilité de l'augmenter dans chaque endroit en fonction des nécessités existantes ou de la conjoncture. La majeure partie de l'argent était destinée aux différents Comités Régionaux de Défense qui « distribueront le matériel acquis non aux syndicats ou localités qui contribuent le plus mais là où il y a le plus de manque, du fait de sa rareté ou de son meilleur rendement ».

La logique à suivre était, de manière très pragmatique et intelligente, celle des nécessités de l'insurrection : « Il y aura des lieux stratégiques pour la révolution qui, du fait des vicissitudes de longues luttes, des répressions ou de la faiblesse de l'environnement libertaire, ne pourront pas participer économiquement à l'équipement [armement] et pour couvrir ce défaut ils mériteront l'appui solidaire des organisations, vérifié par les Comités Régionaux de Défense ».

Le rapport du CNCD, d'octobre 1934, considérait que le groupe, ou le Cadre de Défense basique, devait être peu nombreux, pour faciliter sa clandestinité et son agilité, ainsi qu'une connaissance profonde du caractère, des savoirs et des aptitudes de chaque militant.

Il devait être formé par un **secrétaire**, qui avait comme mission fondamentale la **liaison** avec d'autres groupes du même quartier et la **formation** de nouveaux groupes.

Un **second** militant devait se charger d'identifier et de noter le nom, le domicile, l'idéologie, les caractéristiques physiques, les habitudes et la **dangerosité des ennemis** existants dans l'espace assigné à son groupe. Par dangerosité, on entendait la profession ou l'idéologie de la personne identifiée comme ennemi : « militaires, policiers, prêtres, fonctionnaires, politiciens bourgeois et marxistes, pistoleros [tueurs patronaux], fascistes etc… ».

Un troisième militant devait étudier les édifices et les immeubles hostiles au mouvement ouvrier, leur vulnérabilité et leur importance. Il s'agissait de **dresser des plans et d'élaborer des statistiques** en hommes, matériel et armement existants dans les « casernes, commissariats, prisons, églises et couvents, centres politiques, édifices fortifiés etc… ».

Un quatrième militant du groupe devait **enquêter sur les points stratégiques et tactiques**, c'est à dire sur les « ponts, passages souterrains, égouts, sous-sols, maisons avec terrasses ou portes dérobées et accès à d'autres rues ou cours où fuir ou se réfugier ».

On considérait que le travail **d'un cinquième militant** devait être consacré à l'étude des services publics : « éclairage, eau, garages, dépôts de tramways, métro, voies de transport et leur faiblesse vis à vis du sabotage ou de la saisie ».

Un sixième militant devait se charger de localiser et d'étudier les lieux où l'on pouvait obtenir **des armes, de l'argent et des provisions** pour la révolution : « armureries, domiciles particuliers armés, banques, caisses de crédit, magasins de vêtements, articles alimentaires etc… ».

On considérait que ce nombre de **six militants** était le chiffre idéal pour constituer un groupe ou un Cadre de Défense, sans cesser de considérer que, dans certains cas, quelques membres pouvaient s'ajouter pour couvrir des tâches de « grande importance ». Le rapport recommandait que le nombre de Cadres serait sacrifié au profit de leur qualité, et que les militants devaient se caractériser par le fait d'être des « hommes réservés et actifs ». La clandestinité devait être absolue.

Ainsi, donc, les Groupes de Défense, après octobre 1934, se caractérisaient par leur effectif réduit, d'environ **6 militants**, chargés de tâches très concrètes. Le secrétaire du groupe constituait la liaison avec d'autres groupes du même quartier. C'étaient des groupes de renseignement et de combat qui devaient remplir « le rôle de juste avant-garde révolutionnaire » qui « inspireront directement le peuple », c'est à dire qu'au moment de l'insurrection ils devaient être capables de mobiliser des groupes secondaires plus nombreux et ces derniers, à leur tour, tout le peuple.

Le Groupe de Défense était la cellule de base de cette structure militaire clandestine de la CNT, constituée par 6 militants. Son espace était très précisément délimité dans chaque quartier. Dans chaque quartier se constituait un Comité de Défense de Quartier, qui coordonnait tous ces Cadres de Défense, et qui recevait un rapport mensuel de chacun des secrétaires de groupe. Le secrétaire-délégué de quartier réalisait un résumé qu'il remettait au Comité de District, et celui-ci à son tour en transmettait un au Comité Local de Défense « et celui-ci au Régional, et celui-ci au National successivement ».

Ce schéma d'organisation, propre aux grandes villes, se simplifiait dans les villages, où les différents groupes se coordonnaient directement dans le Comité Local. À Barcelone, après le 19 juillet 1936, dans chaque quartier, surgit un Comité de Ravitaillement, qui se coordonnait au niveau du district et de toute la ville. Son origine se trouvait dans ce militant de chaque Cadre de Défense qui se dédiait aux tâches d'approvisionnement en armes et vivres. Ces Comités de Ravitaillement, intimement reliés au syndicat de l'alimentation, créèrent de nombreuses cantines gratuites pour les miliciens et leurs familles, en plus des chômeurs et des nécessiteux, cantines qui se maintinrent durant de nombreux mois.

Le rapport détaillait y compris comment et où « constituer des groupes, ou Cadres de Défense, en cherchant l'élément humain dans les syndicats et en les répartissant par quartier dans les villes industrielles, en leur assignant un rayon d'action tracé sur des cartes urbaines, dont ils ne sortiront pas sans ordre express ».

Le souci du détail et la précision avec lesquels ces Comités de Défense furent constitués sont notables. Le rapport recommandait que les groupes soient formés par des hommes d'un même syndicat ou d'une même branche professionnelle, « ce qui ne veut pas dire qu'ils gardent des relations ou une dépendance avec leur syndicat, étant donné qu'ils sont à la disposition exclusive des Comités de Défense afin de remplir les fins que ces derniers leur assignent », parce que « cette méthode a la vertu de convertir ces militants, groupés au sein

des Comités de Défense, en gardiens des principes au sein des syndicats, capables de prévoir l'action intime et publique de celui-ci ».

Le rapport du CNCD détaillait également l'organisation des Comités de Défense à l'échelle régionale et nationale, encadrant de plus ces secteurs de travailleurs, comme les cheminots, les conducteurs d'autocars, les travailleurs du téléphone et du télégraphe, les postiers et au final tous ceux qui par les caractéristiques de leur profession ou organisation, embrassaient un environnement national, soulignant l'importance des communications dans une insurrection révolutionnaire. **Un paragraphe spécial était dédié au travail d'infiltration, de propagande et de recrutement de sympathisants dans les casernes.** Après avoir souligné la nécessité de discuter et perfectionner constamment les tactiques et plans insurrectionnels des Comités de Défense, au niveau local, régional et national, et de renforcer le « trabazón » (« l'assemblage », terme utilisé pour définir les relations entre CNT et FAI, idéalement sans dépendance ni soumission, une sorte d'alliance intime entre militants des 2 organisations, comme deux cordes entremêlées qui, ensemble, seraient ainsi plus résistantes avec la FAI, le rapport terminait par un appel aux cénétistes, pour qu'ils prennent en compte l'importance du fait de consolider, étendre et perfectionner une milice anonyme et secrète de la CNT, « face au monument militaire et policier de l'État et des milices fascistes ou marxistes ».

Les Cadres de Défense étaient majoritairement des Cadres syndicaux. Après le 19 et le 20 juillet quelques uns de ces Cadres de Défense syndicaux arrivèrent à se constituer en centuries des Milices Populaires, qui allèrent immédiatement lutter contre le fascisme dans les terres d'Aragon. De là le fait qu'au sein des différentes colonnes confédérales on parlait de la centurie des métallos, ou de la centurie du bois, ou de celle du bâtiment, constituée par des militants d'un même syndicat.

Les fonctions essentielles des Comités de Défense étaient au nombre de deux :

1.- Obtention, entretien, stockage et apprentissage dans le maniement des armes. L'autorité des Comités de Défense résidait dans son caractère d'organisation armée. Son pouvoir était le pouvoir des ouvriers en armes.

2.- Intendance au sens large du terme, depuis la fourniture de ravitaillement pour la population et la prise en charge de cantines populaires jusqu'à la création et l'entretien d'hôpitaux, d'écoles, d'athénées… et y compris, lors des premiers jours de la victoire populaire, recrutement de miliciens et approvisionnement des colonnes qui partirent vers le front.

Les Cadres de Défense existaient depuis un peu après la proclamation de la République, et pouvaient être considérés comme la continuité, la réorganisation et l'extension des groupes d'action et d'autodéfense armée des années du pistolérisme (1917-1923).

Dans les années 30, les chômeurs étaient intégrés dans les Cadres de Défense de façon rotative, avec l'objectif solidaire de leur procurer un revenu, d'éviter les briseurs de grève et d'étendre au maximum de militants la connaissance et l'usage des armes. Pour ces mêmes raisons, et pour éviter leur « professionnalisation », ils évitèrent que cette rémunération soit permanente [4]. Durant toute l'étape républicaine, il y eut des piquets et des groupes d'action syndicale armés, qui défendaient les manifestations et les grèves, ou déclenchaient des insurrections locales. D'autre part, l'action directe, qui caractérisait la CNT, lui faisait refuser les Jurys Mixtes [instances paritaires de résolution des conflits du travail] et la négociation bureaucratique dans les salons, s'imposant l'action violente des piquets comme unique arme efficace pour arracher des améliorations sociales à un patronat sauvage [5].

Le rapport du CNCD, d'octobre 1934, supposait une nouvelle organisation et orientation des Cadres de Défense, qui assumaient tacitement les vieilles critiques adressées à la « gymnastique » insurrectionnelle par Alexandre Shapiro (1933) et les trentistes (1931).

4. EALHAM, Chris : *La lucha por Barcelona. Clase, cultura y conflicto 1898-1937.* Alianza Editorial, Madrid, 2005, p. 174.
5. Idem, p.160.

Comité de Defensa Barriada de Pueblo Nuevo

Se autoriza al portador para dejarle libre el paso por las barricadas para que siga su camino.

EL COMITÉ

Barcelona 25 Julio 1936



Autorisation pour passer les barricades, délivrée par le Comité de Défense de Pueblo Nuevo, le 25 juillet 1936.

2. LE COMITÉ LOCAL DE PRÉPARATION RÉVOLUTIONNAIRE

En Catalogne, l'application pratique de cette nouvelle structure des Comités de Défense fut l'objet d'un rapport présenté par *les groupes anarchistes Indomables, Nervio, Nosotros, Tierra Libre et Germen*, à la réunion plénière de la Fédération des Groupes Anarchistes de Barcelone, qui se réunit en janvier 1935. Le rapport présentait la fondation, à Barcelone, du Comité Local de Préparation Révolutionnaire[1].

Le préambule du rapport caractérisait le moment historique comme « une période d'immenses perspectives révolutionnaires à cause surtout de l'incapacité manifeste du capitalisme et de l'État à donner des solutions d'équité aux problèmes économiques, sociaux et moraux posés d'une manière pressante ». On constatait l'échec politique international depuis la fin de la Grande Guerre : « Plus de trois lustres d'efforts permanents des dirigeants de la vie économique et tant d'autres essais de multiples formes d'État, sans exclure la soi-disant dictature du prolétariat, n'ont pas produit un minimum d'équilibre tolérable pour les grandes masses mais ont augmenté le malaise général et nous ont amené au bord de la ruine physiologique et à l'aube de la nouvelle hécatombe guerrière ». Face à panorama historique réellement affligeant, la montée du fascisme en Italie, du nazisme en Allemagne, du stalinisme en Union Soviétique, de la dépression économique avec un chômage massif et permanent aux États-Unis et en Europe ; le rapport opposait l'espérance du prolétariat révolutionnaire : « Dans la faillite universelle des idées, des partis, des systèmes, seul reste debout le prolétariat révolutionnaire avec son programme de réorganisation des bases de travail, de la réalité économique et sociale et de la solidarité ». L'optimisme des rédacteurs du rapport voyait le mouvement ouvrier en Espagne comme le plus fort et capable « de livrer la bataille définitive au vieil édifice de la morale, de l'économie et de la politique capitalistes ».

Dans la définition que les rapporteurs donnaient de la révolution, une profonde critique était adressée à la puérile tactique, déjà abandonnée en octobre 1934, de la gymnastique révolutionnaire et de l'improvisation : « La révolution sociale ne peut être interprétée comme un coup d'audace, dans le style des coups d'État du jacobinisme, mais comme la conséquence et le résultat du déclenchement d'une guerre civile inévitable et d'une durée impossible à prévoir ». On pouvait non seulement apercevoir avec une clarté surprenante la Guerre Civile, à 18 mois de distance, et son immense cruauté, mais on insistait aussi sur la nécessité d'anticiper déjà, en organisant la nouvelle structure des Cadres de Défense : « Si le coup d'État exige dans les temps modernes une grande préparation technique et insurrectionnelle, des éléments et des hommes parfaitement entraînés pour la fin poursuivie, une guerre civile requerra à plus forte raison un appareil de combat qui ne peut s'improviser à la chaleur du simple enthousiasme, sans se structurer et s'articuler avec la plus grande quantité possible de prévisions et d'effectifs ».

On confirmait l'abondance d'hommes disponibles, mais aussi leur manque d'organisation « pour une lutte soutenue contre les forces ennemies ». Il était, donc, nécessaire d'accélérer leur instruction : « À cet intention répond la présente structuration du Comité Local de Préparation Révolutionnaire que nous proposons ». Ce comité serait formé par 4 membres : deux seraient nommés par la Fédération Locale de la CNT et 2 autres par la Fédération Locale des Groupes Anarchistes. Ces quatre là organiseraient de plus une commission auxiliaire. La mission principale de ce Comité Local de Préparation Révolutionnaire était « l'étude des moyens et méthodes de lutte, de la tactique à employer et l'articulation des forces organiques insurrectionnelles ». On distinguait clairement les **vieux Cadres de Choc**, antérieurs à octobre 1934, et **les nouveaux Cadres de Défense** : « Ainsi,

1. Groupes anarchistes Indomables (Indomptables), Nervio (Nerf), Nosotros (Nous), Tierra Libre (Terre Libre) et Germen (Germe) : « Comité Local de Preparación Revolucionaria ». Rapport présenté à la Fédération Locale des Groupes Anarchistes de Barcelone, en janvier 1935.

comme jusqu'ici les Comités de Défense ont été surtout des organisations de groupes de choc, ils doivent être désormais des organismes capables d'étudier les réalités de la lutte moderne ».

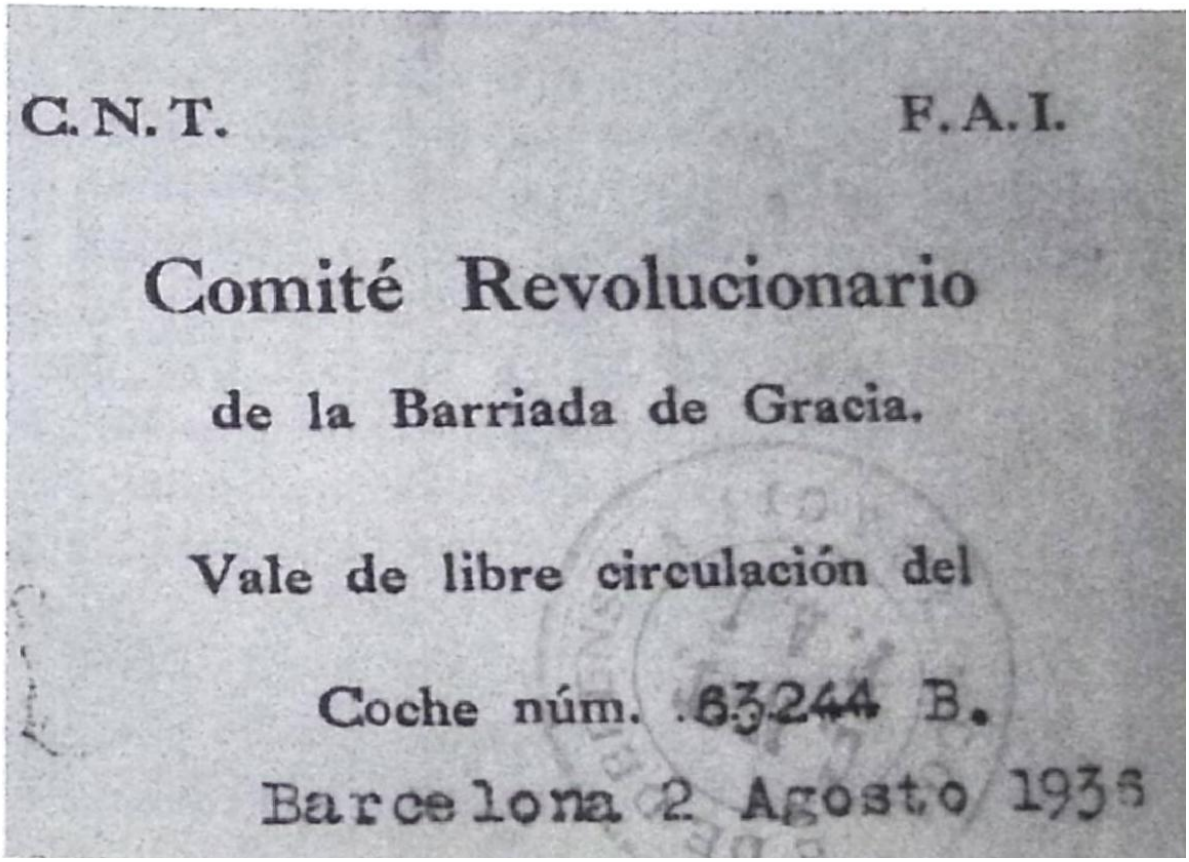
La préparation révolutionnaire pour une longue guerre civile exigeait de nouveaux défis, impensables dans la vieille tactique des groupes de choc : « Étant donné qu'il n'est pas possible de disposer à l'avance des stocks d'armes nécessaires à une lutte soutenue, il est nécessaire que le Comité de Préparation étudie la manière de transformer les industries dans des zones stratégiques déterminées [...] en industries pourvoyeuses de matériel de combat pour la révolution ». Ici se trouvait l'origine de la Commission des Industries de Guerre, constituée le 7 août 1936, qui créa en Catalogne à partir de rien une puissante industrie belliqueuse grâce aux efforts des travailleurs, coordonnés par les cénétistes Eugenio Vallejo Isla, métallurgiste, Manuel Martí Pallarés, du syndicat de la Chimie et Mariano Martín Izquierdo ; et bien que plus tard les politiciens bourgeois (Josep Tarradellas) s'en soient attribués le succès, et bien qu'en effet certains y aient contribué, celui-ci « appartient intégralement aux travailleurs des fabriques, et aux techniciens, aux délégués responsables que la CNT a, dès le début de la guerre, mis aux charges de direction » [2].

Les Comités Régionaux de la CNT devaient être les coordinateurs de ces Comités Locaux de Préparation Révolutionnaire. Ceux-ci pouvaient se réunir en réunions plénières spéciales pour l'échange d'initiatives, d'informations et d'expériences. Au niveau national on prévoyait de célébrer des réunions des délégués régionaux.

Ce Comité de Préparation ne devait jamais avoir l'initiative révolutionnaire « qui devra toujours partir des organisations confédérales et spécifiques, celles-ci devant fixer le moment opportun et assumer la direction du mouvement ». Le financement devait être à la charge des syndicats de la CNT et des groupes anarchistes, sans « fixer à l'avance une contribution générale obligatoire ». Quant à « la formation des cadres de lutte, dans les villes les groupes insurrectionnels seront formés à partir des quartiers, en noyaux dont le nombre est illimité, mais feront également partie des cadres insurrectionnels les groupes d'affinités qui désirent maintenir leur connexion en tant que tels, mais en se soumettant au contrôle du Comité de Préparation ».

Tant le rapport du CNCD, d'octobre 1934, que celui des groupes anarchistes de Barcelone, de janvier 1935, insistaient sur une nouvelle structure des Cadres de Défense, défaisant leur vieille considération de simples groupes de choc, pour les transformer en Cadres de Défense destinés à une rigoureuse préparation révolutionnaire, affrontant les problèmes d'information, d'armement, de tactique et d'investigation préalables à une longue guerre civile. Des groupes de choc, antérieurs à 1934, on était passé aux **Cadres d'information et de combat**, cellules de la future armée révolutionnaire.

2. Memoria sobre industria de guerra. Document numéro 4.


C. N. T. F. A. I.

Comité Revolucionario

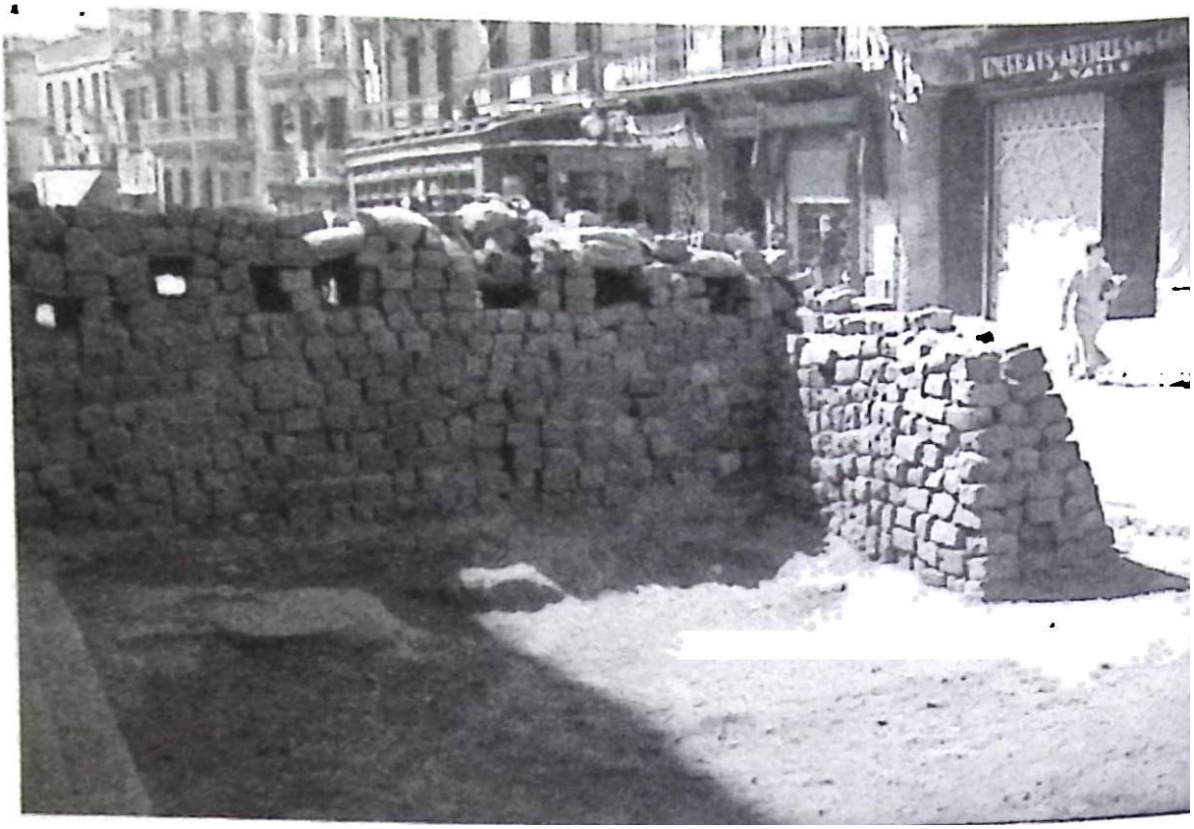
de la Barriada de Gracia.

Vale de libre circulación del

Coche núm. 63244 B.

Barcelona 2 Agosto 1936

Autorisation de libre circulation avec trois tampons : ceux du Secrétariat du Comité Régional de la CNT, de la Fédération Local des Syndicats Uniques de Barcelone et des Groupes Anarchistes de Catalogne.



Barricades sur les Ramblas, mai 1937.

3. DIFFÉRENCES ENTRE GROUPES DE DÉFENSE, GROUPES D'AFFINITÉS ET GROUPE D'ACTION

Il faut différencier les Cadres de *Défense*, les groupes d'*affinités* et les groupes d'*action*.

Les Cadres de Défense furent, depuis octobre 1934, la milice secrète et anonyme du syndicat cénétiste. Ils avaient assumé antérieurement des tâches allant de la défense syndicale, ou de piquets de grève, jusqu'à des tentatives insurrectionnelles. Ils pouvaient se définir comme l'**armée clandestine de la révolution**, plongée pleinement et sérieusement dans des tâches de renseignement, d'armement, d'entraînement, de stratégie et de préparation de l'insurrection ouvrière. Ils étaient un organisme dépendant de la CNT, parce que c'étaient les syndicats qui les finançaient et qui les nourrissaient avec leurs militants. Cette structure des Cadres de Défense primaires, formés par 6 membres, était préparée pour s'étendre, avec l'incorporation massive de milliers de syndicalistes, et pour admettre de plus d'autres groupes secondaires, comme les groupe d'affinités de la FAI, des Jeunesses Libertaires et des athénées. Mais les Comités de Défense ne furent jamais une organisation de la FAI, ni n'eurent jamais un caractère indépendant et autonome ; ils furent l'organisation armée de la CNT, toujours soumise aux décisions et initiatives du Comité Régional (ou National) **de la CNT**.

La CNT n'était pas seulement le syndicat. Dans quasiment tous les quartiers barcelonais existait le Comité de Quartier, qui embrassaient toute la vie sociale, culturelle et familiale du travailleur, créant un **espace de lutte et de solidarité** [1] très bien défini et connu, qui permettait une relation naturelle avec des voisins, des amis et compagnons, facilitant la formation idéologique, l'information et les plateformes revendicatives.

Juan García Oliver définissait de cette manière sa conception de l'armée révolutionnaire : « Nous défendons [dans le rapport de García Oliver sur le Communisme Libertaire, présenté au Congrès de Saragosse en mai 1936] la création d'une armée révolutionnaire, dont j'entend qu'elle doit être considérée comme telle à partir de maintenant. Convertir ce que nous avions fait à Barcelone en matière de Cadres de Défense Confédéraux en une tactique applicable à toute l'Espagne. C'était cela, ni plus ni moins » [2].

La position de García Oliver sur l'armée révolutionnaire rencontra une opposition sérieuse au sein de la FAI, qui l'accusait d'abandonner les principes anarchistes et d'être militariste : « Cipriano Mera (très bon compagnon du Bâtiment de Madrid), tandis que j'étais en train de faire [au Congrès de Saragosse], à part d'autres gloses, celle sur l'armée, cria : « Que le compagnon Garcia Oliver nous dise de quelle couleur il veut les galons ! ». Et par une circonstance paradoxale ce fut précisément Cipriano Mera qui accepta bientôt le premier la militarisation et les galons de l'armée » [3].

Les groupes d'affinités constituaient la **structure organisationnelle de la FAI.** C'étaient fondamentalement des groupes d'amis et/ou de militants, unis par une affinité idéologique, qui assumaient des tâches, des postulats et des tactiques communes au groupe, qui pouvaient les opposer à d'autres groupes d'affinités. Par son importance, l'opposition fut notable entre le groupe Nosotros et le front anti-Nosotros, constitué par plusieurs groupes qui secondaient le groupe Nervio. La Fédération Anarchiste Ibérique (FAI) n'était pas plus qu'une plateforme commune, ou une coordination, de groupes d'affinités, qui divergeaient fréquemment du Comité Péninsulaire ou Régional. La FAI se transforma, en juillet 1937, en un parti antifasciste de plus, quand la réorganisation organique substitua (ou déplaça) aux groupes d'affinités comme base organisationnelle de la FAI,

1. SANZ, Carles : *La CNT en ple. Anomia*, Barcelone-Sabadell, 2010, p.91.
2. GÔMEZ, Freddy : « Entrevista con Juan García Oliver, registrada el 29-6-1977 en París (France) ». Brochure. Fundación Salvador Seguí, Madrid, 1990, p.20.
3. Idem.

une nouvelle organisation territoriale, réduite dans la ville de Barcelone à seulement 23 militants. À la FAI, on ne votait quasiment jamais, et on défendait le point de vue que les résolutions des assemblées plénières soient adoptées à l'unanimité, recherchant le consensus entre les différentes positions dans un texte qui puisse être assumé par tous, sinon l'approbation restait en suspens[4].

Les groupes d'affinités se caractérisaient par leur caractère transitoire, l'autofinancement, la décentralisation, l'autonomie et le fédéralisme. Les conditions de clandestinité, mais aussi leur propre vocation, faisaient que ces groupes naissaient pour effectuer une action concrète ou une tâche déterminée, et celle-ci une fois réalisée, les groupes se dissolvaient après une brève existence. Quelques individus allaient peut-être se retrouver dans d'autres groupes d'affinités pour réaliser une autre tâche concrète. Cette volatilité et cette clandestinité permanente étaient le fruit de la nécessaire adaptation à la répression policière, et elles étaient aussi dues au préjugé anarchiste envers toute structure organisationnelle, ce qui rend très difficile l'étude historique. Bien qu'aient existé également, exceptionellement, des groupes d'affinités de longue durée, ils étaient les moins nombreux. Ils étaient habituellement formés par un minimum de quatre compagnons et, au maximum, par une vingtaine, au point que lorsque ce chiffre était dépassé, ils se divisaient en deux groupes distincts. C'est ce qui s'est passé, par exemple, avec le groupe Faros (Les Phares) dans les années 1920. L'autonomie extrême des groupes d'affinités les rendait très indépendants de la FAI. Ainsi, par exemple, le groupe Nosotros, qui avait l'habitude de parler dans les meetings au nom de la FAI, n'intégra officiellement cette organisation qu'à une date très tardive, fin 1933 selon quelques uns, ou au début de 1934 selon d'autres sources. Un autre trait des groupes d'affinités était leur manque permanent de financement ou de moyens matériels. Leurs objectifs étaient très divers et hétérogènes, embrassant un éventail très large, à caractère culturel, associatif, ludique ou d'entraide, qui allaient de la divulgation et de la diffusion scientifique et littéraire, au théâtre, aux chorales, aux publications, débats, conférences, excursions, coopérativisme etc… jusqu'au soutien d'un athénée ou d'une école rationaliste. D'autres groupes d'affinités avaient des objectifs syndicaux (d'affirmation anarchiste) ou d'action solidaire avec les prisonniers, ou de financement de la presse ou d'athénées. Les groupes d'affinités pouvaient naître dans les syndicats, dans les Jeunesses Libertaires ou dans les athénées, et leur plus grand désir étaient de vivre, dès maintenant, la pratique de certaines valeurs éthiques et sociales, alternatives.

Durant la Guerre Civile, les groupes d'affinités eurent leur plus grande présence et effectivité dans les réunions des Fédérations Locales (surtout dans la ville de Barcelone), où ils manifestaient avec force leurs critiques et désaccords avec les Comités supérieurs, mais ces derniers dominaient pleinement les niveaux régionaux et nationaux. La restructuration organisationnelle de la FAI, en juillet 1937, supposait la marginalisation bureaucratique des groupes d'affinités qui, bien qu'ils aient subsisté nominalement, ne purent même plus soutenir leurs positions dans les réunions plénières locales. Cela supposait de les isoler et de les rendre inopérants. La FAI était déjà un parti antifasciste de plus, organisé territorialement par individus. L'important dans cette réorganisation organique de la FAI était de renforcer l'appareil de propagande, la formation de gens capables de détenir des charges administratives et de gouvernement et, bien sûr, bien que cela ne soit jamais admis, de contrôler et d'affaiblir les groupes d'affinités révolutionnaires, rebelles et critiques face aux Comités supérieurs.

Les groupes d'action, durant les années du pistolérisme (1917-1923), se constituèrent comme groupes d'autodéfense des syndicalistes et de l'organisation, parce que l'unique devoir, devant le terrorisme brutal de l'État, la militarisation du Somatén (milice civile catalane, bourgeoise et armée, destinée à épauler les forces de l'ordre) et le financement des pistoleros du Syndicat Libre par le patronat catalan, était la propre survie du militant cénétiste, pour éviter la disparition de la CNT, à cause de l'assassinat de ses membres et de la désaffiliation massive que cela entraîna.

4. PEIRATS, Josep : *De mi paso por la vida. Memorias.* Flor del Viento, Barcelone, 2009, p.257.

Suite à l'assassinat de Salvador Seguí et de Peronas[5], une réunion exécutive, formée par Juan Peiró, Ángel Pestaña, Camilo Piñón et Narciso Marcó[6], approuve la constitution de groupes d'action, qui répondront au terrorisme étatique et patronal avec des attentats personnels[7] contre Martínez Anido (gouverneur militaire de Barcelone entre 1919 et 1922) et le prétendant carliste Don Jaime. Ces objectifs ne furent pas atteints, mais des attentats eurent lieu contre le cardinal Soldevila (4 juin 1923) et l'ex-gouverneur de Bilbao, Regueral, et il y eut des affrontements avec les pistoleros du Syndicat Libre et les requetés (miliciens carlistes, monarchistes et catholiques intégristes).

L'assemblée plénière nationale des Régions de la CNT, à caractère secret, célébrée à Valence, à l'été 1923, donna l'alerte à propos du coup d'État imminent des militaires, et approuva la préparation de l'affrontement contre les factieux, à travers des braquages qui fourniraient des ressources pour l'achat d'armes et la fabrication de grenades à main. Mais il était déjà trop tard pour affronter le coup d'État de Primo de Rivera et la CNT entra dans une autre longue période de clandestinité organisationnelle et de persécution, d'emprisonnement et/ou d'exil pour ses militants.

Ces groupes d'action furent refusés de manière véhémentement, dans les années 1930, par divers secteurs (les trentistes), parce qu'ils entraînaient une perte de prestige pour la CNT et qu'ils confondaient l'action révolutionnaire avec la délinquance armée, mais, surtout, parce que le bilan des années de pistolérisme s'était conclu par la déroute ouvrière. L'État et le patronat criminalisèrent irrationnellement ces groupes d'action, mais aussi les Syndicats Uniques (syndicats de branche, d'industrie de la CNT), les athénées et les groupes d'affinités. Chaque Syndicat Unique[8] générait ses propres groupes d'action, en tant qu'organes indispensables de l'action

5. Salvador Seguí Rubinat (1887-1923), connu sous le surnom de « Nol del Sucre » (qui signifie littéralement « le gamin du sucre », fut secrétaire de la CNT entre 1918 et 1923. Né dans une famille de la classe ouvrière, il arriva à Barcelone à l'âge de 2 ans. Il commença à travailler à un âge précoce, comme apprenti d'un peintre. Il fut autodidacte. Attiré par l'anarcho-syndicalisme, très rapidement, il se détacha par ses aptitudes d'orateur et par sa capacité de mobilisation parmi les travailleurs.En 1908, un Congrès Ouvrier se réunit en Catalogne, qui donna naissance à la Federación Regional Obrera Catalana. Membre de la direction de Solidaridad Obrera, il participa activement à l'organisation de la résistance des travailleurs durant la dénommée « Semaine Tragique » de Barcelone (1909), une grève insurrectionnelle contre l'envoi de conscrits du peuple pour faire la guerre dans la partie du Maroc colonisée par l'Espagne.

Nommé secrétaire de l'Athénée Syndicaliste, durant les années de la Première Guerre Mondiale, il parcourut toute l'Espagne faisant connaître ses idées. En 1916 il fut capable de rapprocher les postures de la CNT et celles du syndicat socialiste UGT, qui convoquèrent conjointement une grève générale victorieuse contre la hausse des prix des produits de subsistance.

Au congrès de la CNT de 1918, il impulsa les Syndicats Uniques, formule organisationnelle qui fortifia les travailleurs dans leurs négociations avec le patronat. Durant les années où il occupa le secrétariat de la CNT, il tenta de freiner les activités des membres les plus violents de l'organisation. Il se détacha lors des négociations au moment de la grève de La Canadiense, un usine de production électrique, qui eut lieu entre février et mars 1919, dans une Barcelone occupée militairement. Son intervention décisive lors du meeting de la Plaza de toros de Las Arenas le consacra comme orateur et dirigeant, défendant la fin pacifique de la grève générale, considérée comme un succès des travailleurs, parce que la journée de 8 heures avait été obtenue, ainsi que la promesse patronale de réadmission des licenciés et de libération de tous les prisonniers. La position des plus radicaux était de poursuivre la grève jusqu'à obtenir la réadmission immédiate de tous les licenciés et la liberté des prisonniers ouvriers, qui étaient dans des mains privées, jusqu'à déboucher sur un conflit violent si leurs revendications n'étaient pas satisfaites.

Le non accomplissement des promesses de la part du patronat mena à une nouvelle grève générale, du 24 mars au 7 avril, qui se solda par un échec pour les travailleurs. L'attitude de Seguí fut durement critiquée par les partisans du maintien de la grève jusqu'à la satisfaction de toutes les revendications.

À la fin de 1919, le patronat déclara un lock-out général dans la ville de Barcelone, utilisant la police, l'armée, la Garde Civile, le Somatén et les tueurs à gages contre les syndicalistes de la CNT, tandis que la classe ouvrière barcelonaise tentait de survivre à la faim provoquée par le manque de salaires.

En novembre 1920, Seguí fut déporté au Château de La Mola, en Mahón (Minorque), où il demeura emprisonné durant de nombreux mois. Après sa libération, en avril 1922, il signa avec Pestaña, Peiró et Viadlu une « déclaration politique », qui défendait la fonction politique des syndicats, bien qu'en marge des partis traditionnels et du parlementarisme.

Il mourut assassiné par des pistoleros à la solde du patronat le 10 mars 1923, dans la rue de La Cadena à Barcelone, alors qu'il se promenait avec le cénétiste Francisco Comas Pagés ("Peronas").

6. GARCÍA OLIVER, Juan : - El eco de los pasos. Ruedo Ibérico, Paris, 1978.GÓMEZ, Freddy : « Entrevista con Juan García Oliver, registrada el 29-6-1977 en Paris (France) ». Brochure. Fundación Salvador Seguí, Madrid, 1990, p 9.

Les 4 membres de cette réunion exécutive signèrent, en août 1931, le Manifeste des Trente.

7. Les cénétistes furent toujours opposés à l'attentat personnel, parce que l'expérience historique avait prouvé son inutilité ; mais en 1923, ils décidèrent de recourir à ceux-ci devant la gravité de la situation, et de façon exceptionnelle, contrôlée et transitoire.

8. Le Congrès de Sants Confédération Régionale du Travail de Catalogne se réunit dans ce quartier barcelonais du 28 juin au 1er juillet 1918. Les grands objectifs de ce congrès furent l'action directe et le syndicat unique ou de branche. On approuva également la nécessité de syndiquer les femmes, d'en terminer à tout prix avec l'exploitation des jeunes mineurs, de ne pas faire d'heures supplémentaires quand

directe syndicale, face aux abus des contremaîtres et des patrons dans les entreprises [9], au non accomplissement d'accords, pour la formation de piquets, l'autodéfense et y compris en tant que facteur permettant de se substituer à des grèves ou permettant de les écourter vu le manque fréquent de caisses de résistance.

Les syndicalistes les plus radicaux, ou les ouvriers qui s'étaient distingués dans une grève, étaient soumis au pacte de la faim du patronat, et une fois licenciés, ils n'obtenaient plus jamais de contrat, dans aucune entreprise, nourrissant de cette façon les groupes d'action dédiés aux braquages.

Dans les années 30, l'État était beaucoup plus faible qu'aujourd'hui, il n'existait pas de protection sociale, ni d'indemnités de chômage, de maladie ou de vieillesse. Les mesures de sécurité des banques étaient également moindres, et les moyens et la préparation de la police très réduits. D'amples secteurs populaires vivaient dans la pénurie la plus extrême, en marge de toute activité économique. Le secteur de la vente ambulante était très important dans cette économie de la misère, non seulement parce qu'il permettait de survivre à un collectif de vendeurs numériquement important, la solidarité populaire aidant, mais aussi parce qu'il rendait moins cher le coût de quelques produits de première nécessité, dans les quartiers ouvriers. Et, surtout, il faut souligner le caractère massif et permanent du chômage durant toute l'étape républicaine, y compris la période de la guerre. Tant les revendications des grévistes, que les protestations ou les expropriations alimentaires des chômeurs, au nom du « droit à la vie », nécessairement radicales et illégales, de même que les activités des groupes d'action, étaient toujours criminalisées par la police et la presse bourgeoise, mais pour l'éthique populaire la différence entre légalité et illégalité manquait de sens dans un monde misérable et vil, soumis à une exploitation sans freins, dans lequel on luttait pour vivre mal.

C'étaient l'État et le patronat qui confondaient dans la même férocité oppressive syndicalistes, chômeurs, nécessaires et pistoleros ; c'étaient la justice et la police qui illégalisaient et persécutaient les uns et les autres. La différence entre un groupe qui réalisait des expropriations pour aider les prisonniers ou financer la presse, et un groupe d'action qui s'alimentait (littéralement) ou s'enrichissait avec le butin, résidait seulement dans la destination finale de ce qui avait été exproprié. D'autre part, la vie n'a pas l'habitude de s'adapter au blanc ou noir d'une définition théorique abstraite, et l'échelle des teintes de gris réel peut être infinie. Quelques groupes d'action vivaient sur le fil du rasoir, entre la lutte de classe contre l'État, le patronat et la société bourgeoise d'une part et la rébellion millénariste ou antisociale des marginaux, des bohèmes et des misérables d'autre part.

Il ne faut jamais oublier la perspective culturelle prioritaire et l'activité pédagogique efficiente du mouvement libertaire, qui façonnait en permanence un large réseau d'athénées, de coopératives [10], d'écoles rationalistes et de centres culturels liés à tous ces groupes, qui pouvaient être de plus, exceptionnellement et transitoirement, des groupes d'action. D'autre part, durant l'étape du pistolérisme, le militant cénétiste possédait (ou savait comment et où obtenir facilement) un pistolet, par un accord pris par la CNT, vu que c'était indispensable pour l'autodéfense et un moyen efficace pour diminuer le nombre de syndicalistes assassinés. Par la suite, le pistolet, dans les années 30, procurait à son porteur un halo d'autorité, d'engagement et de prestige, parmi des classes populaires qui vivaient et construisaient une éthique et une société alternative à la société bourgeoise de l'époque.

---

il y avait des travailleurs au chômage. On décida que les métiers qui avaient déjà obtenu la journée de 8 heures aideraient ceux qui ne l'avaient pas encore et qu'il fallait aller vers l'obtention du salaire unique.L'objectif majeur fut l'organisation de la CNT en syndicats uniques. Il s'agissait d'en finir avec la vieille organisation de métier, avec des intérêts distincts au sein d'une même entreprise. Les diverses sociétés autonomes de métier furent dissoutes et une organisation unie et unique de tous les travailleurs fut présentée dans chaque branche d'industrie. Dans une usine textile, par exemple, disparaissaient les diverses divisions par métiers : fileuse, tisseuse, machiniste etc… et ils étaient tous fusionnés dans le syndicat unique du textile, donnant ainsi une grande force organisationnelle aux travailleurs face aux employeurs, qui en cas de grève ne pouvaient pas jouer sur les divisions entre métiers. C'était la même chose avec le syndicat unique de la construction, de la santé, de la banque… Dans chaque branche industrielle les vieux syndicats de métier disparaissaient, remplacés par les syndicats uniques ou de branches. Le syndicat unique impliquait un plus grand degré d'unité face au patronat et facilitait des stratégies comme la grève générale et l'action directe. La défense du syndicat unique fut promue par Salvador Seguí et Emilio Mira qui déclarèrent : « Face à la classe patronale solidaire et organisée, les travailleurs doivent se montrer unis ». Par l'action directe, on entendait la négociation directe du syndicat unique avec chaque entrepreneur, sans accepter en aucun cas des intermédiaires quels qu'ils soient (ni autorités étatiques ou municipales ou fédération patronale…). Cela donnait une force énorme à la CNT, en 1918.

9. Y compris parfois sexuels, surtout dans l'industrie textile, à la main d'œuvre majoritairement féminine.

10. Il existe une étude magnifique et rigoureuse sur ce coopérativisme ouvrier dans DALMAU, Marc et MIRÓ, Iván : *Les cooperatives obreres de Sants. Autogestió proletària en un barri de Barcelona (1870-1939)*. La Ciutat Invisible, Barcelone, 2010.

La violence politique du mouvement ouvrier était le fruit du terrorisme d'État, enraciné dans les institutions et organisé parallèlement à la police au sein du Syndicat Libre, organisation de pistoleros à la solde du patronat, tolérée et protégée par les gouverneurs civiles.

Dans de telles conditions sociales et politiques, des organisations réformistes ou social-démocrates ne pouvaient s'enraciner en Catalogne. Le radicalisme cénétiste était une conséquence de plus du terrorisme d'État et patronal. L'assassinat de Seguí, en 1923, impliquait de boucher totalement une évolution purement syndicaliste et pactisante de la CNT. Dans les années 30, le républicanisme échoua, devant l'opposition troglodyte des droites et de l'Église, à développer une quelconque réforme significative et du fait de son incapacité à résoudre, ou pallier, le problème effrayant d'un chômage massif, qui lança dans la marginalisation, l'illégalité et l'insurrectionnalisme des gens sans plus d'aspiration que celle de manger un peu de pain, et sans autres armes que leur désespoir.

Assumant, entre la fin 1933 et janvier 1934, les compétences d'Ordre Public, transférées au gouvernement de la Généralité (le gouvernement régional autonome de la Catalogne), le binôme Dencás-Badía éloigna le nationalisme plus modéré des abords de l'Intérieur. Dencás, depuis le Ministère catalan de l'Intérieur, et Badia, depuis le commissariat, appliquèrent une politique répressive anticénétiste, à visage fasciste et raciste. Ils intervinrent systématiquement et de manière décisive dans les grèves pour tenter de les briser et de les vaincre, ils maltraitèrent et torturèrent méthodiquement les prisonniers anarchistes dans les commissariats, ils intensifièrent les poursuites contre les nombreux braquages des groupes d'action et ils appliquèrent abusivement la loi en vigueur sur les « fainéants et les malfaiteurs » contre l'organisation et les actions des chômeurs. Dans le même temps, ils revitalisèrent le Soma-tén et promurent l'organisation et l'armement des « escamots », la milice catalaniste, en tant qu'organisations paramilitaires anticénétistes. Les faits du 6 octobre 1934, et la dissolution du gouvernement de la Généralité par le gouvernement central qu'ils entraînent, brisèrent une dynamique qui conduisait, probablement, à un affrontement similaire à celui des années du pistolérisme.

En mai 1935, une réunion plénière de groupes anarchistes condamna les groupes d'action, fondés sur les braquages, que ce soit pour financer l'organisation ou pour que leurs auteurs, chômeurs ou non, puissent survivre. Durruti défendit le point de vue que le temps de l'expropriation individuelle était révolu, parce qu'approchait celui de l'expropriation collective : la révolution [11].

Le journalisme bourgeois « d'investigation » [12] s'en-graissait sur la dénonciation bourgeoise, nationaliste et raciste de ces groupes d'action de « murciens » (du nom de la région de Murcie) et de « délinquants », qui amalgamait de manière intéressée et méprisante l'ensemble du mouvement anarcho-syndicaliste, sans signaler leur caractère marginal et exceptionnel, avec l'objectif de discréditer la CNT.

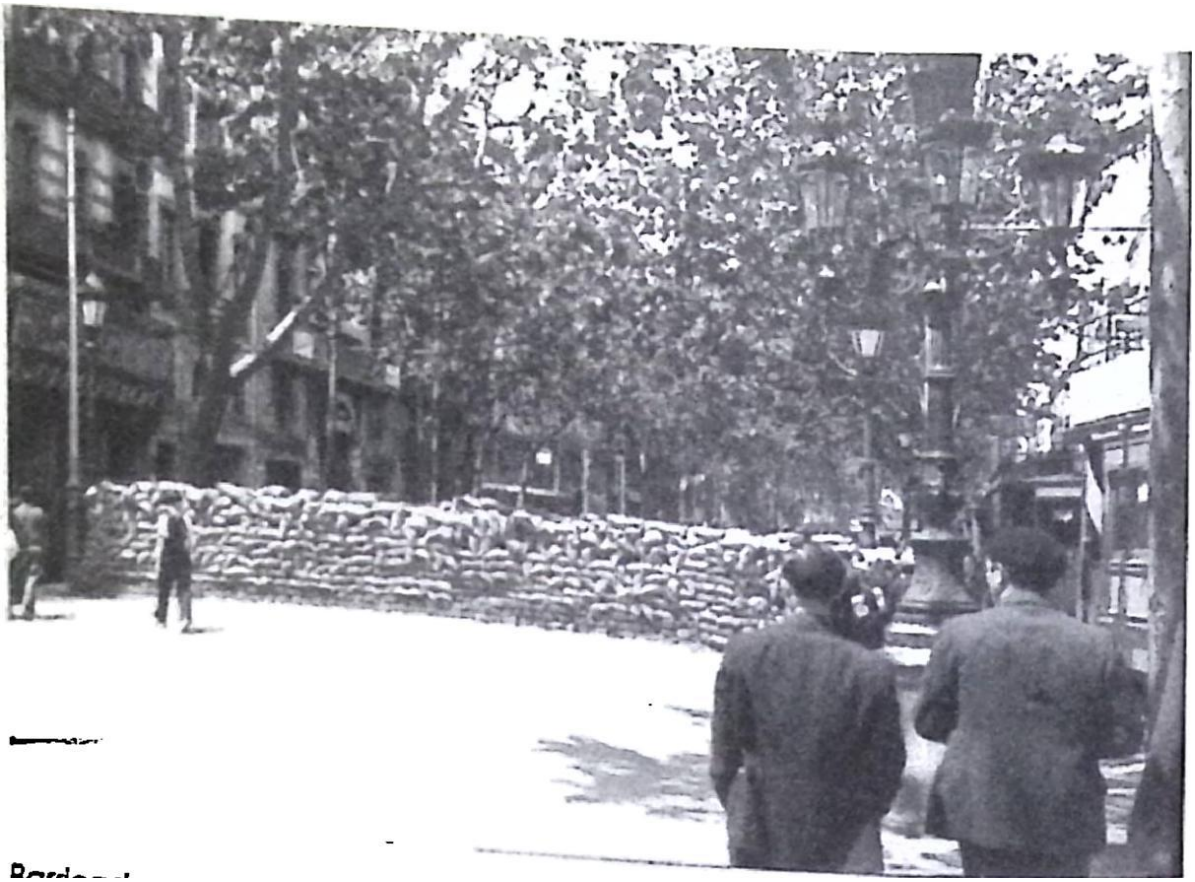
La différenciation et la codification théorique, réalisée plus haut entre les Cadres de Défense, les groupes d'affinités et les groupes d'action est adéquate comme photo fixe. Mais la réalité est toujours plus complexe et variable, comme un film, c'est pourquoi nous devons considérer que les schémas d'une photo fixe ne permettent pas d'envisager comment on pouvait passer d'une étiquette à une autre, d'une classification à une autre, en s'adaptant à l'évolution des organisations et au changement historique, selon que l'on vivait une étape de clandestinité, qu'on profitait des périodes de reconnaissance légale de la CNT ou que s'ouvraient de nouvelles perspectives grâce aux « conquêtes révolutionnaires » de juillet 1936.

C'est ce qui s'est produit, par exemple, avec le Comité Révolutionnaire de San Martín, entre 1936 et 1937. Il était déjà, en lui-même, un Comité de Quartier un peu spécial, en ce qu'il apparaissait plus radicalisé que les autres et qu'il servit de centre de détention et d'interrogatoire spécial des Comités de Défense, au 7 de la Rambla Volart, au siège du Comité. Après le grave évènement provoqué par Antonio Conesa dans un hôpital régional, pour lequel il fut détenu et jugé (il s'agit de la disparition de Martí Puig, suspecté d'avoir attenté contre la vie d'Antonio Conesa, qu'il accusait d'abus d'autorité et d'exiger des privilèges exorbitants en tant que malade), le noyau, qui animait le Comité de Défense du Comité Révolutionnaire de San Martín, décida de se constituer en groupe d'affinités « El Nuevo Porvenir » (Le Nouvel Avenir), adhérant à la FAI. Ce sera l'exemple historique exceptionnel d'un groupe d'action qui s'est converti, avant juillet 1936, en l'âme d'un Comité de Défense et,

11. PAZ, Abel : *Durruti, el proletariado en armas*. Bruguera, Barcelone, 1978, pp. 310-315.
12. Les noms de Carlos Sentis (décédé en juillet 2011, à 99 ans), Josep Maria Planes et « Tisner » se détachent.

après le 19 juillet, en moteur d'un Comité Révolutionnaire de Quartier, pour ensuite poursuivre ses activités comme groupe d'affinités [13].

13. Mise en accusation du procès criminel contre Antonio Conesa Martínez, José Conesa Martínez et Antonio Ordaz Lázaro. Antonio Conesa faisait partie du groupe d'action dirigé par Antonio Ordaz Lázaro, et Ordaz était le lieutenant ou la main droite d'Aurelio Fernández. L'arrogance d'Antonio Conesa, et ses demandes exagérées de soins hospitaliers démesurés, provenait de cette appartenance à un groupe d'action « épaulé » par l'autorité d'Aurelio Fernández.



Barricade, quartier de Gracia, Barcelone, mai 1937.

4. CRITIQUES DE LA FAI DE BARCELONE ENVERS LES CONCEPTS D'« ARMÉE » ET DE « POUVOIR » DU GROUPE 36)

Durant le premier semestre de 1936 le groupe Nosotros affronta le reste des groupes de la FAI, en Catalogne, en d'aigres débats sur deux conceptions fondamentales, à un moment où les préparatifs militaires pour un sanglant coup d'État étaient connus avec certitude. Ces deux concepts étaient la « prise du pouvoir » et l'« armée révolutionnaire ». Le pragmatisme du groupe Nosotros, plus préoccupé par les techniques insurrectionnelles que par les tabous, entrait frontalement en collision avec les préjugés idéologiques FAIstes, c'est à dire avec le refus de ce qu'ils appelaient la « dictature anarchiste » et avec un profond antimilitarisme, qui laissait tout à la spontanéité créative des travailleurs.

Cette dure attaque envers les « pratiques anarcho-bolcheviques » du groupe Nosotros s'exprima amplement dans la revue *Más Lejos*, dirigée par Eusebio C. Carbó, et dans laquelle figuraient comme rédacteurs Jaime Balius et Mariano Viñuales. La revue *Más lejos* publia les réponses à une enquête qu'elle avait proposé dans son premier numéro, d'avril 1936, et qui consistait en deux questions sur l'acceptation ou le refus de l'abstentionnisme électoral, et en une troisième sur la prise du pouvoir, qui disait ainsi : « Les anarchistes, peuvent-ils, en fonction de telles ou telles circonstances, et EN VAINQUANT TOUS LES SCRUPULES, se disposer à la prise du pouvoir, dans une de ses formes quelconques, comme moyen d'accélérer le rythme de leur marche vers la réalisation de l'Anarchie ? ».

Répondirent à l'enquête Camilo Berneri, Pierrot, Paul Reclus, Isaac Puente, Amparo Poch, « Nobruzán », Sébastien Faure, Federica Montseny, Evaristo Viñuales, Voline, Pierre Besnard, Fontaura, José Peirats, Armando Borghi, Ricardo Mestres, Juan Gallego, Melchor Rodríguez, Fernando Planche, José Pros, A. Shapiro, M. Nettlau et Emma Goldman. Le neuvième, et dernier, numéro de la revue sortit le 2 juillet 1936. Pratiquement toutes les réponses renonçaient catégoriquement à la prise du pouvoir, notion qu'elles considéraient comme marxiste et autoritaire, mais en tous cas étrangère à l'anarchisme. Quelques réponses critiquaient, de manière plus ou moins voilée, les anarcho-bolcheviques du groupe Nosotros, qu'elles considéraient comme étant en dehors du mouvement anarchiste. Mais aucune réponse n'offrait une alternative pratique à ce refus de prendre le pouvoir. Théorie et pratique anarchiste paraissaient divorcées, à l'aube du coup d'État militaire.

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA FAI DE JUIN 1936

Durant l'assemblée plénière des Groupes Anarchistes de Barcelone, réunie en juin 1936 [1], se discuta, comme cinquième point de l'ordre du jour, l'« interprétation anarchiste de la révolution », avec la participation des groupes Nosotros (García Oliver, Durruti et Francisco Ascaso), Nervio, Montaña, Indomables, Germen, Germinal, Seis Dedos (Six Doigts), A, Justicia, Voluntad, Solidarios, en plus des délégués de la Fédération Locale et du Comité Péninsulaire.

Le Comité Péninsulaire et la Fédération Locale intervinrent pour proposer un changement dans l'ordre du jour et que ne soit pas discuté le cinquième point de l'ordre du jour, qui opposait les différents groupes de l'assistance au groupe Nosotros

1. Actes de la séance plénière locale des Groupes Anarchistes de Barcelone, célébrée le [illisible] juin 1936.

Le débat, selon le groupe Nervio[2], devait se centrer pas tant sur les « questions de fond », sur lesquelles « nous sommes tous d'accord » mais « sur la terminologie des phrases déversées par García Oliver, en plusieurs occasions ».

Le groupe **Nosotros** déclarait « que ce doit être les groupes qui disent avoir des plaintes sur des mots, des attitudes ou des concepts déterminés » qui poseront les questions ou les problèmes existants, « et alors le Groupe **Nosotros** éclaircira tout ce qui doit être éclairci ».

Le groupe **A**[3] avertit « que les anarchistes, nous sommes [déjà] d'accord sur beaucoup de points fondamentaux depuis des années » et l'un d'entre eux, parmi les plus essentiels, était « la destruction de tout ce que signifie le pouvoir, et si l'un des groupes ou des compagnons pense que ce mot ou ce concept a une utilité profitable, il ne peut honnêtement être anarchiste ». Le groupe **A** accusait García Oliver d'utiliser le concept de pouvoir dans un sens positif, et que cela le situait à la marge de l'anarchisme.

Le groupe **Germen** faisait une différence entre les diverses appréciations internes sur le sujet du pouvoir et sur d'autres questions, qui pouvaient avoir lieu au sein de l'organisation spécifique, et l'usage confusionnistes de concepts déterminés dans la sphère publique. Tandis que le premier point était tolérable, le second ne l'était pas.

Le groupe **Seis Dedos**[4], représenté par E.[5], fit un très long discours, s'étalant en considérations sur les « mouvements insurrectionnels et révolutionnaires survenus dans divers pays, et la genèse et le développement de ceux-ci ». Il cita l'insurrection de Bavière, dans laquelle « plusieurs compagnons anarchistes essayèrent d'influencer de manière décisive, et depuis le pouvoir ». Il souligna quelques passages de Bakounine où il envisageait « la formation d'un gouvernement et la défense de la révolution par le moyen de décrets, si cela était nécessaire, mais toujours sous le contrôle du peuple ». Il signala l'assassinat d'anarchistes de la part du social-démocrate Noske. Il semble qu'il défendait García Oliver quand il termina en disant que « Le travail de la minorité [de personnes] audacieuse et déterminée n'est pas de diriger ce mouvement, mais de lui imprimer une tonalité proprement anarchiste ».

García Oliver, pour le Groupe Nosotros, affirma qu'il « avait toujours été dans le cadre de la discipline anarchiste », parce que, déjà « lors d'une autre assemblée plénière de la Fédération Local des Groupes Anarchistes, il avait expliqué et éclairci ses points de vue et qu'il n'y avait pas eu d'accords [réprobateurs] à propos de son interprétation de ces concepts ».

Cependant, il reconnaissait que depuis le journal *Tierra y Libertad* (organe de la FAI) on lui avait demandé de cesser ses travaux de propagande dans le journal, ce qu'il considérait comme grave du fait de « l'orgueil d'une telle suffisance et peut-être aussi d'un arrière-goût d'autorité ».

García Oliver déclara, avec une certaine solennité, « que son attention avait été attirée [quelques] fois, et qu'y compris ses mots et ses pas étaient mesurés, et qu'il semble qu'on prétende qu'il faille que je me retire » mais il n'acceptera pas une telle demande, de la part de personne, excepté de la part de l'Organisation dans son entier, et dans ce cas il respectera « ces accords sans prétendre scissionner », ni affaiblir « l'Organisation spécifique ».

Ensuite, García Oliver s'étendit amplement sur le concept de Communisme Libertaire, pour dire qu'il avait participé à la rédaction du rapport ayant le plus important contenu anarchiste, parmi tous ceux qui furent présentés, au Congrès de la CNT du mois de mai passé, rapports qui servirent à rédiger la déclaration finale sur la conception du Communisme Libertaire.

Il exposa « son concept de la prise du pouvoir ». Le premier pas serait de « savoir jusqu'où on peut arriver », et de décider « si on prétend arriver à l'infini ». C'est à dire, décider si « nous prétendons seulement jouer le rôle d'incendiaires », ou bien si « dans l'irruption de la révolution, qui produit un mouvement d'expansion si grand, qu'il peut arriver jusqu'à l'infini », nous allons jouer le rôle, grâce à une « préparation efficace », de ceux qui

2. Santillán, Pedro Herrera, Jacobo Maguiz, Germinal de Sousa, Adolfo Verde, Ildefonso González, José Marí, Juan Rúa, Vicente Tarín, Horacio Baraco, Simón Radowizthy.

3. Jacinto Toryho, Jacobo Price, Abelardo Iglesias Saavedra, Federico Sabaté, Miguel Tardaguilla, Palmiro Aranda, Francisco López, Juan Osó, José Jiménez Sánchez.

4. Manuel Escorza del Val, Liberato Minué, Abellno Estrada, José Irizalde, Manuel Gallego.

5. E pour Escorza.

« orientent ce mouvement », en concurrence avec « d'autres secteurs qui, eux aussi, tentent de profiter de ce mouvement d'expansion ».

Il affirma que « La révolution ne vient pas remplir une nécessité esthétique, mais solutionner une série de problèmes d'ordre social qui sont posés ».

Il détailla le fait que « le mouvement, initié par la force des armes, ce ne peut être [...] les hommes en armes ceux qui concèdent les nouvelles libertés et les nouveaux droits, mais que cela doit être un congrès national », et tant que ne se réunira pas un tel congrès, « le pouvoir des armes doit être entre les mains des anarchistes, pour éviter qu'il ne soit entre d'autres mains ».

García Oliver avança que si le congrès sus cité ne satisfaisait pas les aspirations du Communisme Libertaire, « notre devoir serait d'en finir avec ce congrès, qui ne serait pas révolutionnaire, et que par conséquent, nous autres, en tant qu'anarchistes, nous devons impulser notre révolution, en comprenant qu'en tant qu'anarchistes nous ne pouvons pas être statiques et que oui, nous sommes partisans de la Révolution Permanente ».

Un autre compagnon du groupe Nosotros (Durruti ou Ascaso ?) demanda avec reproche à l'assemblée plénière « si nous pensons sérieusement à faire la révolution ? ». Il se produisit une vive discussion et, après un intervalle, on tenta de ramener le débat sur les termes évoqués dans l'ordre du jour.

Un autre compagnon du groupe Nosotros (Ascaso ou Durruti ?) insista « sur l'aspect interprétatif de la révolution » et déclara « qu'il faut être des hommes. L'époque est aux réalisations et à l'audace et que, par conséquent, on ne peut en aucune manière penser comme cela se faisait à des époques révolues ». Il précisa à l'assemblée plénière « nous ne pouvons en aucune manière penser que notre effort doit servir à une force extérieure ». Après diverses considérations sur les faits passés, il conclut « que notre révolution doit être anarchiste, et par conséquent une révolution qui soit à nous ». Il affirma que « jusqu'ici nous n'avons absolument pas effectué le plus petit abandon de principes et qu'au contraire, ce à quoi nous prétendons, c'est de profiter de nos forces pour le triomphe de la révolution ».

Le groupe A déclara qu'ils n'avaient eu « aucune intention de dénoncer quelque compagnon que ce soit ». Il exposa que « La révolution anarchiste ne peut être autre chose que le modelage de conditions libres de cohabitation », refusant tout type de dictature : « à aucun moment nous ne pouvons aller vers la création d'un quelconque pouvoir coercitif », acceptant seulement la défense « face à la contingence qu'une autre force puisse essayer de nous écraser ». Il cita Malatesta pour réaffirmer sa position anti-autoritaire et anti-Nosotros : « nous ne pouvons jamais arriver [...] à obtenir la liberté par le moyen de l'imposition, et, par là même, nous nous déclarons opposés à l'affirmation du membre du groupe Nosotros ».

Le groupe Justicia désirait commenter quelques phrases du groupe Nosotros « à propos de savoir s'il [le groupe Justicia] mesure ses paroles ou s'il discute aux tables d'un café », pour répondre que son groupe « ne se réunissait jamais aux tables des cafés ». Il signala que « l'occupation d'édifices publics représentatifs du pouvoir, n'est pas [autre chose] que la destruction de celui-ci ». Il se montra « opposé à la création de l'armée [du prolétariat] » et affirma que « des guérillas ou des Groupes de Défense seraient la [meilleure] défense de la révolution ». Il déclara que la liberté ne pouvait s'imposer par la force, mais par la persuasion.

Le groupe A intervint pour dire, de manière narquoise, que « les compagnons de Nosotros méritent qu'on leur réponde avec plus de clarté », surtout en ce qui concerne leurs conceptions sur « la prise du pouvoir ». Il déclara que les compagnons qui manifestaient des scrupules « envers les principes anarchistes », cessaient d'être des compagnons, que ceux qui se déclaraient partisans de la prise du pouvoir cessaient d'être anarchistes.

Le groupe **Voluntad** se montra d'accord avec le groupe **A**, mais il fallait reconnaître « la nécessité de l'imposition, puisque sans elle on n'arriverait pas à la révolution ».

Le groupe **Seis Dedos**, après avoir confessé son faux toupet, divagua sur les positions et concepts des uns et des autres, sans terminer par se décider en faveur de qui que ce soit. La présidence, après cette dernière intervention, demanda que soient exposés des concepts et « qu'on ne fasse pas comme dans les cafés ».

Le groupe **Los Indomables** reconnut « la capacité des compagnons qui exposent les idées qui sont aujourd'hui l'objet de discussions ». Il estima que « les anarchistes ne doivent pas se laisser arracher la révolution ». Il reconnut à Durruti le fait que quand la révolution a éclaté il n'y a pas d'autre alternative que « tuer ou mourir », qu'il était logique d'imposer « pas pour abandonner l'anarchie, mais pour l'affirmer ». Il refusa complètement la

position de García Oliver sur le pouvoir, parce que c'était « la négation de l'anarchisme ». Il nia, de la même manière, que puissent s'établir des coïncidences et des complicités entre le pouvoir, l'armée et le peuple.

Francisco Ascaso exprima « son étonnement pour ce qu'il avait entendu dire cette nuit » et il se demandait « si c'est la FAI d'autres temps ». Il réfuta les critiques qui avaient été faites au groupe **Nosotros**, à propos des concepts de « pouvoir » et d'« armée », soulignant le « sentiment de responsabilité des militants » et la nécessité de l'organisation. Le rédacteur des notes fut très peu attentif et très imprécis, et la lecture des notes ne nous permet pas de comprendre clairement la position défendue par Ascaso, qui parla de Communisme Libertaire, de coup d'État, du refus de tout personnalisme. Il refusa que la presse fasse pression sur lui pour qu'il se retire. Il affirma qu'un coup d'État reviendrait « à nier au peuple le fait de faire la révolution ». Il parla des guérillas, de Russie, de Durruti. Il conclut que la FAI n'aspirait pas pleinement à la révolution et « que précisément pour cela nous devons nous mettre d'accord ».

Le président déclara « qu'on devait en finir aujourd'hui avec les García Oliver » et que « nous ne pouvons faire acte de contradiction [bien qu'il ait peut être dit, ou voulu dire, de contrition] ».

Le groupe Los Solidarios voulut « qu'on en termine avec les cafés ». Le groupe Germen demanda qu'on ajourne le vote, ou qu'il ait lieu « avec l'objectif d'unifier ». Le groupe Germinal opta pour concrétiser la déclaration de l'assemblée plénière, mais pas pour que la FAI rectifie, mais pour qu'au contraire elle « refuse tout concept sur l'armée et le pouvoir » exprimé par García Oliver.

Selon García Oliver, l'organisation des Cadres de Défense, coordonnés en Comités de Défense de Quartier, dans la ville de Barcelone, était le modèle à suivre, en l'étendant à toute l'Espagne, et en coordonnant cette structure au niveau régional et national, pour constituer une armée révolutionnaire du prolétariat. Cette armée devait être complétée par la formation d'unités de guérillas de 100 hommes. De nombreux militants s'opposaient aux conceptions de García Oliver, faisant plus confiance à la spontanéité des travailleurs qu'à l'organisation révolutionnaire disciplinée. Les convictions antimilitaristes, et y compris le *pacifisme*[6] de nombreux groupes d'affinités, produisirent un refus quasi unanime des thèses du groupe Nosotros, et plus spécialement de celles de García Oliver.

Le refus opposé à ses propositions du 21 juillet 1936 de prendre le pouvoir, et d' « ir a por el todo » (jouer « Le tout pour le tout »), après avoir écrasé le soulèvement militaire, comprises par l'immense majorité des participants à l'assemblée plénière, comme l'implantation d'une « dictature anarchiste », eut un précédent lors de cette réunion plénière célébrée en juin. Peu de jours avant le 19 juillet !

****** LES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA CNT À BARCELONE (1933-1938)

6. MARIN, Dolors : *Anarquistas. Un siglo de movimiento libertario en España.* Ariel, Barcelone, 2010, pp. 258-266.



Barricade, quartier de C...

Barricade érigée en mai 1937, dans le quartier de Gracia à Barcelone.

5. L'INSURRECTION OUVRIÈRE DU 19 ET 20 JUILLET : LES COMITÉS DE DÉFENSE METTENT L'ARMÉE EN DÉROUTE

Le dix-sept juillet dans l'après-midi, l'armée s'était soulevée à Melilla. Interrogé par des journalistes sur ce qu'il pensait faire face au soulèvement, le président du gouvernement, Casares Quiroga, répondit par une boutade : « Ils se sont (sou)levés ? Ben, moi je vais me coucher ». Le 18 juillet 1936, la rébellion militaire s'était étendue à l'ensemble du Maroc, aux Canaries et à Séville.

La garnison militaire de Barcelone était constituée de six mille hommes environ, face aux presque deux mille hommes de la Garde d'Assaut (police anti-émeutes militarisée) et les deux cents Mossos d'Esquadra (garde présidentielle de la Généralité). La Garde Civile, dont personne ne savait avec certitude en faveur de qui elle se déciderait, comptait trois mille hommes. La CNT.-FAI. était forte de **vingt mille militants environ, organisés en Comités de Défense de quartier**, prêts à prendre les armes. Elle s'engageait, à la commission de liaison de la CNT avec la Généralité et les militaires loyaux, à arrêter les *golpistas* (les militaires factieux) avec seulement mille militants armés. Mais les négociations de la CNT avec Escofet, commissaire de l'ordre public, et avec España, conseiller de Gobernación (Ministère de l'intérieur), n'aboutirent pas. La nuit du 17 juillet, le cénétiste Juan Yagüe, secrétaire du syndicat du transport maritime, organisa l'assaut des dépôts de munitions des bateaux amarrés au port, et s'empara d'environ 150 fusils, auxquels s'ajoutèrent le 18 ceux pris dans les armureries, aux *serenos* (personnes chargées de surveiller les rues et d'ouvrir les portes des immeubles la nuit) et autres surveillants de la ville. Ce petit arsenal, gardé par le syndicat du transport, sur les Ramblas, provoqua un affrontement avec le Commissariat de l'Ordre Public, qui le réclamait pour lui. Il y avait le risque d'un affrontement armé avec la Garde d'Assaut, et les militants cénétistes eux-mêmes en arrivèrent à menacer ceux qui à leurs yeux étaient trop conciliants, comme Durruti et García Oliver. L'incident fut clos par la remise de quelques vieux fusils inutilisables à Guarner, bras droit d'Escofet, en évitant ainsi une rupture entre républicains et anarchistes à la veille du coup d'État militaire.

Le 19 juillet à partir de trois heures du matin, une foule croissante réclamait des armes à la Consejería de Gobernación (ministère de l'intérieur), Plaza Palacio. **Il n'y avait pas d'armes pour le peuple parce que le gouvernement de la Généralité craignait bien plus une révolution ouvrière que le soulèvement militaire contre la République.** Juan García Oliver, du balcon de la Gobernación, demanda aux militants cénétistes de se mettre en rapport avec les **Comités de Défense de leurs quartiers respectifs** ou de se diriger vers les casernes de San Andrés, en attendant de pouvoir s'emparer de l'armement qui s'y trouvait. Un peu plus tard, lorsque fut annoncé le début du soulèvement à Barcelone, à cet endroit il y eut fraternisation avec les Gardes d'Assaut lorsque ceux-ci, munis de fusils et pistolets, remirent leurs armes aux volontaires civils qui les réclamaient. Au même moment, le lieutenant d'aviation Servando Meana [1], sympathisant de la CNT qui coordonnait l'information entre l'Aviation du Prat et José María España, livra les armes stockées dans le palais de Gobernación aux anarcho-syndicalistes [2], à ses risques et périls, sans que ses supérieurs en soient informés. Les cénétistes du syndicat du secteur chimique commencèrent à fabriquer des grenades.

À quatre heures et quart du matin, le 19 juillet 1936, les troupes de la caserne du Bruc, à Pedralbes, étaient dans la rue, et se dirigeaient par l'avenue 14 de abril (aujour d'aujourd'hui Diagonal) vers le centre

1. Informations extraites de la *Déclaration manuscrite de Servando Meana Miranda, capitaine de l'Aviation.*
2. Abad de Santillán emmena une centaine de pistolets au Syndicat de la construction. Voir Abad de Santillán, Diego, *Por qué perdimos la guerra* (Pourquoi nous avons perdu la guerre), Plaza Janés, Esplugues de Llobregat, 1977, p.76.

ville. Les ouvriers, postés près des casernes, avaient reçu l'ordre d'informer et de ne pas attaquer les soldats tant que ceux-ci se trouvaient encore à proximité de leurs casernes. Le Comité de Défense Confédéral avait décidé qu'il serait tactiquement plus facile de battre la troupe dans la rue que retranchée dans les casernes.

Le stade de football Jupiter de la rue Lope de Vega servit de point de rencontre pour préparer l'insurrection ouvrière contre le soulèvement militaire, d'une part parce que la majorité des anarchistes du groupe Nosotros habitaient tout près et d'autre part parce que c'était un quartier où résidait un très grand nombre de militants de la CNT. **Le Comité de Défense de Pueblo Nuevo** avait réquisitionné deux camions d'une usine textile des environs. Ils furent stationnés à côté du stade Jupiter, stade où se trouvait probablement aussi un arsenal clandestin des anarchistes. Gregorio Jover vivait au numéro 276 de la rue Pujades. Cet appartement, dans la nuit du 18 au 19 juillet, fut le point de ralliement des membres du groupe Nosotros, attendant d'être informés de la sortie des militaires factieux dans la rue. Avec Jover, se trouvaient Juan García Oliver qui habitait à proximité, au numéro 72 de la rue Espronceda, presque à l'angle de la rue Llull, Buenaventura Durruti, qui vivait tout juste à un kilomètre, dans le quartier du Clot, Antonio Ortiz, né dans le quartier de la Plata de Pueblo Nuevo, à l'angle des rues Independencia/Wad Ras (maintenant Badajoz/Doctor Trueta), Francisco Ascaso qui vivait également tout près, rue San Juan de Malta ; Ricardo Sanz, faisant également partie du quartier de Pueblo Nuevo ; Aurelio Fernández et José Pérez Ibañez *el Valencia*. De l'appartement de Jover, on pouvait voir la palissade entourant le stade Jupiter, ainsi que les deux camions. À cinq heures du matin, un relais informa que les militaires commençaient à sortir des casernes. Les rues Lope de Vega, les rues Espronceda, Llull et Pujades, qui entouraient le stade Jupiter, étaient pleines de militants cénétistes armés. Une vingtaine des plus chevronnés, ayant participé à des milliers de combats de rue, montèrent dans les camions. Antonio Ortiz et Ricardo Sanz placèrent une mitrailleuse sur la plate-forme arrière du camion qui ouvrait la route. Le hurlement assourdissant des sirènes des usines textiles de Pueblo Nuevo appelait à la grève générale et à l'insurrection révolutionnaire, et se propageait dans les autres quartiers et jusqu'aux bateaux amarrés dans le port. C'était le signal qui avait été convenu pour commencer le combat. Et cette fois-ci, l'alarme des sirènes prenait toute sa signification littérale : prendre les armes pour se défendre de l'ennemi : « à l'arme » (aux armes). Les deux camions, drapeau noir et rouge déployé, suivi d'un cortège d'hommes armés chantant *Hijos del Pueblo* et *A las barricadas*, encouragés par les gens accoudés aux balcons, prirent la rue Pujades jusqu'à la Rambla de Pueblo Nuevo, pour remonter jusqu'à Pedro IV, de là jusqu'au syndicat de la construction de la rue Mercaders, et ensuite jusqu'aux syndicats de la métallurgie et des transports sur les Ramblas. Jamais les paroles de ces chansons n'avaient eu autant de sens : « Même si la douleur et la mort nous attendent, le devoir nous appelle contre l'ennemi, le bien le plus précieux, c'est la liberté, il faut la défendre avec foi et valeur » ; « au cours de la bataille, l'hyène fasciste succombera et le peuple entier avec les anarchistes fera triompher la liberté ».

Le groupe Nosotros, érigé en Comité de Défense révolutionnaire, dirigea l'insurrection ouvrière à Barcelone contre le soulèvement militaire à partir d'un des camions garés sur la Place du Teatro. Contrôler les Ramblas empêchait la liaison entre militaires factieux de la Plaza Cataluña et ceux d'Atarazanas-Capitanía, et permettait en même temps de passer rapidement à travers les petites rues étroites du Barrio Chino et de la Ribera pour aller appuyer les combattants de la Brecha de San Pablo ou de l'Avenue Icaria. Il fallait empêcher que les troupes qui étaient sorties des casernes de la périphérie puissent arriver au centre ville et s'unissent à celles de Capitanía-Atarazanas ou bien prennent les centres névralgiques : téléphones, télégraphes, bureaux de postes ou radios.

L'étroite relation personnelle existante entre les membres du groupe Nosotros et plusieurs officiers républicains, spécialement de la caserne Atarazanas et de l'Aviation d'El Prat, fut décisive par son effectivité le 19 juillet [3], avec la remise d'un important arsenal existant dans la caserne d'Atarazanas et des armes entreposées au ministère de l'Intérieur, en plus des bombardements continus de l'Aviation sur les casernes dominées par les factieux. La collaboration de la CNT avec l'Aviation s'était déjà matérialisée plusieurs jours avant le soulèvement factieux, au travers de précieux vols d'étude et de reconnaissance, sur Barcelone, réalisés par plusieurs membres

3. GARCÍA OLIVER, Juan : « Ce que fut le 19 de juillet ». *Le Libertaire* (18-8-1938).

du groupe Nosotros dans des avions pilotés par les officiers Ponce de León et Meana, ce qui était connu de Díaz Sandino, chef de l'Aviation d'El Prat [4].

L'inestimable collaboration des sergents d'artillerie Valeriano Gordo et Martín Terrer de la caserne d'Atarazanas [5], qui ouvrirent la porte donnant sur la rue de Santa Madrona, y permit l'entrée de groupes anarchistes armés et l'arrestation de la quasi-totalité des officiers, qui une fois arrêtés, sortirent par cette même porte de Santa Madrona. Mais les rafales de mitrailleuse qui partaient du bâtiment des Dépendances Militaires proche des lieux permirent au lieutenant Colubí de s'échapper, et de prendre le commandement de la résistance. Les portes, fermées par une barre, des vastes cours séparant les anciennes Atarazanas médiévales et le bâtiment de la Maestranza (aujourd'hui disparu) qui donnait directement sur les Ramblas et où se trouvaient les bureaux de la Brigade d'artillerie et les pavillons de certains officiers, permirent aux soldats qui s'y étaient retranchés de résister aux assauts. Les militaires factieux récupérèrent le contrôle de la caserne, mais les anarchistes s'étaient emparés de quatre mitrailleuses, d'environ deux cents fusils et de plusieurs caisses de munitions. Le feu croisé entre les bâtiments de Dependencias et la partie de la caserne d'Atarazanas qui donnait sur la Rambla de Santa Monica, auquel s'ajoutèrent les mitrailleuses installées au pied du monument de Colomb, empêchait de la prendre. Les militants des syndicats de la métallurgie et des transports étant partis vers le quartier de la Barceloneta, les forces anarcho-syndicalistes restés Place du Teatro décidèrent de différer l'assaut et de rejoindre la Brecha de San Pablo avec l'armement pris à Atarazanas. Le bas des Ramblas, où se trouvaient les bâtiments de Dependencias et la Maestranza de Atarazanas, étaient encerclés et assiégés par un groupe dirigé par Durruti, avec une pièce d'artillerie servie par le sergent Gordo.

Vers quatre heures et quart du matin, trois escadrons du régiment de cavalerie de Montesa sortirent à pied de la caserne de la rue Tarragona. Le premier escadron, après un échange de coups de feu d'une vingtaine de minutes avec les Gardes d'Assaut, prit la Place España, avec une section de mitrailleuses, et fraternisa ensuite avec les Gardes d'Assaut de la caserne située à l'angle de Gran Vía avec Paralelo, en face de l'Hôtel Olímpico (aujourd'hui Catalonia Plaza Hotel). Les Guardias de Asalto (Gardes d'Assaut) et l'escadron de cavalerie firent un pacte curieux de non-agression, et au cours de la matinée, des renforts de la caserne des Gardes d'Assaut se dirigèrent, sans être inquiétés, vers le Cinco de Oros et la Barceloneta. En échange, ceux-ci permirent que les militaires factieux occupent la Plaza España, et ensuite qu'une compagnie de sapeurs de la caserne d'ingénieurs de Lepanto se rende par l'avenue Paralelo à Atarazanas et aux Dépendances militaires.

Rue Cruz Cubierta, à la hauteur de la mairie d'Hostafrancs, le Comité de Défense avait dressé une barricade qui barrait la rue. Les troupes qui s'étaient soulevées disposaient de deux pièces d'artillerie, placées à côté de la fontaine au centre de la place España. Elles avaient été conduites jusque-là dans des camionnettes depuis la caserne des Docks. Les militaires tirèrent un obus contre la barricade d'Hostafrancs, qui éclata, à cause de sa trajectoire trop élevée, contre un petit parapet à l'entrée de la rue de Riego, tuant huit personnes et en blessant onze. Ce fut une scène dantesque, des bras, des jambes et des bouts de chair humaine pendant aux arbres, aux lampadaires et sur les câbles du tramway. La tête d'une femme décapitée fut catapultée à soixante-dix mètres de là. Les factieux contrôlèrent la place España jusqu'à trois heures de l'après-midi.

Le deuxième escadron, disposant d'une section de mitrailleuses, auquel se joignit un groupe d'individus d'extrême droite, fut harcelé calle Valencia, mais il atteignit son objectif, celui de dominer la Place Universidad et d'occuper le bâtiment universitaire où ils placèrent des mitrailleuses en haut des tours. Ils vérifiaient les papiers d'identité des passants, et arrêtaient les membres de la CNT ou des partis de gauche. Angel Pestaña (un ancien militant historique de la CNT) fit partie de ceux-ci. Ronda Universidad, ils échangèrent des coups de feu avec un groupe armé du POUM. Dans la matinée, les militaires durent se replier dans le bâtiment universitaire, acculés par un groupe de Gardes d'Assaut sur lesquels ils avaient tiré et des militants du POUM. qui avaient occupé le séminaire, ce qui leur permettait de tirer sur les jardins de l'Université. Entièrement encerclés, et à la suite d'une désertion massive, les factieux se rendirent à deux heures et demi de l'après-midi à un détachement de la Guardia Civil (Garde Civile). Ils sortirent dans la rue en se protégeant derrière des prisonniers civils arrêtés.

4. SANZ, Ricardo : « Francisco Ascaso ». Texte mécanographié.

5. Le sergent Manzana, bien qu'il soit cité de façon erronée dans de nombreux livres comme animateur de la journée révolutionnaire du 19 juillet, n'a pas pu intervenir dans la lutte car il était prisonnier dans un cachot de la caserne, et il ne fut libéré que le 20 dans l'après-midi. Voir Marquez y Gallardo : *Ortiz. General sin dios ni amo*, Hacer, Barcelona, 1999, p. 101.

De la caserne des ingénieurs Lepanto, située sur la Gran Vía, dans la proche banlieue de Barcelone, à Hospitalet de Llobregat (aujourd'hui place Cerdá, à l'endroit où on construit la « ville judiciaire »), une compagnie de sapeurs qui partit à quatre heures et demi du matin se dirigea jusqu'à la Place España, où elle fraternisa avec l'escadron de cavalerie, qui dominait l'endroit avec des mitrailleuses et deux canons, et avec les Gardes d'Assaut qui s'y étaient installés, et qui avaient même affiché sur la porte de leur caserne la déclaration de l'état de guerre. Comme l'endroit était calme, on leur ordonna de se rendre à Dependencias Militares (l'actuel Gouvernement Militaire, face au monument de Colomb). Ils descendirent le Paralelo et la rue Vilá y Vilá, jusqu'au Muelle (Quai) de Baleares, où ils s'affrontèrent à une compagnie de Gardes d'Assaut en provenance de la Barceloneta qui fut mise en déroute[6], prise entre leur feu et celui d'Atarazanas. Un petit groupe resta à Atarazanas. La majorité s'installa dans les Dépendances militaires pour défendre le bâtiment. Les factieux avaient obtenu leur première victoire et Escofet avait perdu le contrôle de l'Avenue Paralelo. Les factieux avaient renforcé leur emprise sur les chantiers navals médiévaux, la douane et l'usine électrique des Tres Chimeneas (les trois cheminées), et contrôlaient donc le Paseo Colón et le bas du Paralelo. Pour briser ce contrôle et isoler les factieux de la place España de ceux se trouvant à Atarazanas, les ouvriers du Syndicat du bois et le Comité de Défense de Pueblo Seco dressèrent rapidement une énorme barricade à la Brecha de San Pablo, entre El Molino et le bar Chicago.

Le troisième escadron, qui partit de la caserne de cavalerie de la rue Tarragona, avait pour mission de renforcer le contrôle du Paralelo par les factieux, et pour objectif d'unir sa caserne avec Capitanía. Mais, en arrivant à la hauteur de la Brecha de San Pablo, ils durent s'arrêter face à une monumentale barricade faite de pavés et de sacs de terre ayant la forme d'un double rectangle en plein milieu de l'avenue. Une intense fusillade leur barrait la route. Les militaires ne purent occuper que le local du Syndicat du Bois de la CNT de la rue Rosal et la barricade, abandonnée par les militants cénétistes, lorsqu'en suivant le Plan Mola[7], ils avancèrent en s'abritant derrière les femmes et les enfants du quartier. Ensuite, les soldats installèrent trois mitrailleuses qu'ils utilisèrent à plein rendement ; une en face du **bar La Tranquilidad** (Paralelo 69, à côté du Théâtre Victoria), une autre sur le toit de l'immeuble contigu au Molino, et la troisième sur la barricade de la Brecha de San Pablo. Il était huit heures du matin. Le troisième escadron avait mis deux heures pour prendre la barricade, défendue par le Comité de défense de Pueblo Seco et les militants du Syndicat du Bois. Mais les ouvriers harcelaient toujours les militaires de l'autre côté de la Brecha, depuis les terrasses des immeubles à proximité et de tous les coins de rue. À onze heures du matin, le troisième escadron avait réussi, après cinq heures de combat, à contrôler toute la Brecha. Cependant, la tentative de la part des troupes situées Place España d'appuyer leurs camarades de La Brecha avait été stoppée à la hauteur du cinéma **Avenida** (Avenue Paralelo 182) par les coups de feu incessants tirés depuis les murs de l'enceinte du parc des expositions qui donnaient sur l'avenue Paralelo et depuis la rue Tamarit. Les cénétistes décidèrent de contre-attaquer à la Brecha, indirectement à partir de la rue Conde del Asalto (aujourd'hui Nou de la Rambla) et aussi d'autres points, mais sans succès. Les habitants du Pueblo Seco dressèrent des barricades, pour défendre le quartier, dans les rues **Mata, Cabanes, Blai, Concordia** et d'autres rues encore. Une dizaine de Gardes d'Assaut qui avaient été appelés à La Brecha par l'un de leurs officiers qui combattait au côté des militaires factieux, décida d'appuyer les forces populaires. Peu après, les renforts cénétistes en provenance de la Plaza del Teatro qui avaient pris l'Hôtel Falcón, où ils avaient essuyé des coups de feu, partirent des Ramblas par la rue San Pablo. Après avoir obtenu la neutralité des Carabineros (un corps armé destiné à la surveillance des frontières et à la lutte anti-contrebande) et après avoir vidé la prison des femmes de **Santa Amalia**, ils débouchèrent, en passant par la rue de las Flores, sur la Ronda San Pablo, balayée par les balles

6. À six heures du matin une compagnie de Gardes d'Assaut de la Barceloneta avait reçu l'ordre de se déplacer jusqu'au Paralelo, mais après s'être heurtée de façon inattendue en face d'Atarazanas à une compagnie de sapeurs, elle connut plusieurs pertes dont le capitaine Francisco Arrando, l'officier qui la commandait (frère d'Alberto Arrando, chef des Forces de Sécurité et d'Assaut). La compagnie fut assiégée et immobilisée pendant trente heures dans les hangars du Muelle de Baleares, jusqu'à la reddition de la caserne d'Atarazanas .

7. Le plan du Général Mola, chef du soulèvement militaire contre le gouvernement républicain, ordonnait aux factieux d'utiliser la terreur comme seule méthode efficace face à une résistance populaire massive. Il envisageait expressément les menaces contre les femmes et les enfants des résistants, ainsi que les exécutions en masse. La minorité de militaires et de fascistes s'étant soulevés devaient, dès le début, s'imposer par la terreur à un ennemi beaucoup plus nombreux, par une guerre d'extermination qu'ils avaient déjà mis en pratique lors de la guerre coloniale du Maroc.

des troupes factieuses. Ortiz, en compagnie d'un petit groupe muni des mitrailleuses prises à Atarazanas, réussit à traverser la Ronda, et construisit très rapidement une petite barricade qui les protégeait des tirs des mitrailleuses ennemies installées à la Brecha. Les anarchistes montèrent sur les toits et placèrent leurs mitrailleuses sur celui du bar Chicago (cet immeuble est aujourd'hui une succursale de la Caixa de Catalunya) pour protéger ainsi avec leurs rafales l'assaut en trompe de la Brecha, qui fut coordonné simultanément à partir de la rue de las Flores, des deux extrémités de la rue Aldana, de la rue de las Tapias et depuis le café Pay-Pay de la rue San Pablo, en face de l'église romane de Sant Pau del Camp, où ils étaient entrés par la porte de derrière[8], et une manœuvre d'encerclement depuis la rue Huertas. Le capitaine qui commandait la troupe à côté de la mitrailleuse, située en plein milieu de la Brecha, fut abattu par les coups de feu de Francisco Ascaso, qui était le plus avancé et le mieux situé des attaquants qui avançaient à découvert. Un lieutenant essaya de prendre la place du capitaine qui venait de tomber, pour continuer à résister, mais il fut abattu par un caporal de sa propre troupe. C'était le commencement de la fin du combat. Entre onze heures et midi, le troisième escadron avait été vaincu, et les ouvriers avaient récupéré la Brecha de San Pablo. Pendant que Francisco Ascaso sautait de joie en brandissant son fusil au-dessus de sa tête, García Oliver n'arrêtait pas de crier « oui, on peut battre l'armée ! ». À cet endroit névralgique de la ville, les anarchistes, parmi lesquels se trouvaient Francisco Ascaso, Juan García Oliver, Antonio Ortiz, Gregorio Jover et Ricardo Sanz[9], avaient vaincu l'armée après plus de six heures de combat. Un nombre réduit de soldats résista encore, réfugiés à l'intérieur du Molino, mais, après avoir épuisé leurs munitions, ils se rendirent définitivement vers deux heures de l'après-midi.

Le régiment d'infanterie de Badajoz (de la caserne de Pedralbes) avait été appelé à l'état-major de la région par le général Llano de la Encomienda, et il s'y dirigea pour se placer sous les ordres du général Goded qui, depuis Palma de Majorque, volait vers Barcelone pour diriger le soulèvement militaire. En arrivant à la Gran Vía, la compagnie du capitaine López Belda continua par la rue Urgell jusqu'au Paralelo, où elle essuya des coups de feu, et de là, elle arriva à Atarazanas, au monument de Christophe Colomb et à Capitanía, où elle renforça la troupe qui s'y trouvait. López Belda et les sapeurs furent les seules troupes factieuses qui atteignirent leur objectif, qui consistait à renforcer Atarazanas et Capitanía.

Le reste de la colonne, sous le commandement du commandant López Amor prit la Gran Vía vers la Place de Cataluña, où elle échangea des coups de feu avec l'escadron du régiment de Montesa, qui avait déjà occupé la place Universidad. L'erreur rectifiée, une compagnie descendit par la Ronda de San Antonio, en direction de Capitanía, mais une fois à la hauteur du Marché San Antonio, elle fut harcelée par les Comités de Défense, qui voulaient l'empêcher de renforcer les troupes qui luttaient à la Brecha, et elle dut se réfugier aux Escolapios. Elle se rendit une heure après, non sans avoir résisté âprement.

Une petite partie de la troupe étant restée à l'Université, la majeure partie de celle-ci, aux ordres de López Amor, fit son entrée Place Cataluña par la rue Pelayo et la Ronda Universidad, en criant « Vive la république ! », entouré d'une multitude de curieux dans l'expectative. Ils ne savaient pas si ces troupes étaient fidèles ou non à la République. Après un échange de coups de feu entre la troupe factieuse et les Gardes d'Assaut, des mouchoirs blancs apparurent et le feu cessa. Les Gardes d'Assaut et les soldats s'embrassèrent et fraternisèrent. La multitude de civils armés put désarticuler la formation de la troupe en se mêlant aux soldats. L'erreur, la tactique rusée des uns et des autres, l'indécision des Gardes, la méfiance des ouvriers et la proximité physique créèrent un désordre fantastique et Dangereux. La place était contrôlée par des piquets de Gardes d'Assaut et par de nombreux militants ouvriers armés sur les Ramblas, le Central téléphonique et la Puerta del Angel. Le commandant López Amor donna l'ordre de requérir les papiers de tous les civils, qui étaient majoritairement cénétistes. Mais devant l'impossibilité de tous les arrêter, il décida de les expulser de là et de placer les mitrailleuses aux quatre points de la place ; sur le toit de la Maison Dorée (à l'angle de Rivadeneira, sur une partie du terrain vague où se trouve aujourd'hui Sfera), sur le toit du Ciné Cataluña (pratiquement là où se trouve maintenant Habitat), à l'Hôtel

8. Parce que toute la rue San Pablo était sous les feux des mitrailleuses situées au centre du Paralelo et sur le toit du bâtiment contigu au Molino.

9. Et de nombreux militants cénétistes anonymes dont Quico Sabaté, militant du syndicat du bois, qui sera également présent le 20 lors de l'assaut d'Atarazanas, et qui durant le franquisme fut un célèbre maquisard.

Colón (édifice abandonné, vendu à Banesto, qui fut occupé ludiquement et agréablement [10] par des groupes anti-système du 26 au 29 septembre 2010) et au Casino militaire (aujourd'hui absorbé par les magasins du Corte Inglés), et deux petites pièces de 75 au centre de la place Cataluña. López Amor se dirigea vers la Telefónica (central téléphonique) dans l'intention de l'occuper et de contrôler les communications. La collaboration initiale avec les Gardes d'Assaut, due à la trahison de l'officier de commandement, le lieutenant Llop, se transforma, après une période de confusion d'une dizaine de minutes, en une franche opposition.

López Amor ordonna que les deux pièces situées en plein milieu de la place tirent sur le Central téléphonique. Il y eut trois coups de canons qui faillirent couper les communications. Les coups de feu se généralisèrent, à l'intérieur et à l'extérieur de l'immeuble. Dans cette confusion, un groupe de Gardes d'Assaut captura López Amor en face du Casino militaire. Les compagnies de Gardes d'Assaut et les ouvriers armés contrôlèrent Fontanella, les étages supérieurs du Central téléphonique, la Puerta del Angel et les Ramblas.

Les rues Pelayo, Vergara et Ronda Universidad avaient déjà été prises par des militants ouvriers, ce qui isolait les militaires qui furent finalement contraints de se réfugier dans l'Hôtel Colon, la Maison Dorée, le Casino militaire et au rez-de-chaussée et au premier étage du Central téléphonique, où ils résistèrent face à l'attaque populaire et aux Gardes d'Assaut. Le centre de la place était un no man's land. On avait évité que ces troupes puissent descendre les Ramblas jusqu'à Atarazanas et Capitanía, ou par Fontanella et le Portal del Angel jusqu'au Commissariat de Vía Layetana ou au Palais de la Généralité. On avait également évité que le Central téléphonique et les émetteurs de radio proches ne tombent entre les mains des factieux.

Les ouvriers du Central téléphonique coupèrent les communications de l'état-major de la région avec les casernes soulevées. Les forces populaires prirent très vite le Casino militaire et la Maison Dorée, grâce à l'intervention conjointe des Gardes d'Assaut et des ouvriers, qui avaient consolidé leurs positions en utilisant les tunnels du métro. La résistance des militaires rebelles, qui ne contrôlaient plus que l'Hôtel Colón, pris sous les coups de canons, et le rez-de-chaussée du Central téléphonique, prit fin à quatre heures de l'après-midi, lorsqu'ils se rendirent à cause de l'assaut, tardif mais décisif, de la Garde Civile, assistée par les Gardes d'Assaut et l'enthousiasme de la population, qui se méfiait des tricorneres (surnom des Gardes Civiles, coiffés de tricorneres). Les coins de rues, les bouches de métro et les rues avoisinantes étaient occupées par une énorme multitude. Des drapeaux blancs apparurent à l'Hôtel Colon déchaînant alors la furie populaire. Le canon que Lecha avait traîné depuis la rue Claris, tonna à nouveau. Durruti et Obregón (qui mourut lors de ce combat) dans un assaut massif depuis les Ramblas avec des militants anarchistes, à découvert, récupérèrent le rez-de-chaussée du Central téléphonique. Au même moment, des Gardes Civils et des ouvriers, Josep Rovira du POUM en premier lieu, entraient dans l'hôtel Colon et arrêtaient les officiers. La place était parsemée de cadavres. Là aussi, l'armée avait été vaincue.

Vers cinq heures de l'après-midi, trois escadrons d'une cinquantaine d'hommes chacun partirent à pied, avec des mitrailleuses chargées sur des voitures, de la caserne de Gerona, ou de la cavalerie de Santiago, au croisement des rues Lepanto et Travesera de Gracia, près de l'Hôpital de San Pablo. Ils avaient pour but de contrôler le **Cinco de Oros** (aujourd'hui Place Juan Carlos I), au croisement du Paseo de Gracia avec Diagonal, pour descendre ensuite à la Place Urquinaona et à l'Arco de Triunfo. Ils furent quelque peu harcelés sur leur trajet dans les rues Lepanto, Industria, Paseo de San Juan (alors García Hernández) et Córcega. Mais au **Cinco de Oros**, ils étaient attendus par plusieurs compagnies de Gardes d'Assaut, composées d'un escadron de cavalerie et d'une section de mitrailleuses, en compagnie de très nombreux militants ouvriers postés sur les toits, les balcons, dans les arbres, armés de pistolets automatiques et de grenades. Sans que les militaires factieux, qui avançaient sans prendre les précautions habituelles d'un peloton d'avant-garde, ne s'y attendent, se produisit une forte fusillade qui balaya leur avant-garde. Un grand nombre de soldats et d'officiers y périt. Le colonel Lacasa, qui dirigeait le régiment de Santiago, se réfugia en compagnie des officiers survivants et de quelques soldats dans le couvent des **Carmélites**, situé à l'angle de l'avenue Diagonal et de la rue Lauria, où, aidés activement par les moines, ils s'installèrent dans une situation inexpugnable, avec leurs mitrailleuses installées au rez-de-chaussée

10. Depuis la tour de l'édifice, aujourd'hui en travaux et destinée à accueillir des logements de luxe, une énorme banderole se détachait qui disait : « La banque nous asphyxie, le patronat nous exploite, les politiques nous mentent, CCOO et UGT nous vendent ». Et une autre avec le slogan : « Contre la dictature du Capital : grève générale ».

et sur le toit[11]. Le détachement de la Garde Civile qui avait été envoyé sur les lieux pour les combattre se joignit à eux et renforça leur résistance. Le colonel plaça des postes avancés autour du couvent, aux croisements des rues Corcega-Santa Tecla, Claris-Diagonal et Menendez Pelayo (aujourd'hui Torrent de l'Olla)-Lauria. Il dut les retirer en fin d'après-midi car leurs pertes étaient trop nombreuses. Dans la nuit, les factieux assiégés dans le couvent annoncèrent leur reddition pour le lendemain à l'aube à la Garde Civile.

Tout près de là, à l'angle de Balmes et Diagonal, une demi-heure après le début des affrontements au Cinco de Oros, quatre camions en provenance du Parc d'Artillerie de San Andrés, transportant une cinquantaine d'artilleurs vers la Place Cataluña, subirent une embuscade, furent arrêtés et anéantis par la fusillade des ouvriers et des Gardes d'Assaut. Les ouvriers s'emparèrent des armes et des canons.

Le régiment d'artillerie de montagne, de la caserne des Docks de l'avenue Icaria, fut le foyer principal de la préparation du soulèvement militaire. Deux camionnettes, dotées chacune de pièces d'artillerie, réussirent à sortir de la caserne et à arriver à leur destination, la Place España. Une pièce, placée au centre de la cour, annonça par une détonation que l'artillerie était sortie dans la rue. Une colonne fut constituée à six heures, dirigée par le commandant Fernandez Unzué, dont l'objectif était de prendre le palais de Gobernación et immédiatement après le palais de la Généralité. En octobre 1934, il avait suffi que ce même commandant, à la tête d'une seule batterie, commence à tirer sur le palais de la Généralité pour qu'apparaisse immédiatement le drapeau blanc qui annonçait la fin de la rébellion catalaniste de Companys. Un avion bombarda la caserne avant cette sortie, causant quelques pertes et une certaine démoralisation. Malgré cela, les trois batteries sortirent dans la rue, sans attendre l'arrivée des deux compagnies du régiment d'Infanterie Alcantara qui se trouvaient à proximité et qui devaient les couvrir. Que ces batteries dussent être protégées par l'infanterie était en effet le B.A.BA de la manoeuvre, puisque les pièces d'artillerie ne pouvaient avancer que lentement, en plein milieu de la rue, à découvert, traînées par des bêtes. Mais les officiers étaient convaincus que la « populace » s'enfuirait en courant au premier coup de canon.

Pendant ce temps, à la Barceloneta, l'exaltation des habitants du quartier et des travailleurs du port se traduisit par un cri unanime, exigeant des armes. Le commandant Enrique Gomez Garcia, de la caserne de la Barceloneta des Gardes d'Assaut, décida, devant l'imminence de l'affrontement, de donner des armes en échange de la remise d'une carte syndicale ou politique pour s'assurer de leur restitution après le combat. La première batterie, dirigée par le capitaine López Varela, put avancer sans difficulté jusqu'au moment où elle allait dépasser le pont de San Carlos (aujourd'hui disparu), qui traversait l'avenue Icaria et les voies de chemin de fer. Elle essuya alors, sans s'y attendre, les coups de feu d'un groupe des forces de la Garde d'Assaut et d'ouvriers qui avaient obtenu des armes de ces derniers, et qui était posté aux abords de la Plaza de Toros de la Barceloneta (aujourd'hui disparue), sur le pont lui-même, dans les wagons et sur les murs de la voie ferrée, sur les balcons et les toits les plus proches. Très rapidement, une multitude de militants ouvriers de Pueblo Nuevo, de la Barceloneta, et des syndicats du Transport et de la Métallurgie des Ramblas, se joignit à la lutte.

Les trois batteries étaient prises sur deux flancs, chacune empêchant l'autre d'avancer. López Varela réussit à mettre ses mitrailleuses et les quatre canons de sa batterie en position, et commença à tirer, en avançant vers la Barceloneta. Les deux batteries de l'arrière, après avoir lutté deux heures sur la défensive, immobilisées et constamment acculées par des attaquants bien protégés, purent retourner à la caserne non sans souffrir de nombreuses pertes, dans une retraite chaotique, marquée par la terreur et la débandade du troupeau qui transportait les munitions qui éclataient lorsque les tirs les atteignaient. À l'entrée de la caserne, il y eut quatorze morts causées par le mitraillage de deux avions, qui bombardèrent peu de temps après, sans être aussi chanceux, l'intérieur de la caserne.

La batterie de López Varela, qui ne pouvait plus reculer, ne put dépasser le croisement de l'avenue Icaria avec le Paseo Nacional, barré par une énorme barricade de deux mètres de hauteur, que les travailleurs du port avaient dressée avec des pavés et, ce qui est moins habituel, avec des sacs de graines de fourrage, des planches en bois et cinq cents tonnes de bobines de papier déchargées en une demi-heure à l'aide de chariots électriques du navire *Ciudad de Barcelona*, amarré non loin de là au *moll* (quai) *de les garrofes*, lieu habituel de

11. Il semblerait que dès la veille, le colonel Lacasa avait transformé le couvent en hôpital-forteresse, en plaçant également des mitrailleuses sur le toit de la Casa de les Punxes, située en face du couvent.

chargement des fourrages et graines des voiliers qui les transportaient des villages côtiers de Castellon et de Tarragone. La batterie était harcelée par les tirs de mortier du toit de Gobernación, et par les coups de feu et les mitrailleuses depuis l'École Nautique et le *Depósito Franco* (Entrepôt des Douanes). Les militaires tiraient des coups de canon sur les barricades et sur la foule, produisant de terribles brèches. Mais les barricades se construisaient à nouveau et la multitude intensifiait encore ses attaques. La position des factieux devint intenable. À dix heures, ils reçurent l'ordre de battre en retraite, mais celle-ci fut un véritable martyre, car au fur et à mesure que les soldats essayaient de battre en retraite, les bobines de papier, transformées en barricades mobiles, avançaient poussées par des travailleurs sans armes, pendant que d'autres parfaitement protégés derrière les bobines lançaient des grenades et tiraient sans répit. L'assaut final eut lieu contre une trentaine d'hommes, qui se protégeaient derrière leurs pièces d'artillerie et les animaux morts et se termina par un combat au corps à corps. López Varela, blessé, fut conduit à Gobernación, avec les autres officiers faits prisonniers, pendant que les soldats fraternisaient avec le peuple. Celui-ci s'était approprié plusieurs canons et des armes diverses : il n'était pas encore dix heures et demie du matin.

La caserne des Docks était assiégée par une barricade érigée à cent mètres de la porte principale. L'infanterie du régiment d'Alcantara fut facilement repoussée par deux fois, même si quelques soldats réussirent à pénétrer par surprise dans la caserne sans changer la situation désespérée des assiégés qui se rendirent à des officiers de la Garde d'Assaut. Ils furent faits prisonniers vers huit heures du soir. Cette nuit-là, les Comités de Défense de la Barceloneta et de Pueblo Nuevo purent prendre la caserne sans aucune résistance.

Il y avait deux casernes à côté du **Parc de la Ciudadela**. Celle de l'Intendance, qui était tellement fidèle à la république que lui furent confiées la séparation et la surveillance de deux Tercios de la Garde Civile (un Tercio équivaut à un régiment de l'armée). Dirigés par le colonel Escobar, ses effectifs remontèrent la Vía Layetana pour prendre la place Cataluña. Et la caserne du régiment d'infanterie Alcantara, dont les officiers étaient divisés entre ceux qui sympathisaient avec le soulèvement et ceux qui s'y opposaient. Elle maintint une curieuse neutralité prenant les « précautions typiques du soldat ». Ces troupes sortirent donc très tard dans la rue, à neuf heures du matin passées, après que le général Fernandez Burriel en eut donné l'ordre. Une compagnie avait pour mission de porter secours à la caserne des Docks qui était assiégée. Cette mission échoua à cause de l'opposition d'une foule armée qui les obligea à retourner dans leur caserne. La deuxième compagnie avait pour objectif l'occupation de la station de Radio Barcelone [12], au numéro 12 de la rue Caspe. Étant acculée Place Urquinaona, la troupe essaya désespérément de remonter par la rue Lauria vers Caspe. Mais après une heure de durs combats, la compagnie était pratiquement défaite. Un groupe réussit à se réfugier à l'hôtel Ritz, mais il se rendit après quelques coups de canon.

La caserne du régiment d'artillerie légère n°7 et le **Parc d'Artillerie** étaient deux immeubles situés à l'extrémité de la rue **San Andrés del Palomar**. Les factieux organisèrent la défense conjointe des deux immeubles, en comptant sur la collaboration de civils, en grande majorité des monarchistes qui avaient réagi très défavorablement à la harangue que le capitaine Reinlen leur avait adressée et qui finissait par les cris de « Vive l'Espagne ! » et « Vive la république ! ». Le *Parque de Artillería* abritait environ trente mille fusils.

Après la première sortie des quatre camions, qui, comme nous l'avons déjà mentionné, furent anéantis au croisement de Diagonal avec Balmes, fut organisée la sortie d'un deuxième groupe qui avait pour mission d'appuyer l'infanterie du régiment Badajoz (qui s'était déjà réfugié dans plusieurs immeubles de la place Cataluña, et qui ne pouvait plus avancer). Ce second groupe était composé d'une batterie (quatre canons). Il arriva rue Bruc, depuis la rue Diputación, à sept heures du matin, après un long parcours de six kilomètres, sans que ne se produisent d'incidents défavorables. Au croisement de Bruc avec Diputación, ils furent surpris par un groupe de Gardes d'Assaut et d'ouvriers armés.

L'échange de coups de feu mit en alerte les forces des Gardes d'Assaut qui protégeaient le Commissariat de l'Ordre Public de Via Layetana, et celles qui se rendaient Place Cataluña depuis le Cinco de Oros, ainsi que les forces populaires qui assiégeaient l'Hôtel Colon et le Central téléphonique. La batterie avança par la rue Diputación jusqu'à la rue Claris, mais lorsqu'elle essaya de descendre cette rue pour traverser la Gran Via, il y

12. À la hauteur de l'Arc de triomphe ils croisèrent la Garde Civile, qui allait se concentrer sur la Plaza Palacio. Les officiers commandants des deux formations se saluèrent, évitant l'affrontement.

eut un feu nourri de fusils et de mitrailleuses qui provoqua de nombreuses pertes parmi la troupe et les bêtes de trait. Ayant placé les canons et les mitrailleuses dans le carré formé par les rues Diputación, Claris, Lauria et Gran Vía, la troupe tira sur la foule qui ne cessait de se regrouper et de contre-attaquer. Les soixante-dix soldats qui formaient la batterie s'affrontaient à un attaquant beaucoup plus nombreux, bien situé sur les toits, dans les portes cochères et sur les balcons, et qui surtout ne baissait pas les bras malgré les tirs de l'artillerie. Les renforts qui accoururent pour aider les forces populaires étaient formés de deux compagnies de Gardes d'Assaut – une troisième compagnie refusa le combat et retourna paisiblement à sa caserne place España –, et par des centaines d'ouvriers, qui redoublaient d'effort dans le combat. La situation de la batterie des soldats factieux devenait de plus en plus délicate. Mais après deux heures de combat, le nombre de morts causées par les coups de canon était terrible. Les canons étaient défendus par une ligne de mitrailleuses qui rendait impossible toute attaque. Les Gardes d'Assaut renonçaient, considérant qu'ils n'avaient pas les moyens appropriés pour affronter l'artillerie. Un groupe de militants cénétistes mena à bien une tactique originale et risquée pour frapper un coup décisif dans ce combat. Ils montèrent sur les plates-formes arrières de trois camions, qu'ils précipitèrent à toute vitesse sur la ligne des mitrailleuses, jetant sur celles-ci des grenades tout en sautant des camions. L'effet de surprise aidant, ils détruisirent et transpercèrent la ligne défensive des mitrailleuses, qui furent prises tout de suite après par les ouvriers au détriment des artilleurs. À onze heures du matin, ceux-ci se rendirent aux Gardes d'Assaut. Les anarcho-syndicalistes s'emparèrent immédiatement des mitrailleuses et d'un canon, qu'ils tirèrent jusqu'à la Place Cataluña.

Dans le bâtiment de Capitanía, situé Paseo de Colón, où se trouvait le commandement de la Division de Catalogne, on aurait pu penser que les généraux et les hauts gradés étaient en train de jouer un opéra bouffe. Plus personne n'obéissait au général Llano de la Encomienda, chef suprême de la Division, fidèle à la république, mais personne non plus n'osait le destituer et prendre le commandement. Le général factieux Fernandez Burriel laissait Llano donner des ordres ou recevoir des coups de fil dans son bureau. On assistait à des reproches au ton feutré, à la crânerie de casernes et aux invocations à l'honneur. Lorsque le général Goded, après avoir déclaré l'état de guerre à Majorque et avoir facilement pris le contrôle de l'île, arriva à Barcelone vers midi et demie avec des hydravions pour diriger le soulèvement en Catalogne, il ne put comprendre que Llano de la Encomienda soit encore en liberté et que l'état major n'ait pas encore centralisé les opérations des factieux. Le trajet de Goded de l'Aéronautique Navale jusqu'à Capitania fut jalonné par le bruit d'intenses fusillades et les détonations lointaines de l'artillerie. Après une série d'imprécations et de menaces de mort réciproques échangées avec le général Llano, Goded dut faire face à la situation militaire du moment. Il passa un coup de fil infructueux au général Aranguren, de la Garde Civile, pour que ce dernier se mette sous ses ordres. Aranguren, qui se trouvait au palais de Gobernación, en compagnie de España, Pérez Farrás et Guarner qui le surveillaient discrètement, refusa de s'unir aux factieux. Goded ordonna à l'infanterie du régiment d'Alcantara qu'elle essaie une fois de plus de porter secours aux troupes de l'artillerie des Docks. Il ne comprenait pas que celles-ci aient pu sortir sans être protégées par l'infanterie. Devant la démoralisation des troupes factieuses, causée par le bombardement et le mitraillage constant de l'aviation, il ordonna, par le biais d'un agent de liaison, que les hydravions qui l'avaient accompagné bombardent l'aéroport du Prat. Mais lorsque l'agent de liaison arriva à la base aéronautique avec l'ordre écrit, les hydravions étaient déjà repartis à leur base de Mahon, à cause de l'hostilité manifeste des marins et des employés de la base. Il était deux heures et demie et la défaite des militaires factieux semblait déjà certaine. Goded essaya alors d'obtenir du renfort de Majorque, Saragosse, Mataro et Gérone. Il ne put parler avec Mataro et Gérone, pas plus qu'il ne put y envoyer quelqu'un, car des projectiles avaient crevé les pneus de la voiture blindée. Saragosse et Palma étaient des villes trop éloignées pour que l'aide puisse arriver. L'infanterie du régiment d'Alcantara ne remplit pas non plus ses objectifs. Elle fut facilement repoussée lors de sa deuxième tentative d'approcher la caserne des Docks, et les soldats qui purent y entrer par surprise ne furent pas assez nombreux pour lever le siège.

Une foule hétérogène, formée de militants ouvriers arborant des fusils, des casques et des cartouchières prises à l'ennemi et de Gardes d'Assaut la veste déboutonnée ou en chemisette, poussa les canons pris à Diputación-Claris tout le long de la Via Layetana pour prendre le siège de la Division. L'ouvrier du port Manuel Lecha,

ancien artilleur [13], plaça les pièces sur la place Antonio Lopez pour tirer directement sur le bâtiment de Capitania, alors que les batteries prises sur l'avenue Icaria tentaient un tir indirect depuis la Barceloneta. Il était cinq heures de l'après-midi. Goded, en voyant ce qui se préparait, téléphona à España, conseiller de Gobernación, pour lui exiger crânement de se rendre, ce à quoi ce dernier répondit qu'il avait une demi-heure pour se rendre lui-même, avec la garantie de la vie sauve, car ce délai expiré, l'artillerie entrerait en action. À cinq heures et demie, les tirs d'artillerie commencèrent. Quarante coups de canon et une fusillade chaque fois plus proche ne faisaient aucun doute sur l'imminence de l'assaut. Un drapeau blanc apparut et le feu cessa des deux côtés. Mais lorsqu'un officier loyal s'approcha pour obtenir la reddition, les mitrailleuses de Capitania crépitèrent de nouveau. La lutte reprit et lorsque les portes furent sur le point de céder, un drapeau blanc apparut à nouveau, mais cette fois les assaillants ne cessèrent pas le feu, ils abattirent les portes et entrèrent de force dans la Capitania. Il était six heures de l'après-midi. Le commandant Pérez Farrás [14], au risque de sa propre vie, réussit à protéger le général Goded d'un lynchage certain, auquel n'échappèrent pas plusieurs officiers vêtus en civil, et il le conduisit au palais de la Généralité où Companys (président de la Généralité) arriva à le convaincre de lancer un message de cessez-le-feu aux micros de la radio de la Généralité : « Le sort m'a été contraire et j'ai été fait prisonnier. Aussi, si vous voulez éviter de répandre le sang, soldats qui m'accompagnez, vous êtes libres de tout engagement ». Il était sept heures de l'après-midi. Le message fut enregistré puis diffusé toutes les demi-heures dans les émissions de radio, et eut de fortes répercussions psychologiques sur le reste du territoire espagnol.

La victoire populaire fut à tel point écrasante que plusieurs bâtiments tombèrent d'eux-mêmes, sans violence aucune, comme un fruit mûr. Le directeur de la prison **Modelo** ouvrit les portes aux prisonniers, devançant ainsi la mutinerie en cours et l'assaut prévisible de la prison. Le syndicat de la construction, le Comité Régional de la CNT et la Fédération Locale des Syndicats avaient leur siège au 26 de la rue Mercaders. Juste devant se trouvait le siège du **Fomento del Trabajo** (l'organisation patronale nationale), aujourd'hui situé au numéro 34 de la Via Layetana. La Casa Cambó, siège de la Lliga, le parti d'extrême droite (du nom de Cambó, personnalité très importante du patronat catalan, dirigeant de la Lliga et catalaniste, député aux *Cortes* de Madrid – l'assemblée nationale – et ministre des finances en 1921), se trouvait dans l'immeuble contigu, au numéro 32 actuel. Les deux immeubles furent occupés par les cénétistes, sans lutte, car ils avaient été totalement abandonnés, les meubles et les archives étant restés intacts. L'ensemble des deux immeubles fut connu comme la **Maison CNT-FAI**, siège jusqu'à la fin de la guerre des comités régionaux de la CNT et de la FAI, de **Mujeres Libres** (Femmes Libres, organisation de femmes anarchistes) et entre autres, du Comité de Recherche et Information de la CNT-FAI. Ce Comité fut dirigé par Manuel Escorza qui, depuis le dernier étage de la Casa Cambó, utilisa pleinement, au cours des mois suivants, l'information contenue dans les archives saisies au **Fomento del Trabajo** et à la Lliga.

Les faibles forces qui gardaient la caserne et le parc d'artillerie de **San Andrés**, en grande majorité des civils d'extrême droite et des monarchistes, voyaient comment la masse qui harcelait la caserne ne cessait de grandir. Vers midi, l'aviation mitraille et bombarda la caserne et les ateliers militaires en prenant soin de ne pas faire sauter l'arsenal. Elle causa quelques pertes parmi les soldats mais aussi parmi les assaillants. Les avions bombardèrent encore trois ou quatre fois, tuant et blessant quelques personnes, ce qui, s'ajoutant aux nouvelles sur le désastre de la rébellion militaire à Barcelone, démoralisa fortement ceux qui étaient en train de se défendre. À la nuit tombante, ses défenseurs civils et militaires abandonnèrent peu à peu la caserne, et prirent la fuite. Sans résistance aucune, les **Comités de Défense confédérés de San Andrés, Horta, Santa Coloma, San Adrián et Pueblo Nuevo**, prirent d'assaut la caserne et les ateliers militaires avant l'aube, s'emparant de tout l'arsenal

13. L'incroyable prouesse de *El Artillero* fut décrite dans un texte bref, publié dans *Solidaridad Obrera* (27 juillet 1936), qui raconte comment il s'était emparé de deux canons au cours de la lutte menée contre l'artillerie légère à Diputacion-Lauria, comment ensuite il avait réussi à ce que les factieux de l'hôtel Ritz se rendent après avoir tiré trois coups de canon ; de là il se déplaça à la place Santa Ana (aujourd'hui sans écriteau, au bout de Puerta del Angel, au croisement avec Cucurella-Arcs) d'où il tira, de façon indirecte, sur l'Hôtel Colon jusqu'à ce qu'ils se rendent. Il prit ensuite Via Layetana avec ses canons et tira trente-huit coups de canons sur Capitania. De là il se déplaça jusqu'à Diagonal, et dans la soirée se retrouva dans le quartier de Sants, tirant sur une église rue Galileo, pour qu'elle se rende.

14. Il avait été le chef des Mossos d'Esquadra (police catalane) en octobre 1934. Condamné à mort, il fut amnistié et passa à la réserve militaire. Le 19 juillet, sans aucune fonction officielle, il intervint efficacement comme organisateur des combats de rue. Nommé par Companys secrétaire du *Comité de Milicias Ciudadanas* (Comité des Milices Citoyenne) qui n'a jamais vu le jour, il devint conseiller militaire de la Colonne Durruti.

qui y était stocké : environ trente mille fusils. Le prolétariat barcelonais avait enfin réussi à s'armer. Les Gardes d'Assaut, envoyés par Escofet pour l'en empêcher, n'osèrent pas affronter les ouvriers les armes à la main.

Les barricades construites en face des casernes pour empêcher que ne sortent les rebelles assiégés en bloquaient maintenant l'entrée aux gardes d'assaut. Il était déjà trop tard pour imposer l'ordre bourgeois : la situation était nettement révolutionnaire. Si ces Gardes d'Assaut avaient tiré sur le peuple, ils se seraient transformés immédiatement en factieux suicidaires.

En réalité, depuis six heures de l'après-midi, avec la prise définitive de la Place Cataluña et la capitulation de Goded à Capitanía, le soulèvement pouvait être considéré comme vaincu. Il ne restait plus qu'un travail de nettoyage pour en finir avec les derniers réduits. Les différentes casernes, quasiment sans effectifs, totalement démoralisées, sources de désertions croissantes, se rendirent ou furent prises d'assaut au cours de la soirée. Il en fut ainsi, par exemple, à la caserne du Bruc, à Pedralbes, gardée par un petit groupe de factieux. Dans l'après-midi, un avion lança des tracts expliquant que les soldats étaient licenciés et que les officiers qui s'étaient soulevés étaient destitués, ce qui provoqua la désertion de presque toute la troupe. Les quelques officiers qui restaient décidèrent de livrer la caserne à la Garde Civile, mais elle fut prise d'assaut peu après par les ouvriers cénétistes qui ne trouvèrent aucune résistance en face d'eux. Elle fut baptisée du nom de Bakounine.

Le 20 juillet il ne restait plus que deux réduits factieux : le couvent des Carmélites et le noyau constitué par Atarazanas et les Dépendances militaires.

Dès l'aube, une foule gigantesque assiégeait le couvent des Carmélites, débordant par leur impatience le siège des Gardes d'Assaut. Les assiégés avaient déjà annoncé leur reddition la nuit antérieure, mais ne cessèrent pas pour autant de tirer sur ceux des assaillants qui s'approchaient de trop près. La complicité active des moines avec les factieux, à qui ils avaient donné un refuge, des soins médicaux et de la nourriture, faisait que les masses qui encerclaient le couvent étaient convaincues que les moines avaient également utilisé les mitrailleuses ayant causé tant de pertes. Vers midi, le colonel Escobar arriva à la tête d'une compagnie de la Garde Civile, pour négocier avec les factieux leur reddition immédiate. Les portes s'ouvrirent, et de l'extérieur, on put voir les officiers, mêlés fraternellement aux moines tant haïs. Une masse furieuse, qui déborda les Gardes d'Assaut et les Gardes Civils, envahit le couvent, et tua les religieux et les militaires à coups de couteaux ou à bout portant, s'acharnant ensuite sur certains cadavres. Le cadavre du colonel Lacasa fut décapité, celui du capitaine Domingo fut décapité, mutilé et découpé à la scie, et celui du commandant Rebolledo fut châtré [15]. Des miliciens anonymes en arrivèrent à disperser un défilé populaire qui fêtait la victoire en exhibant la tête empalée du colonel. Un taxi transporta les morceaux de la dépouille du capitaine Domingo au zoo pour les donner en pitance aux fauves [16].

Au bout des Ramblas, devant la statue de Christophe Colomb, sur la gauche, se trouvait le bâtiment des Dépendances Militaires, et sur la droite, juste en face, la caserne d'Atarazanas, divisée en deux zones séparées par de grandes cours séparées elles-mêmes par des murs et des portes fermées par une barre : les Ateliers militaires (bâtiment aujourd'hui disparu qui donnait sur la Rambla de Santa Mónica), qui résistaient encore, et les anciens chantiers navals médiévaux, qui avaient déjà été pris. Le palais des Dépendances (actuellement le Gouvernement militaire, où fut jugé Salvador Puig Antich en 1973) regroupait tous les services auxiliaires de la Division : tribunaux, auditorat, ministère public, centre de mobilisation, etc.

Le feu croisé entre les bâtiments des Dépendances, la statue de Colomb et Atarazanas les rendait imprenables. Du balcon d'Atarazanas, qui s'ouvrait sur les Ramblas, un large espace fut balayé par les tirs qui tuèrent de nombreux assaillants. Le siège avait commencé le 19. Le 20 à l'aube, le soulèvement ayant été vaincu dans l'ensemble de la ville, toutes les forces disponibles se déployèrent sur la Rambla de Santa Mónica dans l'attente de l'assaut final. Une pièce de 75 sous le commandement du sergent Gordo, tirait sans trêve sur la vieille bâtisse d'Atarazanas alors que le camion qui était parti de Pueblo Nuevo, une mitrailleuse installée à l'arrière de sa plate-forme, protégée par des matelas, faisait une marche arrière vers la caserne tout en tirant des rafales de mitrailleuse. La situation devint insoutenable pour les assiégés : cent cinquante hommes environ, cent dix dans les *Dependencias* et une quarantaine à Atarazanas. Deux canons et deux mortiers placés sur le quai portuaire renforcèrent le siège. L'aviation bombardait et mitraillait assidûment. Des grenades étaient lancées des terrasses

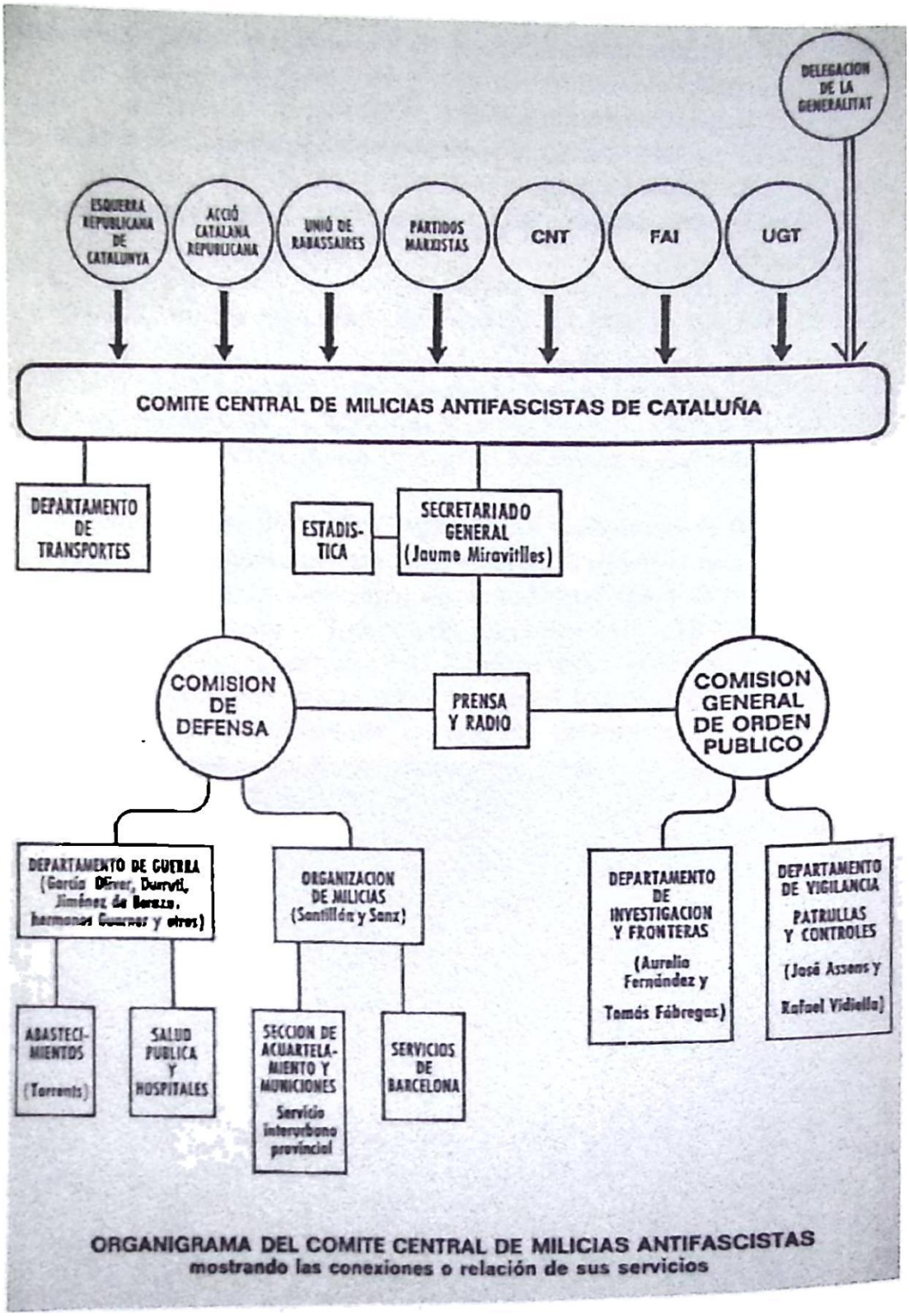
15. Lacruz, p. 50 ; Romero p. 525
16. Fontana, José María, *Los catalanes en la guerra de España.* Acervo, Barcelona, 1977.

avoisinantes. Le manque de munitions des assiégés provoqua la reddition des soldats des Dépendances militaires. Ceux-ci, après avoir négocié avec Gobernación la sortie en toute sécurité des familles des officiers se trouvant dans le bâtiment, hissèrent le drapeau blanc peu après midi, permettant ainsi l'entrée des Gardes d'assaut. Les anarchistes qui assiégeaient le dernier réduit des rebelles, à Atarazanas, refusèrent l'intervention de la garde civile et des militants du POUM lors de l'assaut final. Le Comité de Défense de la CNT, l'ancien groupe Nosotros dans sa totalité, se trouvait face à Atarazanas, décidé à la prendre d'assaut. Les assaillants anarchistes s'approchèrent de la caserne, les uns en se cachant d'arbre en arbre, d'autres « derrière les bobines de papier journal en mouvement » [17]. Lors d'une avancée imprudente, Francisco Ascaso fut tué d'une balle dans la tête. Peu de temps après, les combattants d'Atarazanas hissèrent le drapeau blanc pour se rendre et les libertaires en profitèrent pour sauter par-dessus les murs, entrèrent en trompe en tirant sur les officiers et fraternisèrent avec les soldats. Il était presque une heure de l'après-midi.

17. Garcia Oliver, Juan, *El eco de los pasos*, Ruedo Ibérico, Barcelone, 1978, p.189.



Autorisation de circulation d'un comité révolutionnaire



ORGANIGRAMA DEL COMITE CENTRAL DE MILICIAS ANTIFASCISTAS
mostrando las conexiones o relación de sus servicios

Organigramme du CCMA.

6. LES COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES DE QUARTIER, LES MILICES POPULAIRES ET LA SITUATION RÉVOLU- TIONNAIRE DE JUILLET 1936

Le 19 et 20 juillet 1936, en pleine lutte dans les rues de Barcelone, au moment où les militaires soulevés étaient mis en déroute, **les membres des Comités de Défense commencèrent à s'appeler et à être connus comme « les miliciens ».** Sans transition aucune, les Cadres de Défense se transformèrent en Milices Populaires. La structure primaire des Cadres de Défense avait prévu son élargissement et sa croissance, au travers de l'incorporation de Cadres secondaires. Il a suffi d'admettre dans ceux-ci les milliers de travailleurs volontaires, qui rejoignirent la lutte contre le fascisme, étendue aux terres de l'Aragon. Les milices confédérales se convertirent en l'avant-garde de toutes les unités armées, qui se déplaçaient à la recherche de l'ennemi fasciste à combattre. Elles étaient l'organisation armée du prolétariat révolutionnaire. Elles furent imitées par le reste des colonnes, y compris celles d'origines bourgeoises. Devant l'absence d'une armée prolétarienne unique, les différents partis et organisations créèrent leurs propres milices de parti ou de syndicat, sans commandement centralisé et avec une coordination très précaires.

Il y eut une **double TRANSFORMATION** de ces Cadres de Défense. Celle **des Milices Populaires,** qui définirent dans les premiers jours le front d'Aragon, instaurant la collectivisation des terres dans les villages aragonais libérés, et celle des **Comités Révolutionnaires** qui, dans chaque quartier de Barcelone, et dans chaque village de Catalogne, imposèrent un « nouvel ordre révolutionnaire ». Leur origine commune, venue des Cadres de Défense, fit que milices confédérales et Comités Révolutionnaires furent toujours très unis et en interrelations.

Après la victoire sur le soulèvement fasciste et militaire en Catalogne, les Comités de Défense de chaque quartier (ou village) se constituèrent en Comités Révolutionnaires de quartier (ou de localité), prenant une grande diversité de dénomination. Ces Comités Révolutionnaires de Quartier, dans la ville de Barcelone, étaient quasiment exclusivement cénétistes. Les Comités Révolutionnaires locaux, au contraire, se formèrent habituellement au travers de l'incorporation de toutes les organisations ouvrières et antifascistes, imitant la composition du CCMA.

Ces Comités Révolutionnaires exercèrent, dans chaque quartier ou localité, surtout durant les neuf semaines postérieures au 19 juillet, ces fonctions :

1.- Ils saisirent des édifices pour installer le siège du Comité, un entrepôt de ravitaillement, un athénée ou une école rationaliste. Ils occupèrent des hôpitaux et des journaux et les gèrent.

2.- Fouille des domiciles privés pour réquisitionner les armes, les aliments, l'argent et les objets de valeur.

3.- Perquisitions armées dans tout édifice suspect, avec l'objectif d'arrêter les tireurs embusqués, les curés, les éléments droitiers et ceux de la cinquième colonne (Rappelons que les coups de feu des francs tireurs, dans la ville de Barcelone, durèrent toute une semaine).

4.- Ils installèrent dans chaque quartier des centres de recrutement pour les milices, qui armèrent, financèrent, ravitaillèrent et payèrent les soldes (jusqu'à la mi-septembre) avec leurs propres moyens, maintenant jusqu'après mai 1937 une relation intense et continue entre chaque quartier et ses miliciens au front, les accueillant durant les permissions.

5.- À la garde des armes, dans le siège du Comité de Défense, s'ajoutait toujours un local ou un magasin, dans lequel on installait le Comité de Ravitaillement du quartier, qui s'approvisionner avec les réquisitions d'aliments, réalisées dans les zones rurales, à travers la contrainte, l'échange ou l'achat à travers des coupons.

6.- Imposition et collecte de l'impôt révolutionnaire dans chaque quartier ou localité.

La manière de le faire, au travers de l'intimidation d'une lettre personnelle avec reçu joint, ou la menace armée directe, imposée par le Comité à des individus ou des entreprises, facilitait l'arbitraire de la part de quelques éléments opportunistes ou sans scrupules. Pour les bourgeois et les propriétaires affectés par ce tribut c'était toujours une « agression », vu qu'il n'était pas obtenu par des institutions étatiques, et il était inhumain, dans le peu d'occasions où il s'obtenait au travers de l'enlèvement ou de la menace de mort. Ce qui ne signifiait pas que ce n'était pas un impôt juste et nécessaire, adapté à la situation révolutionnaire existante, dédié au financement des coûts de la guerre, des milices de volontaires, des Comités de Défenses eux-mêmes, des cantines gratuites, des hôpitaux, des écoles, des achats d'armes à l'étranger, des travaux publics pour employer les chômeurs etc…

Le Comité de Ravitaillement installait une cantine gratuite, qui le fut initialement pour les miliciens, les familles de miliciens et les chômeurs, mais qui dut, au bout de quelques mois, devant la rareté et les hausses de prix des produits alimentaires, établir un système de bons, subventionnés par le Comité Révolutionnaire de quartier ou de localité. Au siège du Comité de Défense, il y avait toujours une pièce pour le stockage des armes et, dans certains cas, une petite prison dans laquelle on installait provisoirement des détenus.

Les Comités révolutionnaires exerçaient une importante tâche administrative, très variée, qui allait depuis l'émission de coupons, de bons de nourriture, l'émission de sauf-conduits, de permis, la formation de coopératives, la célébration de noces, le ravitaillement et l'entretien d'hôpitaux, jusqu'à la réquisition d'aliments, de meubles, d'édifices, le financement d'écoles rationalistes et d'athénées gérés par les Jeunesses Libertaires, des soldes pour les miliciens, ou pour leur famille etc…

La coordination des Comités Révolutionnaires de Quartier se faisait au siège du Comité Régional, où allaient les Secrétaires de chacun des Comités de Défense de Quartier. Il existait de plus, de manière permanente, le Comité de Défense Confédéral, installé dans la Maison CNT-FAI.

Pour les aspects liés à la saisie d'importantes sommes d'argent et de grandes quantités d'objets de valeur, ou à toutes les tâches de détention, de renseignement et d'investigation, qui dépassaient par leur ampleur les tâches du Comité de Défense du Quartier, venait le Service d'Investigation de la CNT-FAI, dirigé par Escorza à la Maison CNT-FAI.

Ainsi, donc, dans la ville de Barcelone, les Comités de Défense des Quartiers se subordonnaient aux Comités supérieurs suivants :

1.- Quant au recrutement de miliciens (en juillet et août) et au ravitaillement des Milices Populaires (jusqu'à la mi-septembre), ils dépendaient du CCMA.

2.- Quant au ravitaillement en aliments et produits de première nécessité, du Comité Central de Ravitaillement.

3.- Quant à l'organisation et à la résolution de problèmes, ils se subordonnaient au Comité Régional de la CNT, qui leur donnait les ordres et consignes à suivre. Il s'agit de la fameuse dépendance syndicale des Cadres de Défense, et de la négation de leur propre autonomie, en accord avec le rapport de 1934.

4.- Les expériences se coordonnaient et se partageaient au sein d'un Comité de Défense de Barcelone, qui n'était que l'échelon organisationnelle, qui suivait celui des Comités de District. Il était à peine opérationnel.

5.- Quant au renseignement, à l'investigation, à la chasse contre la cinquième colonne et autres tâches « policières » armées, ils reconnaissaient l'autorité et l'expérience du Service d'Investigation de la CNT-FAI.

Les Cadres de Défense, organisés territorialement en zones très délimitées par rapport aux autres groupes, formés par six membres, avec des tâches très précises de renseignement, d'espionnage et d'investigation, étaient l'organisation armée clandestine primaire de la CNT. À ces Cadres primaires s'agglutinaient, au moment de l'insurrection, des groupes secondaires de militants syndicaux, les groupes affinitaires de la FAI, des membres des athénées etc… Après le 19 juillet, les tâches de renseignement, d'espionnage de l'ennemi, d'investigation des forces et adresses de l'ennemi de classe furent coordonnées par le Service d'Investigation de la CNT-FAI, tandis que le reste des questions se coordonnait dans les réunions des délégués-Secrétaires de chaque Comité de Quartier avec le Comité Régional, à la Maison CNT-FAI.

Le Service d'Investigation était dirigé par Manuel Escorza depuis l'attique de la Maison CNT-FAI, qui avait à sa disposition des Patrouilles d'Investigation qui lui étaient propres, qui ne dépendaient pas des Patrouilles de Contrôle. Escorza coordonnait toutes les tâches de renseignement et d'investigation des différents Comités Révolutionnaires de Quartier. Ce Service d'Investigation constituait un large réseau de renseignement et de contre-espionnage, tant en Espagne qu'en France et en Suisse. Le contre-espionnage à l'étranger était dirigé par Liberato Minué, le beau-frère d'Escorza. Le réseau de renseignement s'élargissait et se ramifiait au sein des Comités d'investigation existants dans d'autres localités, **dans quasiment tous les Comités de Défense**[1] et dans les différentes Colonnes Confédérales, et il intégrait également différents collectifs variés. Ainsi, par exemple, le groupe DAS (des anarcho-syndicalistes allemands en exil) avait l'autorisation du Service d'Investigation de la CNT-FAI[2] pour enquêter sur les activités des groupes nazis à Barcelone, se transformant ainsi en une Patrouille d'Investigation allemande durant quelques mois.

LE POUVOIR ÉTAIT DANS LA RUE

L'authentique pouvoir d'exécution et de résolution était dans la rue, c'était le pouvoir du prolétariat en armes, et il était exercé par les Comités locaux, de Défense et de Contrôle ouvrier, expropriant spontanément fabriques, ateliers, édifices et propriétés ; organisant, armant et transportant au front les groupes de miliciens volontaires qui avaient été préalablement recrutés ; incendiant les églises ou les convertissant en écoles ou entrepôts, formant des patrouilles pour étendre la guerre sociale, gardant les barricades, désormais frontières de classe, qui contrôlaient la circulation et manifestaient le pouvoir des Comités ; mettant en marche les fabriques, sans maîtres ni directeurs, ou les reconvertissant pour la production de guerre ; réquisitionnant voitures et camions, ou des aliments pour le Comité de Ravitaillement, « emmenant en promenade » (liquidant physiquement) des bourgeois, des fascistes et des curés ; se substituant aux municipalités républicaines caduques, imposant dans chaque localité leur autorité absolue dans tous les domaines, sans attendre d'ordres de la Généralité, ni du Comité Central des Milices Antifascistes (CCMA). La situation révolutionnaire se caractérisait **par une atomisation du pouvoir.**

Nous avons déjà vu que le groupe Nosotros s'était constitué, à l'aube du 19 juillet, en Comité de Défense Révolutionnaire, pour diriger l'insurrection révolutionnaire. De manière naturelle la majorité de ses membres se convertit en délégués de Colonnes, comme Durruti et Ortiz (Colonne Sur-Ebro), ou assumant des tâches marquantes au sein du CCMA, comme García Oliver, Aurelio Fernández et Marcos Alcón, personnifiant **la transformation des Comités de Défense en Milices Populaires, c'est à dire en une « armée révolutionnaire ».**

La nuit du 19, il n'y avait plus d'autre pouvoir réel que celui de la « fédération des barricades », sans autre objectif immédiat que la mise en déroute des factieux. L'armée et la police, dissoutes ou regroupée dans ses casernes, disparurent de la rue, après le 20 juillet. Elles avaient été remplacées par des Milices Populaires formées par des ouvriers armés, qui fraternisaient avec des soldats licenciés (les soldats des unités factieuses, pas forcément favorables au soulèvement, avaient été avertis, au cours de l'insurrection, par la radio, des prises de parole et des tracts qu'ils étaient licenciés) et des Gardes (surtout d'Assaut et parfois Civils) sans uniformes, en un seul bloc victorieux, qui les avait convertit en l'avant-garde de l'insurrection révolutionnaire.

À Barcelone, durant la semaine suivante, tandis que le CCMA était encore provisoire, apparurent les **Comités de Quartier**, comme expression du pouvoir obtenu par les **Comités de Défense**, qui se coordonnaient en une authentique fédération urbaine qui, dans les rues et les fabriques, exerçait tout le pouvoir, dans tous les domaines, en l'absence d'un pouvoir effectif de la municipalité, du Ministère de l'Intérieur et de la Généralité. Les dizaines de barricades érigées à Barcelone continuaient à être actives en octobre, contrôlant la circulation

1. Vu les tâches de renseignement et d'investigation des Cadres de Défense, que nous avons détaillé antérieurement, il était naturel qu'après le 19 juillet, les Comités Révolutionnaire (de quartier ou de localités) continuent à remplir de telles missions de manière habituelle et routinière, élaborant des rapport qu'Escorza se chargeait de coordonner et de centraliser au sein du Service d'Investigation de la CNT-FAI.

2. Dans le bordereau des salaires du 24 octobre 1936, du Service d'Investigation de la CNT-FAI, apparaissent les noms des anarcho-syndicalistes allemands « Fernand Gotze » et « Arturo Levin ».

des véhicules et exigeant les documents et permis de circulation, délivrés par les différents **Comités**, comme moyen d'imposition, de défense et de contrôle de la nouvelle situation révolutionnaire, et surtout comme signe d'identité du nouveau pouvoir des **Comités**.

À Barcelone, les **Comités de Défense, transformés en Comités Révolutionnaires de Quartier**, en l'absence de consignes de quelconques organisations et sans autre coordination que les initiatives révolutionnaires qu'impliquait chaque moment, organisèrent les hôpitaux, débordés par l'avalanche de blessés, constituèrent des cantines populaires, réquisitionnèrent des voitures, des camions, de l'armement, des fabriques et des édifices, fouillèrent les domiciles privés, arrêtèrent des suspects et créèrent un réseau de Comités de Ravitaillement dans chaque quartier, qui se coordonnaient en un Comité Central de Ravitaillement de la ville, au sein duquel le Syndicat de l'Alimentation acquit une présence notable. La contagion révolutionnaire affectait tous les secteurs sociaux et toutes les organisations, qui s'orientaient sincèrement en faveur de la nouvelle situation révolutionnaire. Cette contagion était l'unique force réelle du CCMA, qui apparaissait devant le peuple en armes comme l'organisme antifasciste qui devait diriger la guerre et imposer le nouvel ordre révolutionnaire.

Le 21 juillet, une assemblée plénière (Pleno) locale et régionale **avait renoncé à la prise du pouvoir,** comprise comme une dictature des leaders anarchistes, et non pas comme l'imposition, la coordination et l'extension du pouvoir que **les Comités Révolutionnaires** exerçaient déjà dans la rue. Le 23, une assemblée plénière conjointe, et secrète, des Comités supérieurs de la CNT et de la FAI serra les rangs quant à la décision de collaborer au CCMA, et de préparer l'assemblée plénière du 26 pour vaincre la résistance de la militance.

Le 24, les deux premières colonnes anarchistes étaient parties, sous le commandement de Durruti et Ortiz. Durruti fit un discours à la radio, dans lequel il alertait sur le fait qu'il fallait rester vigilant devant une possible tentative contre-révolutionnaire. Il fallait congeler la situation révolutionnaire à Barcelone, pour « ir a por el todo » (jouer le tout pour le tout) après avoir pris Saragosse.

Le 25 juillet, Companys, président de la Généralité, se présenta à l'École Nautique pour se plaindre auprès des membres du CCMA de leur inefficacité dans le contrôle de l'Ordre Public, devant l'indifférence d'un García Oliver qui le congédia d'une manière menaçante.

Le 26 juillet fut ratifiée, dans la matinée, au cours de l'assemblée plénière régionale la **collaboration définitive de la CNT-FAI au CCMA,** comme convenu par les Comités supérieurs de la CNT-FAI dans son débat du 23 et dans l'assemblée plénière régionale antérieure du 21.

L'assemblée plénière du 26 confirma, **à l'unanimité,** que la CNT continuerait à maintenir **la même position,** déjà approuvée le 21 juillet, consistant à participer à ce nouvel organisme de collaboration de classe appelé CCMA. Cette même assemblée plénière du 26 créa une Commission de Ravitaillement, dépendante du CCMA, à laquelle devaient se soumettre les différents Comités de Ravitaillement qui avaient surgi partout [3], et elle ordonnait en même temps la fin partielle de la grève générale. Le résumé des principaux accords conclus dans cette assemblée plénière furent publiés **sous forme de ban** [4], afin que tout le monde en eut connaissance et le respecte. Le CCMA se réunit dans l'après-midi et la soirée du 26 pour créer un organigramme et se structurer en divers départements : Guerre, Milices de Barcelone, Milices Régionales, Commission de Ravitaillement, Propagande, Autorisations et Permis, Patrouilles de Contrôle, Service Sanitaire de Guerre, Transports et Subsidies.

Juan García Oliver se chargea du Département de la Guerre, Abad de Santillán s'occupait du ravitaillement des milices, aidé par Miret et Pons. Aurelio Fernández fut nommé chef du Département d'Investigation, c'est à dire, ce qui est la même chose, chef de la police révolutionnaire, avec l'aide de José Asens (FAI) et Tomás Fábregas (Acció Catalana), qui dirigeaient les Patrouilles de Contrôle. Marcos Alcón (remplaçant de Durruti) se chargeait de la section des Transports, avec l'aide de Durán Rosell (remplaçant d'Antonio López Raimundo, décédé sur le front de Huesca), de l'UGT. Josep Miret (Union Socialiste, ensuite PSUC) et Joan Pons (ERC) furent les responsables du Département des Milices Régionales. Jaume Miravittles (ERC) se chargea du Département de Propagande et Josep Torrents (Unió de Rabassaires, syndicat agraire de petits paysans non propriétaires, dont beaucoup de viticulteurs, lié à l'ERC) de celui du Ravitaillement. Rafael Vidiella (remplaçant de José del

3. Au lieu de coordonner ces Comités de Ravitaillement, créés **d'en bas** par les Comités Révolutionnaires, on les supprima pour contrôler depuis le CCMA, **d'en haut**, leur fonctionnement.

4. Ces bans sont reproduits dans GUILLAMÓN, Agustín : *Barricadas en Barcelona*. Espartaco Internacional, Barcelone, 2007, pp. 224-225. (Traduction en français aux Éditions Spartacus, Paris, 2009).

Barrio, délégué de la Colonne Karl Marx du PSUC) entra dans le Département d'Investigation dirigé par Aurelio Fernández. Joan Pons Garlandí (ERC) fut nommé responsable du Département des Autorisations et Permis (passeports). Artemi Aguadé Miró (ERC) dirigea les Services Sanitaires de Guerre. Josep Tarradellas se chargea du décisif Département de l'Économie et des Industries de Guerre. Comme assesseurs militaires furent nommés les frères Guarner, Díaz Sandino et Pérez Farrás. Lluís Prunés, ministre de la Défense de la Généralité, démissionna rapidement de son poste théorique (non reconnu), et rarement effectif, de Président du CCMA.

La prépondérance de García Oliver et ses chocs avec le gouvernement de la Généralité furent constants jusqu'à la dissolution du CCMA, bien qu'ils diminuèrent en intensité, en importance et en intérêt au fil des semaines, à cause du retrait de l'appui du Comité Régional à García Oliver, et du fait de l'inefficacité du CCMA et de la très précoce décision secrète de la CNT de le dissoudre. L'affrontement le plus grave fut, sans doute le veto de García Oliver au gouvernement Casanovas, proposé par Companys le 31 juillet 1936, dans lequel étaient entrés deux conseillers (ministres) du PSUC : Joan Comorera et Rafael Vidiella, et un de l'Unió de Rabassaires : Josep Calvet. L'ultimatum de García Oliver, qui incluait la menace de supprimer la Généralité, parce qu'il voyait dans le nouveau gouvernement une attaque contre l'existence du CCMA, se termina par la rectification de Companys, qui modifia le gouvernement (déjà seulement avec des républicains) seulement quelques jours après avoir publié son décret de constitution.

La position des Comités supérieurs de la CNT-FAI était incohérente, insoutenable et contradictoire. Leurs principes idéologiques les empêchaient d'entrer dans le gouvernement de la Généralité, mais ils ne voulaient pas non plus que ce gouvernement menace le CCMA, ils voulaient que le gouvernement reste soumis à un organisme qui n'était pas, et ne voulait pas être, un gouvernement révolutionnaire, alternatif à celui de la Généralité. Le CCMA ne gouvernait pas du tout, ni ne voulait du tout laisser les autres gouverner. Les dirigeants anarcho-syndicalistes voulaient congeler la situation révolutionnaire existante. Si on donne à cela le nom de dualité des pouvoirs c'est parce qu'on ne comprend pas que la dualité comporte une lutte féroce et sans quartier, entre les deux pôles opposés, pour détruire le pouvoir rival. Dans le cas de la Catalogne, il serait plus adéquat de parler d'une **duplicité** et **complémentarité** des pouvoirs entre quelques ministères du gouvernement de la Généralité et le CCMA, parfois gênante, inefficace et irritante pour tous. La menace de García Oliver contre la formation du gouvernement Casanovas ne désirait pas autre chose que le maintien de cette duplicité. La participation anarcho-syndicaliste aux tâches de gouvernement à travers le CCMA se révélait insatisfaisante. Mais personne n'osait encore proposer, à une militance libertaire armée, l'entrée directe dans le gouvernement. Quand la réalité choque avec les principes, habituellement ces derniers se brisent.

Entre-temps, le CCMA créa le Conseil de l'École Nouvelle Unifiée (27-7-1936), la Commission des Industries de Guerre (7-8-1936), les Patrouilles de Contrôle (11-8-1936) et le Conseil de l'Économie (11-8-1936). On allait vers une spécialisation uniquement militaire du CCMA. En réalité il se produisait **un processus d'intégration dans la machinerie gouvernementale de toutes les initiatives révolutionnaires.** Toutes ces Commissions mixtes avaient un degré élevé d'autonomie et de décision, en plus de compter avec une notable présence ouvrière, y compris à la présidence et à la direction, mais toujours encadrées organiquement dans les différentes aires du gouvernement de la Généralité, qui gagnait en prestige, présence et parcelles de pouvoir, au détriment permanent du CCMA et des Comités Révolutionnaires. Le cas le plus notable fut celui de la Commission des Industries de Guerre, dans laquelle Tarradellas sut réunir une équipe de techniciens professionnels, comme le colonel Jiménez de la Beraza, le commandant d'aviation Miguel Ramírez et le capitaine d'artillerie Luís Arizón, qu'il associa à des ouvriers hautement qualifiés, comme le métallurgiste Eugenio Vallejo [5], pionnier dans les tâches de création d'une industrie de guerre naissante depuis le 20 juillet, qui apportaient la collaboration et l'enthousiasme des différents syndicats et Comités, réussissant à lever, à partir du rien le plus absolu, une industrie de guerre qui atteignit une production notable (quoique insuffisante) de matériel militaire en à peine quelques mois.

5. Il avait été chargé, le 20 juillet, par Durruti, de la création d'une industrie de guerre. Vallejo entama une coordination des syndicats, métallurgiques et chimiques, avec l'exploitation minière de Sallent, et la transformation de la production industrielle civile en une industrie de production guerrière. La collaboration du cénétiste Vallejo avec Tarradellas se montra efficace à moyen terme, mais impliquait la soumission de la voie révolutionnaire initiale au gouvernement de la Généralité.

LES PATROUILLES DE CONTRÔLE

La victoire de l'insurrection ouvrière de juillet 1936, qui affronta le soulèvement militaire, produisit au cours de l'été 1936, en Catalogne, une situation révolutionnaire dans laquelle le prolétariat armé imposa une répression de classe aux personnes et symboles de la bourgeoisie (patrons, curés, fascistes et anciens pistoleros du Syndicat Libre), l'expropriation de ses propriétés, la déroute de ses forces armées (l'armée et la police) et la suppression de l'Église. C'était une répression ouvrière spontanée, violente, festive, contre la bourgeoisie et l'Église, comme représailles immédiates contre sa tentative d'imposer par les armes une dictature militaire. Postérieurement se créèrent, vers la mi-août 1936, les Patrouilles de Contrôle comme organisme policier du Comité Central des Milices Antifascistes (CCMA).

Les Patrouilles de Contrôle eurent une vie plus longue que le CCMA, vu qu'elles ne furent pas dissoutes avant les débuts de juin 1937, un mois après les événements connus comme les « Journées de Mai » 1937. Elles étaient constituées de onze sections, réparties dans tous les quartiers de Barcelone. Elles totalisaient, à leurs débuts, 700 hommes, plus onze responsables, un pour chaque section. Quelques uns d'entre eux provenaient des patrouilles de réquisition et d'autres des Comités de Défense, bien que beaucoup d'entre eux se soient montrés rétifs à exercer des tâches de « policiers » pour des questions idéologiques, laissant ainsi la porte ouverte à de nouveaux éléments peu sûrs. D'autre part, seulement la moitié environ des patrouilleurs avaient la carte de la CNT, ou étaient de la FAI, l'autre moitié était affiliée au reste des organisations composant le CCMA : POUM, Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) et PSUC, fondamentalement. Seuls quatre délégués de section, sur les onze existants, étaient de la CNT : ceux de Pueblo Nuevo, Sants, San Andrés (Armonía) et Clot ; quatre autres étaient de l'ERC, trois du PSUC et aucun du POUM.

Les Patrouilles de Contrôle dépendaient du Comité d'Investigation du CCMA, dirigé par Aurelio Fernández (FAI) et Salvador González (PSUC), qui remplaça Vidiella. Leur section centrale était au numéro 617 de la Gran Vía, dirigée par les deux délégués aux Patrouilles, c'est à dire José Asens (FAI) et Tomás Fábregas (Acció Catalana). La solde des patrouilleurs, de dix pesetas quotidiennes, était couverte par le gouvernement de la généralité. Bien que dans toutes les sections, on procède à des détentions, et quelques détenus étaient interrogés dans l'ancienne Maison Cambó, la prison centrale était dans l'ancien couvent de nonnes clarisses de San Elías.

À San Elías, un tribunal[6] s'était constitué, qui avait la mission de juger les détenus de manière rapide. Dans ce tribunal intervenaient habituellement les frères Arias, Aubí et Bonet, de la FAI ; África de las Heras et Salvador González, pour le PSUC ; Coll de ERC et Barceló del POUM. Le fonctionnement de ce tribunal était autonome. Dans ses tâches intervenaient occasionnellement Aurelio Fernández, Manuel Escorza, Vicente Gil (« Portela »), Dionisio Eroles, Riera[7] et José Asens, à cause des charges qu'ils occupaient. Les détenus étaient interrogés sommairement, sans garanties judiciaires d'aucune sorte.

Manuel Escorza del Val était le responsable du Service d'Investigation et d'information de la CNT-FAI, organisme qui ne dépendait pas du CCMA, mais des Comités Régionaux de la CNT et de la FAI, c'est à dire qu'il s'agissait d'un organisme libertaire qui, en accord avec la proposition d'Escorza lors de l'assemblée plénière du 21 juillet, prétendait créer une force armée cénétiste, autonome et indépendante, capable de « botter le cul » au gouvernement de la Généralité. Plus tard, Escorza dirigea la Brigade Spéciale d'Investigation, adjointe à la Junte de Sécurité.

Ce Service d'Investigation de la CNT-FAI exerçait un travail de renseignement, de répression et d'espionnage. Il était dirigé par Manuel Escorza qui, installé dans l'attique de l'ancienne Maison Cambó, s'était emparé des archives du Fomento del Trabajo (littéralement « La Promotion du Travail », l'organisation patronale nationale) et de la Ligue (la Lliga Regionalista, parti catalaniste de droite), qui lui fournirent de nombreux noms, de nombreuses données, relations et adresses, dont il se servit pour mener un efficace travail de « nettoyage » des éléments droitiers, du clergé et des individus hostiles au « nouvel ordre révolutionnaire », élaborant quasiment chaque jour, pour les Patrouilles de Contrôle du CCMA, ou les différents Comités anarchistes d'investigation,

6. Ce Tribunal Révolutionnaire ou d'Urgence « s'officialisa » lors de la réunion du Secrétariat des patrouilles du 3 janvier 1937 ; il était composé par Torrents (POUM), Bonet (CNT), Coll (ERC) et Chueca (UGT).

7. À la réunion du Secrétariat des patrouilles du 3 janvier 1937, on questionna sa participation aux interrogatoires pour n'avoir « rien à voir avec les Patrouilles ni le Service d'Investigation ».

pas seulement à Barcelone mais dans toute la Catalogne, de fatidiques listes de personnes qui devaient être détenues et interrogées, sans beaucoup d'autres alternatives que d'être libérées ou exécutées. Manuel Escorza se chargeait de plus d'étudier et de proposer les hommes les plus adaptés pour les différents postes de responsabilité cénétistes, fonction qui lui octroyait une grande influence au sein des Comités supérieurs de la CNT.

Salvador González établit à l'hôtel Colón et au Cercle Équestre une prison et un réseau répressif du PSUC, similaire à celui d'Escorza, avec l'aide de Joaquín Olaso, África de las Heras et Victorino Sala. Josep Soler Arumí, de l'ERC, fit de même au centre fédéral du Paseo de Gracia, et il lui revient le triste honneur d'avoir été le premier à appliquer systématiquement la torture aux détenus.

Après les Journées de mai et la dissolution des Patrouilles de Contrôle, au début de juin 1937, toutes les prisons anarchistes disparurent. En 1938, toutes les Tchekas (surnom donné aux prisons clandestines) appartenaient au PSUC ou au SIM (Servicio de Inteligencia Militar, Service de Renseignement Militaire). Avec la formation le 17 mai 1937 du gouvernement national de Negrín, imposé par les staliniens, débuta la progressive insturation d'une **terreur d'État,** dirigée de manière propagandiste contre la quasi inexistante et faible « cinquième colonne » des fascistes, mais qui, en réalité, déchaîna toute sa force contre les minorités révolutionnaires existantes [8] et contre le mouvement ouvrier, qui en Catalogne était majoritairement anarcho-syndicaliste. Le transfert du gouvernement de la République à Barcelone en novembre 1937 supposait, en plus de l'annulation quasi absolue des compétences du gouvernement de la Généralité et des disputes qui s'en suivirent avec la bourgeoisie républicaine catalane, la consolidation définitive en Catalogne d'un régime de terreur d'État. Un État miné par la pénétration des staliniens à tous les postes clés, dans tous les appareils d'État, dans tous les organismes décisifs, et dans lequel le SIM (espagnolisation et extension du NKVD soviétique) pouvait compter sur la collaboration et la complicité du gouvernement de Negrín, de la police, de l'armée, des tribunaux façonnés à son goût, d'un large réseau de Tchekas dans lesquelles on pouvait torturer ou assassiner quiconque avec une totale impunité.

De la situation révolutionnaire de juillet 1936 et de la répression de la Bourgeoisie et de l'Église par la classe ouvrière, on était passé, en 1938, à un État, dominé par les staliniens, nationaux et soviétiques, qui avait implanté une terreur étatique contre les minorités révolutionnaires et le mouvement anarchiste.

8. Minorités qui, selon Gerö (« Pedro », qui devint un des dirigeants staliniens de la Hongrie), étaient dangereuses non pas tant en raison de leur faible importance numérique qu'en raison de leur capacité politique à donner des objectifs révolutionnaires au prolétariat.

7. LE FONCTIONNEMENT ASSEMBLÉISTE DES COMITÉS DE DÉFENSE ET DES COMITÉS DE RAVITAILLEMENT

À la Maison CNT-FAI se réunirent le samedi 22 août 1936 **les Comités supérieurs libertaires**[1], avec la présence des Comités Régional et Local de la CNT, les milices, l'organisation spécifique, le Comité de Défense local de Barcelone, Jover et Toryho.

On se mit d'accord sur le fait que la Fédération Locale se chargerait de chercher au sein du syndicat du Commerce un secrétaire, « qui sera fixe pour toutes les réunions que réalisent les Comités et qui sera rétribué ».

Santillán déclara qu'avait déjà été résolu « la question des carnets qui devront porter une seule photo ». Il annonça « qu'en dehors des 600 miliciens[2], les autres Patrouilles de Contrôle seront volontaires, et par conséquent ne recevront aucune paie ».

En même temps, il décida que « dans chaque quartier serait organisé une espèce de petite caserne (la phrase a de la valeur : en effet un « cuartelillo » désigne traditionnellement un petit casernement de la Garde Civile), qui facilitera la nourriture aux compagnons volontaires, et ensuite on essayera de chercher une formule qui, sans dénigrer les compagnons, leur permettra de percevoir une ou deux pesetas quotidiennes, pour les cigarettes, les lettres ».

Ainsi, donc, existaient, d'une part, les Patrouilles de Contrôle, rétribuées avec 10 pesetas quotidiennes, dont faisaient partie toutes les organisations antifascistes : CNT, PSUC-UGT, ERC et POUM ; et d'autre part, les Comités de Défense de chaque quartier, avec un siège dans tous les quartiers barcelonais, à qui on fournissait de la nourriture et 2 pesetas quotidiennes, pour des dépenses mineures. Ces Comités de Défense étaient une organisation exclusivement cénétiste.

Jover et le Comité Péninsulaire de la FAI considérèrent « injustifiés et inutiles quelques gardes de ce local et ils proposent de les réduire au plus petit nombre possible ».

Ramos proposa de nommer un concierge à la maison CNT-FAI, chargé de contrôler les entrées et les sorties, « aidé par un compagnon armé ».

La Fédération Locale proposa, et ce fut approuvé, que la garde de la Maison CNT-FAI se réduise à douze compagnons « qui se relèvent de six heures en six heures », chargeant Serapio de son organisation.

Toryho sollicita deux aides, l'un d'entre eux chauffeur. On accepta sa demande.

Le Comité Péninsulaire insista sur le fait que devait « prédominer le salaire unique pour tous les compagnons qui travaillent dans les divers Comités ».

Germinal révéla que des compagnons l'avaient assuré qu'ils pouvaient lui fournir tout type d'armement « y compris des avions, tout ce qui manque c'est avoir le capital nécessaire pour pouvoir acheter ».

Le Comité de Défense informa « que dans les diverses assemblées réalisées dans les quartiers de Barcelone, il a été décidé qu'avant de remettre les armes pour le front, ils veulent que les corps armés affectés au Gouvernement soient désarmés en premier ».

Cette déclaration du Comité de Défense de Barcelone, REPRÉSENTANT LES COMITÉS DES RÉVOLUTIONNAIRES DES QUARTIERS, dans les réunions des Comités Supérieurs réalisées à la Maison CNT-FAI, est extraordinairement importante. Nous notons, en premier lieu, son caractère assembléiste, et son organisation dans chaque quartier barcelonais, et, en second lieu, son refus de désarmer, si avant n'étaient pas désarmés les anciens corps policiers

1. Réunion du Comité réalisée le 22 août 1936.
2. Les Patrouilles de Contrôle comptèrent initialement 711 patrouilleurs.

dans lesquels on continuait à voir l'ennemi de classe aux ordres du gouvernement de la Généralité. Les Comités Révolutionnaires de Quartier, avec leurs sections de Ravitaillement et de Défense, étaient l'« alma libertas »[3] *de la révolution sociale en cours ; nous avons déjà vu qu'ils fonctionnaient de manière assembléiste et qu'ils étaient en possession d'armes, conquises lors de l'insurrection de juillet, qu'ils refusaient d'abandonner tant qu'existeraient les anciens corps répressifs. Les Comités de Quartier étaient immergés dans une guerre de classes, qui ne comprenait pas ni n'acceptait les pactes antifascistes avec le gouvernement, ou les organisations bourgeoises.*

Jover montra son accord avec les argumentations exposées par les quartiers, et « fit remarquer au Comité des Milices qu'il assume la responsabilité de ce qu'il a entendu et de ce qui peut se produire ». *C'est à dire que la contre-révolution se nichait dans les casernes des troupes répressives.*

Le secrétaire de la **Fédération Locale des Syndicats** informa que des compagnons du quartier de Gracia s'étaient occupés d'enquêter sur les problèmes de l'approvisionnement des Milices du Front d'Aragon. Ils avaient détecté des actes punissables à Lérida, et avaient averti que si on ne mettait pas fin à de tels abus, ils organiseraient « une centurie, ou ce qu'ils peuvent, pour se lancer sur Lérida ».

Santillán, du CCMA, tranquillisa les esprits, « en disant et assurant qu'il était au courant de ces abus, qu'il avait été là bas, à Lérida, et qu'il avait châtié sévèrement les indésirables qui commettaient les méfaits évoqués ».

Le Comité de Défense du quartier du Centre dénonça le fait que, dans les locaux où sont casernées les forces gouvernementales, on savait avec certitude « qu'il existe une énorme quantité de munitions de guerre », proposant, avec le compagnon Jover, qui intervint aussi dans le débat, que « se réalise une sévère investigation pour éclaircir cette question, vu que Santillán assure que ce sont des illusions ».

Les Comités Révolutionnaires de Quartier exigeaient le désarmement des forces répressives gouvernementales. C'était une mesure élémentaire pour les protagonistes de l'insurrection de juillet. Santillán mentait quand il affirmait que ces forces n'étaient pas armées. D'autre part, pourquoi ces forces n'étaient elles pas envoyées au front, dûment encadrées et surveillées par les miliciens ? Que faisaient-elles, armées, à l'arrière ?

La session fut levée à dix heures et demi du matin.

Cette première session des Comités supérieurs libertaires peut se résumer en disant que le CCMA, et ses pactes d'unité antifasciste, rencontrèrent une résistance croissante dans les Comités de Quartier, qui impulsèrent une guerre de classes.

Le Comité Révolutionnaire Antifasciste du quartier de San Andrés encaissait un impôt révolutionnaire, depuis la fin d'août 1936, à travers l'envoi d'un formulaire, composé dans sa partie supérieure par une lettre ou un communiqué, adressée à une personne ou une entreprise, et dans la partie inférieure, beaucoup plus petit, un reçu ou un justificatif de paiement [4].

Le texte du communiqué disait ainsi :

> « Citoyen XXX,
>
> Nos frères doivent lutter chaque jour en des terres lointaines, offrant leur sang et y compris leurs vies, pour abattre ce poulpe fétide qu'est le FASCISME, qui avec ses divers tentacules infâmes prétend enserrer le prolétariat.
>
> Ces vies offertes en défense de la liberté et des droits de la classe productrice réclament ta coopération désintéressée jusqu'à la fin de la lutte qui fera resplendir le soleil DE LA JUSTICE ET DE L'ÉGALITÉ dont nous profiterons tous avec un droit égal.
>
> La CNT et la FAI t'invitent et espèrent que tu ne resteras pas sourd à leurs appels à contribuer, dans la mesure de tes moyens, à alimenter la souscription ouverte avec le but que nos défenseurs pleins de bravoure et d'abnégation soient le mieux équipés pour poursuivre jusqu'à la fin cette glorieuse lutte et aussi afin qu'on s'occupe dûment de leurs familles et des victimes.
>
> Barcelone, le 23 août 1936 ».

La date, sur les tampons, varie de la date indiquée jusqu'à celle du 27 octobre 1936.

Sur le justificatif de paiement, on pouvait lire le texte suivant :

3. « Alma libertas » signifie « Liberté nourricière ». C'est l'inscription qui figure dans le livre que porte la Statue de la Liberté de la Bibliothèque Publique Arús, à Barcelone, au n° 24 du Paseo Sant Joan.

4. Il s'agit de plus d'une centaine de documents, au nom d'entreprises ou d'individus, consultés aux archives de Salamanca.

« Le citoyen XXX contribue à la souscription ouverte par cette CONFÉDÉRATION avec XXX pesetas ». Et en bas, dans un lettrage très petit, cette indication : « Ce papier doit être rapporté au local syndical rue S. Andrés, n° 146 ou bien un passage aura lieu pour le récupérer ».

Tant sur la lettre que sur le reçu, on notait le numéro de référence attribué à chaque contributeur, et sur la ligne à découper, on tamponnait, ainsi quand la découpe avait lieu, le tampon restait divisé en deux moitiés, entre la lettre et le reçu.

Cet impôt révolutionnaire était justifié comme étant nécessaire pour ravitailler les miliciens, qui ne recevaient aucune solde de la part de la Généralité, jusqu'à la mi-septembre, et également pour s'occuper des familles des miliciens et des gens au chômage forcé.

Les justificatifs de paiement indiquent une grande variété de sommes perçues : deux pesetas, trois pesetas, cinq pesetas, dix pesetas, quinze pesetas, vingt pesetas, vingt-cinq pesetas, cinquante ou cent pesetas, cinq pesetas hebdomadaires, rien pour « avoir accordé un dixième du salaire », ou bien de type mauvais payeur : « Ne souscrit pas, le fera quand il le pourra ».

La Commission de Ravitaillement du quartier de Sants[5] naquit à l'initiative des combattants, le jour suivant la mise en déroute des militaires soulevés, pour résoudre le problème du ravitaillement, qui se posait aux travailleurs en armes : « Cette urgence fit que nous procédâmes à la fourniture de tous les éléments nécessaires pour alimenter tous ceux qui sur les barricades luttaien pour la liberté. Élargissant notre sphère d'action, en ces moments de confusion générale, nous fîmes profiter la population non combattante, mais nécessaireuse, de notre travail ».

Les Comités de Ravitaillement naissent donc pour résoudre les nécessités immédiates « d'intendance » des combattants, c'est à dire comme élément auxiliaire pour fournir une alimentation aux hommes armés, qui luttaien dans les rues et sur les barricades. Une seconde impulsion éthique étendit une telle tâche à la population nécessaireuse, sans ressources, parmi laquelle on trouvait habituellement les familles des nombreux chômeurs, et les familles des miliciens, qui étant sur le pied de guerre ne pouvaient être présents à leurs postes de travail, ni apporter leur salaire à leur famille.

La « procédure » utilisée par ces Comités ou Commissions de Ravitaillement était celle de la « réquisition réalisée dans divers établissements de produits alimentaires » pour satisfaire « les nécessités de la population de ce quartier ».

Plusieurs jours après la victoire sur les militaires, « une assemblée de militants ratifia la confiance donnée aux dits compagnons » du Comité de Ravitaillement provisoire, « jusqu'à ce que se tienne une autre assemblée des éléments révolutionnaires, au cours de laquelle on décida de créer l'actuelle Commission de Ravitaillement, composée par quinze compagnons provenant de l'assemblée sus citée, et autorisant cette même Commission à s'élargir, selon les nécessités qu'elle rencontre, et il fut fait ainsi, agrégeant à celle-ci des éléments qui, bien qu'ils n'appartiennent pas aux syndicats, étaient d'anciens militants connus et capables d'apporter à l'oeuvre commune l'expérience de leurs années de lutte ».

L'information qui nous est donnée dans ces paragraphes est très intéressante concernant les mécanismes de création du Comité de Ravitaillement, et peut être extrapolée à d'autres quartiers de la ville : **le Comité de Ravitaillement, créé durant l'insurrection, est ratifié au cours d'une assemblée de militants, et est, par la suite, étendu, au cours d'une autre assemblée, à « des éléments révolutionnaires », choisissant fondamentalement des militants syndicaux cénétistes auxquels pouvaient s'ajouter de vieux militants anarchistes prestigieux.** *Cette Commission de Ravitaillement ne manquait dans aucun quartier, ni aucune localité, parce qu'elle naissait pour résoudre un problème pressant et vital, comme l'était l'approvisionnement en aliments, que rien ni personne ne pouvait résoudre pour eux-mêmes, et encore moins le gouvernement de la Généralité, ni aucun organisme étatique ou politique.*

Il faut souligner le caractère cénétiste de ces assemblées, qui n'étaient pas des assemblées de quartier ouvertes, mais des assemblées des militants syndicaux et révolutionnaires de chaque quartier.

5. « Memoria que la Comisión de Abastos de la barriada de Sans presenta a los sindicatos de la misma ». *Solidaridad Obrera*, 25 août 1936, pp. 6 et 7.

Le chroniqueur, en date du 25 août, fit un bilan des tâches réalisées par le Comité de Ravitaillement de Sants, « malgré les difficultés, imprévues, qui se présentent en toute période de convulsion révolutionnaire », basé sur les documents en sa possession :

« Première semaine : 6 000 repas quotidiens ont été distribués.

Deuxième semaine : 10 000 repas quotidiens ont été distribués.

Troisième semaine : 6 000 repas quotidiens ont été distribués.

Quatrième semaine : 5 000 repas quotidiens ont été distribués en moyenne ».

Pour atteindre un tel chiffre de repas quotidiens, il fallut « aller vers la création de cantines communales, unique manière de satisfaire les nécessités de la population ouvrière ».

Ces cantines populaires gratuites s'installèrent « sur la Plaza de España, à l'hôtel numéro 1, au local de la chorale de Sans ; dans les Écoles de Luís Vives ; au local de la rue Torre Damians, au numéro 4, au quartier de Las Corts et à la Plaza del Centro ; au local de l'Art textile et au Salon de La Pérgola, dans l'enceinte de l'Exposition ».

Le Comité ou la Commission de Ravitaillement de Sants se targuait, avec raison, du fait que durant le mois où ils s'étaient chargés des cantines populaires, l'efficacité avait été telle que cela avait été l'unique période de la vie de cette population nécessiteuse du quartier de Sants où « elle ne s'est pas couchée sans avoir couvert ses nécessités les plus essentielles ».

Les membres du Comité constatèrent les énormes difficultés qu'ils eurent à résoudre, devant les organismes officiels, pour ravitailler le quartier, sans que cela signifie « une quelconque censure pour nos camarades » du Comité Central de Ravitaillement.

Face à la « disposition publiée dans le « *Diario Oficial* » et confirmée par nos représentants dans les Comités respectifs », qui approuvait « le paiement des soldes pour les miliciens », il était prévisible que cesserait l'affluence des familles de miliciens. Mais le Comité de Ravitaillement alerta les syndicats que cela ne supposait pas la fin de ses activités, étant donné qu'ils devaient continuer à s'occuper des familles des nombreux chômeurs forcés.

Ainsi, donc, les Comités de Ravitaillement étaient nés comme nécessité militaire, pour accomplir les indispensables tâches « d'intendance » des Comités de Défense, dans leur lutte contre les militaires. Après la victoire de l'insurrection ouvrière, ces Comités de Ravitaillement se chargèrent de résoudre le problème alimentaire des miliciens, des familles de miliciens et des chômeurs de chaque quartier ou localité. Les cantines communales gratuites furent créées. Une fois approuvé un décret, qui ne sera pas en vigueur jusqu'à la mi-septembre, de paiement d'une solde aux mili- ciens, la nécessité de pourvoir au soutien des familles de miliciens disparaissait, mais la nécessité de continuer à s'occuper des familles de chômeurs perdurait, tout comme le fait de s'occuper des hôpitaux, des cliniques et des sanatoria.

Après l'analyse des trois documents antérieurs, nous pouvons conclure que les Comités de Défense et de Ravitaillement avaient cessé d'être des organismes clandestins, créés par et pour l'insurrection, adaptés ensuite pour l'enrôlement et l'appui aux Milices populaires, qui partirent combattre en Aragon, ou qui remplissaient aussi des tâches de « police révolutionnaire » ou de milice d'arrière garde. Ils avaient également cessé d'être de simples fournisseurs des cantines populaires, qui soutenaient les familles des travailleurs qui étaient partis au front comme volontaires. À la mi-août, les Comités (ou Sections) de Défense et de Ravitaillement des Comités Révolutionnaires de Quartier avaient assumé un fonctionnement public et assembléiste. Il ne s'agissait pas d'assemblées populaires ouvertes à tout le monde, **mais d'assemblées de militants (cénétistes) de quartier.**

Déjà, à une date si précoce, eurent lieu les premiers désaccords entre les Comités supérieurs et ces assemblées de militants dans les quartiers. Dans les assemblées des Comités de Défense, on avait refusé le désarmement, proposé par les Comités supérieurs. Dans les assemblées des Comités de Ravitaillement, on avait ratifié le travail accompli et élargi la composition des membres du Comité de Ravitaillement de chaque quartier, en même temps qu'on amplifiait et diversifiait leur champ d'action. Ces Comités Révolutionnaires de Quartier collectaient, de plus, un impôt révolutionnaire pour financer les Milices Populaires, les cantines populaires et autres nécessités pressantes. C'était d'authentiques Comités-gouvernement. À Barcelone, ces Comités Révolutionnaires de Quartier étaient les potentiels organes de pouvoir de la classe ouvrière.

8. DE L'ÉCHEC MILITAIRE DU CCMA À LA MILITARISATION

Avec la formation d'une série de commissions techniques et de Conseils (de l'Économie, du Ravitaillement etc…) le CCMA se transforma progressivement en un organisme exclusivement spécialisé dans les compétences de Défense et d'Ordre Public, qui l'éloignaient chaque fois plus d'une quelconque prétention à constituer un gouvernement révolutionnaire, capable de se substituer au gouvernement de la Généralité. Toutefois, ce refus de se convertir en un gouvernement révolutionnaire conduisait irrémédiablement à l'échec de la prétention de faire du CCMA un organisme de direction et de centralisation de la guerre contre le fascisme, par l'incapacité politique de cet organisme à se convertir en l'unique organisateur et dirigeant de la nouvelle armée. Les milices improvisées se constituèrent sans un organisme de direction unique. Au lieu de lever une armée prolétarienne unique, les colonnes miliciennes se formèrent autour des différents partis et syndicats, comme armées liées à chaque organisation, avec les problèmes de coordination, d'homogénéisation et de centralisation en découlant. Cette structure fut facilement utilisée, quelques mois après, par les staliniens et le gouvernement de la Généralité pour consolider l'avancée contre-révolutionnaire. Mais si les dirigeants de la CNT avaient renoncé à une « dictature anarchiste », comment allaient-ils imposer une armée anarchiste ? D'autre part, l'absence de théorie révolutionnaire, de programme et de perspectives, conduisirent les Comités supérieurs de la CNT, débordés par les initiatives révolutionnaires des Comités de base, à une improvisation constante qui, unie à une vision optimiste de la guerre, censée durer seulement quelques semaines, les empêcha d'évaluer la portée future de leurs décisions erronées.

Le CCMA renonçait ainsi également à son objectif principal lors de sa constitution : créer les milices ouvrières de volontaires, les ravitailler et diriger la guerre. Le manque chronique d'armement et de munitions, qui étaient répartis non sur les fronts et dans les colonnes où il y en avait besoin mais là où les dirigeants des partis le décidaient, selon leurs affinités idéologiques, fut utilisé pour décrédibiliser les milices rivales, au bénéfice des leurs. La consigne d'« ir a por el todo después de tomar Zaragoza » (« jouer le tout pour le tout après avoir pris Saragosse », cette ville, alors sous contrôle factieux, étant un bastion anarcho-syndicaliste) se retourna contre ses promoteurs, étant donné que si on ne prenait pas Saragosse, il n'y aurait pas de tentative anarchiste de prise du pouvoir, ce qui signifiait qu'il ne fallait pas donner d'armes aux milices anarchistes. L'incapacité à imposer un commandement unique parmi les milices occasionna de graves déficiences dans leur organisation et fonctionnement, vu qu'il n'existait pas de coordination et de planification minimale des opérations militaires entre les différentes milices du même front.

Le CCMA échoua donc également dans le domaine militaire. Le 24 octobre le Décret de militarisation des milices posait les bases de l'armée bourgeoise de la République. Les miliciens ne pouvaient plus que résister à une militarisation inévitable, qui en mars 1937 était déjà une réalité.

Pour autant, la situation révolutionnaire, dans la rue, était indifférente aux consignes de collaboration imposées par les dirigeants anarcho-syndicalistes. Le pouvoir atomisé des différents Comités Locaux s'étendit dans toute la Catalogne, avec divers degrés de pouvoir et d'autonomie, qui atteignait dans quelques endroits un niveau de rupture absolu avec la légalité républicaine et l'équilibre existant à Barcelone, entre la Généralité et le CCMA. Ainsi à Lérda, la CNT, le POUM et l'UGT avaient pris en charge le gouvernement de la ville et avaient constitué un Comité Populaire, qui excluait les forces républicaines, avec l'intention de constituer un pouvoir basé seulement sur les organisations ouvrières. Tant Josep Rodés (POUM), qui occupait la charge de Commissaire Public, que Joaquín Vila (UGT), qui exerçait celle de délégué auprès de la Généralité, usurpaient

ces charges au profit du Comité Populaire de Lérida, charges auxquelles s'ajoutaient celle exercée par Francisco Tomás (FAI) dans le nouveau Comité d'Information Populaire [1].

Ces Comités révolutionnaires locaux s'étaient constitués en authentiques Cité-État, ou Comités-Gouvernement [2], établissant des amendes et des tributs, enrôlant des miliciens pour le front, formant des patrouilles de contrôle pour imposer leur autorité, réalisant des travaux publics financés par des impôts révolutionnaires pour résoudre le problème du chômage massif, expropriant des fabriques et des ateliers qui étaient collectivisés, imposant un nouveau modèle éducatif rationaliste, s'emparant d'édifices et d'aliments, achetant des armes à l'étranger, soutenant des hôpitaux et des cantines gratuites etc. Les municipalités avaient été remplacées par ces Comités locaux, arrachant à la Généralité la moindre influence. Dans toute la Catalogne, sans consigne aucune de la CNT, on procéda à une **expropriation méthodique des entreprises et propriétés de la bourgeoisie**, des églises et des couvents, en même temps que le CCMA réalisait à Barcelone une répartition des casernes, des imprimeries, des journaux et de quelques édifices et hôtels entre les différentes organisations. Les consignes du CCMA étaient respectées par les Comités locaux et de quartier si elles n'étaient pas contraires aux intérêts révolutionnaires, mais elles rencontraient d'énormes résistances lorsqu'on considérait qu'elles étaient le fruit d'un compromis avec la bourgeoisie et le gouvernement de la Généralité. En même temps, le CCMA devait compter avec ces Comités locaux, s'il voulait que ses consignes deviennent réalités. Le conflit interne des dirigeants de la CNT-FAI, entre les partisans et les opposants à la collaboration, s'étendait aux relations problématiques entre le Comité Central et les organismes révolutionnaires locaux. Le gouvernement de la Généralité se limitait à légaliser la réalité sociale et économique des collectivisations et des « conquêtes révolutionnaires », comme unique moyen d'acquérir un peu du prestige et de l'acceptation dont il manquait. Le CCMA pouvait à peine gouverner, ni disposer de rien, en dehors de la ville de Barcelone, sans l'acceptation et la collaboration des Comités locaux ou des syndicats. La faiblesse de ceux-ci résidait dans l'impossibilité de se consolider en un authentique pouvoir alternatif, à l'échelle de toute la Catalogne, sans l'appui coordinateur et centralisateur d'une organisation ouvrière, et encore moins en opposition à toutes les organisations existantes.

Le CCMA et la Généralité coïncidèrent dans leur politique de réaffirmation des anciennes municipalités face aux Comités Révolutionnaires locaux, politique qui fut développée avec une grande efficacité par le Département des Milices Régionales, dirigé par Josep Miret et Joan Pons. Ce Département retirait aux Comités locaux le recrutement et l'organisation des miliciens, tâches qu'ils avaient exercées spontanément durant les premières semaines, en l'attribuant à des Commissions régionales, basée sur la nouvelle division territoriale de la Catalogne. Cette structure régionale facilitait la soumission des différents Comités locaux, qui devaient envoyer une délégation, éloignée de la pression révolutionnaire locale.

Ainsi, donc, le CCMA non seulement ne fut pas un gouvernement révolutionnaire qui coordonnait les Comités locaux, mais il vit dans ceux-ci la perte de son autorité. Et les Comités supérieurs cénéristes non seulement appuyèrent le renforcement de la Généralité, mais en plus ils se félicitaient de l'affaiblissement des Comités locaux. C'est pour cela qu'ils laissèrent faire Miret du PSUC et Pons de l'ERC.

C'était une autre grave erreur des dirigeants cénétistes, parce que l'affaiblissement des Comités locaux réduisait à néant la base réelle qui sustentait le pouvoir de la CNT en dehors de la ville de Barcelone.

---

1. Le Comité Populaire de Lérida, formé par la CNT-FAI, l'UGT et le POUM, en l'absence des forces bourgeoises de l'ERC et avec la prépondérance cénétiste, était un gouvernement pleinement autonome, qui ne répondait pas aux ordres du gouvernement de la Généralité ni à ceux du CCMA. Le 26 septembre 1936 se produisit l'entrée de ministres anarcho-syndicalistes dans le nouveau gouvernement de la Généralité et le 1er octobre la dissolution formelle et définitive du CCMA.

Le nouveau gouvernement de la Généralité visita Lérida pour obtenir la soumission de son Comité Populaire.

Lors de la visite, réalisée le 30 septembre par Josep Tarradellas (premier ministre ou « conseiller en chef »), le cénétiste Doménech (ministre du Ravitaillement), Andréu Nin (secrétaire politique du POUM et ministre de la Justice), Joan Comorera (secrétaire du PSUC et ministre des Services publics) et par cent Gardes d'Assaut, on somma le Comité Populaire d'accepter la nécessité du Commandement unique, étant donnée la proximité de Lérida par rapport au front d'Aragon, et l'acceptation des dispositions gouvernementales. Après les décrets des 9 et 12 octobre entraînant la dissolution des Comités Locaux et la formation de nouvelles municipalités ayant les orientations du Front Populaire, Lérida accepta le 22 octobre la création d'une nouvelle municipalité et la dissolution du Comité Populaire. Cela supposait la fin de la prédominance cénétiste et la disparition d'un des rares centres de pouvoir du POUM, en faveur du renforcement étatique de la Généralité.

2. L'expression est utilisée par Munis dans *Leçons d'une défaite, promesse de victoire. Critique et théorie de la Révolution espagnole 1930-1939*. Science Marxiste, Montreuil-sous-bois, 2007.

À Barcelone, les Comités Révolutionnaires de Quartier, dans lesquels s'enracinait le pouvoir réel du CCMA, s'installèrent dans les sièges des Comités de Défense de chaque quartier, contrôlant treize entrepôts de ravitaillement, ainsi que quelques édifices saisis, parmi lesquels se détachait l'hôtel n°1 de la Plaza de España ; celui de la Plaza de toros Monumental, des Escolapios de la Ronda de San Pablo ; celui des wagons de tramway de Campo Sagrado ; les casernes de San Andrés, Pueblo Nuevo et Pedralbes ; la gare de France et la gare du Nord, entre autres.

Marcos Alcón, du groupe Nosotros et membre du CCMA, dévoila, en 1975[3], une initiative révolutionnaire de divers délégués des Comités de Défense, postérieure à la dissolution du CCMA, qui voulait renforcer et augmenter le pouvoir des Comités de Défense : « Le CCMA avait déjà été dissout. Nous possédions des conseillers dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne. Et ce fut dans de telles circonstances que vint me parler une commission représentant les Comités de Défense de Barcelone, composée par Daniel Sánchez et Ángel Carballeira, du quartier de Gracia, je crois qu'il y avait Trapote pour le quartier du Centre et d'autres dont je ne me souviens pas. Ils me dirent la chose suivante : « Hier soir nous nous sommes réunis, nous, les Comités de Défense. Nous avons analysé la situation et nous estimons, tous, que la révolution est en train d'être étranglée par les Comités Responsables. De ce fait, nous nous sommes mis d'accord pour aller à la Maison CNT-FAI virer les membres de ces Comités, et nous venons te proposer que tu sois le nouveau Secrétaire du Comité Régional ». Bien que je sois d'accord avec eux sur le fait que les concessions que nous faisions étaient trop nombreuses, ma surprise n'en fut pas moins grande. Mais j'étais un de ces militants appartenant aux cadres des voix autorisées [euphémisme de dirigeants] dont j'ai parlé précédemment et surgit en moi le militant « responsable », et je leur répondis : « Je suis entièrement d'accord avec ce que vous exprimez. Nous allons à la dérive. Mais ce n'est pas le moyen à employer. LE REMÈDE SERAIT, ET SERA, sûrement, pire que le mal ».

Le récit d'Alcón met en scène les contradictions de la militance cénétiste, ainsi que ses abandons de principes continus face au gouvernementalisme, imposé par l'idéologie de l'unité antifasciste, sans autre horizon que gagner la guerre contre le fascisme. Il explique de plus l'impuissance de la militance de base, de ces Comités de Défense qui avaient animés les journées révolutionnaires de juillet 1936 et qui, des mois après, affrontèrent le stalinisme en mai 1937, incapables toutefois de s'opposer à des Comités supérieurs de « responsables », qu'ils ne pouvaient pas non plus remplacer, parce que ces responsables exerçaient maintenant des fonctions indispensables pour un mouvement pleinement intégré dans l'engrenage étatique. La CNT était une organisation si hétérogène qu'en réalité, elle regroupait « plusieurs CNT ». Toutefois, ce n'était pas cela l'important, mais l'abîme croissant qui séparait les Comités locaux et de quartier et les Comités supérieurs.

CONTRE LA MILITARISATION

Le 26 septembre fut formé un gouvernement de la Généralité incluant des « conseillers » (conseillers en catalan) anarchistes. Le 1er octobre la dissolution du CCMA fut officialisée.

Le décret du 9 octobre, complété par celui publié le 12, déclarait dissous tous les Comités locaux qui avaient surgi le 19 juillet, qui allaient être remplacés par les nouvelles municipalités. Malgré la résistance de nombreux Comités locaux face à leur dissolution, et le retard de plusieurs mois dans la mise en place des nouvelles municipalités, il s'agissait d'un coup mortel dont ils n'allaient pas se remettre. La résistance de la militance cénétiste, qui ignorait les consignes des Comités supérieurs ou les ordres du gouvernement de la Généralité, menaçait le pacte antifasciste. Les dirigeants anarcho-syndicalistes étaient sous la double pression d'une militance, réticente à obéir, et l'accusation de la part du reste des forces antifascistes qui affirmaient qu'il était nécessaire de respecter et faire respecter les décrets du gouvernement, et de ramener à la raison « les incontrôlés ».

Le bilan réel laissé par le CCMA après ses neuf semaines d'existence, c'est le suivant : le passage de Comités locaux révolutionnaires, qui exerçaient tout le pouvoir dans les rues et dans les fabriques, à leur dissolution au bénéfice exclusif du plein rétablissement du pouvoir de la Généralité. De la même manière, les décrets signés le 24 octobre[4] sur la militarisation des milices, à partir du 1er novembre, et la promulgation du décret sur les

3. ALCÓN, Marcos : « Recordando el 19 de Julio de 1936. Intuición de la militancia anónima », Espoir (20 juillet 1975).
4. Publiés dans le Boletín Oficial de la Generalidad du 28 octobre 1936.

collectivisations complétaient le bilan désastreux du CCMA, c'est à dire le passage de milices ouvrières de volontaires révolutionnaires à une armée bourgeoise classique, soumise au Code de Justice Militaire monarchiste, dirigée par la Généralité, le passage des expropriations et du contrôle ouvrier des fabriques à une économie centralisée, contrôlée et dirigée par la Généralité.

Le retard dans l'application des décrets, provoqué par la sourde mais acharnée résistance de la militance confédérale, qui était encore armée, fit que le gouvernement de la Généralité eut comme objectif prioritaire le désarmement de l'arrière, en impulsant une campagne de propagande contre les « incontrôlés », qui dériva vers l'objectif secondaire contenu dans le slogan répétitif : « Les armes au front ».

La forte résistance de la base anarcho-syndicaliste à la militarisation des milices, au contrôle de l'économie et des entreprises collectivisées par la Généralité, au désarmement de l'arrière et à la dissolution des Comités locaux se manifesta à travers un retard de plusieurs mois dans l'accomplissement réel des décrets du gouvernement de la Généralité sur toutes ces questions. Résistance qui, au printemps 1937, se cristallisa dans un grand malaise, auquel s'ajoutait le mécontentement par rapport à la marche de la guerre, l'inflation et la pénurie des produits de première nécessité, pour déboucher alors sur une critique généralisée de la part de la militance cénétiste de base envers la participation des Comités supérieurs de la CNT-FAI au gouvernement, et envers la politique antifasciste et collaborationniste de ses dirigeants qu'on accusait d'être responsables de la perte des « conquêtes révolutionnaires du 19 juillet. ».

En octobre 1936, le décret de militarisation des Milices Populaires produisit un grand mécontentement parmi les miliciens de la Colonne Durruti, sur le front d'Aragon. Après des discussions longues et acharnées, en mars 1937, plusieurs centaines de miliciens volontaires, établis dans le secteur de Gelsa, décidèrent d'abandonner le front et de retourner à l'arrière[5]. On se mit d'accord sur le fait que la relève des miliciens opposés à la militarisation s'effectuerait dans un délai de quinze jours. Ils abandonnèrent le front, *et emportèrent les armes.*

Après, à Barcelone, avec d'autres anarchistes (défenseurs de la continuité et de l'approfondissement de la révolution de juillet, et opposés au collaborationnisme confédéral avec le gouvernement), les miliciens de Gelsa décidèrent de constituer une organisation anarchiste, distincte de la FAI, de la CNT ou des Jeunesses Libertaires, qui aurait pour mission d'orienter le mouvement anarchiste vers la voie révolutionnaire. Ainsi, donc, un nouveau groupement se constitua formellement en mars 1937, après une longue période de gestation de plusieurs mois, période débutée en octobre 1936. La Junte de direction décida de prendre le nom d' « Agrupación de Los Amigos de Durruti » (Groupement des Amis de Durruti), nom qui, d'une part, faisait référence à l'origine commune des ex-miliciens de la Colonne Durruti, et qui, comme le disait bien Balius, ne fut pas choisi par référence quelconque à la pensée de Durruti, mais du fait de la mythification populaire de ce dernier.

Cette opposition révolutionnaire à la militarisation des Milices Populaires se manifesta également, avec plus ou moins de chance, dans toutes les colonnes confédérales, en particulier dans le cas de la Colonne de fer (Columna de Hierro), qui décida en diverses occasions de « descendre à Valence » pour impulser la révolution et affronter les éléments contre-révolutionnaires de l'arrière.

En février 1937, se célébra une assemblée des colonnes confédérales qui traita la question de la militarisation. Les menaces de ne pas fournir d'armes, d'aliments, de soldes aux colonnes qui n'accepteraient pas la militarisation, ajoutées à la certitude que les miliciens seraient intégrés dans d'autres unités, déjà militarisées, produisirent leur effet. Nombreux étaient ceux qui pensaient qu'il valait mieux accepter la militarisation, et l'adapter de manière flexible à leur propre colonne. Finalement, l'idéologie de l'unité anti-fasciste et la collaboration de la CNT-FAI dans les tâches gouvernementales, en défense de l'État républicain, triomphèrent de la résistance à la militarisation, qui fut au final acceptée, même par la récalcitrante Colonne de fer.

5. « Non seulement ils refusèrent de se militariser mais ils n'attendent pas non plus la mise en demeure des deux Comités [Comités Régionaux de la CNT et de la FAI] pour qu'ils abandonnent les armes et abandonnent le front [...] vu qu'il n'était pas possible d'harmoniser la division de points de vue qui existait dans la Colonne Durruti [...] et qu'entre les deux parties il existait une telle tension qu'on craignait que cela débouche sur un choc sanglant [...] la majeure partie des camarades du groupement de Gelsa ont abandonné le front en violation de toutes les conventions et de tous les accords de l'organisation spécifique et confédérale ».Tiré du document de la FAI : « Informe que este Comité de Relaciones de Grupos Anarquistas de Cataluña presenta a los camaradas de la Región (mars 1937 ?) ».

9. LES COMITÉS DE DÉFENSE, OU 'TOUT OU RIEN' : DE POTENTIELS ORGANES DE POUVOIR OUVRIER À DE SOUMISES ANNEXES ARMÉES DES SYNDICATS

De fin novembre au début de décembre 1936, la CNT débattit du rôle que devaient assumer les Comités de Défense à Barcelone.

Les Comités Révolutionnaires des Quartiers n'avaient assumés aucun pouvoir autonome effectif, ni même ne s'étaient coordonnés de manière **autonome,** si ce n'est à travers un Comité de Défense de Barcelone soumis, dans lequel la Fédération Local des Syndicats intervenait, qui était surveillé et jugé par celle-ci. Ainsi, donc, les potentiels organes de pouvoir, surgis dans les quartiers barcelonais avec l'insurrection de juillet 1936, se voyaient, fin novembre, diminués et annulés, dans leurs fonctions, à cause de l'option gouvernementaliste de la CNT.

La CNT était déjà entrée dans les gouvernements de Barcelone (la Généralité de Catalogne) et de Valence (gouvernement central). La voie révolutionnaire bloquée, les Comités Révolutionnaires de Quartier contemplaient comment étaient démembrés et réduits à rien les Comités de Défense de Quartier et les Comités de Ravitaillement de Quartier, en les syndicalisant ou en les diluant dans de nouveaux organismes.

La fonction crée l'organe. Sans fonctions révolutionnaires de coordination, de direction ou d'administration, ni autorité quelconque, les Comités de Défense, bien que potentiels organes de pouvoir, devaient décliner et se voir affaiblis et soumis par les syndicats.

Le 25 de novembre 1936, dans l'après-midi et la soirée, eut lieu une **réunion des Comités supérieurs libertaires** [1], à laquelle assistèrent les Comités Régionaux et Locaux de la CNT, le Comité de Défense, le Service d'Investigation de la CNT-FAI, les Patrouilles de Contrôle, le Commissariat à l'Ordre Public et le Comité en faveur des Victimes du fascisme.

Le Comité Régional (Valerio Mas) informa sur la crise du gouvernement de la Généralité « motivée par le projet de nouvelle armée », il proposa de prendre un accord conjoint, qui postérieurement serait approuvé par une assemblée plénière de Fédération Locales et Régionales et constata le mécontentement existant du fait de « la fin des Commissions [Bureaux] Juridiques » [2]. Le problème fondamental, selon le Comité Régional, était la désobéissance généralisée aux consignes de désarmement : **« les quartiers sont nos pires ennemis ».**

1. Réunion de Comités célébrée le 25 novembre 1936.

2. Las Oficinas (Bureaux) Jurídicas furent créées par le décret du 17 août 1936. Après le 19 juillet, la justice bourgeoise était paralysée, face aux actions spontanées et expeditives de la justice populaire, qui libéra les prisonniers de la prison Modelo, qui ordonna la remise des objets mis en gage, incarcéra les nombreux complices du putsch fasciste, qui se saisit de nombreuses armes, arrêta des pillards et évita des mises à sac opportunistes. Il s'agissait d'institutionnaliser la justice populaire, en évitant sa collusion avec le caractère classiste marqué de la justice traditionnelle, accélérant de plus le temps de résolution des affaires. Le Bureau Juridique de Barcelone, dirigé par Eduardo Barriobero, traita spécialement les affaires d'usure, les contrats de loyers et les demandes d'accidents contre l'im populaire Compagnie des Tramways, qui jouissait de l'impunité jusqu'alors. Le Bureau Juridique se prononçait toujours en faveur des demandes des travailleurs, imposant de fortes amendes aux usuriers et propriétaires déclarés coupables. Ces amendes se transformèrent en donations à divers organismes cénétistes. Il pratiquait une justice rapide, efficace et directe, lors de sessions ouvertes au public, appliquant le principe, signalé au début du décret, de **rectifier la norme juridique qui ne correspondait pas au sentiment juridique populaire**. La bourgeoisie catalane se sentait menacée, parce que la révision des plaintes sociales dévoilait, à l'occasion, les connexions du patronat avec le Syndicat Libre (bras armé du patronat) ou des complicités avec le coup d'État fasciste qui avait échoué. Le 20 novembre furent dissous, par un décret signé par Andrés Nin, le ministre de la justice de la Généralité, les quatre Bureaux Juridiques existants dans chacune des provinces catalanes.

Fábregas informa que Reverter (du Commissariat à l'Ordre Public, membre de l'ERC) était à Montjuich (une prison de Barcelone). On parla du complot d'Estat Catalá [3] et « de ses intentions d'éliminer tous les ministres qui ne sont pas d'accord avec eux ». Il affirma que « Companys montre qu'il est malade [pour] ne recevoir personne ». Il constata le désaccord des cénétistes avec le projet militaire de Sandino [4]. Il opina que tout répondait « à une offensive générale » contre la CNT.

Santillán défendit la discipline, posant en exemple l'unification en « un front unique » des Colonnes Confédérales Aguiluchos, Ascaso et Rojinegra, pendant que la colonne Libertad du PSUC, « prétendant être seule, fut prise de panique [et] prit d'assaut le train, pour venir ici, et qu'il fallut les forcer pour qu'ils reviennent au front ». D'autre part, il déclara « qu'on ne doit pas accepter des Décrets dont on sait à l'avance que [les masses ne les appliqueront pas], comme par exemple, la collecte des armes ».

Eroles communiqua que Companys lui avait indiqué « la nécessité de faire un changement ». La crise gouvernementale, selon Eroles, était latente depuis bien longtemps, et l'opposition de la CNT au projet militaire était seulement une excuse hypocrite pour déclencher la crise. Canela confirma le rapport d'Eroles, disant que Companys lui avait déjà parlé, il y a longtemps, de son projet de constituer un gouvernement CNT-UGT-Rabassaires.

Juanel prit la parole pour contredire les raisonnements de Fábregas, il refusa que la CNT soit coupable de la crise du gouvernement et conclut « qu'il faut réussir à convaincre les masses de la nécessité de l'unification du commandement ».

Portela intervint pour répéter ce que Santillán avait déjà dit, c'est à dire que les ministres cénétistes de la Généralité devaient seulement accepter et s'engager sur « ce que nous pouvons tenir », reconnaissant l'erreur d'avoir accepté le désarmement de l'arrière, qu'ils étaient incapables d'accomplir à leurs propres militants, et très spécialement aux Comités Révolutionnaires de Quartier.

Doménech constata la disparité de critères existant parmi les Comités réunis, ne voyant pas d'autre solution que celle de « prendre la voie du milieu ». Il souligna la contradiction que supposait pour la CNT le fait d'être entrée dans un gouvernement, alors que la tradition et l'éducation de la militance avait toujours été inspirée par l'insoumission, par l'idée de « vivre sans gouvernement, qu'il n'y ait pas de distinctions, et maintenant avec ces combines que nous avons faites, mystifiant notre conduite, nous faisons partie de gouvernements, il y encore plus ou moins des classes, et maintenant, comme cerise sur le gâteau, nous voulons obliger à une discipline féroce et à une obéissance aveugle à un seul commandement ». Doménech concluait « qu'il n'y a pas d'issues dans cette affaire ».

Juanel intervint de nouveau pour proposer de « centraliser la responsabilité », et pour défendre la nécessité de la discipline. Santillán expliqua que le fascisme s'était « solidarisé » et formait un bloc, qu'il était nécessaire de briser. Sans une force similaire, ce sera impossible. **Le Comité de Défense** (Campos et Canela) emboîta le pas aux argumentations de Juanel et Santillán, jugeant que « l'Organisation ne peut ni ne doit être contrôlée par quatre compagnons, comme il semble qu'on prétende le faire », et que si quelqu'un le prétend il devra s'affronter forcément « contre les quartiers [et les] syndicats ».

De nouveau apparaissait, dans cette réunion des Comités supérieurs, une référence aux Comités Révolutionnaires de Quartier (et aux syndicats) comme garants du processus révolutionnaire, face au fascisme et face au gouvernement de la généralité, mais très spécialement face aux propres Comités supérieurs de la CNT-FAI.

Le Comité Régional parla de mettre une rustine et de résoudre ça plus tard. La Fédération Locale exposa « la nécessité de fixer notre position face au Conseiller (ministre) de la Généralité » quant à la nouvelle organisation de l'armée. Toryho demanda pourquoi on n'informait pas sur le complot d'Estat Catalá. **Magriñá** proposa qu'à l'avenir « les compagnons qui nous représentent à la Junte de Sécurité » informent de manière détaillée « une fois leur service terminé ». La nuit étant avancée, la réunion fut levée.

Dans cette réunion les Comités de Quartier furent condamnés pour leur refus du désarmement. Le divorce des Comités supérieurs d'avec la base militante était évident et promettait de croître jusqu'à l'abîme de la scission.

3. Complot extravagant d'Estat Catalá contre Companys, qui prétendait assassiner les principaux dirigeants anarchistes et obtenir une Catalogne indépendante, alliée à l'Italie fasciste et neutre vis à vis de Franco.

4. Sandino voulait remplacer les Milices Populaires d'ouvriers volontaires par une armée bourgeoise de facture classique.

À dix heures du matin le 29 novembre 1936 fut célébré **une assemblée plénière (Pleno) de syndicats et de quartiers de la ville de Barcelone**[5], à laquelle assistèrent les syndicats des Arts Graphiques, des Professions Libérales, du Cuir, du Pétrole, des Services Publics, de la Chimie, de l'Alimentation, de la Distribution, de l'Aviation, des Communications, des Transports, de la Construction, de la Santé, de la Métallurgie, de l'énergie (Luz y Fuerza), de l'Industrie de la Pêche, de l'Automobile, des Fonctionnaires Municipaux/ales, des Cheminots, des Spectacles Publics, du Verre, le syndicat Maritime et celui des Paysans. Y assistèrent aussi les Comités de Défense des quartiers suivants : Sarriá, Pueblo Nuevo, Prat Vermell [actuelle Zone Franche], Sants, Centre et Gracia, en plus du Comité de Défense Local.

Sur proposition de Doménech, on se mit d'accord pour que les syndicats de l'Alimentation et de la Distribution, aux côtés du Conseil (ministère) du Ravitaillement, dirigé par ce même Doménech, se chargent de constituer une Commission, préposée pour mettre au point une solution rapide et efficace pour l'amélioration de l'approvisionnement de la ville de Barcelone. On refusa la proposition d'inclure d'autres syndicats dans cette Commission.

On passa à la discussion du quatrième point de l'ordre du jour : « Quelle doit être la personnalité des Comités de Défense ? », avec un rapport préalable du Comité de Défense Local sur l'activité des Comités de Défense.

Les Cheminots reconnurent au Comité de Défense Local la même personnalité que celle qu'avaient les différentes délégations syndicales ici présentes, signalant que « les Comités de Quartier seront en toute chose soumis à ce Comité » de Défense Locale, qui contrôlerait les armes, entreposées dans les locaux des syndicats. Les syndicats contrôleraient les militants des Comités de Défense. Un timbre obligatoire de 10 centimes de peseta serait établi pour le financement du Comité de Défense Confédéral.

Le syndicat des Fonctionnaires municipaux/ales proposa que les Comités de Défense puissent nommer un délégué à l'assemblée plénière Locale des syndicats, mais que chaque syndicat « contrôlera les armes de ses affiliés ». Quant à l'aspect économique, il proposa que « les choses continuent comme jusqu'à maintenant ».

Le syndicat de l'Alimentation opina que les Comités de Défense devaient exposer aux syndicats les questions et que les syndicats auraient « en dépôt leurs propres armes, contrôlées par le Comité Local de Défense ». Les dépenses des Comités de Défense seraient payées au prorata et chaque Comité de Quartier contrôlerait « tous les groupes de celui-ci ».

Le syndicat de l'Aviation manifesta « que les Comités de Défense sont indispensables dans les quartiers avec toutes leurs prérogatives et obligations, contrôlés par la Fédération Locale » des syndicats. Les armes et les hommes devaient être contrôlés par les Comités de Défense des quartiers.

La Santé exposait que les Comités de Défense, composés par un délégué de chaque syndicat, « devaient s'en tenir aux accords syndicaux ». Les armes devaient être surveillées par les syndicats.

Le syndicat des Professions Libérales pensait que les Comités de Défense étaient « la représentation armée de l'Organisation », qu'ils devaient « s'en tenir aux déterminations des syndicats, **sauf dans des cas extrêmes ».**

Le syndicat du Cuir croyait « que les compagnons des Comités de Défense étant partie intégrante des syndicats », ce devrait être à ces derniers de discuter les situations existantes et de décider les actions à entreprendre. Il donnait son accord sur le fait que « les armes doivent être contrôlées par le Comité de Défense ». Quant à l'aspect économique, il optait pour le prorata.

Les Arts Graphiques considéraient que la mission des Comités de Défense était la **défense armée de la CNT**, au travers de la médiation du Comité Local de Défense avec les syndicats. Les Comités de Défense devaient contrôler les armes existantes. « Les Comités de Défense de Quartier doivent être intégrés par des délégués des syndicats qui se trouvaient enclavés dans ces mêmes quartiers ». *Il s'agissait d'un authentique « trabazón »* (« assemblage », comme deux cordes entremêlées qui, ensemble, seraient ainsi plus résistantes) *entre les quartiers et les sièges syndicaux qui s'y trouvent.* Les Comités de Défense devaient être financés par la Fédération Locale des Syndicats.

Le syndicat du Pétrole posait que « les Comités de Défense doivent administrer tout ce qui est sous leur juridiction ». Pour les financer, les syndicats devaient remettre 10% de ce qu'ils collectaient.

5. Actes de la séance plénière des Syndicats et Quartiers célébrée le 29 novembre 1936, à dix heures du matin.

Le syndicat de la Confection et du Textile pensait qu'on devait leur reconnaître une personnalité propre, « qu'ils ont eu dès le premier moment de leur formation ». Ils devaient eux-mêmes contrôler les armes. La question économique devait être résolue par les syndicats.

Le syndicat de la Distribution définissait les Comités de défense comme les défenseurs de la révolution « en accord avec l'orientation et les normes de l'Organisation ». Ils devaient s'organiser comme les syndicats et accepter les consignes de la CNT. La Fédération locale des Syndicats devait avoir « le contrôle absolu des dits Comités [de défense], autant que celui des compagnons qui les forment [comme des] armes qu'ils ont ». Le soutien économique devait se faire au prorata entre tous les syndicats.

Le syndicat des Communications adhérait à la proposition de celui de la Distribution. Celui des Transports s'abstint du fait de l'égarement de l'ordre du jour dans leur syndicat et de l'absence consécutive de discussion des thèmes à traiter. **Le syndicat de la Métallurgie** pensait que devaient être « délimitées les fonctions des Comités de Défense. **Le syndicat de l'Industrie de la Pêche** soutenait que les Comités de Défense devaient conserver la personnalité qu'ils avaient lorsqu'ils furent créés, et que toutes leurs suggestions devaient être résolues par les syndicats.

Le Comité de Défense Local expliqua le travail des Comités de défense « et la manière dont ils furent créés ».

Le syndicat du Verre affirmait que les Comités de Défense devaient disparaître, parce qu'ils avaient désormais accompli leur mission. Les militants devaient réintégrer les syndicats et les fonctions qu'ils avaient devaient être assumées par la Fédération Locale des Syndicats.

Le syndicat Maritime proposa que les composants des Comités de Défense soient nommés par les syndicats. Un vif débat s'engagea, favorable à la continuité des Comités de Défense, avec l'unique exception du syndicat du Verre. On accepta à l'unanimité, sauf le vote contre du syndicat du Verre, « la proposition du syndicat de la Distribution, mentionnée plus haut ».

Les délégations des Comités de Défense des Quartiers demandèrent à intervenir dans le débat.

Le Comité du quartier de Sants déclara que les syndicats devaient consulter les Comités de Défense sur les questions de lutte armée et que ce devait être les Comités de Défense qui, dans chaque quartier, contrôlent armes et hommes, pas les syndicats.

Le Comité du quartier de Gracia manifesta son accord avec Sants, ajoutant qu'on devrait donner aux Comités de Défense de nouvelles compétences d'investigation et de contrôle dans les quartiers.

Le Comité du quartier de Pueblo Nuevo informa « amplement et clairement sur le travail qu'ils ont réalisé dans ce quartier », demandant « le contrôle des armes et des hommes par quartier, défendant sa thèse avec de clairs arguments, en même temps qu'il expliquait la manière dont il faudrait la réaliser ». Il demanda aux syndicats cénétistes qu'ils déterminent quel pourcentage de membres des Comités de Défense doivent être cédés à l'UGT.

La Fédération Locale des Syndicats, après divers éclaircissements, proposa à l'assemblée réunie qu'elle décide, une bonne fois, de « la situation et des attributions des Comités de Défense ». En ce qui concerne l'UGT, elle expliqua que dans les accords avec celle-ci, on lui cédait une « proportion de 30% des postes par quartier ».

Le syndicat des transports élargit le débat aux Comités de Ravitaillement des quartiers, défendant leur continuité tant que n'apparaissent pas de nouveaux organismes capables de les remplacer. Il considérait que les fonctions, actuellement réalisées par ces Comités de Ravitaillement, dans les quartiers, devaient être assumées par les syndicats de l'Alimentation et de la Distribution, conjointement avec le Comité Local de Défense « en intégrant, bien sur, les militants de quartier et de Défense ». L'Organisation devait veiller à ce que les postes à responsabilités soient assumés par des compagnons compétents, spécialisés dans de telles tâches.

C'était une vision strictement syndicale, qui ne voyait pas d'un bon œil, l'importance acquise, dans les quartiers, par les Comités de Défense et les Comités de Ravitaillement. Ils considéraient que leurs fonctions, une fois surmontée l'insurrection révolutionnaire et son étape postérieure, de caractère exceptionnelle, étaient provisoires et, en tous cas, devaient être assumées, maintenant, par les syndicats.

Le syndicat de la Distribution, coïncidant avec la vision syndicaliste des Transports, proposa qu'en attendant « qu'il soit procédé à la nouvelle structuration » des Comités de Ravitaillement des quartiers, ces

derniers devaient être contrôlés par les Comités de Défense, qui à leur tour étaient dominés par les syndicats. Et ainsi en décida l'assemblée.

Le Comité du quartier de San Martín demanda que soit fixée la mission des Comités de Défense et demanda s'ils pourront assister aux assemblées plénières de syndicats.

Le Comité Local de Défense informa sur la manière dont était régie « ce Comité et le travail qui pèse actuellement sur ces composants »

Le syndicat des Services Publics proposa que les compagnons, nommés par l'Organisation pour occuper des charges de responsabilités, devaient « assister aux réunions de militants de leurs syndicats respectifs », pour que de cette manière les syndicats surveillent leurs orientations concrètes. Et il fut décidé ainsi.

Après un débat, sur les permis de port d'armes, on approuva une proposition qui décidait que la Fédération Locale des Syndicats et le Comité Local de Défense octroieraient et tamponneraient « le permis de port d'arme », qui serait réparti par les syndicats. Les syndicats feraient une copie détaillée des permis délivrés, élaborant des listes avec noms, domiciles, quartier, arme courte ou longue, calibre, etc…, qu'ils remettraient au Comité local de défense. À tout moment, le travail des Comités de Défense serait contrôlé par la Fédération locale des Syndicats.

On discuta ensuite de questions générales, en particulier de l'avertissement **du syndicat de la Distribution** sur la nécessité de contrôler les arrivistes, qui accédaient à des charges de responsabilité sans le contrôle de personne, on remarquait des éléments étranges, qui obtenaient la carte syndicale après avoir occupé le poste.

Ce qui se discutait était le degré d'autonomie des Comités de Défense des quartiers par rapport aux syndicats. Les propositions allaient depuis la reconnaissance d'une personnalité propre au Comité de Défense Locale et sa totale indépendance, les reconnaissant comme LA MILICE DE LA CNT, jusqu'à la pleine et absolue soumission aux ordres de la Fédération Locale des Syndicats, qui non seulement devait discuter les situations et décider des actions, mais qui en plus devaient assurer la garde des armes, contrôler les hommes et financer les Comités de défense.

Bien que cette graduation puisse être illimitée : assurer la garde des armes ou pas, contrôler ou pas les hommes qui les empoignaient, décider des actions ou pas, envisageant des exceptions au contrôle syndical des Comités de Défense, contrôle échelonné : la Fédération Locale des Syndicats contrôle le Comité de Défense Local, celui-ci les Comités dans les quartiers, ceux-là les groupes de chaque quartier… Ce qui se débattait, en réalité, c'était ce « trabazón » (assemblage) qui devait exister, dans chaque quartier, entre les syndicats et les Comités de Défense, ou, si l'on veut, comment structurer l'organisation armée de la CNT dans chacun des quartiers et dans toute la ville de Barcelone.

La décision finale opta pour reconnaître les caractéristiques propres des Comités de Défense des quartiers, et du travail du Comité de Défense de Barcelone comme organisation armée de la CNT dans la ville, mais sous le contrôle absolu de la Fédération Locale des Syndicats.

À cinq heures de l'après-midi du **5 décembre 1936,** se tint une **assemblée plénière des militants de Barcelone**[6].

Le premier thème de débat fut celui de l'approvisionnement de l'industrie de guerre. La Fédération Locale informa sur la désastreuse situation existante dans toutes les unités du front, réclamant « qu'on intervienne de manière décidée et efficace sur la question, et qu'on cherche une formule pour résoudre le problème ».

Agustín, membre du Comité de Contrôle de l'Industrie de Guerre, retraça l'histoire de la conduite du Comité, mettant en relief les noms de García Oliver et de Torrens, comme garants du travail effectué. Il signala que la responsabilité des déficiences dans l'approvisionnement en fournitures des fronts retombait sur la distribution. Chiva ajouta à ces arguments « l'incapacité de la voie de Durruti », c'est à dire de l'ancien Comité Central de ravitaillement ainsi que l'actuelle concurrence et absence de coordination existant entre les différents Départements, d'appartenances politiques différentes. Quelqu'un, dont le nom ne fut pas recueilli dans les Actes, intervint pour dire qu'on n'était pas venu pour écouter les rapports des Comités de l'Industrie de Guerre sur des imperfections passées, « mais discuter et apporter de nouvelles suggestions » pour solutionner le problème. Virgili opina qu'il n'était pas admissible qu'on accorde aux assemblées plénières de militants la capacité « d'annuler les accords des syndicats », comme si les critiques de Chiva et d' Agustín avaient paru excessives.

Le rappel qu'une assemblée plénière de militants ne pouvait rectifier les accords d'une assemblée plénière de syndicats, ce qui pouvait être étendu au fait qu'une assemblée plénière syndicale ne pouvait modifier les accords

6. Actes de la séance plénière de Militants de Barcelone, célébré le 5 Décembre 1936.

d'une assemblée plénière régionale qui, à son tour, ne pouvait modifier une assemblée plénière nationale, mettait à jour un mécanisme fondamentalement bureaucratique de contrôle. Les critiques et propositions de la militance de base subissaient, comme dans n'importe quel autre parti, peu importe son identité idéologique, un crible, une sélection et une modification à mesure que l'on grimpait dans les échelons, de manière à ce qu'au final les accords fermes de l'Organisation, c'étaient ceux de la bureaucratie de toujours, réduite à peine à quelques dizaines de personnes, toujours les mêmes.

Santillán rappela que « nous sommes sur un terrain de collaboration », et qu'il était certain qu'il existait « une lamentable dualité parmi les Comités fournissant les fronts, anomalie qui devait disparaître comme conséquence de la fusion des deux organismes ».

Dans la foulée, il lut « un projet de réorganisation de l'Approvisionnement de l'Industrie de Guerre pour les fronts », approuvé par des représentants de la CNT et de l'UGT.

Busto montra son désaccord avec la tactique actuelle de l'Organisation « qui permet que l'UGT fasse bouger la CNT de ses positions ».

La CNT avait un respect sacro-saint pour l'UGT comme syndicat ouvrier. Il suffisait que les candidats staliniens se présentent comme représentants de l'UGT, au lieu du PSUC, pour qu'ils soient acceptés comme participants d'un gouvernement syndical. La croissance de l'UGT dans les entreprises fut la conséquence d'un aveuglement incroyable des cénétistes, qui acceptèrent que tout opposant à la collectivisation/socialisation ou à la gestion confédérale, puisse agir comme affilié de l'UGT, et quasiment toujours en parité de représentation avec la CNT, bien que dans quelques entreprises ils soient absolument minoritaires ou inexistants.

Juanel défendit le fait de limer les aspérités et de reconnaître le Département de la Guerre comme unique responsable des Industries de Guerre et de l'approvisionnement des fronts.

Fleche, qui disait représenter les fronts d'Aragon, déclara « que les compagnons sont abandonnés et qu'il existe des différences entre les diverses colonnes qui luttent sur les fronts », *mais sans expliquer si ces différences étaient dues ou non à leur affiliation idéologique.*

Sur proposition de la présidence de séance, on approuva le projet, lu par Santillán, acceptation préalable des compagnons qui dirigeaient et administraient alors les Industries de Guerre.

On passa à la discussion d'un autre point de l'ordre du jour : **« Quelle liberté d'action doivent avoir les Comités de Quartier ? ».**

Le secrétariat de la **Fédération Locale des Syndicats** signala des faits anormaux en relation avec la conduite des Comité de Défense des Locataires[7], formés dans les quartiers. Il s'attaqua de plus à « d'autres Comités qui ne prennent absolument pas en compte les accords de l'Organisation.

Agustín répondit que la Fédération Locale mêlait à discrétion des questions distinctes, comme l'étaient les Comités de Locataires et les Comités de Défense, et que de plus on ne spécifiait pas avec clarté quelle classe de Comités œuvre bien ou mal. Il opinait que « chaque Comité, en accord avec ces caractéristiques, est appelé à remplir une fonction déterminée. Par exemple, les Comités de Défense de Quartier ont la mission de contrôler l'armement et la défense du quartier et il n'y a absolument pas à s'immiscer dans la question des loyers ».

Prieto défendit l'action du Comité des Locataires de Gracia.

Ponce déclara « qu'il n'est pas certain, comme l'a manifesté la Fédération Locale, qu'il existe des Comités Révolutionnaires, vu qu'il y a seulement ceux de la Défense ». Néanmoins il pensait que « les fonctions et attributions des Comités de Défense des quartiers devaient être délimitées ».

Briones, au contraire, défendit avec ardeur les Comités de Défense et « voit un danger pour la révolution si on continue à réduire la force attributive de ces derniers ». **Chiva,** également, se montra partisan « du fait que ce soient les Comités de Défense de Quartier qui contrôlent le matériel et les hommes armés ».

7. Depuis l'été 1931, et durant toute l'étape républicaine, la grève des loyers acquit une grande importance dans la ville de Barcelone et ses alentours, avec le **non paiement des loyers** ou les demandes de baisses, la résistance aux expulsions, le rétablissement illégal de l'eau et de l'électricité coupées aux occupants d'habitations et la pression sociale sur les propriétaires, créant dans les quartiers des organisations populaires de locataires, proches de la CNT (voir EALHAM, Chris : *La lucha por Barcelona.* Alianza, Barcelona, 2005, pp. 179-199). Les Comités de Défense des Locataires étaient héritiers de ces grèves et de cette résistance contre les propriétaires, bien que désormais (à la fin 1936), dans une situation révolutionnaire en recul et ambiguë, ils s'étaient convertis en organisations gênantes pour les Comités supérieurs cénétistes. La CNT défendait la syndicalisation de la propriété urbaine, et le **paiement des loyers**, avec l'objectif de financer les aides destinées au chômage massif existant dans le syndicat de la construction, face à la municipalisation soutenue par les staliniens.

Rubio intervint aussi en faveur de la conduite des Comités de Défense. **Segundo Martínez,** depuis la présidence de séance, proposa : « Que l'on porte la question des Comités de Défense devant les syndicats, et que les Comités de Défense aillent devant eux défendre leur position ». La proposition fut acceptée.

On se mit également d'accord pour reconnaître au Comité de Défense des Locataires sa faculté de contrôler tous les immeubles de Barcelone[8], et pour que les Comités identiques dans les quartiers se mettent en relation avec lui. La session fut levée à huit heures et demi du soir.

Les Comités Révolutionnaires de Quartier, surgis à Barcelone avec le triomphe de l'insurrection ouvrière sur le soulèvement militaire et fasciste, avaient assumés, durant les premières semaines, de multiples fonctions de pouvoir, que nous avons déjà détaillé plus haut, se convertissant en authentiques Comités-gouvernement.

Mais les Comités supérieurs cénétistes, avec l'objectif principal de gagner la guerre au fascisme, avaient décidé de collaborer avec le reste des partis et des organisations antifascistes, et plus tard ils optèrent pour le gouvernementalisme, entrant dans le Gouvernement de la Généralité et dans le gouvernement de la République. Cela impliquait un processus de renonciation et d'affaiblissement de leurs conquêtes révolutionnaires initiales, tant dans les milices que dans le contrôle de l'ordre public à l'arrière.

Nous avons déjà vu que le 11 août s'étaient constituées les Patrouilles de Contrôle, formées par des miliciens de diverses organisations antifascistes : CNT, POUM, PSUC et ERC. Les cénétistes étaient majoritaires et comptaient avec approximativement la moitié des 711 patrouilleurs existants.

En octobre 1936, l'entrée de la CNT dans le gouvernement de la Généralité supposait la création d'une Junte de Sécurité Intérieure, caractérisée par une conflictuelle dualité de commandement des forces de l'ordre public, entre la CNT et le gouvernement de la Généralité. Les Patrouilles de Contrôle allèrent en perdant autonomie et capacité de décision, tandis que le Commissariat à l'Ordre Public, contrôlé par le PSUC et l'ERC, allait en augmentant son pouvoir coercitif, revitalisant les corps des Gardes d'Assaut et de la Garde Nationale Républicaine (anciennement la Garde Civile). À la fin de janvier 1937, les miliciens du PSUC-UGT abandonnèrent les Patrouilles de Contrôle, étant remplacés par des éléments de la CNT, de l'ERC et du POUM. La perspective de la disparition des Patrouilles de Contrôle, absorbées au sein du nouveau Corps Unique de Sécurité, décrété le 4 mars 1937, supposait la perte de l'hégémonie des cénétistes dans les tâches policières et répressives.

Dans le fragile équilibre politique et armé existant au printemps de 1937 à l'arrière, à Barcelone, l'augmentation et la menace des forces répressives bourgeoises, qui tendaient au monopole de la violence, revitalisa la réorganisation et la préparation des Comités de Défense, dans les quartiers, pour un affrontement qui paraissait déjà inévitable.

Mais en novembre/décembre 1936, les Comités de Défense étaient une gêne pour la politique gouvernementaliste des Comités supérieurs cénétistes et on imposa, par conséquent, leur hibernation et leur soumission aux syndicats, comme simples annexes armés, un peu désagréables et inutiles.

En juillet 1936, les Comités de Défense, transformés en Comités Révolutionnaires de Quartier, à Barcelone, et en Comités Révolutionnaires Locaux dans toute la Catalogne, furent les potentiels **organes de pouvoir de la classe ouvrière**. Ils auraient pu être tout, au cas où l'extension et l'approfondissement de la situation révolutionnaire du 19 juillet avaient été impulsés. Dans le processus de collaboration anti-fasciste avec le gouvernement de la Généralité, les **Comités Révolutionnaires de Quartier** ne méritaient déjà plus un tel nom, et les fonctions des **Comités de Défense** se limitaient et se réduisaient à se convertir en annexes de lutte armée des syndicats. Révolution ou collaborationnisme. Ou tout ou quasi rien. Cependant, les sections de Ravitaillement de ces **Comités de quartier** continuaient à remplir pleinement leurs fonctions.

8. Pour élargir le thème sur les tentatives de transformation de la propriété immobilière à Barcelone, durant la Guerre Civile, voir ROCA, Francesc : *Política, economía y espacio. La política territorial en Cataluña (1936-1939).* Ediciones del Serbal, Barcelone, 1983.



10. LA GUERRE DU PAIN

COMORERA CONTRE LES COMITÉS DE QUARTIER

Le 20 décembre 1936, Joan Comorera (PSUC), ministre du Ravitaillement à la Généralité prononça un important discours, en catalan [1], dans la salle du Gran Price de Barcelone [2], recueilli partiellement dans la Chronique Quotidienne du Gouvernement de la Généralité de ce même jour et reproduit dans les jours suivants dans la presse, généralement sous une forme résumée, qui ne transmettait pas l'importance, la provocation et la dureté de son intervention. Apparaissaient seulement de manière saillante, à l'occasion de notes en marge de son discours, ses déclarations sur l'absence quasi totale d'aliments dans la ville de Barcelone [3].

Comorera commença son discours en admettant que le PSUC avait provoqué consciemment la récente crise de gouvernement de la Généralité avec l'objectif concret d'expulser le POUM du gouvernement, de militariser les milices et de renforcer la Généralité à travers un pacte entre l'UGT et la CNT.

Il rappela l'importance du Comité de Liaison CNT-UGT d'octobre, qui obtint l'approbation, le 24 octobre 1936, du décret sur les collectivisations [4] de celui sur la Mobilisation Générale, de celui sur la Militarisation des Milices Populaires et de celui sur la collecte des armes à l'arrière. Il rappela comment le jour suivant (25 octobre) avait été célébré le meeting d'unité syndicale à la Monumental, dans lequel Comorera put expliquer « à cette immense foule fraternelle, marxiste et anarchiste » l'avancée des accords pris sur les collectivisations, la militarisation et le recueil des armes à l'arrière, « qui étaient aux mains de ceux qui se dénomment groupes incontrôlés mais qui, au fond, ne sont que les groupes parasites de la révolution. Et, souvent, pas seulement des groupes parasites qui, d'une manière plus ou moins passive ou active, vivent de la révolution, mais des groupes qui parfois sont également les gangsters de la révolution ».

Mais ces décrets, se lamentait Comorera, « avaient été écrits sur du papier mouillé », parce que les décrets de mobilisation et de collecte des armes à l'arrière ne furent pas mis en œuvre, et « il y eut même, jusque sur le front, une espèce de putsch [5] contre le décret de mobilisation et l'unification des milices ».

---

1. *Treball* (21 décembre 1936). Les phrases entre guillemets du discours de Comorera ont été traduites directement depuis le catalan.

2. SESÉ, Antonio ; BARRIO, José del ; COMORERA, Juan : *Nuestra situación política actual. Discursos pronunciados en el Gran Price el día 20 de diciembre de 1936.* Brochure, PSU-UGT, s.d..

3. « La escasez del trigo » (La rareté du blé) in *La Vanguardia* (22 décembre 1936).

4. **Juan P. Fábregas**, cénétiste et ministre de l'Économie à la Généralité, promulguait le **Décret sur les Collectivisations et le Contrôle Ouvrier**, fruit de l'accord de toutes les organisations antifascistes au sein du ministère de l'Économie. Le décret légalisait les collectivisations spontanées réalisées par la classe ouvrière en raison de l'insurrection révolutionnaire de juillet 1936. En même temps il limitait et conditionnait les nouvelles tentatives de collectivisations. Le décret, dès son processus de rédaction et jusqu'au début de son application, fut l'objet de diverses interprétations. Pour les anarchistes, il s'agissait de légaliser les « conquêtes révolutionnaires » et il justifiait leur entrée au gouvernement. En réalité, le caractère révolutionnaire ou contre-révolutionnaire du décret allait dépendre des décrets et ordres postérieurs que devait entraîner son application pratique.**La crise de gouvernement, provoquée par le PSUC, se termina par l'exclusion de Nin, mais aussi de Juan P. Fábregas**, du nouveau gouvernement du 17 décembre 1936. Le développement pratique du Décret sur les Collectivisations ne fut donc pas réalisé par Juan P. Fábregas, le cénétiste qui l'avait conçu et rédigé, mais par Tarradellas, qui obtint du Conseil de la Généralité des pouvoirs spéciaux pour élaborer et promulguer une batterie de 58 décrets, financiers et fiscaux, les dénommés Décrets de S'Agaró, ou Plan Tarradellas, qui furent ceux qui développèrent l'application pratique du Décret sur les Collectivisations. Les Décrets de S'Agaró, de janvier 1937, rencontrèrent l'opposition immédiate de la Fédération Locale des Syndicats Uniques de Barcelone, parce qu'ils mettaient toutes les entreprises catalanes sous la dépendance financière du gouvernement de la Généralité. Le gouvernement avait de plus la faculté d'imposer un inspecteur/directeur qui dirigeait l'entreprise.

5. Il est question de la lettre de protestation de Durruti contre la militarisation, datée du 1er novembre, et de son discours radiophonique du 4 novembre 1936. Voir GUILLAMÓN, Agustín : *Barricades à Barcelone. La CNT de la victoire de juillet 1936 à la défaite de mai 1937.* Spartacus, Paris, 2009, pp 100-108.

Comorera se demandait si cet échec du gouvernement était admissible. Et il rappelait les efforts réalisés pour reconduire cette situation : « Il y eut à la Généralité une sorte de Grand Conseil[6], présidé par Companys, avec les ministres et les Comités responsables de toutes les organisations représentées dans le gouvernement, réunion plénière qui se termina par un vote de confiance pleine et entière au Conseil, qui ne fut que pure littérature, comme cela était logique, vu la situation existante ».

Après que Comorera ait repassé en revue tous les efforts réalisés pour coordonner une politique conjointe, pour affronter avec succès les graves problèmes que posait la guerre, il signala que le 24 novembre le PSUC avait présenté « aux compagnons de la CNT et de la FAI un document signé par le PSUC et l'UGT », qui proposait « l'épuration gouvernementale », c'est à dire « éliminer tous les facteurs de discorde systématique et d'infantilisme révolutionnaire », exigeant « que ne fassent partie du nouveau Conseil gouvernement de la Généralité aucun représentant de la fraction trotskiste, qui s'était emparée d'un mouvement responsable qu'elle n'avait pas créé ».

Comorera justifiait l'exclusion du POUM « par de nombreuses raisons. Parce que cette fraction trotskiste a mené, de manière systématique, une politique de division. Elle nous a rappelé et a rappelé à la CNT, avec de mauvaises intentions, tout ce qui pouvait nous séparer, tout ce qui pouvait nous amener à nous battre, tout ce qui pouvait nous obliger, en continuant ainsi, à rompre le pacte d'unité d'action que nous avions signé ».

Comorera utilisait des phrases lapidaires pour se référer au POUM : « Le trotskisme, élément de discorde dans un mouvement qu'il n'a pas créé ». Il accusait le POUM d'effectuer une activité contre-révolutionnaire, qui consistait à « aiguiser la crainte, la méfiance qu'ont senti, et que peut-être sentent encore, quelques groupes responsables de la CNT », leur disant que les Brigades Internationales seraient demain, une fois le fascisme vaincu, un instrument du Parti Communiste contre les anarchistes, comme cela s'était déjà passé en Russie. Ce travail « systématique » du POUM n'avait pas d'autre objectif que celui d'empêcher « la collaboration des deux centrales syndicales, sans laquelle la guerre contre le fascisme peut être considérée comme perdue ».

Après une longue péroraison de Comorera contre la politique internationale du POUM, qui n'avait pas d'autre objectif « que celui d'affaiblir le front antifasciste », résumait que le motif essentiel de la crise du gouvernement de la Généralité (décembre 1936), posée par le PSUC, était celui d'obtenir un gouvernement homogène ayant les pleins pouvoirs, constituant un gouvernement de prestige aux yeux de la classe ouvrière.

Comorera argumenta que ce gouvernement fort, aux pleins pouvoirs, devait être capable de faire respecter certains décrets afin qu'ils ne restent pas sur le papier mouillé, comme cela s'était produit avec le premier gouvernement Tarradellas, dans lequel participait Nin pour le POUM. Un gouvernement fort, capable de mener à bien une politique militaire efficace, qui regrouperait toutes les forces existantes sur le front.

En matière économique, il affirmait qu'il « était nécessaire de s'assurer que personne ne brisera ou ne passera par dessus le Décret sur les Collectivisations », en une claire allusion aux syndicats d'industrie de la CNT, qui prétendaient socialiser des secteurs entiers de la production, « parce que maintenant ce n'est plus l'heure de l'initiative des groupes, et il faut avoir une vision intégrale du problème » et favoriser le prestige du collectivisme.

Il affirmait que « la politique économique nous pose aujourd'hui des problèmes angoissants », parce que la Catalogne avait dilapidé en quelques mois « la richesse accumulée par les générations antérieures » et maintenant la « fête » était terminée. Après avoir constaté la faillite de l'industrie catalane du fait de l'incapacité de compenser à l'étranger les marchés perdus à l'intérieur de l'Espagne, à cause du soulèvement fasciste, et de la disparition d'autres industries, comme celle de la construction, à cause de la guerre ; il donnait comme solution l'accomplissement « strict, sans y rajouter une virgule, du Décret sur les Collectivisations, parce que ce décret a une pensée économique qui, si elle peut se développer, nous permettra de construire à un bon rythme notre économie ». Comorera posa aussi le problème de la redistribution du travail, avertissant les travailleurs qu'avec l'écrasement des fascistes, tout un monde avait disparu, toute une structure économique, la bourgeoisie avait disparu, et avec elle beaucoup de métiers et de professions avaient disparu. « Il y a une industrie parasitaire qui a disparu définitivement ». Il était nécessaire que les travailleurs de cette industrie disparue, ou paralysée en temps de guerre (comme la construction), s'incorporent à de nouvelles activités.

6. Il est question du Consell Extraordinaire de la Généralité des 5 et 6 novembre. *Barricades à Barcelone*. Spartacus, pp 100-108.

D'autre part, Comorera argumenta qu'une politique fiscale était nécessaire et une municipalisation des services publics, pour faire face aux nécessités impérieuses de la guerre.

Il n'était pas possible que les travailleurs au chômage touchent leur semaine entière, tandis que ceux qui travaillent touchent trois jours par semaine s'ils travaillent seulement trois jours. Il disait que « la Généralité a payé, depuis cinq mois que dure la guerre, au titre des salaires et des compensations de salaires, plus de 90 millions de pesetas. Elle a payé des salaires de tout type. Elle a y compris payé des salaires aux invertis du Barrio Chino (vieux quartier chaud de la ville). Ne le disons pas trop fort ! ». Il constata que tout cela arrivait à sa fin parce que la Généralité n'avait plus d'argent maintenant. Il résuma ce qui avait été dit en une sorte de slogan : « Une nouvelle politique fiscale, intimement liée à une politique économique, étaient les bases d'une bonne politique militaire ».

La prise de parole de Comorera, qui avait été un discours politique de haut vol, relevant plus du président de la Généralité que d'un conseiller (ministre), se limita à partir de là à la politique du Ravitaillement, relevant du ministère dont il venait de prendre possession. Son discours se fit alors plus concret, mais aussi beaucoup plus agressif.

« Cela fait une journée que je suis ministre du Ravitaillement et je me trouve face au fait qu'en Catalogne il n'y a pas de blé, qu'en Catalogne, il n'y a pas d'œufs, qu'en Catalogne il n'y a pas de viande, qu'en Catalogne il n'y a quasiment pas de poisson, qu'en Catalogne, il y a peu de lait, et je me trouve, à Barcelone face à des queues interminables, où nos compagnes sont martyrisées par l'attente et l'angoisse, et par la désillusion, par le pain, par le lait, par les œufs, par la viande, par des articles qui sont tous de première nécessité. Que s'est-il passé ? Il s'est passé que nous avons consommé toute, ou quasiment toute, notre richesse au cours de cette fête de cinq mois, et que maintenant il nous coûtera, même pas de refaire notre vieille économie, il nous coûtera d'alléger ce manque, quasi total, d'articles de première nécessité ».

De manière un peu populiste et démagogique, Comorera mettait directement en relation le manque de produit de première nécessité avec l'abondance de Comités de tout type, spécialement avec les Comités de Défense de Quartier, à Barcelone, et leurs entrepôts de ravitaillement, ainsi qu'avec les Comités Révolutionnaires existant dans chaque localité, en dehors de Barcelone : « Compagnons, j'ai rencontré une quantité extraordinaire de Comités […] qui donnent des ordres pour ne pas laisser sortir de leur région les produits qui, à Barcelone, sont nécessaires, et qui dans quelques villages peuvent y compris abonder ; des Comités qui ne permettent pas la libre circulation des marchandises qui ne sont pas seulement indispensables pour soutenir l'énergie des femmes et des hommes qui luttent pour la guerre, mais dont en plus l'absence met en danger la vie de nos enfants. Des Comités jusqu'à Barcelone, des Comités de Défense fantastiques qui défendent seulement des situations de privilèges créées aux premiers moments de cette révolution, de cette guerre. Des Comités de Défense qui, tous et chacun d'entre eux, se sont créé leur petit magasin de provisions, quand les femmes prolétaires de Barcelone se voient obligées de faire la queue et reviennent à la maison sans ramener le pain pour leurs enfants. Des Comités de Défense qui ont remplacé, au détriment de la collectivité, les vieux intermédiaires, parce que ceux qui forment ces Comités, à Barcelone et hors de Barcelone, pensent avoir le droit de collecter des impôts sur chaque baluchon que portent les citoyens. Et c'est comme ça que les prix des biens de subsistance ont augmenté à Barcelone. Ils n'ont pas augmenté, comme on le dit banalement, à cause des petits vendeurs, parce que la fantastique différence qu'il y a entre le prix payé au paysan et le prix demandé au consommateur, cette différence fantastique ne va pas dans les mains du vendeur mais, quasi intégralement, dans les mains de ces comités.

Comorera attribuait, donc, la pénurie et l'augmentation des prix des aliments à l'existence des Comités de Défense, et non à l'accaparement et à la spéculation des vendeurs au détail. C'était le discours qui justifiait et expliquait le slogan des pancartes et tracts des manifestations de femmes à la fin de l'année 1936 et au début de 1937 : « Plus de pain et moins de comités », manifestations promues et manipulées par le PSUC. L'affrontement entre deux politiques de ravitaillement opposées était évident, celle du PSUC et celle du syndicat de l'Alimentation de la CNT. Le syndicat de l'Alimentation, à travers les treize entrepôts de ravitaillement des quartiers, gardés par les Comités Révolutionnaires de Quartier (ou plus exactement leurs sections de Défense), fournissait gratuitement des aliments aux cantines populaires, où pouvaient venir les chômeurs et leurs familles et ils soutenaient de plus des centre d'aide aux réfugiés qui, en avril 1937, à Barcelone, atteignaient déjà le nombre de 220 000 personnes. C'était un réseau de ravitaillement qui rivalisait avec les détaillants, qui obéissaient seulement à la loi de l'offre et de la demande, et qui

tentait, surtout, d'éviter l'augmentation des prix des produits, vu que la hausse des prix les rendaient inaccessibles aux travailleurs et, évidemment, aux chômeurs et aux réfugiés. Le marché noir était la grande affaire des détaillants, qui réalisaient d'excellentes rentrées d'argent grâce à la faim (littéralement) de la majorité. La guerre du pain de Comorera contre les Comités de Ravitaillement des quartiers n'avait pas d'autre objectif que celui d'arracher toute parcelle de pouvoir aux Comités de Défense, bien que cette guerre implique le mauvais ravitaillement de Barcelone et la pénurie alimentaire.

La stratégie de Comorera, dans les mois suivants, ajouta à la politique militaire (de militarisation des Milices Populaires), économique (de strict application du Décret sur les Collectivisations, évitant la socialisation des branches industrielles et comme moyen de contrôle de toutes les entreprises par la Généralité) et financière (les décrets financiers de S'Agaró, du nom de la villégiature estivale de la bourgeoisie catalane sur la Costa Brava, qu'édicte Tarradellas en janvier 1937, comme instrument de domination étatique de toute l'économie catalane) « une politique de ravitaillement implacable », qui supprimerait ce réseau de distribution du ravitaillement par les Comités Révolutionnaires et de Défense et planterait le libre marché, dominé par les détaillants. Pour mener à bien cette politique, un gouvernement fort était nécessaire, dont le premier pas avait été l'exclusion du POUM, un gouvernement capable de convertir les décrets en ordres et en mesures efficaces, qui seraient réellement appliquées.

Ce gouvernement fort passait par l'unification des deux centrales syndicales. À cette politique d'unité, selon Comorera, « L'UGT ne s'oppose pas, ni le PSUC, ni l'ERC, ni l'Unió de Rabassaires. La CNT ne s'y oppose pas non plus. Nous sommes conscients et je le dis très haut et très sincèrement. Nous sommes conscients, par le rapport et la cohabitation, que les hommes représentant la CNT font de magnifiques efforts sincères et loyaux, pour pouvoir créer avec nous dans ces conditions nouvelles. Nous en sommes conscients et je le proclame parce que c'est la vérité ».

Comorera posa devant son auditoire, comme l'excellent orateur qu'il était, une question rhétorique, mais à la fois intrigante et excluante : « Qui peut s'opposer, donc, à ce que celle-ci [l'unité antifasciste], dont nous sommes avides, devienne une réalité ? », pour répondre « en premier lieu, la démagogie pseudo révolutionnaire qui en voulant précipiter les événements, en voulant précipiter la révolution, met en danger la victoire. Ce sont les parasites de la révolution qui ne veulent pas que les conditions changent, qui ne veulent pas que la situation actuelle change. Ce sont les agents provocateurs, les agents provocateurs […] qui versent le sang de nos compagnons à l'arrière […] qui agissent à la base et enveniment les sentiments des militants, les agents provocateurs qui nous attendent à un virage de la route ou attaquent la nuit un domicile et assassinent les hommes qui les gênent ».

À la démagogie et aux agents provocateurs, Comorera ajouta les gangsters : « Il y a aussi en plus le gangster de la révolution. Le gangster, homme qui profite, membre du banditisme, phénomène connu dans toute révolution, dans toute période révolutionnaire. C'est l'homme qui ne veut pas la révolution mais ce qui sert ses intérêts personnels […]. C'est le cacique, le nouveau satrape que l'on trouve dans tant de régions de Catalogne. De petits satrapes entourés de leurs mercenaires, mieux armés que les hommes du front. Des petits satrapes qui disent qu'ils ne veulent aucune dictature, et qui ont imposé, là où ils sont, la dictature de leur irresponsabilité ».

Il est très curieux, et cela correspond peut-être à son excellence oratoire, que Comorera utilise à peine le mot clé du moment, et qu'il ait évité de parler de manière réitérée des « incontrôlés », mot qu'à coup sûr son auditoire espérait entendre, encore et encore, durant son discours. À la place, il usa d'une quantité variée de synonymes, parlant de démagogues, d'agents provocateurs et de gangsters, c'est à dire d'irresponsables.

Comorera termina son discours avec un appel à la responsabilité de toutes les organisations, afin d'obtenir une unité antifasciste de fer. Pour comprendre le discours de Comorera, il est nécessaire de prendre en compte la stratégie, défendue par Gerö[7], de mener une politique SÉLECTIVE face au mouvement anarchiste, qui consistait à intégrer les dirigeants dans l'appareil d'État, en même temps que se pratiquait une répression bestiale des secteurs révolutionnaires, qualifiés de manière infâmante comme incontrôlables, gangsters, assassins, agents provocateurs et irresponsables, **que Comorera identifiait très clairement dans les Comités de Défense.**

7. Voir GUILLAMÓN, Agustin : « La NKVD y el SIM en Barcelona. Algunos informes de Geró sobre la Guerra de España ». *Balance* numéro 22 (novembre 2001).

LES COMITÉS DE QUARTIER CONTRE COMORERA

Dans *Solidaridad Obrera* du 29 décembre 1936, **la Commission de Liaison** publia un « Communiqué à l'opinion publique » sur le problème du pain, qui avait déjà été publié deux jours avant par *La Vanguardia*[8].

Avant de commenter l'importance de ce communiqué, il sera nécessaire d'expliquer ce qu'était ce Comité de Liaison. Le dimanche 26 juillet 1936, en même temps que se décidait, dans une assemblée plénière de Districts et de Régions, à l'unanimité, l'approbation **définitive** de l'entrée (qui jusqu'alors avait seulement un caractère provisoire) de la CNT au Comité Central des Milices Antifascistes, la formation d'un Comité Central de Ravitaillement fut également décidée, comme annexe indispensable du CCMA.

Ce Comité Central de Ravitaillement était un organisme révolutionnaire, formé par les Comités de Ravitaillement de chaque quartier, qui à leur tour n'étaient pas autre chose que des sections ou des départements des Comités Révolutionnaires de Quartier. Il existait à Barcelone treize entrepôts de Ravitaillement des quartiers, qui assuraient l'approvisionnement basique de la ville de Barcelone. Leur origine n'était rien d'autre que la logistique d'approvisionnement existante dans chaque Comité de Défense de Quartier, avant et durant les journées révolutionnaires du 19 et 20 juillet.

Le décret de la Généralité, du 21 juillet 1936, qui approuvait des Milices Citoyennes, soumises au gouvernement de la Généralité et contrôlées par lui, fut débordé par la formation réelle d'un CCMA dominé par la CNT-FAI, qui s'était constitué comme organisme de collaboration des syndicats, des partis ouvriers et bourgeois avec, en plus, le gouvernement de la Généralité. Sa mission était surtout de diriger la guerre et l'ordre public. Comme complément important du CCMA était né le Comité Central de Ravitaillement, contrôlé et dirigé de manière exclusive par les Comités Révolutionnaires de Quartier, le nouveau nom adopté par les Comités de Défense de Quartier après la victoire armée. Les Comités de Ravitaillement et les Comités de Défense se convertirent, après le 19-20 juillet, en sections des Comités Révolutionnaires de Quartier. Ils exerçaient un pouvoir réel, que les décrets de la Généralité essayaient d'occulter et de ne pas mentionner, tout en cherchant à les intégrer dans l'appareil étatique.

Ce Comité Central de Ravitaillement agissait en collaboration avec la Régie de Ravitaillement de la Municipalité de Barcelone, et avec le reste des organisations qui constituaient également le CCMA, tant dans la cession de locaux municipaux pour constituer des cantines populaires que pour émettre des coupons depuis les délégations de quartiers de la mairie.

Lors de la réunion plénière des Régions et des Fédérations Locales du 26 juillet 1936, on décida à l'unanimité la collaboration de la CNT avec le reste des organisations antifascistes et avec le gouvernement de la Généralité, dans le CCMA. Comme complément indispensable du CCMA fut créé le Comité Central de Ravitaillement, qui avait comme objectif de pourvoir les miliciens du front d'Aragon, d'alimenter les familles des miliciens (qui restaient sans le salaire de ces derniers) et les nombreux chômeurs sans ressources. Les cantines populaires gratuites furent la première réussite révolutionnaire, vu que pour beaucoup de familles de travailleurs c'était la première fois « qu'elles allaient au restaurant », ou qu'elles savaient que le lendemain « elles mangeraient vraiment », mais surtout c'était une préoccupation fondamentales des miliciens volontaires : assurer le soutien de leur famille tandis qu'ils étaient au front. Les miliciens ne commencèrent pas à toucher leur solde avant la mi-septembre. Ainsi, donc, le Comité Central de Ravitaillement était un organe révolutionnaire qui remplissait, dans les premiers moments, une condition préalable fondamentale pour les miliciens volontaires. Par la suite, Comorera qualifia cela de déperdition de ressources et « la fête » des premiers jours. Le Ban[9] du 26 juillet 1936 rendait compte de l'importance du Comité Central de Ravitaillement comme complément du CCMA.

Vu l'importance du travail qu'accomplissait ces Comités de Ravitaillement, ils ne purent être contournés dans la constitution du ministère du Ravitaillement de la Généralité, après la dissolution du CCMA au début d'octobre 1936.

Le ministère du Ravitaillement fut créé par décret le 4 août, mais il fut pratiquement inopérant jusqu'au 14 octobre, après la dissolution du CCMA et des Comités Locaux, quand fut décrétée l'organisation effective du

8. *La Vanguardia* (27 décembre 1936) et *Solidaridad Obrera* (29 décembre 1936).
9. Ce ban est reproduit dans GUILLAMÓN : *Barricades…* op. cit., pp. 168-169.

ministère du Ravitaillement, pour laquelle le cénétiste Doménech avait été nommé. **La collaboration avec les Comités de Ravitaillement de Quartier était indispensable pour garantir le fonctionnement efficace du ministère du Ravitaillement dans la nouvelle situation révolutionnaire surgie après les journées de juillet.**

L'article 12 du Décret Organique d'Organisation du Ministère du Ravitaillement, exprimait ainsi cette nécessité de collaborer avec les Comités de Ravitaillement de Quartier, à Barcelone : « Le Bureau de Liaison Locale sera intégré par une représentation de ce Département de la Municipalité de Barcelone et un représentant de chacun des Comités de Ravitaillement des quartiers barcelonais. Ce Comité interviendra avec un caractère informatif dans tout ce qui se réfère au ravitaillement de Barcelone-capitale » [10]. Ce Bureau Local (de Barcelone) disposerait d'un chef et de plusieurs fonctionnaires à ses ordres.

Une fois dissous le CCMA, la dissolution du Comité Central de Ravitaillement s'imposait, mais elle ne se produisit pas avant le 20 octobre, mais étant donné la nécessité de compter avec l'existence réelle, irremplaçable et inassimilable de ces Comités de Ravitaillement de Quartier, on opta pour les intégrer dans le Bureau de Liaison Locale : « Décret : Article 1 : Le Comité Central de Ravitaillement est dissous. Article 2 : Les fonctions exercées par le dit Comité, à partir de la publication du présent décret, seront à la charge du Bureau de Liaison Locale, dans la forme établie à l'article 12 du Décret Organique d'Organisation du Ministère du Ravitaillement » [11].

Un autre décret de la même date créait le Conseil de la Gastronomie pour s'occuper « de la gestion du personnel sans travail, des indigents et des réfugiés ». Les cantines populaires révolutionnaires, de juillet et août 1936, qui s'occupaient indistinctement des miliciens et de leurs familles, et des chômeurs, cédaient le pas à une bienfaisance bourgeoise, qui n'hésitait pas à classifier la population dans un infamant amalgame de chômeurs, réfugiés, vagabonds et indigents.

Ainsi, donc, la Commission de Liaison, qui s'adressait à l'opinion publique avec l'article qui suit, était, ni plus ni moins, que **la représentation des Comités révolutionnaires et de leurs sections de Ravitaillement**, dans les quartiers de la ville de Barcelone, ultime bastion de cet organisme révolutionnaire que fut le Comité central de Ravitaillement, complément du CCMA [12].

La Commission de Liaison commençait son article avec une présentation incisive de ce qu'elle était :

« La Commission de Liaison, en marge de la politique des partis et liée aux nécessités du peuple et de la révolution, est dans la nécessité de s'exprimer publiquement face à des manifestations et accusations faites par des éléments dont l'unique intérêt, par eux découvert, consiste à défendre une popularité que révolutionnairement parlant ils ne méritent pas, même si pour cela ils doivent convertir les rues de Barcelone en « champs de bataille » où les camarades de l'UGT et de la CNT doivent se disputer ce qui est de tous et pour tous.

Cela ne se produira pas, malgré Comorera, Vachier [13] et tous ceux qui s'identifient à cette conduite dangereuse et irresponsable consistant à provoquer des luttes sanglantes entre les travailleurs de Catalogne et d'Espagne » [14].

Comorera avait déjà identifié, de manière diaphane, dans son discours du Price du 20 décembre, son ennemi principal : les Comités de Défense. La Commission de Liaison, c'est à dire les représentants des Comités Révolutionnaires de Quartier dans la Municipalité de Barcelone (avec leurs sections de Défense et de Ravitaillement), identifiaient eux aussi dans cet article leur ennemi principal : le dirigeant du PSUC, Joan Comorera. Les deux ennemis s'étaient maintenant reconnus, peu de jours après la prise de possession du ministère du Ravitaillement par le dirigeant du PSUC. Les épées étaient tirées : ***Comorera contre les Comités de Défense.*** *Le champ de bataille était également prêt : l'approvisionnement alimentaire de la ville de Barcelone, et tout spécialement celui en pain.*

10. Décret du 6 octobre 1936. *Diari Oficial de la Generalitat de Catalunya* n° 288 (14-10-1936).

11. Décret du 17 octobre 1936. *Diari Oficial de la Generalitat de Catalunya* n° 294 (20-10-1936).

12. Caminal, dans sa biographie détaillée et intéressante, s'égare quand il confond cette « Commission de Liaison entre les Comités Révolutionnaires (et de Ravitaillement) des quartiers de Barcelone et le ministère du ravitaillement », avec le « Comité de Liaison CNT-UGT ». Voir CAMINAL, Miquel : *Joan Comorera. Guerra i revolució (1936-1939).* Empúries, Barcelona, 1984, vol. II, p. 79 et suivantes.

13. Jaume Vachier Pallé fut nommé Directeur Général du ravitaillement par Comorera. En 1934, il avait été Régisseur de la Circulation et de la Police Urbaine de la Municipalité de Barcelone. En concordance avec les directives anticénétistes et répressives de Dencás-Badía, il avait doté les policiers urbains d'armes de poing.

14. *Solidaridad Obrera* (29 décembre 1936), p. 6. Le numéro de *La Vanguardia* (27 décembre 1936), p.2, reproduisait ce même communiqué, mais encadré dans un article plus large sur des thèmes proches.

La Commission de Liaison rappelait qu'elle s'était présentée au nouveau ministre du Ravitaillement, Comorera, « pour offrir sa collaboration au ministre entrant ». Offre décevante : « Vachier nous reçut et nous fit comprendre avec des paroles hypocrites (ses dernières manifestations le démontre) qu'il était logique que la politique de Ravitaillement change étant donné le changement du ministre ».

La Commission de Ravitaillement interrogea directement sur sa situation à partir de ce moment. La réponse de Vachier fut aussi sincère que brutale : « je ne peux rien vous dire – répondit-il- parce que c'est Comorera qui doit se prononcer, même si je peux vous annoncer que cette Commission n'a pas rempli, strictement, la fonction imposée par le Décret qui lui a donné légalement vie, et également, que les Comités de Quartier, qui ont agi avec une telle efficacité jusqu'à aujourd'hui, doivent disparaître, car il est nécessaire que s'incorporent à la révolution ces institutions et organismes qui vivent des biens publics et qui aujourd'hui ne font rien » [15].

Vachier identifiait clairement qui ils étaient et qui représentaient la Commission de Liaison : les Comités de quartier (avec leurs sections de Défense et de Ravitaillement). Son argumentation était curieuse et provocante. Elle reconnaissait l'efficacité démontrée par les Comités de quartier dans leur fonction d'approvisionnement de la ville de Barcelone, depuis le 19 juillet 1936, pour signaler arbitrairement qu'était arrivé le moment où ils devaient disparaître, quand il n'existait même pas encore qui ou quoi que ce soit pour les remplacer.

La Commission de Liaison demanda à Vachier « Connais-tu le fonctionnement des Comités de Quartier ? ». Vachier répondit : « Oui, et demain, après la réunion du Conseil, nous vous dirons quel est le nouveau plan de ravitaillement et quelles seront vos fonctions ». La Commission de Liaison constatait : « rien ne nous a été dit ».

Comorera essayait simplement de se passer totalement de ces Comités et de créer ex novo un nouveau réseau de distribution du ravitaillement, totalement dépendant du ministère du Ravitaillement. L'entreprise était risquée et provocante à un moment de crise alimentaire, et elle n'avait pas d'autres objectifs, puisque y compris Vachier avait reconnu l'efficacité démontrée par les Comités de quartier, que le contrôle politique de la distribution du ravitaillement par le PSUC et la suppression des Comités, à tout prix.

Bonet, secrétaire de la Commission de Liaison, et auteur du communiqué, profita de l'occasion pour expliquer à l'opinion publique le fonctionnement des Comités Révolutionnaires de Quartier : « Il y a treize entrepôts de distribution à Barcelone, c'est à dire un par quartier, ils sont formés par quatre ou cinq travailleurs et ceux-ci chargent et déchargent des sacs, ils assurent dans toute la mesure du possible, les aliments pour les malades, le lait pour les enfants, le nécessaire pour celui qui vend le charbon, les patates, le sucre etc…, le plus rationnellement possible, et à défaut de la « carte de rationnement », beaucoup d'entre eux sont payés par l'atelier ou l'usine où ils travaillent et, parmi tous les Comités de Ravitaillement de Quartier, on n'atteint pas les cent « bureaucrates » (comme dit Vachier), et beaucoup d'autres ne touchent rien si ce n'est quatre patates et un kilo de riz de temps en temps. Quant aux autres aspects, la Commission de Liaison doit dire, non seulement que la « distribution » par quartier et celle aux détaillants s'effectue de manière proportionnelle et équitable, mais aussi qu'elle tient les livres administratifs à la disposition de qui peut douter de l'honnêteté des hommes de la CNT et de la FAI et qu'elle peut démontrer, par conséquent, que ce ne sont pas eux « les nouveaux riches », mais ceux [qui] vou draient l'être ».

Bonet donnait ici une des clés de l'affrontement avec le PSUC. Les entrepôts de Ravitaillement des Comités de Quartier contrôlaient en quoi, comment, combien et à quel prix de vente au public les détaillants étaient approvisionnés, une fois satisfaites les nécessités « révolutionnaires » du quartier, c'est à dire des malades, des enfants, des chômeurs, des cantines populaires etc… Comorera défendait la disparition de ces Comités Révolutionnaires de Quartier et le libre marché. Il savait, de plus, qu'une chose en impliquait une autre, et que, sans la suppression des Comités de défense, le libre marché serait une chimère.

Bonet tentait, malgré tout, d'interposer une solution pour éviter la confrontation directe avec Comorera. D'une part, il accusait Vachier du manque de compréhension entre le ministère et les Comités, et d'autre part, il proposait que soit permis l'entrée dans les Comités de Quartier, qui étaient 100% cénétistes, d'un pourcentage d'ugétistes, qu'il situait à 30%.

Bonet demandait, un peu innocemment : « Pourquoi faut-il dissoudre ces entrepôts de distribution ? Pour en former d'autres ? » ; pour poursuivre quelque chose de plus réaliste, mais aussi illusoire qu'avant : « Est-ce que le

15. Entre guillemets toujours extraits, jusqu'à nouvel avis, de *Solidaridad Obrera* (29 décembre 1936), p. 6.

caractère judicieux de la politique de Ravitaillement que veut suivre Comorera peut être démontrée par celui-ci en donnant un meeting et en traitant de « gangsters », « d'agioteurs », de « parasites » et de « lâches » ceux qui doivent collaborer avec lui ». Bonet croyait encore, donc, qu'on pouvait collaborer avec Comorera, alors que dans ce discours du Price, il avait déjà annoncé, clairement, qu'il prétendait supprimer tous les Comités, en commençant par les Comités de Défense.

Le stalinisme était un phénomène nouveau, difficile à comprendre et à assimiler et, pour cela même, Bonet ne pouvait croire que dans l'UGT, un autre syndicat « ouvrier » dans la mentalité cénétiste, ne surgissent pas des voix de concorde avec la CNT, qui refuseraient Comorera : « Ce n'est pas l'heure des discours. Ce n'est pas l'heure de rejeter la faute sur quiconque : le pain manque et il faut le chercher. Sans pain il n'y aura ni UGT, CNT, Comorera, ni aucun ministre qui pourra contenir le peuple, les femmes avec leurs enfants dans les bras demandant du pain, donc nous, toujours avec elles, nous saurons trouver les responsables, s'il y en a ».

Et, toutefois, malgré la rhétorique populiste de Bonet, des manifestations de femmes avaient déjà commencé, demandant « **Plus de pain et moins de Comités** », en même temps qu'elles brandissaient d'autres consignes du PSUC.

Bonet terminait son communiqué en démentant l'existence de ces 1200 bureaucrates, que Vachier attribuait aux comités de Quartier, et avec un appel à la collaboration et au respect mutuel, dont les mois suivants démontrèrent l'impossibilité : « Ce qui a été dit par Vachier est intentionnellement faux concernant les 1200 bureaucrates, le fait que cette Commission n'accepterait aucun ordre du ministre, et que ses membres seraient les « agioteurs » du moment [...] Et nous regrettons sincèrement que ces faits se produisent, alors que nous devrions tous avancer unis pour l'objectif commun, qui ne peut être autre que la **COLLABORATION** et le respect des uns envers les autres.

L'article était signé par P. Bonet, comme secrétaire de la Commission de Liaison. Comorera avait identifié de manière décidée l'ennemi qu'il voulait détruire : les Comités de Défense, mais ces derniers, bien qu'ils aient identifié Comorera comme un ennemi mortel, se faisaient encore des illusions sur la possibilité de collaboration entre UGT et CNT, parce qu'ils croyaient fermement qu'il s'agissait de compréhension entre travailleurs de base.

Ils n'avaient pas encore compris que la guerre du pain, propulsé par Comorera, préférait la rupture de l'approvisionnement de Barcelone plutôt que soit conservée le moindre pouvoir des Comités de Quartier. L'unique objectif que s'étaient proposés les staliniens du PSUC était la destruction de tous les Comités de Quartier bien que cela suppose le manque de pain.

FONDEMENTS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DE LA GUERRE DU PAIN

Un ravitaillement rationnel, prévoyant et suffisant de Barcelone, et de la Catalogne, aurait supposé céder aux exigences du ministre de l'économie cénétiste, Joan P. Fábregas, qui batailla inutilement de septembre à décembre 1936, dans les réunions du Conseil (gouvernement) de la Généralité, pour obtenir le monopole du commerce extérieur, face à l'opposition du reste des forces politiques. Cependant, sur le marché des céréales de Paris, dix ou douze grossistes privés catalans se faisaient concurrence entre eux, faisant augmenter les prix d'achat. Mais ce **monopole du commerce extérieur**, qui n'était même pas une mesure à caractère révolutionnaire, mais simplement appropriée à une situation de guerre et d'urgence, attentait contre la philosophie du libre marché, défendue par Comorera.

Il y avait une relation directe entre les queues pour le pain à Barcelone et la concurrence irrationnelle des grossistes privés sur les marchés européens des céréales, de l'armement ou des matières premières. Il est très curieux que l'historiographie officielle souligne le fait que le 17 décembre 1936, après une crise de gouvernement provoquée par le PSUC, ait été expulsé le poumiste Nin, pour sa dénonciation du stalinisme, et qu'au contraire elle commente à peine le fait que fut aussi expulsé le cénétiste Fábregas, rédacteur, ni plus ni moins, du Décret sur les Collectivisations et le Contrôle Ouvrier, approuvé le 24 octobre.

La sortie de Fábregas du gouvernement supposait que ce Décret sur les Collectivisations ne serait pas développé par son rédacteur, mais par Tarradellas et Comorera, qui le vidèrent de sa substance et la manipulèrent jusqu'à l'inimaginable, le convertissant en un instrument de domination, par la Généralité, de l'économie catalane et de toutes les entreprises collectivisées. La Généralité pouvait nommer un inspecteur-directeur selon son goût, et surtout avait le pouvoir de couler les entreprises rebelles ou rétives à se soumettre, à travers le retrait du financement pour payer les salaires ou acheter des matières premières, sans lesquelles les entreprises se voyaient réduites à une paralysie totale.

L'élimination de Fábregas supposait de plus la disparition du principal défenseur de l'établissement du monopole du commerce extérieur, qui fut remplacé par le libre marché. Comorera avait la voie libre pour imposer la dictature des commerçants, enrichis grâce à la faim des travailleurs.

Le programme stalinien, fondé sur cette défense des intérêts bourgeois, et sur la défense d'un État fort, capable de faire respecter les décrets et de gagner la guerre, convertit le PSUC en l'avant-garde de la contre-révolution.



Barricade construite, en mai 1937, sur les Ramblas, à la hauteur de la rue Fivaller (aujourd'hui Ferrán/Fernando). Voir les bandes de protection sur les vitrines.

11. LA RADICALISATION DE LA FAI DE BARCELONE PAR LES COMITÉS DE DÉFENSE

Le Comité de défense Confédéral de Barcelone élabora un Plan de Structuration des Cadres et Comités de Défense qui, bien que n'étant pas daté, paraît avoir été rédigé dans le seconde quinzaine de Mars 1937.

Le Plan prévoyait la préparation défensive à un moment dans lequel avec « la faillite universelle des partis et systèmes, seul le Prolétariat Révolutionnaire, reste debout avec son programme de réorganisation du travail et d'égalité économique et sociale ».

On constatait l'inefficacité et l'inutilité des cénétistes qui « nous représentent » au Conseil de la Généralité, qui ne pouvaient rien faire d'effectif « devant les décrets qui se lèvent comme une menace, pour étouffer toute tentative révolutionnaire ».

On comptait assez d'hommes pour s'affronter à un quelconque mouvement contre-révolutionnaire, mais on reconnaissait que leur préparation était insuffisante. Une préparation intense et efficace des Cadres de Défense était nécessaire. Et pour cela il convenait qu'ils disposent au Comité de défense de Barcelone de tout ce dont ils avaient besoin : hommes compétents, matériel adéquat et étude des moyens et méthodes de lutte, et de la tactique à utiliser.

Il était nécessaire de créer un pavillon, à côté de l'École de Préparation Militaire cénétiste, dans lequel des compagnons de très grande confiance recevraient une instruction.

Les Comités de Défense de Quartier réaliseraient une étude exacte de tous les points occupés par la police, les partis, les centres de convalescence pour blessés, toujours de manière dissimulée.

Chaque compagnon devait avoir une mission concrète et déterminée, sans oublier que « pour soutenir une lutte prolongée, une organisation efficace est indispensable ».

Ces cinq objectifs étaient signalés :

— 1.- Étude et enseignement des moyens de combat, depuis les armes jusqu'aux explosifs à commande électrique.

— 2.- Étude et préparation d'ateliers pour la fabrication d'armes.

— 3.- Entraînement au maniement de machines motorisées, à l'installation de communications, au maniement de postes radios et de la téléphonie sans fil etc…

— 4.- Acquisition du matériel suffisant et adéquat pour armer tous les Cadres de Défense.

— 5.- Organiser les forces par quartier, déterminer dans chaque Cadre la fonction concrète de chaque compagnon, « pour pouvoir compter, dès le premier moment, sur des groupes de lutte complets ».

Ces Cadres de Défense devaient s'organiser et s'entraîner de la manière suivante :

— A.- Les Cadres, pour être efficaces, seront formés par quinze compagnons : sept fusiliers, quatre dynamiteurs ou lanceurs de bombes, et quatre assistants pour ces derniers.

— B.- La dotation de chaque mitrailleuse sera constituée par quinze hommes : neuf pour le transport et l'entretien de la machine, trois protecteurs lanceurs de bombes, et trois hommes pour les approvisionner.

— C.- « Pour chacun de ces groupes, un compagnon responsable sera nommé, et les compagnons auxiliaires nécessaires leurs seront adjoints, que ce soit pour la liaison des communications, comme pour les autres services qui peuvent être précisés : ravitaillement en nourriture, soins aux blessés, etc… ».

— D.- Dans chaque quartier, un croquis sera confectionné, sur lequel seront indiqués par numération corrélative et avec des encres de différentes couleurs :

— 1.- Les postes de police, les casernements et les locaux officiels.

2.- Les locaux occupés par les partis politiques et les autres organisations.

3.- Les locaux de l'Organisation : syndicats, athénées, quartiers etc…

De cette manière il suffira de dire : quartier X, lettre X, ce qu'il conviendra de faire, sans que personne n'ayant pas accès au croquis ne puisse comprendre le message.

Le rapport se terminait sur deux considérations, adressées aux syndicats :

Le premier : les Comités de Défense auront d'autant plus d'efficacité que seront plus grandes l'aide et les ressources financières qui leurs seront dédiés.

Le second : la contre-révolution peut seulement être abattue par le peuple. Et ce problème, aujourd'hui comme hier, est vital, « et comme cela était souligné au début de ce rapport, **notre position collaborationniste ne peut nous amener à concevoir l'espoir que nous ferons notre révolution à partir de l'État, tout au contraire. Nous devons faire tout ce qui est possible pour recouvrir graduellement notre propre physionomie révolutionnaire** ».

Devant la crise de gouvernement, mais surtout pour s'opposer à l'affaiblissement et à la menace de dissolution des Patrouilles de Contrôle, et face à l'hostilité de ce nouveau Corps Unique de Sécurité, créé comme unification des anciennes forces répressives bourgeoises et anti-ouvrières des gardes d'Assaut et des Gardes Civils, renaissait la nécessité impérieuse de relancer, renforcer et revitaliser les Comités de Défense des quartiers.

*Nous avons déjà vu que fin novembre et début décembre 1936, les syndicats avaient procédé à une sorte de mise en **hibernation** des Comités de Défense, parce qu'ils les considéraient désormais inutiles, vu l'existence de cette « police révolutionnaire » institutionnalisée qu'étaient les patrouilles de Contrôle, dans lesquelles la CNT détenait une large majorité.*

Dans la seconde quinzaine de mars, le Comité de Défense de Barcelone impulsa la réorganisation des Comités de Défense de Quartier, les préparant consciencieusement pour un affrontement qui s'annonçait imminent, en même temps qu'il élaborait un plan insurrectionnel très concret et détaillé.

Le dimanche 11 avril, au meeting de la Plaza de Toros **La Monumental,** on vit des pancartes qui exigeaient la libération de Maroto[1] et des nombreux prisonniers antifascistes, dans leur majorité cénétistes. Federica Montseny fut huée et sifflée. Les cris favorables à la libération des prisonniers jaillirent, encore et encore. Les Comités supérieurs accusèrent le Groupement des Amis de Durruti du « sabotage ». Federica, très vexée, menaça de ne pas revenir tenir de meetings à Barcelone.

Le lundi 12 avril 1937, se déroula, à la Maison CNT-FAI, la seconde session de **l'assemblée plénière locale des Groupes Anarchistes de Barcelone**[2], avec la participation des Groupes (Comités) de Défense Confédérale et des Jeunesses Libertaires.

La tribune était formée par **Sánchez, du groupe Los Mismos, comme président,** Liberto Alfonso, **des Groupes de Défense Confédérale Acracia,** à la prise des notes et **Vicente Micó** comme distributeur de parole.

Juan Santana Calero[3]**, du groupe anarchiste Devenir,** dénonça le manque de concrétion du rapport élaboré à la session préalable, parce qu'« on abandonne le principe basique des organisations communes au mouvement libertaire ». Santana Calero pensait que « la contre-révolution a gagné des positions importantes, malgré la collaboration gouvernementale de notre part, et pour cela il dit que la collaboration est contre-productive et inefficace ». Selon le rédacteur des notes de cette seconde session, Santana Calero « demande que la Conférence lui explique ce qu'elle entend par collaboration et par principes anarchistes ». Santana Calero comparait les positions de la conférence concernant le gouvernementalisme avec celle du POUM. Santana Calero voulait emmener jusqu'à l'absurde l'abîme croissant qui se créait entre action et principes par le biais

1. Maroto fut délégué de la colonne de miliciens qui prit son nom. La colonne réalisa une campagne militaire réussie à Córdoba et Grenade, ville qu'elle ne put prendre faute d'armement. Il s'affronta au gouverneur d'Almeria, Gabriel Morón, qu'il critiqua, dans un meeting, en février 1937. Il fut emprisonné, ce qui provoqua une grande indignation du mouvement libertaire, qui exigea sa libération. Le 1er mai 1937, il fut gracié, mais il perdit le commandement de sa colonne.

2. « Seconde session de l'assemblée plénière locale des Groupes Anarchistes de Barcelone […] convoquée dans la grande salle de la Maison CNT-FAI, avec l'assistance des Groupes de Défense Confédéraux et des Jeunesses Libertaires. Barcelone, 24 avril 1937 ».

3. Juan Santana Calero avait milité dans les Jeunesse Libertaires de Málaga. Après mai 1937, il devint membres des Amis de Durruti.

d'une comparaison exagérée, mais significative, rendant manifeste « le dilemme qui existe : ou on brûle toute la littérature anarchiste qui a inspiré dans le temps notre attitude et notre conduite, ou nous allons tous nous recommandés auprès des gouvernements ».

Santana Calero concrétisait de manière concise sa proposition : « Pas de collaboration ministérielle ni avec les Conseils (ministères de la Généralité) : accepter seulement la collaboration en ce qui se rapporte au contrôle militaire de la lutte antifasciste que nous soutenons, et dans la question de l'ordre public, mais de manière responsable, sans nous placer dans des positions ridicules du style de la bourgeoisie, ni faire de la simple politique dans le style des autres partis petit-bourgeois. Toute collaboration ministérielle est un échec ».

L'intervention de Santana Calero se termina avec une référence au thème de la presse et des prisonniers, considérant « honteuse » la méthode répressive utilisée contre la presse confédérale, qui critiquait la politique collaborationniste de l'Organisation et « condamnant la conduite » d'abandon des prisonniers de la part des Comités supérieurs.

Le Groupe 12, un Groupe de Défense du quartier barcelonais de Gracia, regrettait que les conférences ne reflétaient, quasiment jamais, le mandat reçu par le délégué, mais son opinion personnelle. Le délégué du Groupe 12 affirma que « la majorité des délégués se prononcèrent contre la politique, et en faveur de la Révolution. Nous sommes anarchistes et nous n'avons pas la force suffisante pour briser le cercle vicieux qui nous enveloppe ». Il refusa la Conférence parce qu'elle ne solutionnait rien. Il parla sur les faits survenus à Cullera (Valence) : « plus d'un millier de Gardes d'Assaut, magnifiquement fournis avec tout type d'armement, se concentrèrent et prirent d'assaut le Syndicat Intercorporatif[4] de cette ville. Ils pillèrent, rossèrent et firent tout ce qu'ils voulaient avec nos compagnons. C'est du fascisme, et nos compagnons des Conseils (de la généralité) et du gouvernement de Valence y consentent ».

Il refusa la discipline machinale des soldats, défendit « la socialisation totale de l'industrie, du commerce et de l'agriculture » parce que « s'il n'en est pas ainsi, on ne gagnera pas la guerre, on la perdra ». Il déclara qu'il n'était pas possible de réaliser une quelconque tâche révolutionnaire « sans s'affronter avec le capitalisme », quelle que soit la forme sous laquelle il se présente. Il conclut qu'il « était préférable de tous les affronter, en restant anarchistes », parce qu'en plus on aura de plus grandes chances de succès.

Le groupe anarchiste Galeotes por la Libertad (Galériens pour la Liberté) manifesta son accord avec Santana Calero, demandant plus de brièveté de la part de tous les orateurs. **La présidence** demanda que se manifeste seulement ceux « opposés à la Conférence et ceux qui la composent ». **Pérez,** de la Conférence, nia « qu'ils aient interprété sa pensée particulière dans la Déclaration ». **Clemente, du Groupe anarchiste Armonía**, réaffirma sa position antipolitique et proposa « que se constitue un Comité révolutionnaire ». Il affirma également : « ceux qui sont allés au gouvernement auraient dû abolir les corps répressifs de la Garde Civile et de la Garde d'Assaut, et ils n'ont pas fait ainsi, par conséquent ils ont échoué, pour ne pas avoir osé le faire ».

La Fédération Locale des Jeunesses Libertaires proposa « pour que nous n'échouions pas comme idée » que « nous nous érigeons en Convention Révolutionnaire », poursuivant de manière très contradictoire que « la collaboration est nécessaire, mais que soit maintenue la conduite anarchiste, à tout moment », et dans tous les cas, si cela n'était pas possible, « que nous nous constituions en Convention Révolutionnaire, comme [cela] a été dit antérieurement ».

Le groupe anarchiste Eliseo Reclús voulut exprimer quelque chose de sens commun, dans une session qui lui paraissait dominée par un extrémisme aussi inconscient qu'imprécis : « Les positions extrêmes étaient bonnes quand nous nous trouvions entourés par le milieu populaire. Maintenant personne ne nous entoure, et il est dangereux de prendre des décisions de cette nature ». Il conclut que l'unique chose qu'il y avait à demander aux Comités supérieurs c'était « plus de responsabilité en toute chose »

4. Dans une petite localité où il n'y avait pas la capacité numérique de créer des sections de différents syndicats uniques, on mettait en place un syndicat Intercorporatif (de Oficios Varios), qui groupait tous les travailleurs de ces petites localités, sans distinction professionnelle. À Barcelone aussi il y avait un syndicat Intercorporatif qui groupait les travailleurs qui ne pouvaient se syndiquer dans les syndicats uniques existants, parce qu'ils n'existaient pas, qu'il n'y avait pas assez de travailleurs de cette branche ou parce qu'il était en voie de constitution : c'était le cas de travailleurs intellectuels, d'artistes etc…

Le groupe anarchiste Constancia réitéra sa position, qu'il ne considérait pas reflété dans la réunion de la veille, dans laquelle « on demandait que nos représentants au gouvernement se retirent et que soit nommé, parmi les Comités de Quartier, un Comité Central[5] ».

L'importance de cette proposition du groupe anarchiste Constancia est extraordinaire parce que, au retrait des anarcho-syndicalistes du gouvernement de la Généralité, il ajoute la formation d'un Comité Central, constitué par les Comités de Quartier. Ce Comité Central des Comités de Quartiers était un nouveau pouvoir révolutionnaire, opposé et alternatif à celui de la Généralité. Peu de jours après éclatèrent les journées révolutionnaires de mai 1937.

Caudet, du groupe Constancia, parla de ce qui s'était produit durant le meeting du dimanche 11 avril 1937, célébré sur la Plaza de Toros Monumental (lors duquel Federica Montseny fut huée). Dans ce meeting fut entonnée par la foule la consigne : « En dehors de la politique, en dehors du gouvernement », qui selon Caudet « était la voix du peuple qui réagissait face aux changements opérés dans nos organisations. Il se manifestait en opposition au comportement de ceux qui détenaient les charges de l'Ordre Public, parce qu'ils exercent des contraintes et des détentions, pas seulement de factieux et d'éléments douteux, mais aussi de compagnons ».

Caudet parla également de « l'accord retirant leur solde à ceux qui effectuent un service de garde dans les Comités de Défense, par manque d'argent », qu'il qualifiait de « manœuvre » et « des incidents surgis lors de la tentative de quelques collectivisations de la CNT d'augmenter les prix des articles de première nécessité », qu'il considérait comme impopulaires.

Abril, des Groupes de Défense Confédérale Acracia, déclara qu'il fallait un changement de cap, parce que le fédéralisme et l'anarchisme « ont disparu de nos milieux », ajoutant que « les premiers responsables sont nos ministres, qui se sont totalement atrophés ». Il affirma que le Gouvernement était toujours « une tyrannie contre le peuple ». Il expliqua que dans les milieux anarchistes on trouvait encore « une morale et des pratique bourgeoises », en même temps qu'il continue à exister des mendiants « qui implorent la charité publique ». Il constata qu'il « existe des charges soi-disant responsables, mais sans un atome de moral ». Il parla des évènements de Vinalesa (Valence), où « l'on ordonna de fusiller plus de 150 camarades, qui sont les uniques et véritables anarchistes. Une poignée d'entre eux. Si un capitaine avec un peu d'humanité n'était pas intervenu, une telle barbarie injuste aurait été menée à bien »[6]. Il conclut avec une sentence radicale et pessimiste : « Si c'est ça l'organisation, si c'est ça les idées, nous démontrons qu'elles ne valent rien ».

La Fédération Locale des Jeunesses Libertaires déclara qu'elle devait s'en aller, et informa que devant son local « l'autre nuit la Garde Civile et la Garde d'Assaut fouillait et désarmait les compagnons ». Elle annonça qu'ils lanceraient un manifeste et qu'ils patrouilleraient dans les rues, demandant l'aide des différents groupes anarchistes « pour éviter ces incidents ».

Miguel, du groupe Convicción y Firmeza (Conviction et Fermeté), affirma qu'était évidente « l'avance de la bourgeoisie » et déclara « que nous devons œuvrer avec intelligence et en accord avec nos propres principes ».

Grunfeld, du groupe C[7], s'opposa « à ce qu'on se retire de la politique » et argumenta que « si nous descendons dans la rue, peut-être que nous perdrons plus au lieu d'étendre le terrain conquis par l'anarchisme ». Il pensait qu'il était nécessaire de se retourner vers les syndicats pour leur donner une orientation économique efficace « avec le but de démontrer le caractère effectif du Communisme libertaire ». Il conclut en refusant les solutions violentes et sentimentales.

Alcalá, du groupe bulgare (groupe issu de la cinquantaine d'anarchistes bulgares exilés, ayant fui le fascisme dans leur pays et qui combattirent dans les milices de la CNT), lut une proposition concernant les ministres cénétistes du gouvernement de la Généralité : « Que nos ministres sachent que leur mission au sein de la Généralité est de favoriser toutes les initiatives de la classe ouvrière, qui tendent vers des réalisations sociales,

5. Souligné ainsi dans l'original.

6. Le 8 mars 1937 débutèrent, à Vinalesa, de violents affrontements armés entre anarchistes opposés à la militarisation, et la Garde D'assaut, qui voulait les forcer à retourner au front qui produirent plusieurs morts et blessés des deux côtés. Plus de 200 anarcho-syndicalistes furent détenus, dont 92 qui faisaient partie de la Colonne de Fer (Columna de Hierro). Finalement le 21 mars, la Colonne de fer accepta la militarisation, se transformant en la Brigade 843.

7. Les groupes anarchistes A et C formaient partie du front anti-Nosotros, qui suivait les orientations du groupe Nervio, dirigé par Abad de Santillán et Pedro Herrera.

et aussi d'empêcher les politiciens de faire obstacle à la marche ascendante de la révolution social, et de mettre au courant la CNT-FAI de tout ce qui se fait à la Généralité, en faveur ou en opposition à la révolution et à la guerre ».

Pour Alcalá la mission des anarchistes et des anarcho-syndicalistes continue à être celle de toujours : informer le peuple de toute la vérité, protester contre les injustices et les rendre publiques, éviter l'apparition de gouffres entre le peuple et la CNT-FAI, écarter les ouvriers de l'UGT et de la bourgeoisie et l'unité absolue entre la CNT et la FAI, « évitant les gestes comme les sifflets de la Monumental contre Federica Montseny, dont seule la réaction peut profiter ».

Après diverses considérations, Alcalá proposa comme solution au problème posé par Toryho, dans la direction de Solidaridad Obrera, « la création d'un journal anarchiste combatif, au cas où la « Soli » ne publie pas les notes qui lui sont envoyées sur les choses qui se produisent dans les coulisses ».

Alcalá avait soutenu une position orthodoxe classique, éloignée autant des courants libertaires critiques, en hausse, comme des pires aberrations de la bureaucratie des Comités supérieurs. Son objectif fondamental était celui d'éviter les possibilités croissantes de scission (clairement manifestées au meeting du 11 avril à la Monumental) et de conserver, à tout moment, l'unité entre CNT et FAI.

Le groupe acrate Humanidad soutint que « le 19 juillet c'est une contre révolution, et pas une révolution, qui a débuté. Et nous continuons ainsi ». Il parla de l'évolution des positions cénétistes depuis juillet et comment les anarchistes se démenèrent dans les syndicats pour éviter de perdre leur influence, la Fédération Locale des Groupes Anarchistes de Catalogne réussissant « à modifier quelques uns des accords adoptés lors du dernier congrès de la CNT ». Il regretta la prolifération excessive des assemblées plénières et des accords, sans aucune incidence pratique. Il défendit « la nécessité de la collaboration », exigeant la responsabilité maximale de ceux qui occupent les postes.

Jiménez, du groupe anarchiste A[8], se positionna contre ceux qui critiquaient « la collaboration ministérielle ». Il qualifia « de tyrannique et d'arbitraire » la proposition des Jeunesses Libertaires concernant une Convention. Il déclara qu'il était « impossible de rompre le front antifasciste ». Il proposa de « fixer un programme », qui recueillerait « la plus grande partie » des « aspirations libertaires » et qui pourrait être « soumis » au gouvernement de la Généralité « pour son étude ». Il conclut en défendant « la nécessité de continuer la collaboration, mais en concrétisant des points, sans nous mettre dans les affaires privées des autres représentants politiques ».

La défense à outrance du collaborationnisme ministériel et de l'unité antifasciste avait une forte présence dans le mouvement anarcho-syndicaliste. La fracture idéologique au sein de la CNT-FAI était claire et évidente pour tous. La question en jeu était de savoir si cette fracture allait se convertir en une scission organisationnelle. Jusqu'à ce moment les différents courants anti-collaborationnistes n'étaient pas passés au delà de la critique des Comités supérieurs, ne trouvant pas d'alternative au possibilisme (idée que les changements pouvaient venir d'une participation aux institutions étatiques) et à la résignation face à l'abandon, progressif, des « conquêtes révolutionnaires de juillet » et à celui, constant, des principes. Les Comités supérieurs, partisans du collaborationnisme, rencontraient une opposition interne et syndicale croissante, qui leur permettait à peine de contrôler leurs propres bases. C'est là que se trouvait la racine profonde de « l'indiscipline sociale », qui préoccupait Companys et le gouvernement de la Généralité, c'est là que l'attaque constante contre cette nébuleuse mythique des « incontrôlés » prenait sa source. La solution se dessinait maintenant dans la bataille imminente pour contrôler le Commissariat à l'Ordre Public.

Le groupe acrate Devenir regretta qu'on ait pas discuté sa proposition « d'abandonner les charges directives de responsabilité sur le plan de la guerre et de l'Ordre Public », ainsi que les « débuts de marxisme » apparus dans quelques interventions. Il cita Malatesta comme autorité avalisant ses propositions. **Le groupe anarchiste Zarathustra** s'identifia avec le **groupe Devenir**. **Le groupe anarchiste 27** exposa que « les seuls qui contestent la Conférence » sont les groupes **Devenir** et **Constancia** et demanda que la Conférence se concrétise ou qu'une autre déclaration soit rédigée pour être discutée de nouveau[9].

8. Les groupes A et C étaient des extensions du groupe Nervio, dirigé par Abad de Santillán et Pedro Herrera. Dans ces trois groupes militaient la majorité des anarchistes argentins venus à Barcelone. C'était le noyau dur du collaborationnisme et quasiment tous détenaient des charges dans le gouvernement de la Généralité ou au sein de l'Organisation.

9. Dans les assemblées plénières anarchistes, les accords s'adoptaient traditionnellement à l'unanimité ou au consensus.

Ordaz, pour le groupe anarchiste **Los Indomables**, déclara de manière provocante « que la peur s'est introduite dans la CNT-FAI ». Il insista sur le fait que les cénétistes « nous aurions dû nous opposer à tout avec les armes, mais la lâcheté existe ». Il s'identifiait avec ceux qui réfutaient la déclaration de la Conférence. Il dit non à la collaboration : « Pour la révolution, il faut empoigner les armes. Si nous discutons ici pendant des heures, c'est parce que nous n'avons pas assez de hardiesse et de bravoure pour descendre dans la rue ».

Le président intervint pour clarifier le sens du vote en faveur ou contre la Conférence : « Si la déclaration de la conférence est acceptée, on admettra la collaboration. Si elle est désapprouvée, on doit retirer nos représentants du gouvernement ». Il demanda donc que « soit prise une décision fixe et claire ».

Ordaz élargit et concrétisa l'éclaircissement du président : « Devant les violations consenties par nos représentants, devant l'incapacité de tous les politiciens qui favorisent le capitalisme national et étranger, nous devons prendre une décision concrète et catégorique ». Et il proposa que « dans une autre assemblée où il y ait une majorité, on nomme une commission pour qu'au cas où il y aurait une quelconque provocation, elle soit immédiatement en mesure de mener la danse sociale en Catalogne ».

Le groupe 12, de Gracia, présenta une proposition par écrit :

« L'assemblée plénière, prenant en considération, après d'amples discussions, les résultats de neuf mois de politique ministérielle, constatant l'impossibilité de gagner sur les fronts la lutte armée contre le fascisme sans subordonner tous les intérêts particuliers, économiques, politiques et sociaux à l'objectif suprême de la guerre ; considérant que l'écrasement du fascisme est réalisable seulement avec la socialisation totale de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ; considérant que toute forme de gouvernement est par essence réactionnaire et, au final, contraire à toute révolution sociale ; adopte :

1. Retirer tous les hommes qui sont actuellement dans les institutions gouvernementales antifascistes.
2. Aller vers la construction d'un Comité Révolutionnaire Antifasciste pour la coordination de la lutte armée contre le fascisme.
3. Socialiser immédiatement l'industrie, le commerce et l'agriculture.
4. Aller vers l'implantation du carnet de producteur[10]. Mettre en pratique la mobilisation générale de tous les hommes qualifiés pour le maniement des armes et des outils de travail pour le front et l'arrière.
5. Et, enfin, faire sentir à tous et à chacun le poids inflexible de la discipline révolutionnaire, comme garantie afin que les intérêts de la révolution sociale ne soient pas trompés impunément ».

Le texte, influencé par un langage juridique, saupoudré de constations et de « considérant », avait la force d'un manifeste, sans l'être, et dans tous les cas, il était une courageuse et magnifique déclaration des révolutionnaires anarchistes et, surtout, un programme révolutionnaire et un plan d'action concret à opposer au collaborationnisme antifasciste, répandu dans les rangs libertaires. Dans ce programme ne pouvait manquer un appel à la socialisation totale de l'économie, confrontée à une collectivisation industrielle et paysanne, qui s'était révélée un instrument du gouvernement pour contrôler, de manière centralisée et étatique, les entreprises, les collectivités et les secteurs expropriés en juillet-septembre 1936.

L'assemblée plénière accepta la proposition du groupe 12 à l'unanimité. On considéra que celle d'Ordaz était incluse dans celle déjà adoptée du groupe 12.

Le président conclut que, une telle proposition étant adoptée, « nos représentants doivent se retirer du gouvernement de Catalogne ». Poursuivant, il demanda à l'assemblée plénière « si la proposition peut être étendue au reste de la nation. », vu que « dans le gouvernement central aussi, nous avons des représentants ».

Cela provoqua un débat et « un petit incident », sur lequel le rédacteur des notes ne donna pas d'informations. Ordaz, du groupe Los Indomables, déclara « que quand on adopte des décisions, il y a toujours quelqu'un qui tente de les freiner ». Il éclaircit « qu'ici nous sommes seulement à Barcelone », c'est à dire que la décision avait

10. En avril 1937, il s'agissait d'une mesure « ouvriériste » à caractère révolutionnaire, qui prétendait implanter un carnet de producteur, avec droit au rationnement, pour empêcher que quiconque puisse survivre seulement parce qu'il avait de l'argent. Il s'agissait d'obliger les rentiers et les bourgeois à sortir de leurs cachettes passives pour s'enrôler dans l'armée ou participer activement aux travaux de défense militaire. Cette mesure ne devint jamais une réalité. Il ne faut pas confondre ces carnets avec la « carte de travail », imposée par les staliniens en 1938, dans un processus de militarisation de la classe ouvrière et des relations de travail.

seulement une validité locale, mais il ajouta que cela pouvait être l'étincelle qui allait enflammer la torche de l'Ibérie », exprimant la possibilité, et son désir, qu'une telle décision s'étende à toute l'Espagne républicaine.

Estrada posa un problème organique, en constatant que ceux qui avaient des représentants au gouvernement, ce n'étaient pas les groupes de la FAI, mais les syndicats de la CNT. **Pablo Ruiz**[11] proposa « qu'entre tous les Comités de Défense soit [formé] le Comité Central Révolutionnaire ». **La Fédération Locale des Groupes Anarchistes,** qui voyait comment la réunion était en train de lui échapper des mains, contre-attaqua en déclarant qu'elle ne se ferait pas responsable si on ne lui donnait pas « des consignes pour interpréter les décisions adoptées ». La présidence voulut fraterniser en disant que maintenant l'important était d'éviter un affrontement entre la CNT et la FAI « à propos de ce qui vient d'être adopté ». Caudet proposa de nommer une commission ayant cette dernière mission.

Ordaz appuya sur l'angoisse qui dominait le représentant de la Fédération Locale, lui reprochant, après avoir convoqué cette assemblée plénière, « demandant l'assistance des Groupes de Défense Confédéraux et des Jeunesses Libertaires », maintenant, « au moment où est adopté une décision énergique, sur un point que la Fédération Locale elle-même a mis à l'Ordre du Jour, celle-ci ne veut pas prendre en charge une telle responsabilité ». Ordaz souligna, avec orgueil, « que ce sont les anarchistes qui prennent cette décision ». il ajouta, avec un grand manque de tact, et une encore plus grande incorrection politique, que « la CNT est une force qui est due à l'orientation que les anarchistes lui donnent et pas à celle qui lui convient le plus ». Il refusa la nomination de la commission qu'avait proposée Caudet. Et dans une volte face contradictoire, qui passait par dessus la résolution adoptée, que lui-même avait défendu, il déclara « que nos compagnons ne doivent pas s'écarter du gouvernement. Cela n'est pas nécessaire. Ce qui doit être fait, c'est leur adjindre des assistants pour qu'un jour ils puissent se rendre maître de la situation ».

Ordaz déformait la résolution approuvée lors de l'assemblée plénière, qui ordonnait le retrait de tous les postes gouvernementaux, adoptant l'option défendue par Escorza et Herrera, favorable à la création de Commissions Techniques dans tous les ministères de la Généralité, de manière à ce que les cénétistes puissent les contrôler tous.

Pérez, du groupe anarchiste Armonía, dénonça l'existence d'un « intérêt marqué pour briser la marche heureuse de l'organisation confédérale » et avertit que « personne ne devait se laisser entraîner par l'habileté ou la malveillance de certains compagnons qui ont un concept anormal de la situation ». Il éclaircit que « ce n'est pas qu'il veut les traiter de fascistes, mais oui, d'inconscients et de mal intentionnés ». Mais un tel éclaircissement sembla être une accusation pour tout le monde, surtout quand il continua en parlant de cette manière : « C'est ce qui existe dans cette assemblée plénière ». Il termina son intervention en demandant « qu'avant de prendre une décision sur une quelconque proposition, on enquête sur la personnalité politique et sociale et sur les antécédents de celui qui la fait, pour éviter ainsi qu'avec des intentions déterminées on capte l'attention des « pléniéristes ». Devant des accusations si graves, la tribune demanda à Pérez « qu'il signale qui sont ces compagnons auxquels il fait allusion ? ». Pérez éclaircit, de nouveau, « qu'il n'a traité personne de factieux », ajoutant de plus qu'il accepterait les décisions et « qu'il laisserait son poste ».

Codina proposa « que les décisions adoptées soient immédiatement mises en pratique, et que les compagnons et les Comités soient à l'endroit qui leur correspond en ce cas ». Un compagnon du groupe 12 de Gracia déclara que les dirigeants anarchistes de la CNT-FAI, quand le 19 juillet 1936 sonna l'heure « de la révolution, prirent peur et demandèrent avec insistance la collaboration. Si à cette date mémorable, ils s'étaient souvenus que nous étions anti-gouvernementaux, nous n'en serions pas arrivés à ces circonstances ».

Le groupe anarchiste de la Hispano Suiza (une entreprise de moteurs automobiles et aéronautiques), présenta une résolution, par écrit, dans laquelle il informa de la détention de trois compagnons de la Colonne Ortiz et d'une compagne, incitant les groupes anarchistes présents à se diriger au Commissariat de l'Ordre Public, quand sera terminé l'assemblée plénière, pour les remettre en liberté. Il alertait de plus les Comités de Défense pour qu'à partir de cette nuit, ils patrouillent armés « pour éviter le désarmement de la part de la Garde Civile et de la Garde d'Assaut ».

11. Pablo Ruiz, milicien du 4ème Groupement de Gelsa de la Colonne Durruti, fut au début de mars un des fondateurs du Groupement des Amis de Durruti.

À la question du motif de la détention de ces compagnons, **le Comité de Défense de Sants** déclara qu'il s'agissait « d'une rixe entre les compagnons et plusieurs éléments de la Garde d'Assaut ». On se mit d'accord pour envoyer une commission constituée par Ordaz, Santana Calero et Griells, pour s'informer à la préfecture de ce qui s'était produit. L'assemblée plénière décida, à l'unanimité, de mettre en alerte armée les Comités de Défense, proposée par Hispano Suiza.

Le représentant de la Fédération Locale défendit sa conduite dans la convocation de l'assemblée plénière, dont l'intention était de « concentrer les forces vives de l'anarchisme », regrettant qu'elle ait coïncidé, lors de sa première session, avec le meeting de la Monumental. Il répéta « qu'il attendait encore qu'on l'éclaire sur ce qu'il fallait faire face aux accords adoptés ».

Papiol justifia son vote contre la décision prise, il argumenta que déjà dans un Congrès Régional et dans d'autres assemblées plénières, des résolutions similaires avaient été prises, qui n'ont jamais été mises en pratique. Il affirma « qu'il y a des camarades qui sont convaincus qu'aucun des accords adoptés ici ne sera mis en œuvre ». Il attribua la prise d'une telle résolution « à un état de passion exceptionnel » et reprocha à quelques uns d'avoir changé d'attitude depuis la session antérieure, célébrée le 11 avril. Il dit qu'il aurait été plus pratique et « peut-être plus révolutionnaire au sens économique » de mener à bien d'autres objectifs, avec lesquels « on avancerait beaucoup plus qu'avec les accords présents, qui nous amèneront le titre d'insensés ». Il prédit « qu'ainsi nous dilapiderions beaucoup de force en luttes intestines d'arrière garde », ce qui conduira les libertaires à l'isolement. *C'était réellement un abrégé complet des argumentations favorables à la soumission des anarchistes aux diktats de l'unité antifasciste.*

Le groupe Acracia déclara que ces accords auraient dû être pris auparavant et dans d'autres circonstances. Après plusieurs digressions, il conclut que « notre mouvement doit s'accrocher à l'aspect sincère de nos principes anarchistes ».

Sosa du groupe Prácticos opina « qu'il est lamentable que les groupes anarchistes aient convoqué cette assemblée plénière ». Il dit que « s'il y a des déficiences dans les charges », il suffit de les remplacer, « mais jamais retirer définitivement les représentations ». il signala que la lettre de Maroto « se contredisait avec le rapport présenté par le Comité National de la CNT, à propos de sa détention », exigeant la démission de ce Comité National pour « son rapport erroné et faux ». Il considérait qu'avec Maroto, on avait mis en prison « toute la CNT », étant donné que celui-ci « représentait le véritable sentiment de la Confédération ». Sosa constatait « la déviation » croissante entre la CNT et la FAI, qu'il attribuait « à la conduite de ceux qui représentent les charges supérieures », insistant sur le fait que ce qu'il fallait discuter c'était « l'épuration des charges » et non la suppression permanente et définitive de ces postes.

Toryho, directeur de Solidaridad Obrera, nia que dans l'assemblée plénière soit représentée « l'organisation locale des groupes anarchistes ». Il nia une quelconque « validité organique » aux décisions adoptées. Il affirma que « la FAI de Barcelone n'a pas adopté cet accord, car la majorité des participants à l'assemblée n'appartiennent pas aux Groupes Anarchistes, mais aux Cadres de Défense Confédérale, et ceux-ci ne constituent aucune entité responsable et les accords qu'ils peuvent adopter n'ont aucune valeur » [12].

La Fédération Locale des Groupes anarchistes de Barcelone « déclara qu'ils [la Fédération Locale] avaient convoqué cette assemblée plénière en accord avec le Comité Local des Groupes de Défense et avec les Jeunesses Libertaires » [13].

Toryho insista sur le fait que « dans cette assemblée plénière, ne sont pas représentés les Groupes Anarchistes » et que les Comités de Défense Confédérale « n'ont pas le droit de se constituer en organisation à part ». Il répéta que cette assemblée « n'était en aucun cas une réunion de Groupes Anarchistes » et qu'en conséquence « il ne reconnaissait pas les décisions prises car elles n'avaient aucune valeur » [14].

12. La proposition de Toryho se fondait sur la soumission complète des Comités de défense au Comité régional cénétiste, exprimée de manière très dure depuis leur fondation, avec l'objectif d'empêcher des décisions militaires autonomes, qui ne soient pas contrôlées par les syndicats. Cependant, cela ne manquait pas d'être un argument bureaucratique désespéré face à la décision prise par l'assemblée.

13. La Fédération Locale des Groupes Anarchistes de Barcelone était en train de répliquer à Toryho que l'assemblée plénière avait été convoquée conjointement avec le Comité de Défense de Barcelone et qu'en conséquence elle avait une pleine validité organique.

14. L'opposition brutale de Toryho s'affrontait à la radicalisation de l'assemblée de la part des Comités de Défense, c'est à dire par les Comités révolutionnaires de Quartier.

Le président, pour démentir Toryho, se limita à lire « la circulaire remise à tous les Groupes », précisant « que l'assemblée plénière a évidemment été convoquée par la Fédération Locale des Groupes Anarchistes ».

Le Comité Régional des groupes anarchistes répudia les incidents tels que ceux qui venaient de se produire dans les dernières interventions, parce qu'ils n'étaient pas dignes des anarchistes. Il déclara « qu'on ne peut accepter ces décisions » et il exprima sa proposition de les révoquer lors de la prochaine convocation d'une assemblée plénière régionale.

Cette déclaration provoqua un grand tapage. Une fois celui-ci terminé, **Ordaz** informa du résultat obtenu par la Commission envoyée à la préfecture à propos de la détention de quelques compagnons. Les trois compagnons de la Colonne Ortiz seront emmenés le lendemain au palais de Justice et « peut-être remis en liberté immédiatement ». Le cas de la compagne était beaucoup plus délicat, « relevant de l'organisation » et il s'abstenaient de faire des commentaires « du fait de la gravité du cas ».

Le groupe anarchiste Dinamo proposa « qu'on nomme une Conférence qui détaille et étudie définitivement le contenu de la proposition acceptée en prenant en compte l'atmosphère de l'assemblée plénière », pour mettre immédiatement en pratique les décisions prises par l'assemblée, « préalable à l'envoi d'un rapport aux Comités respectifs, pour que ceux-ci les transmettent à leurs Groupes ». Sa proposition fut adoptée unanimement. On passa à la nomination de la Conférence, formée par cinq membres : Iglesias, Caudet du Groupe Constanza, Groupe Cultura y Acción, Groupe Móvil et Mariano Ros du Groupe Luz y Cultura [15].

La session fut levée à deux heures et demi du matin. Les Actes furent signés par **Liberto Alfonso** des Groupes de Défense Confédérale d'Acracia, à Barcelone, le 12 germinal de 1937. « Une fois levée la session, **le groupe anarcho-syndicaliste allemand DAS** [16] fait la proposition suivante : que soit tenu une assemblée plénière péninsulaire de la Fédération Anarchiste Ibérique, avec le but de fixer des propositions concrètes et de coordonner les efforts. Il propose que la date soit le premier mai, et le lieu Valence ». La proposition du groupe allemand **DAS** fut acceptée et on approuva « qu'aient lieu les communications correspondantes pour mener à bien cette proposition » [17].

Cette réunion avait échappé aux mains de la bureaucratie FAIste. Plusieurs des détracteurs des décisions prises le comprenaient ainsi quand ils parlèrent de « l'étrange climat » de l'assemblée, ou « d'un concept anormal de la situation ». L'assemblée plénière locale des Groupes Anarchistes n'était pas autre chose que l'authentique FAI de Barcelone. Et nous disons l'authentique parce que c'était l'unique lieu où pouvaient se réunir et s'exprimer librement les groupes d'affinités, conjointement sans le poids écrasant de la bureaucratie, enkystée dans les postes à responsabilité de l'Organisation et/ou du gouvernement et dans un lieu où ils avaient de plus, au moins théoriquement, le pouvoir de décider la stratégie des anarchistes de la FAI de Barcelone.

Dans cette assemblée plénière étaient intervenus les Comités de Défense de Barcelone, ou ce qui est la même chose, la délégation des Comités Révolutionnaires de Quartier, et également les Jeunesses Libertaires, radicalisant, sans aucun doute, les décisions adoptées. Cette assemblée anarchiste se célébra dans un climat révolutionnaire, étant donné la situation de désespoir qui se vivait dans la rue, à cause du manque d'aliments et de leurs prix abusifs qui les rendaient inaccessibles, et dans le droit fil des protestations contre les bureaucrates, qui avaient abouti le 11 avril aux sifflets contre Federica Montseny à La Monumental, aux pancartes brandies pour la libération de Maroto, aux slogans en faveur de la sortie du gouvernement et de la libération des nombreux prisonniers anarchistes.

*Et cette FAI de Barcelone, aux côtés des sections de Défense des Comités Révolutionnaires de Quartier et des Jeunesses Libertaires, malgré le scandale et l'opposition hystérique de quelques bureaucrates, avait décidé d'en terminer avec le collaborationnisme, de retirer les ministres anarchistes du gouvernement de la Généralité et de constituer un Comité Révolutionnaire qui dirigerait la guerre contre le fascisme. **C'était un pas décisif vers l'insurrection révolutionnaire qui éclata le 3 mai.***

15. La rédaction définitive de la Déclaration fut datée du 24 avril 1937.

16. Sur le DAS, on peut consulter le livre de NELLES, Dieter ; LINSE, Ulrich ; PIOTROWSKI, Harald ; GARCÍA, Carlos : *Antifascistas alemanes en Barcelona (1933-1939). El grupo DAS : sus actividades contra la red nazi y en el frente de Aragón.* Sintra, Barcelone, 2010.

17. La proposition du groupe anarcho-syndicaliste allemand DAS de convoquer une assemblée plénière péninsulaire à une date si rapprochée avait deux objectifs évidents. En premier lieu, **empêcher la révocation** des accords pris dans une assemblée plénière régionale, qui serait préparée consciencieusement par la bureaucratie pour supplanter les révolutionnaires. En second lieu, **étendre les accords conclus**, à Barcelone, concernant le refus du collaborationnisme, le retrait des rangs du gouvernement et la constitution d'un Comité révolutionnaire, **à l'échelle de toute l'Espagne**.

L'assemblée plénière constatait d'autre part une brèche idéologique, pas tant entre la CNT et la FAI qu'entre révolutionnaires et collaborationnistes, qui pointait une scission organisationnelle du mouvement libertaire, à Barcelone, qui se manifestait à travers une opposition croissante et une différence abyssale d'objectifs entre les sections de Défense des Comités Révolutionnaires de Quartier et les Jeunesses Libertaires d'une part, et les Comités supérieurs d'autre part.

Cette radicalisation était le fruit d'une situation chaque fois plus insoutenable dans la rue. **Le 14 avril, une manifestation de femmes**, qui cette fois n'était pas manipulée par le PSUC, parti de La Torrassa pour parcourir les différents marchés de Collblanc, Sants et Hostafrancs, en protestant contre le prix du pain et des produits alimentaires. Elle se dirigea au Comité Révolutionnaire de la Plaza de España pour qu'il intervienne sur ce problème, mais le Comité leur déclara que cela n'était pas de son ressort. Les manifestations et protestations s'étendirent à quasiment tous les marchés de la ville. Les jours suivants, des tumultes et des protestations se reproduisirent, avec moins de virulence, dans divers marchés. Quelques magasins et boulangeries furent pris d'assaut. La faim des quartiers ouvriers de Barcelone était sortie dans les rues pour manifester son indignation et exiger des solutions.


B.R.I.

Sacs de terre protégeant un porche sur les Ramblas. Sur la paroi est collée une affiche qui annonce une rencontre des « Amis de Durruti » au théâtre Goya.

12. LES COMITÉS DE DÉFENSE EN MAI 1937 ET LEUR DISSOLUTION DÉFINITIVE

Le lundi 3 mai 1937, vers trois heures moins le quart de l'après-midi, trois camions de Gardes d'Assaut, fortement armés, s'arrêtèrent devant le siège de la compagnie de téléphone sur la Plaza de Cataluña. Ils étaient dirigés par Eusebio Rodríguez Salas, militant de l'UGT et stalinien convaincu, responsable officiel du Commissariat à l'Ordre Public. Le central téléphonique avait été saisi par la CNT depuis le 19 juillet. La supervision des communications téléphoniques, la surveillance des frontières et les Patrouilles de Contrôle étaient le cheval de bataille, qui depuis janvier avait provoqué divers incidents entre le gouvernement républicain de la Généralité et la masse confédérale. C'était une lutte inévitable entre l'appareil étatique républicain, qui réclamait la maîtrise absolue sur toutes les compétences qui lui étaient « propres », et la défense des « conquêtes » du 19 juillet de la part des cénétistes. Rodríguez Salas prétendait prendre possession du central téléphonique. Les militants cénétistes des étages inférieurs, pris par surprise, se laissèrent désarmer, mais dans les étages supérieurs une dure résistance s'organisa, grâce à une mitrailleuse placée stratégiquement. La nouvelle se propagea rapidement. De manière immédiate, des barricades furent érigées dans toute la ville. On ne peut pas parler d'une réaction spontanée de la classe ouvrière barcelonaise, parce que la grève générale, les affrontements armés avec les forces de police et les barricades *furent le fruit de l'initiative prise par les Comités de Défense*, rapidement secondés grâce à l'existence d'un énorme mécontentement généralisé, lié aux croissantes difficultés économiques dans la vie quotidienne causées par la cherté de la vie, les queues et le rationnement ainsi qu'à la tension existante au sein de la base militante confédérale entre collaborationnistes et révolutionnaires. *La lutte dans la rue fut impulsée et réalisée depuis les Comités de Défense des Quartiers* (et seulement partiellement et secondairement par certains secteurs des Patrouilles de Contrôle). Qu'il n'ait pas existé un ordre des Comités supérieurs de la CNT, qui avaient des ministres à Valence et Barcelone, ou d'une quelconque autre organisation, pour se mobiliser en levant des barricades dans toute la ville, ne signifie pas que celles-ci aient été purement spontanée, mais plutôt qu'elles furent le résultat des consignes lancées par les Comités de Défense [1].

Manuel Escorza était intervenu dans l'assemblée de la CNT-FAI du 21 juillet 1936, en défendant une troisième voie, face à celle défendue par García Oliver d'« *ir a por el todo* » (« jouer le tout pour le tout »), comprise par tous les participants comme favorable à une « dictature anarchiste », et face à celle, largement majoritaire, d'Abad de Santillán et de Federica Montseny consistant à collaborer loyalement avec le gouvernement de la Généralité. Escorza défendait l'usage du gouvernement de la Généralité comme un instrument pour socialiser l'économie et l'idée de se séparer de la Généralité quand elle cessera d'être utile à la CNT. Il fut le responsable suprême des *Services d'investigation de la CNT-FAI*, qui depuis juillet 1936 exécutaient tous types de tâches répressives, ainsi que des tâches d'espionnage et de renseignement. Ces services avaient maintenu une structure organisationnelle propre, autonome et indépendante tant du gouvernement de la Généralité que, à un moment, du CCMA. Ils dépendaient directement des Comités supérieurs de la CNT-FAI (Comité Régional de la CNT et de la FAI), et exerçaient un rôle de coordination à la fois des Comités de Défense des Quartiers et des militants cénétistes qui exerçaient des fonctions et des charges publiques au sein du Commissariat à l'Ordre Public et des Patrouilles de Contrôle : José Asens, Dionisio Eroles, Aurelio Fernández, « Portela », etc…

1. Gorkin affirme : « En réalité le mouvement fut totalement spontané. Bien sûr cette spontanéité, très relative, doit s'expliquer, depuis le 19 juillet avaient été créés, un peu partout, à Barcelone et en Catalogne, des Comités de Défense, organisés surtout par des éléments de base de la CNT et de la FAI. L'existence de ces Comités fut peu active durant quelque temps, mais toutefois on peut dire que le 3 mai ce furent eux qui mobilisèrent la classe ouvrière. Ce furent les groupes d'action du mouvement. Nous savons qu'aucun ordre de grève générale ne fut donné par aucune des deux centrales syndicales ». Cf. Gorkin, Julián : « Réunion du sous-secrétariat international du POUM - 14 mai 1937 ».

En avril 1937, Pedro Herrera, « conseller » (ministre en catalan) de la Santé du second gouvernement Tarradellas, et Manuel Escorza furent les responsables cénétistes qui négocièrent avec Lluís Companys une sortie à la crise gouvernementale ouverte au début de mars 1937, à cause de la démission du « conseller » de la Défense, le cénétiste Isgleas[2]. Companys décida d'abandonner la tactique de Tarradellas, qui n'imaginait pas un gouvernement de la Généralité qui ne fut pas d'unité antifasciste, et dans lequel la CNT ne participerait pas, pour adopter celle défendue par Comorera, Secrétaire du PSUC, qui consistait à imposer par la force un gouvernement « fort », qui ne tolérerait plus *une CNT déjà incapable de ramener à la raison ses propres militants, qualifiés d'« incontrôlés »*. Companys était décidé à rompre une politique, chaque fois plus difficile, de pactes avec la CNT et croyait que l'heure était arrivée, grâce à l'appui du PSUC et des soviétiques, d'imposer par la force l'autorité et les décisions d'un gouvernement de la Généralité qui, comme les faits le démontreront, n'était pas encore suffisamment puissant pour cesser de négocier avec la CNT. L'échec des conversations de Companys avec Escorza et Herrera[3], ne trouvant aucune solution politique en deux mois de négociations, et malgré l'éphémère nouveau gouvernement du 16 avril[4], déboucha directement sur les affrontements armés de mai 1937 à Barcelone, quand Companys, sans prévenir Tarradellas (ni, bien sûr, Escorza et Herrera) donna l'ordre à Artemi Aguadé, « conseller » de l'Intérieur, d'occuper le central téléphonique, ordre qui fut exécuté par Rodríguez Salas, Commissaire à l'Ordre Public, vers les trois heures moins le quart de l'après-midi du 3 mai 1937.

La prise du central téléphonique constituait la réponse irrationnelle aux exigences[5] cénétistes et un mépris des négociations[6] qui, durant le mois d'avril, s'étaient tenues directement entre Manuel Escorza et Pedro Herrera, représentant la CNT, et Companys, qui avait expressément exclu Tarradellas.

Escorza avait la motivation et la capacité de répondre immédiatement à la provocation de Companys depuis le Comité Régional de la CNT, coordonnant les Comités de Défense des Quartiers et les responsables cénétistes dans les différents départements de l'Ordre Public. Ce fut vraisemblablement le début des affrontements armés des Journées de Mai.

Toutefois, quelle qu'ait été l'importance du rôle joué par quelques dirigeants, avant mai, ils furent tous rapidement dépassés et débordés. **Les Comités de Quartier déclenchèrent et animèrent l'insurrection du 3 au 7 mai, à Barcelone.** Et il ne faut pas confondre les Comités de Défense des Quartiers avec une ambiguë et imprécise « spontanéité des masses », défendue par l'historiographie officielle.

Ainsi le décrivait Nin, Secrétaire politique du POUM[7], le 19 mai 1937 : « Les journées de mai à Barcelone ont fait revivre certains organismes qui, durant ces derniers mois, avaient joué un certain rôle dans la capitale catalane et dans quelques localités importantes : les Comités de Défense. Il s'agit d'organismes principalement de type technico-militaire, formés par les syndicats de la CNT. Ce sont eux qui en réalité ont dirigé la lutte, et qui constituaient, dans chaque quartier, le centre d'attraction et d'organisation des ouvriers révolutionnaires »[8].

Le « Groupement des Amis de Durruti » n'initient pas l'insurrection mais furent les combattants les plus actifs sur les barricades, et ils dominèrent complètement la plaza Maciá (maintenant Plaza Real), dont tous les accès étaient bloqués par des barricades, et la rue Hospital dans toute sa longueur. Au croisement entre Ramblas

2. Igleas avait démissionné du fait du projet de faire abandonner le front d'Aragon à la Division Karl Marx, contrôlée par le PSUC, pour celui de Madrid, et pas comme le disent quelques historiens à cause d'un énigmatique décret de désarmement de l'arrière, que personne ne prenait au sérieux. Igleas s'opposait à l'affaiblissement du front d'Aragon, et il proposa à la Généralité qu'elle envoie à Madrid les forces de l'Ordre Public stationnées à Barcelone. C'était un coup bas contre les intentions de Companys de désarmer et de contrôler l'arrière garde.

3. Actes des réunions de Companys avec Herrera et Escorza des 11 et 13 avril 1937.

4. Dans ce gouvernement (du 16 avril au 4 mai), les Conseillers (ministres) de la CNT à la Généralité étaient Igleas (Défense), Capdevila (Services Publics) et Aurelio Fernández (Santé et Assistance publique).

5. Herrera et Escorza défendaient la création de Commissions de Consultation dans tous les ministères de la Généralité, qui leur permettaient de contrôler ce qui se faisait et ce qui était approuvé dans tous les Départements du gouvernement, et très spécialement dans ceux dirigés par le PSUC, comme garantie pour éviter des conflits futurs entre les différentes organisations antifascistes. Son modèle était le Conseil de l'Économie et la Commission des Industries de Guerre qui avaient démontré tant d'efficacité selon Escorza et Herrera.

6. TARRRADELLAS, Josep : « La crisi política prèvia als Fets de Malg. 26 dies de desgovern a la Generalitat ». Rapport.

7. Pour une critique des positions de Nin et du POUM, voir GUILLAMÓN, Agustín : « Josep Rebull de 1937 à 1939, La crítica interna a la política del Comité Ejecutivo del POUM sobre la Guerra de España ». *Balance* n°19 et 20 (2000).

8. « El problema de los órganos de poder en la revolución española ». Article de Nin, daté du 19 mai 1937, à Barcelone, et publié originellement en français, dans le numéro unique de *Juillet, Revue internationale du POUM*, Barcelone-Paris, n°1, juin 1937. Traduit en espagnol par Guillamón, et publié dans *Balance* n°2 (1995).

et rue Hospital, sous un énorme portrait de Durruti, placé sur la façade de l'étage où se trouvait le siège du Groupement, ils dressèrent une barricade où ils établirent leur centre d'opérations. Le contrôle absolu de la rue Hospital reliait au siège du Comité de Défense confédéral (caserne centrale des Comités de Défense), aux Escolapios [9] de la Ronda San Pablo, et de là à la Brecha de San Pablo, prise par une quarantaine de miliciens de la Rojinegra (la « Noire et rouge », une colonne milicienne cénétiste catalane), qui sous le commandement du durrutiste Máximo Franco « étaient descendus à Barcelone » pour un travail d'« observation et d'information », après que la Colonne Rojinegra, comme la Lenin, commandée par Rovira (POUM), eurent cédé aux pressions reçues pour que leurs unités respectives retournent au front, sur les instances d'Abad de Santillán et de Molina, c'est à dire des cénétistes qui donnaient les ordres du Département de la Défense de la Généralité, en l'absence d'Igleas.

Les affrontements les plus durs et décisifs se produisirent le 4 et le 5. Les quartiers ouvriers étaient au pouvoir de la CNT-FAI depuis le premier moment. Au centre de Pueblo Nuevo, par exemple, les barricades de rigueur furent élevées, pour contrôler les entrées et sorties de la ville par la route de Mataró, mais la tranquillité fut absolue, et dans les quartiers où la lutte fut nécessaire, celle-ci tourna rapidement en faveur des Comités de Défense, comme cela arriva à Sants, où le Comité de Défense, installé à l'hôtel Olímpic, donna l'assaut à la caserne voisine de la Garde d'Assaut (600 hommes) de la Plaza de España, et ensuite, préventivement, à la caserne de la Garde Nationale (l'ancienne Garde Civile) de Casarramona (actuel siège de Caixa-Fórum), gardée par un barrage de 80 hommes, vu que le reste de la garnison, qui comptait un total de 400 Gardes, était sortie avec des ordres pour prendre la station radio des Ramblas. Arrivée à la hauteur des Escolapios, ces Gardes Nationaux furent mis en déroute et prirent la fuite. À Pueblo Seco, le Comité de Défense délogea à coup de canons le cinéma América, où s'étaient réfugiés une soixantaine de ces Gardes Nationaux en retraite vers leur caserne.

Les travailleurs confédéraux, désorientés par l'appel de leurs dirigeants, les mêmes que le 19 juillet !, optèrent, à la fin, pour abandonner la lutte, bien qu'au début ils se soient moqués des appels de la direction de la CNT à la concorde et à l'abandon de la lutte, au nom de l'unité antifasciste.

LA DISSOLUTION DÉFINITIVE DES COMITÉS DE DÉFENSE

La force militaire des Comités de Défense dans la ville de Barcelone était restée intacte, malgré que les Évènements de Mai aient été une terrible défaite politique des révolutionnaires, qui allait se matérialiser à partir du 16 juin 1937, avec la détention du Comité Exécutif du POUM et l'interdiction de ce parti.

À partir de ce moment, une répression sélective se déchaîna également contre la CNT, entamant une offensive judiciaire [10] sur plusieurs fronts :

1. contre les comités révolutionnaires locaux créés lors des journées du 19 et 20 juillet ;
2. contre ceux qui avaient participé à la rébellion de mai 1937 ;
3. contre les délits d'opinion, la lecture de la presse clandestine, le défaitisme ou le port d'armes sans autorisation ;
4. contre quelques responsables cénétistes connus, comme Aurelio Fernández, Barriobero, Eroles, Devesa, etc…

Mais, à la fin de mai 1937, les Comités de Défense étaient encore suffisamment forts pour organiser plusieurs compagnies armées, dépendantes des Comités de Défense des Quartiers. Dans une lettre-circulaire du Comité de Défense Confédéral de Barcelone [11], datée du 27 mai 1937, adressée aux Comités de Quartier de Poblet, Clot et

9. « Pedro » (Geró), dans ses rapports à Moscou, signala les Escolapios comme le centre dirigeant de l'insurrection de mai 1937. Voir Guillamón Agustín : « La NKVD y el SIM en Barcelona. Algunos informes de Geró sobre la Guerra de España ». *Balance* numéro 22 (novembre 2001).

10. GODICHEAU, François : *Répression et Ordre Public en Catalogne pendant la guerre civile (1936-1939).* Thèse. École des Hautes Études en Sciences Sociales (2001). Thèse. 3 Tomes, passim.

11. Comité de Défense Confédéral de Barcelone : « Comité de Defensa de la Barriada Poblet, Clot y Martín de Provensals, salud.. (Barcelone, 27 mai 1937) ».

Martín de Provensals, on les informait de la décision, prise à la réunion plénière des délégués des Comités de Défense, qui approuvait la proposition présentée par le Comité de Défense du quartier d' Armonía (auparavant San Andrés) d'armer et de former une compagnie dans les quartiers de Sagrera, Hispano, Vilapiscina, Verdún, 19 de Julio (auparavant Trinidad) et le groupe X, et deux compagnies dans le quartier d'Armonía. « Chaque compagnie doit être formée par cinquante compagnons en plus des responsables au sein de celles-ci ». Chaque compagnie devait avoir une section de mitrailleuses, une autre de grenadiers et trois escouades de fusiliers. « Les compagnies n'obéiront pas à d'autres ordres que ceux émanant du Comité de Défense de Quartier, qui assumera le commandement total de celles-ci ». La circulaire se terminait en invitant les quartiers de Poblet, Clot et Martín de Provensals à s'unir à l'initiative approuvée par la réunion plénière [de district] des délégués des Comités de Défense.

Une analyse [12], intitulée « Acceptation d'un projet d'organisation conspirative », daté en mai 1937, à Barcelone, faisait un bilan des erreurs des Journées de mai et préparait les Comités de Défense à la plus stricte clandestinité, à travers leur restructuration organisationnelle et la création d'un Comité National de Défense : « Il ne faut pas oublier les enseignements de la dure leçon passée dans laquelle la provocation s'est présentée dans des circonstances spécialement défavorables, de par sa manifestation aiguë, subreptice et abrupte, et par l'amplitude de ses intentions, qui allaient jusqu'à l'extermination totale de notre organisation. Elle signifiait l'annihilation des conquêtes révolutionnaires du prolétariat, et donc la perte de sa liberté ».

Les Comités Révolutionnaires de Quartier, à Barcelone, surgirent le 19-20 juillet et durèrent au minimum jusqu'au 7 juin, quand les forces restaurées de l'Ordre Public de la Généralité purent dissoudre et occuper les différents centres des Patrouilles de Contrôle et, au passage, de quelques sièges des Comités de Défense, comme celui du quartier de Les Corts [13]. Malgré le décret qui exigeait la disparition de tous les groupes armés, la majorité résista jusqu'en septembre 1937, quand furent systématiquement dissous et attaqués, un à un, les édifices qu'ils occupaient. Le dernier à être occupé, le plus important et le plus puissant, fut le siège du Comité de Défense du Centre, situé aux Escolapios de San Antonio, qui fut pris d'assaut le 20 septembre 1937 par les forces de l'Ordre public, qui utilisèrent tout un arsenal de mitrailleuses, de tanks et de grenades à mains. Toutefois la résistance des Escolapios ne céda pas au feu des armes, mais aux ordres d'évacuation, donnés par le Comité Régional.

À partir de ce moment, les Comités de Défense se dissimulèrent sous le nom de Sections de Coordination et d'information de la CNT, exclusivement dédiées à des tâches clandestines d'investigation et de renseignement, comme avant le 19 juillet, mais maintenant, en 1938, dans une situation nettement contre-révolutionnaire.

Cependant, les Comités de Défense restèrent encore assez forts et combatifs pour publier un organe clandestin, intitulé *Alerta…!* dont ils publièrent six numéros entre octobre et décembre 1937. Le numéro 1 sortit le 23 octobre 1937. Les constantes de ce journal furent la solidarité avec les « prisonniers révolutionnaires », exigeant leur libération et dénonçant la gestion et les abus de la Prison Modelo ; la critique du collaborationnisme et de la politisation de la FAI, la dénonciation de la désastreuse politique de guerre du gouvernement Negrín-Prieto et celle de la domination stalinienne sur l'armée et l'État. Il lança des saluts de fraternisation aux Jeunesses Libertaires et au Groupement des Amis de Durruti. Une des caractéristiques indélébiles de la publication, ce furent ses appels constants à « faire la révolution » et à l'abandon de toutes les charges occupées de la part des Comités supérieurs : « La révolution ne peut pas se faire DEPUIS L'ÉTAT, mais CONTRE L'ÉTAT » [14]. Dans le dernier numéro, daté du 4 décembre 1937, furent dénoncées les Tchékas (prisons clandestines) staliniennes et la persécution brutale des cénétistes en Cerdagne *Alerta…*!, qui avait atteint une diffusion notable, cessa de paraître par décision prise en assemblée des délégués des Comités de Quartier de Barcelone, cédant aux pressions et arguments de la Fédération Locale des Groupes Anarchistes sur la nécessité d'unifier la presse, mais en maintenant la menace de reprendre sa parution si la nouvelle presse confédérale ne satisfaisait pas ses exigences d'absolue véracité et se soumettait à des compromis politiques inavouables [15].

12. Acceptation d'un projet d'organisation conspirative. (Barcelone, mai 1937).

13. BERENGUER, Sara : *Entre el sol y la tormenta.* Seuba ediciones, Calella, 1988. Et la correspondance de l'auteur avec Sara Berenguer.

14. « Decimos hoy ». Alerta…!, numéro 2, 30 octobre 1937.

15. GODICHEAU, François : *Répression et Ordre Public en Catalogne pendant la guerre civile (1936-1939).* Thèse. École des Hautes Études en Sciences Sociales (2001). Thèse. Tome 2, pp. 338-341.

CONCLUSIONS

Les Comités de Défense, fortement dépendante des syndicats, furent l'organisation armée de la CNT. Ils n'étaient pas un organisme de la FAI.

Au début, ils remplirent des fonctions d'autodéfense, face à la brutale répression des années de pistolérisme (1917-1923, années où la CNT doit affronter de multiples assassinats par balles orchestrés par le patronat – NDT). En 1934, ils affrontèrent l'interventionnisme policier du catalanisme fasciste de Dencàs-Badía contre les grèves, qui caractérisa le ministère de l'Intérieur et le Commissariat à l'Ordre Public de la Généralité, jusqu'à sa dissolution après la tentative séparatiste du 6 octobre 1934.

Au delà du cliché bourgeois de l'homme d'action (c'est à dire le militant cénétiste armé - NDT) et d'une CNT et une FAI identifiée au terrorisme, par la bombe et le pistolet, le mouvement anarcho-syndicaliste, dans les années 1920 et 30, se caractérisait par ces ardeurs culturelles et pédagogiques comme voie vers le progrès et l'émancipation du prolétariat. Les expériences quotidiennes du « monde » libertaire mettaient en pratique des valeurs solidaires et anti-capitalistes, profondément enracinées dans la conscience populaire de celles et ceux qui vivaient déjà dans une communauté alternative et parallèle, au sein de la société bourgeoise de l'époque. « Vivere militare est » : Vivre c'est lutter. De la même racine latine surgissent les mots militaire, militant, milice et milicien. Le militant combattait dans le champ syndical, culturel, associatif et également dans le champ militaire, parce que tous ces champs formaient partie de la même lutte, de la vie elle-même.

La République démocratique fut incapable de consolider la réforme la plus mineure, d'apporter des solutions aux graves problèmes de l'heure, causés par une dépression économique mondiale, qui générait un chômage massif et permanent. Diverses insurrections ouvrières éclatèrent contre ce réformisme stérile, qui de plus fut amputé par une droite rustre et des institutions caduques et obsolètes, parmi lesquelles se détachaient l'armée et l'Église.

Le groupe Nosotros s'affronta au reste des groupes anarchistes, en Catalogne, entre avril et juin 1936, à un moment où les préparatifs militaires pour un coup d'État étaient déjà évidents. De dures polémiques éclatèrent autour de deux concepts fondamentaux : la « prise du pouvoir » et « l'armée révolutionnaire ». Le groupe Nosotros était immergé dans les préparatifs insurrectionnels, tandis que la majorité des groupes de la FAI les accusaient, depuis une attitude de purisme doctrinal anarchiste, d'anarcho-bolchevisme et de militarisme. Il y avait un divorce abyssal entre la théorie et la pratique. Les Comités de Défense, dans le projet du groupe Nosotros, étaient la base de l'armée clandestine de la révolution.

En juillet 1936, ces Groupes de Défense mirent en déroute l'armée soulevée et se convertirent en Comités Révolutionnaires de Quartier, assumant des tâches de gouvernement, qui allaient de la formation de colonnes miliciennes, sur le front, à celle de patrouilles de surveillance, à l'arrière, jusqu'à l'approvisionnement alimentaire, la prise en charge d'hôpitaux et de cantines gratuites, ou bien la gestion d'écoles, la collecte d'impôts révolutionnaires, la réalisation de plans de travaux publics pour pallier le chômage, la confiscation d'édifices, de casernes, d'hôtels, d'églises et de couvents, en passant par l'expropriation et la collectivisation d'entreprises, d'industries et de commerces.

La déroute des militaires créa une **situation révolutionnaire**. La militance cénétiste dut choisir entre deux options : **la dictature anarchiste,** proposée par Garcia Oliver avec sa phrase ambiguë d'« Ir a por el todo » (« Le tout pour le tout ») ou le collaborationnisme avec le gouvernement de la Généralité et le reste des organisations ouvrières et bourgeoises, proposé par Federica Montseny et le groupe Nervio (Abad de Santillán). En réalité, il y eut une troisième option, défendue par Manuel Escorza, qui proposait de « congeler » la situation révolutionnaire, en maintenant la prédominance armée dans les milices et dans les rues, jusqu'à ce qu'arrive le moment adéquat pour supprimer la Généralité. Cette option finit par se confondre avec la position collaborationniste.

L'authentique alternative révolutionnaire, qui résidait dans la prise du pouvoir par les Comités de Quartier et les syndicats, apparut fugacement, de manière très tardive, quelques mois après. Cette alternative révolutionnaire s'exprima confusément dans les exigences des Comités de Quartier adressées à Marcos Alcón ; elle triompha lors de la réunion plénière de la FAI le 12 avril 1937, radicalisée par les Comités de Quartier, qui approuva le retrait de tous les cénétistes des charges gouvernementales et nomma un Comité Révolutionnaire Insurrectionnel, et

finalement se concrétisa clairement dans l'affiche des « Amis de Durruti », collée dans les rues et sur les places de Barcelone fin avril 1937.

Le renoncement de la CNT à la révolution et l'option favorable au collaborationnisme avec le reste des organisations antifascistes, et à la participation gouvernementale, rendirent obsolètes les fonctions révolutionnaires et de gouvernement que ces Comités Révolutionnaires de Quartier avaient assumé initialement, en juillet 1936. Les Patrouilles de Contrôle monopolisèrent la violence révolutionnaire à l'arrière du front, dépossédant lentement les Comités de Défense de telles tâches. En novembre-décembre 1936, les Comités de Défense se virent soumis de nouveau à une stricte dépendance syndicale et à une hibernation forcée. Entre décembre 1936 et mars 1937, Comorera, depuis le Conseil du Ravitaillement, déchaîna la guerre du pain contre les sections de ravitaillement des Comités de Défense des quartiers de Barcelone, avec l'unique objectif d'annihiler totalement les potentiels organes de pouvoir ouvrier.

Au printemps de 1937, les Patrouilles de Contrôle perdirent en protagonisme et en importance au bénéfice du Corps Unique de Sécurité, qui revitalisa et unifia les anciennes forces de l'ordre public bourgeois : Garde d'Assaut et Garde Civile. Parallèlement, ce renforcement et cette unification des anciennes forces répressives gouvernementales, aboutit à la résurrection et au réarmement des Comités de défense, qui furent le détonateur et les protagonistes principaux des journées de mai 1937, débordant les Comités supérieurs cénétistes.

La défaite des journées de mai 1937, causée par le cessez-le-feu ordonné par les leaders cénétistes, assura la victoire armée dont avait besoin la contre-révolution, dirigée par les staliniens, qui au début de juin procédèrent à la dissolution des Patrouilles de Contrôle, et, fin septembre, manu militari, à celle de tous les Comités de Défense de quartier. L'idéologie de l'unité antifasciste, qui unifiait la Généralité, les staliniens, les républicains et les Comités supérieurs cénétistes, sans autre objectif que de gagner la guerre et écraser la révolution, imposa une sauvage répression du mouvement anarcho-syndicaliste, de la SBLE et du POUM.

Les Comités de Défense publiaient encore en octobre-décembre 1937, un organe de presse qui défendait la solidarité avec les prisonniers révolutionnaires et qui attaquait le collaborationnisme.

En 1938, les révolutionnaires étaient déjà sous terre, en prison ou dans la clandestinité la plus absolue. Ce ne fut pas la dictature de Franco, mais la République de Negrín qui en termina avec la révolution.

Les historiens universitaires fondent, aujourd'hui, leur prétendue objectivité sur la vision et le jugement du passé depuis l'actuelle démocratie espagnole, et depuis la validité « universelle et éternelle » (mais classiste) des Droits Humains et des principes démocratiques. Ils ne comprennent pas l'uchronie, l'absurdité et le préjugé qui enferme un tel point de vue, parce que la conséquence immédiate de la Guerre Civile ne fut pas la démocratie (capitaliste) mais la sanglante et implacable dictature de Franco. La situation révolutionnaire, surgie en juillet 1936, en Catalogne, grâce à la victoire des Comités de Défense cénétistes sur les militaires et les fascistes, peut seulement être comprise depuis la cosmovision et les valeurs du prolétariat révolutionnaire, et depuis la défense de ses intérêts historiques de suppression de toutes les classes. On ne luttait pas, on ne tuait pas, on ne souffrait et mourait pas pour la République, ou la démocratie, mais pour l'émancipation de l'ouvrier et pour une société meilleure, plus libre et juste, qui de plus paraissait à portée de main. C'était un combat révolutionnaire et anti-capitaliste, qui ne peut être compris, accepté ni diffusé par celles et ceux qui vivent du système et sont payés pour le justifier, défendant aujourd'hui les staliniens et le Gouvernement de la Généralité Républicaine de 1937.

Au lecteur, peut être perplexe devant le questionnement de quelques mythes sacrés et peut être troublé par les conflits déterminés et les réalités historiques ici dévoilés, je soumet à sa réflexion cette magnifique et inquiétante réponse de Morphéus, dans la célèbre trilogie de Matrix : « Je n'ai pas dit que ce serait facile Néo, j'ai seulement dit que ce serait la vérité ».

Agustín Guillamón, Barcelone, février 2011.



LA BATALLA

Un proletariado consciente no se deja atropellar impunemente. Conténgase la burguesía y el reformismo

Organo central del Partido Obrero de Unificación Marxista

BARCELONA, MIERCOLES, 5 DE MAYO DE 1937 — 16 CENTIMOS — EPOCA III — 8.ª EPOCA

Desbaratada la provocación contrarrevolucionaria, se impone la retirada de la lucha

¡Trabajadores, reintegraos al trabajo!

El Gobierno de Valencia se hace cargo del Orden Público en Cataluña

Nota del Comité Ejecutivo del P. O. U. M.

Nuevo Gobierno de la Generalidad

¿Dónde están los provocadores?

UNIDAD revolucionaria

Ha muerto Antonio Sesé

C. N. T. — F. A. I.

Agrupación "Los amigos de Durruti"

¡TRABAJADORES!

ADVERTENCIA AL LECTOR

Ci-contre : Tract distribué sur les barricades par les « Amis de Durruti » le 5 mai 1937.

ANNEXES

SIGLES UTILISÉS

AC : Acció Catalanan, Action Catalane.
AIT : Asociación Internacional de los Trabajadores, Association Internationale des Travailleurs.
CCMA : Comité Central de Milicias Antifascistas, Comité Central des Milices Antifascistes (de Catalogne).
CNCD : Comité Nacional de los Comités de Defensa, Comité National des Comités de Défense.
CNT : Confederación Nacional del Trabajo, Confédération Nationale du Travail (anarchosyndicaliste).
DAS : Deutsche Anarcho-Syndikalen (anarchosyndicalistes allemands en exil)
ERC : Esquerra Republicana de Catalunya, Gauche Républicaine de Catalogne (catalanistes)
FAI : Federación Anarquista Ibérica, Fédération Anarchiste Ibérique
NKVD : Narodnyy Komissariat Vnutrennij Del (Police politique russe)
POUM : Partido Obrero de Unificación Marxista, Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (marxistes non staliniens)
PSUC : Partido Socialista Unificado de Catalunya, Parti Socialiste Unifié de Catalogne (staliniens)
SBLE : Sección Bolchevique-Leninista de España, Section Bolchevique-Léniniste d'Espagne (trotskistes)
SIM : Servicio de Investigación Militar, Service d'Investigation Militaire (police politique stalinienne espagnole)
UGT : Unión General de Trabajadores, Union Générale des Travailleurs (syndicat socialiste)

SCHÉMA DE RÉPARTITION DES TÂCHES des 6 militants du Cadre de Défense (selon le rapport d'octobre 1934) :

1. Secrétaire : contact avec les autres cadres, création de nouveaux groupes, rapports
2. Enquête sur des personnes : déterminer la dangerosité des ennemis
3. Enquête sur les édifices : dresser des plans et élaborer des statistiques
4. Étude des points stratégiques et des tactiques de la lutte urbaine
5. Étude des services publics
6. Enquêter sur les lieux où obtenir des armes, de l'argent et du ravitaillement

ANNEXE DOCUMENTAIRE

« Agrupación de Los Amigos de Durruti. A la clase trabajadora. »
[Affiche collée sur les murs et les arbres. Barcelone, fin avril 1937] :
« Groupement des Amis de Durruti. À la classe ouvrière :

1. Constitution immédiate d'une junte révolutionnaire intégrée par les ouvriers de la ville, des campagnes et par les combattants.
2. Salaire familial. Carte de rationnement. Direction de l'économie et contrôle de la distribution par les syndicats.

3. Liquidation de la contre-révolution.
4. Création d'une armée révolutionnaire.
5. Contrôle absolu de l'ordre public par la classe ouvrière.
6. Opposition ferme à tout armistice.
7. Une justice prolétaire.
8. Abolition des échanges de personnalités [Échanges de prisonniers entre l'Espagne fasciste et l'Espagne républicaine].

Attention travailleurs : notre groupement s'oppose à ce que la contre-révolution continue à avancer. Les décrets d'ordre public, patronnés par Aguadé, ne seront pas appliqués. Nous exigeons la liberté de Maroto et des autres camarades détenus. Tout le pouvoir à la classe ouvrière.

Tout le pouvoir économique aux syndicats.

Face à la Généralité, la Junte Révolutionnaire. »

Le programme exprimé par les Amis de Durruti AVANT MAI 37 se caractérisait par l'accent mis sur la gestion de l'économie par les syndicats, la critique de tous les partis et de leur collaborationnisme étatique, ainsi que par un certain retour à la pureté doctrinale anarchiste. Les Amis de Durruti exposèrent leur programme dans l'affiche dont ils couvrirent les murs de Barcelone à la fin avril 1937. Ces affiches défendaient déjà, AVANT LES ÉVÈNEMENTS DE MAI, la nécessité de SUBSTITUER au gouvernement bourgeois de la Généralité de Catalogne une Junte Révolutionnaire. L'affiche d'avril 1937 anticipait et expliquait le tract lancé durant les journées de mai, et elle embrassait beaucoup des thèmes et préoccupations traités par Balius dans les articles publiés dans *Solidaridad Obrera*, La Noche et Ideas (sur la justice révolutionnaire, l'échange de prisonniers, la nécessité que l'arrière-garde vive pour la guerre etc…). Pour la première fois était posée la nécessité d'une Junte Révolutionnaire qui remplacerait le gouvernement bourgeois de la Généralité. Cette Junte Révolutionnaire était définie comme un gouvernement révolutionnaire formé par les ouvriers, les paysans et les miliciens qui, les 19 et 20 juillet, avaient vaincu le fascisme dans la rue (ce qui exclue le PSUC formé le 24 juillet). Mais le plus important est l'expression conjointe des trois consignes finales. La substitution du gouvernement bourgeois de la Généralité par une Junte Révolutionnaire apparaît aux côtés de la consigne « Tout le pouvoir à la classe ouvrière » et « Tout le pouvoir économiques aux syndicats ». Le programme politique exprimé dans cette affiche, immédiatement avant les journées de mai, était sans doute le plus avancé et lucide parmi tous les groupes prolétaires existants, et il convertissait le Groupement en l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat espagnol en ce moment critique et décisif, et le POUM et la Section Bolchevique-Léniniste d'Espagne le reconnurent dans leur presse.

GLOSSAIRE

ACTION DIRECTE

En 1918, par action directe on entendait la négociation directe du Syndicat unique avec chaque entrepreneur, sans accepter en aucun cas des intermédiaires d'aucun type, que ce soit les autorités étatiques ou locale ou la Fédération Patronale. Cela donnait une force énorme à la CNT, opposée à chaque entreprise de manière séparée. Le patronat répondit, en 1919, avec le terrorisme d'État et l'embauche de tueurs, les pistoleros, qui liquidèrent les syndicalistes.

AGUADÉ, Artemi

Fut un des trois représentants de l'ERC au CCMA. Avec Jaume Miravitlles et Joan Pons. Après la dissolution du CCMA, il fut nommé conseiller à la Sécurité Intérieure, dans le premier gouvernement Tarradellas, présidant

la Junte de Sécurité Intérieure, organisme chargé de gérer l'Ordre Public et, par conséquent, les Patrouilles de Contrôle.

En mai 1937, il eut l'appui de Comorera et Vidiella, du PSUC, dans sa tentative de chasser les anarchistes du gouvernement. Le résultat fut la perte des fonctions d'Ordre Public par le gouvernement de la Généralité. En 1939 il s'exila en France, résidant à Paris jusqu'à l'occupation allemande. En 1941 il réussit à arriver au Mexique.

ALCÓN, Marcos (1902-1997)

Anarchiste. Milita dans le Syndicat du Verre. Participa au CCMA, remplaçant Durruti quand il partit au front, dirigeant les Transport de Guerre. En 1937 les Comités de Défense lui demandèrent de prendre le secrétariat général de la CNT. Il s'exila au Mexique, où il fréquenta assidument Katia Landau et il fut un membre connu du groupe éditeur de Tierra y Libertad.

AMIS DE DURRUTI

Le Groupement des Amis de Durruti fut un regroupement anarchiste important, d'environ cinq mille adhérents, fondé en mars 1937, opposés à la militarisation et très critique concernant l'entrée de la CNT dans le gouvernement républicain et dans celui de la Généralité. Le 2 mars 1937, le journal *La Noche* publia une note dans laquelle on faisait une présentation des objectifs, caractéristiques et manière de s'associer du Groupement des Amis de Durruti, qui le 17 mars fut fondé formellement. Jaime Balius, son principal promoteur, fut nommé vice-secrétaire. Pablo Ruiz et Francisco Carreño étaient membres de la Junte Directrice.

Le dimanche 11 avril des huées et des sifflets se produisirent durant le discours de Federica Montseny, au cours du meeting de la plaza de toros Monumental. Les Amis de Durruti portaient une pancarte qui exigeait la liberté de Maroto et des prisonniers anti-fascistes. Les Amis de Durruti furent accusés, lors des réunions du CR de la CNT du boycott de la ministre de la Santé et des Affaires Sociales.

Le dimanche 18 avril 1937, les Amis de Durruti tinrent un meeting au Théâtre Poliorama, présidé par Romero, dans lequel intervinrent Francisco Pellicer, Pablo Ruiz, Jaime Balius, Francisco Carreño et Vicente Pérez « Combina ».

À la fin d'avril une affiche du groupement fut collée sur les arbres et murs de toute la ville de Barcelone, diffusant son programme : « Tout le pouvoir à la classe travailleuse. Tout le pouvoir économique aux syndicats. Face à la Généralité, la Junte Révolutionnaire ».

Le dimanche 2 mai, ils tinrent un meeting au Théâtre Goya, lors duquel fut projeté le film « 19 juillet », commenté par Jaime Balius, et lors duquel intervinrent aussi Liberto Callejas et Francisco Carreño.

Le 5 mai 1937 (mercredi), les Amis de Durruti distribuèrent un tract sur les barricades. La CNT désavoua par radio le Groupement des Amis de Durruti. Le 6 mai (jeudi) *La Batalla* reproduisit le tract des Amis de Durruti. Dans ce même numéro, *La Batalla* lançait un appel pour que les travailleurs battent en retraite. Solidaridad Obrera désavoua ce tract des Amis de Durruti.

Le 8 mai 1937 (samedi) les barricades furent défaites, sauf celle du PSUC, qui restèrent jusqu'en juin, comme signe de sa victoire. Les Amis de Durruti distribuèrent un Manifeste qui faisait le bilan des journées de mai. Dans le Manifeste on parlait de la « trahison » des dirigeants de la CNT. Le 9 mai (dimanche), Solidaridad Obrera qualifiait ce Manifeste de démagogue et les membres du Groupement de provocateurs.

Le 19 mai fut publié le numéro 1 d'El Amigo del Pueblo, brutalement censuré.

Le 22 mai se réunit le Plénum des Fédérations locales et cantonales de la CNT, qui proposa l'expulsion des Amis de Durruti. La municipalité de Sabadell accorda la révocation du conseiller (et délégué cantonal de l'Économie de la Généralité) Bruno Lladó, pour avoir collé sur son bureau une affiche des Amis de Durruti.

Le 26 mai parut clandestinement, sans passage préalable par la censure, le numéro 2 d'El Amigo del Pueblo. Balus fut incarcéré, quelques jours après, pour avoir publié un article critique sur Negrín, sur une plainte précédente du PSUC.

Le 28 mai, La Batalla fut fermée et la station de radio du POUM, ainsi que le siège social des Amis de Durruti sur les Ramblas. Note en première page de Solidaridad Obrera exigeant l'expulsion du Groupement des Amis de Durruti.

Le 6 juin s'effectua, manu militari, la dissolution des Patrouilles de Contrôle.

En janvier 1938 fut publié la brochure *Hacia una nueva revolución* (Vers une nouvelle révolution), rédigée par Balus, et édité par Les Amis de Durruti. Le 1er février 1938 fut publié le douzième et dernier numéro d'El Amigo del Pueblo. Ensuite il passe à la clandestinité qui le rendit inopérant.

ANARCHISME D'ÉTAT ET ANARCHISME RÉVOLUTIONNAIRE

Durant la guerre civile, le projet politique de l'anarchisme d'État, constitué comme parti parlementaire et comme organisation bureaucratique échoua de manière retentissante sur tous les terrains ; mais le mouvement social de l'anarchisme révolutionnaire atteignit des sommets de gestion économique, d'initiatives populaires révolutionnaires et d'autonomie prolétaire, qui encore aujourd'hui illuminent et annoncent un futur radicalement différent de la barbarie capitaliste, de l'horreur fasciste ou de l'esclavage stalinien. Et bien que cet anarchisme révolutionnaire ait finalement succombé à la répression d'État, des staliniens et des Comités supérieurs, il nous laisse l'exemple et le combat de quelques minorités, comme Les Amis de Durruti, les Jeunesses Libertaires et quelques groupes anarchistes de la Fédération Local de Barcelone, qui nous permettent de théoriser aujourd'hui leurs expériences, d'apprendre de leurs erreurs et de revendiquer leur lutte et leur histoire.

ASCASO, Francisco (1901-1936)

Aragonais, benjamin d'une famille de lignage anarchiste. Boulanger et serveur de profession. Militant depuis très jeune dans les groupes d'action aragonais. En décembre 1920 il fut emprisonné pour l'attentat, commis par son frère Domingo, qui coûta la vie au journaliste de l'El Heraldo de Aragón, qui avait dénoncé les soldats soulevés en janvier à la caserne du Carmen. Il fut deux ans en prison, sortant avec la santé ébranlée par les mauvais traitements. En 1922 il partit à Barcelone, intégrant le groupe anarchiste Los Solidarios, avec Durruti, García Oliver, Aurelio Fernández, Gregorio Jover, Ricardo Sanz, etc. Participa dans de nombreuses actions armées et attentats. En juin 1923, il fut détenu et emprisonné, réussissant à fuir en décembre de la même année. Durant la dictature de Primo de Rivera, il était en exil à Paris. En décembre 1924, avec Durruti, il fit un « tour » en Amérique du Sud, caractérisé par de nombreuses attaques de banques dans différents pays avec l'objectif de collecter de l'argent pour libérer des prisonniers anarchistes en Espagne. En mai 1926, il était de nouveau à Paris, où il fut détenu en juillet, avec Jover et Durruti, pour avoir préparé un attentat contre Alphonse XIII, restant une année en prison. Ils évitèrent l'extradition en Argentine et en Espagne grâce à une intense campagne populaire en faveur de leur libération. Il vécut clandestinement dans plusieurs pays. Au début de 1929 il obtint un permis de résidence à Bruxelles.

Il retourna à Barcelone immédiatement après la proclamation de la République, le 14 avril 1931. Il intégra le groupe Nosotros (nouveau nom que dût emprunter l'ancien groupe Los Solidarios en apprenant l'existence d'un groupe avec le même nom) avec Durruti et García Oliver, entre autres. Rédacteur assidu de Solidaridad Obrera, affilié du Syndicat du Textile de Barcelone. Déporté aux Canaries et en Guinée en février 1932, comme châtiment pour sa participation à l'insurrection de janvier 1932 dans le Haut Llobregat. Libéré en septembre 1932. Il fit partie du Comité révolutionnaire de l'insurrection du 8 janvier 1933 à Barcelone. Détenu en avril 1933, avec Durruti, tous deux furent incarcérés à la prison du Puerto de Santa María, jusqu'à leur libération en octobre.

Il travailla comme serveur et il intervint dans la campagne abstentionniste des élections de novembre 1933. Il impulsa l'insurrection de décembre 1933. Au début de 1934 il fut nommé secrétaire général de la CNT, appuyant la grève générale de Saragosse.

Il se montra opposé à la signature du pacte d'Alliance Ouvrière avec l'UGT par la CNT asturienne. Le 6 octobre 1934, il annula la convocation de la grève générale qui devait appuyer le gouvernement de la Généralité dans son affrontement avec le gouvernement central, ce pour quoi il fut destitué de son poste de secrétaire général. Il intervint au congrès de Saragosse (mai 1936) en représentation du Syndicat du Textile de Barcelone. Membre du Comité de Défense Confédéral, il fut un des dirigeants de l'insurrection ouvrière contre le soulèvement militaire

du 19 juillet 1936 à Barcelone, participant de manière remarquable aux combats de rue, avec une audace et une témérité excessives. Il mourut le 20 juillet, d'un tir dans le front lors de l'assaut contre la caserne d'Atarazanas.

ASENS, José

En juillet 1936, il était secrétaire de la Fédération Locale des Syndicats de Barcelone, membre du CR de la CNT et du Comité de Défense Confédéral. Fut un des trois représentants de la CNT au CCMA, avec Durruti et García Oliver. Chef des Services des Patrouilles de Contrôle. Il fit de nombreux voyages à l'étranger pour acheter des armes. En avril 1938, il fut le représentant cénétiste au Comité Exécutif du Mouvement Libertaire. Il ne se soumit pas à la justice bourgeoise républicaine qui lui demandait des comptes pour son action dans les Patrouilles de Contrôle, s'exilant en France, raison pour laquelle il fut « inhabilité » pour exercer quelque poste que ce soit dans l'Organisation. Une fois terminée la guerre civile, il fut pleinement réadmis dans la CNT, participant à sa reconstruction en France. Il mourut en 1985.

ASTURIES, (Insurrection des)

Après la déroute électorale des gauches lors des élections de novembre 1933, divers gouvernements de droite se formèrent. Mais l'entrée de ministres de la CEDA (Confederación Española de Derechas Autónomas, dirigée par « El Jefe », Gil Robles), dans le gouvernement fut perçue comme un coup d'État fasciste, comme celui qui était récemment survenu à Vienne. L'insurrection ouvrière, planifiée au niveau national, se réduisit à une insurrection ouvrière armée aux Asturies, où la CNT et l'UGT apparurent unies au sein de l'Alliance Ouvrière et à un soulèvement nationaliste en Catalogne, sans participation de la CNT. L'insurrection ouvrière asturienne fut écrasée par des troupes africaines dirigées par le général Franco.

BALIUS, Jaime (1904-1980)

Il souffrait d'une maladie dégénérative qui lui causa une claudication et des mouvements spasmodiques dans un bras. Dans sa jeunesse il fut nationaliste catalan, participant à l'attentat du Garraf contre Alphonse XIII. Il milita quelques mois dans le BOC. En 1933 il intégra le mouvement anarchiste, en étant en prison. Le 21 juillet 1936, il lança une feuille volante, supplément à Solidaridad Obrera. Fondateur, avec Pablo Ruiz et Francisco Carreño du Groupement des Amis de Durruti. En mai 1937, depuis le haut d'une barricade, il lut un manifeste, demandant la solidarité active des travailleurs français. En 1939, en exil en France, il fonda avec Ridel, Prudhommeaux et quelques anarchistes français, le Groupe franco-espagnol des Amis de Durruti. Dans la revue Révision, et dans le numéro triple de L'Espagne nouvelle (numéros 67-69 de juillet à septembre 1939), ils publièrent une analyse hétérodoxe et des réflexions rigoureuses sur les causes de l'échec de la révolution espagnole. Après l'invasion nazie, il partit en exil de nombreuses années au Mexique, restant plusieurs mois dans la maison de Munis et plus tard, durant deux ans, dans le Sanatorium Espagnol, avec sa maladie aggravée et dans un état de misère absolue, correspondant avec l'historien Bolloten, résidant en Californie, qui lui apporta un peu d'aide morale et économique. Dans les années soixante, il réussit à revenir en France. Depuis 1964, il collabora à *Combat Syndicaliste*. Il mourut à Hyères, à la résidence Bon-Séjour des républicains espagnols en exil.

BARRIOBERO, Eduardo (1880-1939)

Avocat et politicien républicain, fédéraliste et franc-maçon. Établi à Madrid. On le considérait comme organisateur de l'attentat contre Dato qui, en mars 1921, coûta la vie à ce président du gouvernement espagnol. Exilé à deux reprises durant la dictature de Primo de Rivera. Il fut élu député aux Cortes Constituants de la République, se signalant par sa critique du gouvernement suite aux évènements de Casas Viejas. Avocat des cénétistes. Le 21 juillet 1936, il se déplaça à Barcelone pour remplacer Ángel Samblancat comme dirigeant de l'Office juridique, dont il renforça et élargi les fonctions. Il fut aidé dans ce travail par Antonio Devesa, du Comité Pro-prisonniers de la CNT et par José Batlle, qui servait de liaison avec le Comité de Défense du quartier du Centre.

À partir de juin 1937 il défendit de nombreux cénétistes accusés pour les évènements de mai. Il fut emprisonné, en octobre 1937 pour de supposées irrégularités de l'office juridique. Les autorités républicaines ne le libérèrent pas lors de la chute de Barcelone aux mains des fascistes. Il fut fusillé par les franquistes.

BERNERI, Camilo

Dans sa jeunesse, il milita dans les jeunesses Socialistes. Il fut vétéran de la Grande Guerre, professeur en humanités à l'université de Florence et membre de l'Union Anarchiste Italienne. Exilé d'Italie après la victoire du fascisme, il arriva en Espagne en juillet 1936 et, avec Carlo Rosselli, il organisa la première colonne de volontaires italiens pour combattre en Aragon. À Barcelone, il édita en italien le journal *Guerra di classe*. Très critique avec le collaborationnisme, sa lettre ouverte à Federica Montseny obtint une grande célébrité et diffusion. Il collabora aux émissions de radio de la CNT-FAI. Durant les journées de mai 1937, il fut assassiné, avec Francisco Barbieri, par les stali- niens.

BOC

Bloque Obrero y Campesino, Bloc ouvrier et Paysan, scission du PCE en 1931. Maurín était son dirigeant. En 1935 il fusionna avec l'ICE pour fonder le POUM.

CARBÓ, Eusebio (1883-1958)

Journaliste anarcho-syndicaliste. Au congrès cénétiste de 1919, il défendit la révolution russe et l'entrée de la CNT dans la Troisième Internationale. Multiples voyages dans toute l'Europe entre 1917 et 1920, avec de longs séjours en Italie, où il connut Malatesta, Fabbri et Borghi, accompagnant ce dernier dans de nombreux meetings syndicalistes. Rédacteur de Solidaridad Obrera depuis 1930. Fondateur de l'hebdomadaire Más Lejos. Durant la guerre civile, il occupa des postes au Commissariat à la propagande de la Généralité et dans le Conseil de l'Économie. Rédacteur cénétiste du brouillon du Décret sur les Collectivations, promulgué par Joan Pau Fábregas. Il mourut en exil au Mexique.

CAPITALISME D'ÉTAT ET CAPITALISME SYNDICAL

Le stalinisme fut une option contre-révolutionnaire qui défendait le capitalisme d'État et défendait la dictature du parti stalinien sur le prolétariat. L'anarchisme d'État des Comités supérieurs libertaires fut une option contre-révolutionnaire parce qu'elle défendait un capitalisme syndical et le renforcement de l'appareil d'État, l'unité antifasciste et l'objectif unique de gagner la guerre, renonçant à la révolution.

CARNET DE PRODUCTEUR

En avril 1937, il s'agissait d'une mesure « ouvriériste » de caractère révolutionnaire qui prétendait implanter un carnet de producteur, avec droits au rationnement, pour empêcher que quiconque puisse subsister seulement parce qu'il avait de l'argent. Il s'agissait d'obliger les rentiers et les bourgeois à sortir de leurs cachettes passives pour s'enrôler dans l'armée ou pour participer activement aux travaux de défense militaire. Il ne fut jamais une réalité. Il ne doit pas être confondu avec la « carte de travail », imposée par les staliniens en 1938, au cours d'un processus de militarisation de la classe ouvrière et des relations de travail.

CARREÑO, Francisco

Instituteur rationaliste, militant connu et orateur dans les années 30. Membre du Comité de Guerre de la Colonne Durruti et fondateur des Amis de Durruti, avec Jaime Balius et Pablo Ruiz.

CASARES QUIROGA

Président du Conseil des Ministres lorsque se produisit le soulèvement militaire le 17 juillet 1936, qui débouchera sur la Guerre Civile Espagnole. Incapable de lui donner l'importance qu'il méritait ni de faire front au soulèvement, il démissionna et fut remplacé par Martínez Barrio, à la tête d'un gouvernement dont il n'arriva pas à prendre possession, et par José Giral définitivement. Il refusa de donner des armes aux organisations ouvrières. Il n'occupa aucun poste durant la guerre civile, partant en France avec Azaña et Martínez Barrio après

la chute de la Catalogne. Il mourut en exil en 1950. Sa fille María Casares connut un certain succès en France comme actrice.

CASAS VIEJAS

Les évènements de Casas Viejas est le nom sous lequel est passé dans l'histoire le massacre d'anarchistes par un important détachement de gardes d'assaut, qui avaient ordre de « tirer dans le tas ». Ce qui est arrivé dans cette partie de la province de Cadix, entre le 10 et le 12 janvier 1933, fut l'un des faits les plus tragiques de la Seconde république Espagnole. Il ouvrit une énorme crise politique lors du premier bieno de la République (ses deux premières années) et marqua le début de la perte d'appuis politiques et sociaux qui conduira, des mois après, à la chute du gouvernement républicain-socialiste de Manuel Azaña

CNT

Confédération Nationale du Travail. Syndicat anarcho-syndicaliste, fondé en 1910, dans lequel militait, en juillet 1936, les 4/5e du prolétariat catalan. Absolument majoritaire dans la ville de Barcelone.

COMITÉ CENTRAL DE RAVITAILLEMENT

Le Comité Central de ravitaillement apparut comme un complément indispensable du CCMA. Il était présidé par Doménech et il eut une continuité « naturelle » dans le Conseil (ministère) du Ravitaillement du premier gouvernement Taradellas à la Généralité, également dirigé par le même Doménech. Son fondement et sa force naissaient de la coordination et de la coopération avec les Comités de quartier de la ville de Barcelone et avec les Comités locaux catalans.

COMITÉ CENTRAL DES MILICES ANTIFASCISTES ou CCMA

Éphémère organe de gouvernement qui regroupait des organisations révolutionnaires, réformistes et contre-révolutionnaires, des partis et syndicats ouvriers et des bourgeois antifascistes. Créé à Barcelone, le 21 juillet 1936, comme fruit amer de l'insurrection victorieuse contre l'armée et de la renonciation cénétiste à prendre le pouvoir. C'était un organisme de collaboration de classes, qui dura seulement neuf semaines. Beaucoup d'historiens parlent de manière erronée du CCMA comme d'un organe de double pouvoir.

COMITÉ DE NON INTERVENTION

Le Comité de Non Intervention, également connu comme Comité de Londres, fut une organisation créée en 1936, sur proposition de la France, avec l'objectif de vérifier le degré d'accomplissement du Pacte de Non intervention avec lequel on cherchait à éviter l'intervention étrangère dans la Guerre Civile Espagnole et l'internationalisation du conflit à un moment de tension maximale entre démocraties et dictatures. L'Allemagne et l'Italie rejoignirent le Pacte de non Intervention le 8 août 1936. Finalement, il y eut jusqu'à 27 pays européens, y compris l'Union Soviétique, qui adhérèrent au Pacte. Tandis que le Royaume-Uni et la France s'abstinrent d'intervenir dans la dispute, l'Allemagne et l'Italie appuyèrent de manière systématique et décisive le camp de Franco, tandis que l'Union Soviétique envoya une aide intermittente à l'Espagne républicaine. Le Comité fut une grande farce qui porta préjudice au gouvernement légal et démocratique de la république en le mettant sur un pied d'égalité avec des militaires putschistes. D'autre part, tandis qu'on empêchait l'achat d'armes par le gouvernement républicain, les pays de l'Axe (Allemagne et Italie) fournirent à Franco, dès le premier moment, toutes les armes et hommes qu'il voulut. Le Comité était le fruit de la peur des gouvernements français et anglais face à un triomphe révolutionnaire en Espagne.

COMITÉ PÉNINSULAIRE ET RÉGIONAL de la FAI

Le CP était l'organe de coordination et de direction de la FAI au niveau péninsulaire (Espagne ET Portugal) et le CR au niveau de la Catalogne.

COMITÉ RÉGIONAL ET LOCAL de la CNT

Organe de coordination et de direction de la CNT en Catalogne, au niveau catalan ou local.

COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES DE QUARTIER dans la ville de Barcelone

Lés comités révolutionnaires de quartier, dans la ville de Barcelone, et divers comités locaux dans le reste de la Catalogne, furent les potentiels organes de pouvoir de la classe ouvrière. Ils défendaient la socialisation de l'économie et ils s'opposèrent à la militarisation des milices et au collaborationnisme avec le gouvernement et les partis antifascistes. Ils étaient armés et étaient l'armée clandestine de la révolution. Leur principale limite fut leur incapacité à s'organiser et se coordonner en marge de l'appareil confédéral. Les Comités supérieurs étouffèrent politiquement et organiquement les comités révolutionnaires, qui se convertirent en leurs pires ennemis et en principal obstacle à leur intégration désirée et nécessaire dans l'appareil d'État bourgeois, comme objectif final de leur processus d'institutionnalisation. Comorera leur déclara la guerre, obtenant leur destruction au prix de la faim des barcelonais.

COMITÉS SUPÉRIEURS

L'idéologie antifasciste et la participation cénétiste à différents postes municipaux, dans des Conseils (ministères) de la Généralité et y compris des ministères du gouvernement central, créa une bureaucratie de comités supérieurs, avec des intérêts distincts et opposés aux comités révolutionnaires, surgis dans les quartiers de Barcelone. Tandis que les comités supérieurs subordonnaient tout à la victoire militaire sur le fascisme, les comités de quartier continuaient à suivre le programme d'une révolution ouvrière.

Le processus d'institutionnalisation de ces comités supérieurs de la CNT-FAI les convertit en serviteurs de l'État, qui avaient pour pires ennemis les comités révolutionnaires de quartier, comme le déclara le CR lors de la réunion des comités supérieurs libertaires du 25 novembre 1936. La thèse ingénue et simpliste qui distingue les leaders anarcho-syndicalistes entre les traîtres et les héros, comme si la masse militante avait été amorphe et aboulique, n'explique rien. L'affrontement entre comités supérieurs et comités révolutionnaires de quartier fut un des chapitre de plus de la lutte des classes, qui fut sur le point de se terminer par une scission que la répression stalinienne sélective finit par résoudre avec l'annihilation des révolutionnaires et l'intégration des comités supérieurs dans l'appareil d'État

L'institutionnalisation de la CNT eut d'importantes conséquences, inévitables, dans la nature organisationnelle et idéologique même de la CNT.

Les fonctions de direction et de pouvoir exercées par ces comités supérieurs, qui accaparaient une minorité très limitée d'éléments capables de les exercer, créèrent une série d'intérêts, de méthodes et d'objectifs distincts de ceux de la base militante confédérale. De là, pour une part, une démoralisation et un désenchantement généralisé parmi les affiliés et la militance de base, qui s'affrontait à la faim et à la répression, en étant absolument abandonnés par les comités supérieurs. D'où le surgissement d'une opposition révolutionnaire, incarnée fondamentalement par les Amis de Durruti, les Jeunesses Libertaires de Catalogne, quelques groupes anarchistes de la Fédération locale des Groupes Anarchistes de Barcelone, surtout après mai 1937, mais qui s'était déjà développée très précocement, durant l'été 1936, dans les comités de quartier et de défense des quartiers barcelonais.

COMPANYS, Lluís

Président de la Généralité de Catalogne, successeur de Macià, qui avait été en 1931 le premier président de la Généralité républicaine. Il avait rempli les charges de maire de Barcelone, de gouverneur civil et de ministre de la Marine de la République. Ami de Salvador Seguí et avocat très fréquenté par les anarcho-syndicalistes. En novembre 1936, les cénétistes démasquèrent un projet de coup d'État indépendantiste contre Companys de la part d'Estat Catalá, parce qu'il était considéré comme trop peu catalaniste et trop favorable à l'alliance avec la CNT. Exilé en France, il fut arrêté par la GESTAPO et extradé en Espagne. En 1940, il fut fusillé dans les fosses du château de Montjuich, à Barcelone.

COMORERA, Joan (1895-1958)

Député au Parlement de Catalogne pour l'USC. Conseiller à l'Agriculture et à l'Économie dans le gouvernement de la Généralité formé par Companys en 1934. Secrétaire du PSUC depuis sa fondation le 24 juillet 1936. Durant la guerre civile, il occupa successivement divers ministères de la Généralité. En collaboration avec le hongrois Gerö (« Pedro »), il dirigea le PSUC de manière personnaliste et autoritaire. En 1949 il fut expulsé du PSUC, accusé de titisme (Tito). En 1951, il entra clandestinement en Catalogne. Arrêté en 1954, il fut jugé et emprisonné. Il mourut en 1958 à la prison de Burgos.

CONESA, Antonio

Faisait partie du groupe d'action mené par Antonio Ordaz Lázaro, lieutenant ou main droite d'Aurelio Fernández. L'arrogance d'Antonio Conesa et ses demandes exagérées de soins hospitaliers démesurés naissent de cette appartenance à un groupe d'action « soutenu » par l'autorité d'Aurelio Fernández.

Antonio Conesa fut détenu et jugé pour la disparition de Martí Puig. Puig était suspecté d'avoir attenté contre la vie d'Antonio Conesa, qu'il accusait d'abus d'autorité et d'exiger des privilèges exorbitants en tant que malade.

CONSEIL DE L'ÉCONOMIE

La situation révolutionnaire surgie à Barcelone, après la victoire de l'insurrection du 19 et 20 juillet, s'appuya rapidement sur trois nouveaux organismes : le CCMA, le Comité Central de ravitaillement et le Conseil de l'Économie.

Il en existait d'autre comme le CENU (s'occupant de l'éducation nouvelle) et la Commission des Industries de Guerre, mais ces trois là étaient les plus importants et ils articulaient le nouvel « ordre révolutionnaire ». Le CCMA, sans doute le plus décisif des trois, avant son renoncement précoce à se convertir en un gouvernement révolutionnaire et à remplacer le gouvernement de la Généralité, finit en se spécialisant dans les tâches militaires et d'ordre public. Le Comité Central de Ravitaillement apparut comme complément indispensable du CCMA. Il était présidé par Doménech et il eut une continuité « naturelle » dans le Conseil au Ravitaillement du premier gouvernement Tarradellas, dirigé par le même Doménech. Son fondement et sa force naissaient de la coordination et de la coopération avec les comités de quartier de la ville de Barcelone et avec les comités locaux catalans.

Le troisième organisme fondamental était le Conseil de l'Économie, chargé de réguler et de coordonner les collectivisations et la planification économique catalane. Deux membres de ce Conseil finirent par être les deux premiers ministres anarchistes de l'histoire à entrer dans un gouvernement, celui de la Généralité : Antonio García Birlán et Joan Pau Fábregas

CRTC

Confédération Régionale du Travail de Catalogne, appelée communément, quoique de manière incorrecte, CNT de Catalogne.

DÉCRET SUR LES COLLECTIVISATIONS ET LE CONTRÔLE OUVRIER

Le cénétiste Joan Pau Fábregas, Conseiller à l'Économie, promulgua le 24 octobre 1936 le Décret sur les Collectivisations et le Contrôle ouvrier. Ce décret était le fruit d'une négociation de la CNT avec toutes les forces antifascistes et avec le gouvernement de la Généralité. Il était un frein et un commencement de régulation du processus spontané d'expropriation que les travailleurs avaient initié après le triomphe de l'insurrection de juillet 1936. Avec la sortie de Joan Pau Fábregas du gouvernement formé le 17 décembre 1936, l'application concrète de ce décret fut moulée et manipulée par Josep Tarradellas, à travers 58 décrets de caractère financier et budgétaires, promulgués en janvier 1937. Le Décret sur les Collectivisations avait été transformé en un instrument de la Généralité pour contrôler effectivement toutes les entreprises et planifier l'économie catalane. La révolution ouvrière, gagnée dans la rue, était en train d'être perdue dans les bureaux.

DÉCRET DE DISSOLUTION DES COMITÉS LOCAUX

Le décret du 9 octobre, complété par celui publié le 12, déclarait dissous tous les comités locaux qui avaient surgis le 19 juillet et qui seront remplacés par les nouvelles municipalités. Malgré la résistance de nombreux comités locaux face à leur dissolution et au retard de plusieurs mois dans la constitution de nouvelles municipalités, il s'agissait d'un coup mortel dont ils ne se remirent pas. La résistance des militants cénétistes, qui se désintéressaient des consignes des Comités supérieurs ou des ordres du gouvernement de la Généralité menaçait le pacte antifasciste.

DÉCRET DE MILITARISATION DES MILICES

Les décrets signés le 24 octobre 1936 sur la militarisation des Milices à partir du 1er novembre et la promulgation du décret sur les Collectivisations complètent le bilan désastreux du CCMA, c'est-à-dire le passage de Milices ouvrières de volontaires révolutionnaires à une armée bourgeoise de style classique, soumise au code de justice militaire monarchique, dirigé par la Généralité ; le passage des expropriations et du contrôle ouvrier des usines à une économie centralisée, contrôlée et dirigée par la Généralité.

DIFFÉRENCES ENTRE : Confédération, spécifique, Organisation

Confédération : se réfère à la Confédération des syndicats ou CNT.

Spécifique : se réfère à la FAI, c'est-à-dire l'organisation propre, exclusive ou spécifique des anarchistes.

Organisation : Dans les années 30, une fois établie l'alliance serrée, l'enchevêtrement (le trabazón, mot intraduisible) des syndicats et de l'organisation spécifique, se réfère à l'organisation globale de la CNT et de la FAI, remplaçant dans le vocabulaire le mot Confédération, utilisé avant de la fondation de la FAI.

DICTATURE DE PRIMO DE RIVERA

Sous le règne d'Alphonse XIII, le général Primo de Rivera, le 13 septembre 1923, mena un coup d'État, s'attribuant des pouvoirs dictatoriaux. Il en finit de cette manière avec le pistolérisme barcelonais et avec les implications du roi dans le désastre d'Anoual (guerre espagnole au Maroc). Il persécuta la CNT et pactisa avec l'UGT. Il pratiqua une politique économique de grands travaux publics et marquée par un certain dirigisme

étatique. Il créa un parti unique. Père du fondateur du parti fasciste, la Phalange, José Antonio Primo de Rivera. La crise économique de 1929 lui fit perdre la base sociale qui le soutenait. Il démissionna de son poste le 28 janvier 1930, la « dictature molle » (« dictablanda ») du général Berenguer lui succédant. Les élections municipales du 14 avril 1931 supposèrent la fin du régime monarchique et la proclamation de la République.

DOMÉNECH, Josep J. (1900-1979)

Syndicaliste et coopérateur. Secrétaire de la CRTC en 1934 et 1937. Dirigeant du Comité Central de Ravitaillement et ensuite Conseiller (ministre) du Ravitaillement de la Généralité. En décembre 1936, il fut Conseiller aux Services publics, absolument opposé à Comorera et à sa guerre du pain contre les Comités de quartier. En avril, durant quelques jours, il fut Conseiller à l'Économie. Exilé en France, il rentra à Barcelone en 1975.

DURRUTI, Buenaventura (León 1896- Madrid 1936)

Mécanicien. Intervint depuis très jeune dans les luttes sociales du mouvement ouvrier. Son intervention combative dans la grève générale d'août 1917, lui valut son expulsion de l'UGT. Quelques semaines après il s'exila en France pour ne pas se présenter au service militaire. En octobre 1922 il fonda avec Francisco Ascaso, García Oliver, Aurelio Fernández, Ricardo Sanz, et d'autres, le groupe anarchiste Los Solidarios. Au début de 1923 il fut détenu à Madrid et libéré en juin. Le 1er septembre il participa à l'attaque à main armée contre la Banque d'Espagne à Gijón il décida de s'exiler lorsque fut proclamée la dictature de Primo de Rivera le 23 du même mois. En janvier 1924, Ascaso et Durruti s'installèrent à Paris. En novembre 1924, ils participèrent au complot de Vera de Bidasoa, qui prétendait envahir l'Espagne à partir de petits groupes guérilleros. Après l'échec, en décembre 1924, Durruti et Ascaso partirent en Amérique du Sud, où ils combinèrent divers métiers avec les attaques de banque pour financer la libération de prisonniers, la fondation d'écoles rationalistes et d'autres projets au cours d'un périple qui les emmena à New York, au Mexique, à Cuba, en Argentine, en Uruguay, revenant à Paris en mai 1926. En juillet 1926 Durruti, Ascaso et Jover furent détenus sous l'accusation de préparer un attentat contre Alphonse XIII, qui visitait Paris le 14 juillet 1926. Une intense et massive campagne populaire fut lancée pour éviter l'extradition des anarchistes espagnols en Argentine ou en Espagne, et elle obtint leur libération en juillet 1927. Après une période de clandestinité et des expulsions constantes à la frontière franco-belge, au début de 1929, on leur accorda une résidence légale à Bruxelles.

Avec la proclamation de la République, en avril 1931, Durruti revint à Barcelone, résident dans le quartier ouvrier de Pueblo Nuevo. Il constitua le groupe Nosotros avec García Oliver, Francisco Ascaso, Ricardo Sanz et d'autres.

Fut déporté aux Canaries et en Guinée en février 1932, comme punition pour sa participation à l'insurrection de janvier 1932. Il fit partie du Comité révolutionnaire de l'insurrection du 8 janvier 1933 à Barcelone. Détenu en avril 1933, avec Francisco Ascaso, tous deux furent incarcérés à la prison du Puerto de Santa María, jusqu'à leur libération en octobre.

Il travailla comme mécanicien et il intervint dans la campagne abstentionniste des élections de novembre 1933. Il impulsa l'insurrection de décembre 1933, pour laquelle il fut détenu et emprisonné dans la prison de Burgos, jusqu'à l'amnistie d'avril 1934. En juin, il participa au plénum National de la CNT, qui refusa le pacte d'Alliance Ouvrière signé par la CNT des Asturies avec l'UGT. Il fut détenu en raison des faits du 6 octobre 1934, en Catalogne, malgré le fait de n'être intervenu en rien dans ceux-ci, restant emprisonné à la prison Modelo de Barcelone jusqu'en avril 1935. Durant le reste de l'année il connut plusieurs brefs emprisonnements successifs.

En juillet 1936 il était membre du Comité de Défense Confédéral qui mit en déroute l'armée à Barcelone. Le 20 juillet 1936, il fit partie de la délégation qui eut une entrevue avec Companys et qui prit la décision provisoire de former le CCMA. Il fut nommé délégué de la Colonne qui partit à la conquête de Saragosse le 24 juillet. Opposé à la militarisation des Milices Populaires et à la participation gouvernementale. Une partie de la Colonne Durruti fut transférée à Madrid, en danger de tomber aux mains des fascistes.

Le 19 novembre 1936 il fut blessé par balle sur le front de Madrid. Il mourut le jour suivant. Son enterrement à Barcelone, le dimanche 23, fut impressionnant et massif.

Un an après sa mort la propagande stalinienne lui attribua faussement un slogan, que son appareil de propagande rendit célèbre : « Nous renonçons à tout sauf à la victoire ».

ERC

Esquerra Republicana de Catalunya, Gauche Républicaine de Catalogne. Parti catalaniste républicain de la petite bourgeoisie, avec certaines sympathies ouvriéristes, impulsé par Maciá et Companys, qui obtint un grand succès électoral aux élections d'avril 1931. Ce fut le parti qui donna deux présidents de la Généralité : Maciá, décédé à la Noël 1933, et Companys, qui succéda à son poste.

EROLES, Dionisio

Militant cénétiste des groupes d'action du quartier barcelonais de Sants. Condamné à 20 ans de prison pour un attentat commis durant les années du pistolérisme, il fut emprisonné durant toute la dictature de Primo de Rivera. Il participa aux insurrections de janvier 1932 et de janvier 1933. Durant la guerre civile il occupa le poste de secrétaire du Conseil d'Ouvriers et de Soldats (organisme chargé de l'épuration de l'armée, de la Garde Civile et de la Police) et, en octobre 1936, celui de Chef des Services de la Junte de Sécurité, dominés par les staliniens et l'ERC. Après mai 1937 il fut, durant quelques mois, secrétaire régional interne de la CRTC. Assassiné en 1940 en exil.

ESCORZA, Manuel (1912-1968)

Il souffrait d'une poliomyélite qui lui laissa comme séquelle une paralysie permanente. À cause d'une atrophie dans les jambes, il utilisait d'énormes réhausses dans les chaussures, qui avec l'usage de béquilles, lui donnait un regrettable aspect d'estropié difforme. Très intelligent, d'une grande ténacité et d'une grande culture. Il milita dans les Jeunesses Libertaires et fit partie du Comité Péninsulaire de la FAI. Lors de l'assemblée de la CNT-FAI du 20 juillet 1936, il défendit une troisième voie, face à celle de « jouer le tout pour le tout » (« Ir a por el todo », difficilement traduisible) de García Oliver et la collaborationniste de Montseny et Santillán, qui consistait à utiliser le gouvernement de la Généralité comme un instrument pour socialiser l'économie, instrument dont les cénétistes se déferraient quand ils n'en auraient plus besoin. Il fut le responsable le plus élevé des Services d'Investigation de la CNT-FAI qui depuis juillet 1936 mena toutes sortes de tâches répressives et également d'espionnage et de renseignement. Il fut craint et haï, par des cénétistes et non cénétistes à cause de son pouvoir répressif. À l'été 1936, il intervint dans les conversations entre le CCMA et les indépendantistes marocains, avec l'idée de démobiliser les volontaires de cette nationalité du côté franquiste, en leur concédant l'indépendance. En octobre 1936, il signa le pacte d'unité CNT-UGT-PSUC-FAI, avec Eroles et Herrera. En avril 1937, avec Pedro Herrera, il négocia directement avec Companys une sortie à la crise de gouvernement de la Généralité. Il s'exila au Chili

ESTAT CATALÁ

Fut un parti politique nationaliste, indépendantiste, droitier et radical, surgi en juin 1936 de la fusion de plusieurs petites organisations catalanistes. Il ne fit pas partie du CCMA. Miné par de multiples rivalités à caractère personnaliste. Son premier secrétaire, Dencás, se sentant menacé, s'enfuit en Italie fasciste. Son successeur, Torres Picart, fut détenu en novembre 1936, pour sa participation à une tentative disparate de coup d'État contre Companys, ayant pour but d'éliminer physiquement des leaders cénétistes comme Aurelio Fernández ou Dionisio Eroles, et d'en terminer avec « l'influence anarchiste » dans le gouvernement de la Généralité. Cornudella, le nouveau secrétaire, impulsa l'anti-cénétisme viscéral du parti, un rapprochement avec le PSUC et l'appui au gouvernement de la Généralité. En mai 1937, ce parti participa aux combats de rue, harcelant les cénétistes et défendant son siège.

FÁBREGAS, Joan Pau (1894-1966)

Cénétiste et économiste. Lors de ses 80 jours comme Conseiller à l'Économie (du 26 septembre au 16 décembre 1936), il essaya de planifier et d'atteindre trois objectifs, mais il ne réussit qu'à en modeler un, et seulement sur le papier : la légalisation des expropriations d'usines, entreprises et ateliers, à travers un Décret sur les Collectivisations et le Contrôle ouvrier, qui fut mis en œuvre ultérieurement, en janvier 1937, à travers les ordres et dispositions élaborés par Tarradellas, à qui l'on doit son application dans la pratique réelle, en contradiction absolue avec l'esprit et la lettre du Décret promulgué par Fábregas.

Les deux autres projets restèrent de simples projets. Le projet de mobilisation civile de l'arrière garde laborieuse, profondément ressentie et demandée par les travailleurs ; et la Junte du Commerce Extérieur qui tenta d'imposer le MONOPOLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, avec l'objectif d'empêcher la hausse des prix des aliments, des armes et des matières premières à l'étranger. L'expulsion de Fábregas du gouvernement de la Généralité eut lieu en même temps que celle de Nin, le 17 décembre 1936, sans que personne ne s'y oppose. L'historiographie souligne habituellement l'importance politique de celle de Nin mais celle de Fábregas est passée sous silence, ayant pourtant un bien plus grand contenu économique, politique et social. Fábregas s'était créé trop d'ennemis, tant au sein du Gouvernement de la Généralité : Companys et Comorera, comme au sein de la CNT : Santillán et le groupe Nervio.

FAI : Fédération Anarchiste Ibérique.

FAIstes

Évidemment les militants de la FAI. Ce terme était également utilisé péjorativement pour dénommer ceux qui défendaient la propagation d'insurrections en marge des conditions objectives, dans la croyance que l'exemple entraînerait le peuple de manière contagieuse, grâce à l'audace démontrée par les groupes révolutionnaires d'action. Les trentistes, ou réformistes, protestaient contre l'ingérence de la FAI dans les syndicats, défendant une action syndicale gradualiste et en tout cas une rigoureuse préparation des insurrections, qui devaient être massives et dans des conditions objectives favorables à leur extension nationale et sociale.

FASCISME OU DÉMOCRATIE ?

L'État capitaliste, tant dans sa modalité fasciste que dans sa modalité démocratique, doit être détruit. Le prolétariat ne peut pactiser avec la bourgeoisie républicaine (ou démocratique) pour mettre en déroute la bourgeoisie fasciste, parce que ce pacte suppose déjà la déroute de l'alternative révolutionnaire et le renoncement au programme révolutionnaire du prolétariat (et aux méthodes de lutte qui lui sont propres), pour adopter le programme d'unité antifasciste avec la bourgeoisie démocratique, au nom de la victoire dans la guerre au fascisme.

FÉDÉRATION LOCALE DES GROUPES ANARCHISTES DE BARCELONE

L'authentique FAI de Barcelone, ou si l'on veut, l'unique lieu dans lequel les groupes anarchistes barcelonais pouvaient manifester leurs différends et critiques envers le collaborationnisme.

FERNÁNDEZ SÁNCHEZ, Aurelio

Né à Oviedo en 1897. Mécanicien de profession. À Barcelone depuis 1922. Intègre le Groupe Los Solidarios. Tente de tuer Martínez Anido, le ministre de l'intérieur de Primo de Rivera. Le 1er septembre 1923, il participa à l'attaque à main armée de la Banque d'Espagne à Gijón, dont le butin devait servir pour acheter des armes. Exilé à Paris durant la dictature de Primo de Rivera. En juillet 1926, il participa à la tentative d'attentat contre Alphonse XIII, à Paris. En octobre il passa en Belgique. Arrêté peu après à Madrid avec des bombes et de l'armement. Détenu à la prison de Carthagène jusqu'à la proclamation de la République en avril 1931. Il intègre le groupe Nosotros. Participa à la préparation de diverses insurrections révolutionnaires, comme celle de janvier 1933. Membre du Comité de Défense Régional de Catalogne. Représentant de la FAI au CCMA, s'occupant du Département d'Investigation et de Surveillance. Organisateur des Patrouilles de Contrôle. À partir d'octobre 1936, il fut secrétaire général de la Junte de Sécurité Intérieure de Catalogne, dans laquelle il soutint de continuels affrontements avec les staliniens et avec le Conseiller Artemi Aguadé. En avril 1937, il fut nommé Conseiller à la Santé du gouvernement de la Généralité. Le 28 aout 1937, il fut détenu à la prison Modelo. Jugé pour diverses mises en accusation, premièrement pour l'attentat contre le président de l'Audience, Andreu Abelló, dont il fut déclaré innocent, mais avant qu'il sorte de prison, on ouvrit un autre procès pour assassinat et escroquerie des maristes (les frères maristes payèrent une forte somme à Aurelio Fernández et Antonio Ordaz pour quitter la Catalogne étant donné leur opposition connue au régime franquiste et le fait que beaucoup d'entre eux étaient en âge d'effectuer le service militaire. Les mineurs purent passer la frontière mais pas les majeurs. Sur la centaine de maristes refoulés, et arrêtés dans la foulée, une quarantaine furent finalement fusillées). Grâce à l'intervention de García Oliver, il sortit en liberté le 6 janvier 1938. En avril 1938, il fut membre du Comité Exécutif du mouvement libertaire, en représentation de la FAI. En 1939, il s'exila au Mexique.

FOUS

Fédération Ouvrière d'Unité Syndicale, sous influence du POUM, implantée surtout en Catalogne. Au début, elle était formée par des syndicats exclus de la CNT. Nin ordonna sa fusion avec l'UGT en septembre 1936, tentant en vain de la soustraire au PSUC. En juillet 1936 elle comptait environ 50 000 membres.

GARCÍA OLIVER, Juan (Reus 1901- Guadalajara, au Mexique, 1980).

Militant anarcho-syndicaliste très connu. Serveur de profession. Il s'initia aux luttes sociales dans son canton natal. En 1922, il contribua à la création du Groupe Los Solidarios, avec Durruti, Ascaso, Jover, Sanz, Aurelio Fernández etc., participant à de nombreux vols et attentats, parmi lesquels se détache l'homicide du cardinal Soldevila. Il fut emprisonné à Burgos. En 1924 il s'exila à Paris, négociant avec des partisans de Macía pour une invasion qui en finirait avec la dictature et avec des « furisciti » (exilés) italiens pour assassiner Mussolini. Il s'unit à Durruti, Ascaso et Jover, qui étaient revenu de leur « tour » américain, pour préparer un attentat contre Alphonse XIII, réussissant à fuir à Bruxelles sans qu'on les arrête. Il participa à la tentative d'invasion de la Catalogne par les nationalistes de Maciá. Arrêté et condamné, il ne sortit pas de prison avant la proclamation de la république en avril 1931. Participa à l'insurrection de janvier 1933. Arrêté et torturé, il sortit de prison un peu avant les élections de novembre 1933. Il intégra le groupe Nosotros. En mai 1936, il assista au Congrès de Saragosse de la CNT. Le 19 et 20 juillet il joua un grand rôle dans les combats de rue, comme organisateur et stratège, au sein du groupe Nosotros, constitué en Comité de Défense Confédéral. Dans les réunions du CCMA il eut un rôle de leader, se chargeant du Secrétariat à la Guerre.

En novembre 1936, il accepta la charge de Ministre de la Justice dans le gouvernement de Largo Caballero. À l'été 1937, il fit partie de la Commission de Conseil politique qui assistait et dirigeait le CR de la CNT catalane. En septembre 1937 il défendit la reddition des cénétistes insurgés aux Escolapios (ce bâtiment religieux de Barcelone était occupé par le Comité de Défense du quartier du centre, plusieurs groupes anarchistes et le syndicat de l'alimentation de la CNT, les staliniens lui donnèrent l'assaut en septembre 1937 en terminant avec un des derniers réduits libertaire et entraînant le passage à la clandestinité des Comités de Défense) aux staliniens et à la police. En 1938, il travailla à la formation d'un Comité Exécutif du Mouvement Libertaire. Après un bref séjour en Suède, il s'exila définitivement à Guadalajara (Mexique), où il mourut en 1980. Il écrivit un livre de mémoires polémique, intitulé *El eco de los pasos* (L'écho des pas), publié par Ruedo Ibérico.

GELSA

En octobre 1936, le décret de militarisation des Milices populaires produisit un grand mécontentement parmi les miliciens anarchistes de la Colonne Durruti, sur le front d'Aragon. Après de longues discussions acharnées, en mars 1937, plusieurs centaines de miliciens volontaires établis dans le secteur de Gelsa, décidèrent d'abandonner le front et de retourner à l'arrière. Arrivés à Barcelone, beaucoup d'entre eux s'unirent au Groupement des Amis de Durruti. Pablo Ruiz joua un rôle important dans ce processus de « défaitisme révolutionnaire » actif des miliciens de Gelsa.

GOUVERNEMENT DE LA GÉNÉRALITÉ

Gouvernement autonome et bourgeois, quasiment complètement balayé par l'insurrection ouvrière de juillet 1936 contre l'armée et les fascistes. La dissolution du CCMA le 1er octobre 1936 facilita son rétablissement. L'écroulement de l'État central en Catalogne favorisa le fait que le gouvernement autonome de la Généralité assume des fonctions de défense, d'ordre public et de contrôle des frontières, non reconnues par le Statut d'Autonomie. Fonctions qu'il perdit irrémédiablement après les faits de mai 1937, lorsque celles-ci furent assumées de nouveau par le gouvernement central.

GROUPE A

Jacinto Toryho, Jacobo Price, Abelardo Iglesias Saavedra, Federico Sabaté, Miguel Tardaguila, Palmiro Aranda, Francisco López, Juan Osó, José Jiménez Sánchez, etc.

GROUPE NERVIO

Santillán, Pedro Herrera, Jacobo Maguiz, Germinal de Sousa, Adolfo Verde, Ildefonso González, José Mari, Juan Rúa, Vicente Tarín, Horacio Baraco, Simón Radowitzky, etc. Groupe animé par Santillán, composé majoritairement d'argentins. Avec le groupe A, et d'autres, il constitua un front anti-Nosotros. Ils occupèrent de nombreux postes, tant au sein de l'Organisation que dans l'administration gouvernementale.

GROUPE NOSOTROS

Nouveau nom dans les années 30 de l'ancien Groupe Los Solidarios. Il était composé par Buenaventura Durruti, Francisco Ascaso, Juan García Oliver, José Asens, Antonio Ortiz, Aurelio Fernández, Ricardo Sanz… jusqu'à atteindre une vingtaine de membres actifs en première ligne, appuyés par de nombreux collaborateurs qui préparaient et facilitaient les différentes actions à exécuter.

Le 19 juillet 1936, le groupe Nosotros se constitua en Comité de Défense Confédéral, dirigeant l'insurrection ouvrière et les combats de rues contre l'armée. Postérieurement plusieurs de ses membres se convertirent en délégué de Colonne (Durruti, Ortiz), remplirent diverses charges militaires (Jover, Sanz), ou policières (Asens et Aurelio Fernández) ou y compris devinrent ministres (García Oliver).

GROUPE SEIS DEDOS (Six Doigts)

Manuel Escorza del Val, Liberato Minué, Abelino Estrada, José Irizalde, Manuel Gallego, etc. Beaucoup d'entre eux constituèrent l'ossature du Service d'Investigation de la CNT-FAI, dirigé par Escorza.

GUERRE DU PAIN

a.- Affrontement entre Comorera, Conseiller au Ravitaillement du PSUC, et les comités de ravitaillement de quartier, qui affecta également l'Union des Coopératives de Barcelone.

b.- Guerre entre trois réseaux différents de distribution de la farine et du pain (et de leur rationnement) : celui des comités de quartier, celui des coopératives et celui inexistant de Comorera, qui ordonna de construire, à partir de rien, la municipalité de Barcelone. Elle dura du 20 décembre 1936 jusqu'aux évènements de mai 1937.

Politique de marché libre, imposée par Comorera, contre le monopole du commerce extérieur, défendu antérieurement par Fábregas.

c.- Manifestations de femmes, manipulées par le PSUC, qui portaient des pancartes avec des slogans contre-révolutionnaires : « Plus de pain et moins de Comités ».

HERRERA, Pedro

Travailleur ferroviaire. Il milita dans le groupe Nervio. Ami de Santillán et de Toryho. Comme représentant de la FAI, il signa le pacte d'unité d'action UGT-CNT-PSUC-FAI en octobre 1936. Il fut Conseiller à la Santé et à l'Assistance Sociale de la Généralité de Catalogne, du 16 décembre 1936 au 3 avril 1937. Au milieu d'avril, avec Escorza, il négocia directement avec Companys une sortie à la crise du gouvernement de la Généralité.

ICE

L'Izquierda Comunista de España, Gauche Communiste d'Espagne faisait partie de l'Opposition Trotskiste Internationale. En 1932, elle scissionna du PCE et commença à s'éloigner de la discipline trotskiste. Nin et Andrade se rapprochèrent du BOC de Maurín, tandis que Fersen, Esteban Bilbao et Munis s'opposèrent à la fondation du POUM, le considérant comme un parti centriste et contre-révolutionnaire.

INCONTRÔLÉS

Les comités supérieurs de la CNT et de la FAI rétablirent l'Ordre Public, c'est-à-dire la loi et l'ordre républicains, dans les rues de Barcelone, réprimant la délinquance et poursuivant les fascistes embusqués, mais ils contiennent aussi la violence révolutionnaire des comités de quartier et des syndicats. Le voile qui occultait un tel affrontement avec les révolutionnaires expropriateurs était l'intention déclarée d'en finir avec les sympathisants fascistes, le clergé et une délinquance arbitraire et opportuniste qui existait réellement et qui, sans aucun doute, était un grave problème. Toutes les organisations antifascistes, y compris le gouvernement de la Généralité et les comités supérieurs, confondaient et mélangeaient la délinquance avec la violence révolutionnaire des comités de quartier et des syndicats qui collectivisaient ou contrôlaient des fabriques, des ateliers et des terres, qui exécutaient des fascistes, des pistoleros, des militants de droite, des militaires et des curés ; qui expropriaient des édifices, des voitures, des habitations de luxe, des casernes, des églises, des couvents, des hospices, des propriétés abandonnées par des factieux en fuite etc.

Le processus révolutionnaire, pour beaucoup, avait été trop loin. Le premier pas pour le contrôler consistait à l'arrêter pour qu'il n'avance pas plus. Ensuite il serait temps de reconquérir le terrain perdu. Pour cette raison, le nouveau concept d' « ordre révolutionnaire » était apparu, qui ne signifiait pas autre chose qu'empêcher l'approfondissement de la révolution et considérer les « conquêtes révolutionnaires » comme un nouvel ordre, déjà révolu, qu'il était nécessaire de défendre face aux incontrôlés/révolutionnaires, face à la délinquance sans contrôle, face à la bourgeoisie expropriée et face au fascisme.

Le succès du vocable « incontrôlé » résidait précisément dans cette ambiguïté qui accaparait et mélangeait deux signifiants distincts : délinquant et révolutionnaire, de manière suffisamment discrète et voilée pour être acceptée par les propres comités de quartier, locaux ou syndicaux, contre qui ils étaient dirigés ; et d'une manière suffisamment claire et précise pour être empoignée par les comités supérieurs, les partis bourgeois, le stalinisme et le gouvernement contre les révolutionnaires, convertis avec le qualificatif infamant d' « incontrôlés » en tête de turc, cible vers laquelle convergent tous les dards et objectif prioritaire à abattre.

La nécessaire et inévitable répression de la délinquance chaotique et opportuniste se convertissait en une excellente excuse pour freiner et contrôler également les révolutionnaires expropriateurs.

De cette manière, se décantait également la véritable nature du CCMA, qui n'était pas encore un gouvernement de la Généralité, mais cependant le premier maillon pour sa reconstruction, c'est-à-dire un organisme de collaboration de classe, dans lequel participaient toutes les organisations syndicales et politiques ouvrières et bourgeoises, en plus des représentants du gouvernement, avec l'objectif final, conscient ou non, de restaurer tous les pouvoirs de l'État bourgeois.

Chaque moment établissait l'organe adéquat pour contrôler et orienter la « révolution de juillet » et préparer, dans le futur, la reconstruction de l'État. La même chose se produisit avec les Patrouilles de Contrôle.

Les forces de l'Ordre Public, « véritables », c'est à dire la Garde Civile et celle d'Assaut, étant encasernées, une police « révolutionnaire » était nécessaire, qui protégerait ce nouvel ordre « révolutionnaire », capable de réprimer la délinquance arbitraire, mais aussi de « contenir » les comités de quartier et syndicaux, avec toutes les contradictions qu'on veut, celles-ci trouvant leur origine dans cette situation intenable des comités supérieurs, dirigeants d'une organisation d'idéologie anti-étatique qui participaient dans les tâches gouvernementales et de reconstruction de l'État capitaliste.

Les mouvements révolutionnaires, au long de l'histoire, n'ont jamais été purs et parfaits, mais hétérogènes et contradictoires, ingénus et avancés, irritants et aveugles, surprenants et clairvoyants, tout cela en même temps.

JCI : Jeunesse Communiste Ibérique. Les Jeunesses du POUM.

LARGO CABALLERO, Francisco (Madrid 1869-Paris 1946)

Dirigeant du PSOE et de l'UGT. Collabora dans les institutions de la dictature de Primo de Rivera. Ministre du travail (1931-1933). Emprisonné en raison des faits d'octobre 1934, il se radicalisa, se convertissant en leader de l'aile gauche du PSOE. Défendit une politique révolutionnaire de front ouvrier. On le surnomma le « Lénine espagnol ». Président du Gouvernement du septembre 1936 jusqu'au 17 mai 1937, quand il présenta sa démission du fait des pressions staliniennes. Il fut marginalisé du PSOE et de l'UGT. Réfugié en France en 1939. Déporté dans un campo de concentration en Allemagne.

LÉRIDA. (Comité Populaire)

Le Comité Populaire de Lérida, formé par la CNT-FAI, UGT et le POUM, en l'absence des forces bourgeoises de l'ERC et avec une prépondérance cénétiste, était un gouvernement pleinement autonome, qui ne répondait pas aux ordres du gouvernement de la Généralité ni à ceux du CCMA.

Le 26 septembre 1936 se produisit l'entrée de conseillers (ministres) anarcho-syndicalistes dans le nouveau gouvernement de la Généralité et le 1er octobre la dissolution formelle et définitive du CCMA.

Le nouveau gouvernement de la Généralité visita Lérida pour obtenir la soumission de son Comité Populaire. Lors de la visite, réalisée le 30 septembre par Josep Tarradellas (premier ministre ou « conseiller en chef » de la Généralité), le cénétiste Doménech (conseiller au Ravitaillement), Andrés Nin (secrétaire politique du POUM et conseiller à la Justice), Joan Comorera (secrétaire du PSUC et conseiller aux Services Publics) et cent gardes d'assaut, on somma le Comité Populaire d'accepter la nécessité du commandement unique, étant donné la proximité de Lérida avec le front d'Aragon, et l'acceptation des dispositions gouvernementales.

Après les décrets des 9 et 12 octobre de dissolution des Comité Locaux et de formation de nouvelles municipalités inspirées du Front Populaire, Lérida accepta le 22 octobre la formation d'une nouvelle municipalité et la dissolution du Comité Populaire. Cela supposait la fin de la prépondérance cénétiste et la disparition d'un des rares centres de pouvoir du POUM, en faveur du renforcement étatique de la Généralité.

MAROTO, Francisco

Délégué de la colonne de miliciens qui prit son nom. La colonne réalisa une campagne militaire victorieuse à Córdoba et Grenade, ville qu'elle ne put prendre faute d'armement. Il s'affronta au gouverneur d'Almería, Gabriel Morón, qu'il critiqua dans un meeting en février 1937. Fut emprisonné, à la grande indignation du mouvement libertaire, qui exigea sa libération. Le 1er mai il fut gracié mais il perdit le commandement de sa colonne. À la fin de la guerre, il fut arrêté, torturé et fusillé par les phalangistes à Alicante.

MARTÍNEZ ANIDO, Severiano (1862-1938)

Gouverneur militaire de Barcelone en 1920-1922, et dirigeant de la répression contre les organisations ouvrières, en particulier contre la CNT. Son action se caractérisa par la brutalité et l'usage de méthodes terroristes. Il créa les Syndicats Libres, financés par le patronat, avec l'objectif d'assassiner les syndicalistes de la CNT. Ministre de l'Intérieur durant dictature de Primo de Rivera et Ministre de l'Ordre Public du premier gouvernement de Franco. Il fut un des trente cinq hauts dirigeants du franquisme accusés par l'Audience Nationale dans le procès instruit par le juge Baltasar Garzón, pour les délits de détention illégal et crimes contre l'humanité commis durant la Guerre Civile espagnole et lors des premières années de la dictature franquiste.

MAS, Valerio

Secrétaire provisoire de la CRTC depuis le 20 novembre jusqu'au 2 mars 1937. Secrétaire élu : du 2 mars jusqu'au 5 mai, quand il fut nommé Conseiller, dans le gouvernement provisoire nommé en pleine montée des luttes de la semaine sanglante barcelonaise de mai 1937.

MAURIN, Joaquín (1896-1973)

Fondateur du BOC. Leader indiscutable du nouveau parti POUM, résultat de la fusion avec l'ICE. Le début de la guerre civile le surprit en zone franquiste et ses camarades le pensèrent mort, alors qu'il resta dans les prisons franquistes jusqu'en octobre 1946. Désenchanté de la politique, il abandonna la militance en exil.

MERA, Cipriano (Madrid 1895 - Paris 1975)

Maçon et cénétiste. La colonne de Mera se transforma en la 14ème Division, dont il fut nommé commandant. Cette division intervint fondamentalement dans la défense de Madrid, en novembre 1936, et dans la bataille de Guadalajara, en mars 1937, qu'elle gagna contre les troupes italiennes. Il fut chef du IVème Corps de l'Armée du

Centre. En 1938, déjà promu lieutenant-colonel, il installa son quartier-général à Alcohete (Guadalajara), lieu proche de la Villa de Horche d'où il protégeait tout le secteur oriental de la capitale. Il appuya le coup d'État du colonel Segismundo Casado le 5 mars 1939. Prisonnier en Afrique du Nord française jusqu'en 1942. Livré par Vichy au régime franquiste. Emprisonné jusqu'en 1946 puis gracié. S'exila en France où il travailla comme maçon.

MOLA, général

Emilio Mola fut le général qui prépara minutieusement, depuis les élections de février 1936, qui avaient donné la victoire au Front Populaire, le coup d'État du 17 juillet 1936. Le dénommé Plan Mola ordonnait l'extermination de l'ennemi à l'arrière, considérant que c'était l'unique mesure militaire adéquat pour une armée qui affrontait une immense majorité populaire qui lui était hostile.

MONTSENY, Federica (1905-1994)

Fille d'intellectuels anarchistes. Collabora depuis très jeune à la Revista Blanca, dirigée par ses parents : « Federico Urales » et « Soledad Gustavo ». Elle écrivit plusieurs romans « prolétaires ». Ses articles s'inspiraient de l'apolitisme (refus des partis et du parlementarisme) et du purisme idéologique.

En 1936 elle fit partie du CP de la FAI. Ministre de la Santé et des Affaires Sociales dans le gouvernement de Largo Caballero, depuis novembre 1936 jusqu'en mai 1937. Durant les journées de mai, elle joua un rôle remarquable dans l'apaisement des combats de rue à Barcelone. En exil, elle en revint à son purisme anarchiste et à l'apolitisme. Avec son compagnon, Germinal Esgleas, elle domina l'appareil cénétiste en exil, contribuant à son ankylose et son inefficacité.

MUNIS

Manuel Fernández Grandizo y Martínez (1912-1989), connu sous le pseudonyme de « G. Munis ». Leader de la SBLE.

NEGRÍN LÓPEZ, Juan (Las Palmas 1889-Paris 1956)

Spécialisé en physiologie. Éminent scientifique ayant étudié en Allemagne. Professeur à Madrid. Ministre de Hacienda dans le gouvernement de Largo Caballero. Responsable de l'envoi de l'or déposé à la Banque d'Espagne à Moscou. Le 17 mai 1937 il remplaça Largo Caballero comme Président du Gouvernement. Il organisa le « gouvernement de la victoire » avec l'exclusion de l'UGT et de la CNT et l'appui des staliens. En août 1937 il dissolvait le gouvernement d'Aragon. Le 31 octobre 1937 il ordonna le transfert du siège du gouvernement à Barcelone. En avril 1938 il constitua un « gouvernement d'union nationale », avec la participation de la CNT et de l'UGT. La sanglante bataille de l'Ebre (juillet-août 1938) et un dur rationnement, basé sur les lentilles, connu humoristiquement comme « les pilules du docteur Negrín » marquèrent son séjour au gouvernement. En septembre 1938 il tenta de négocier la fin de la guerre avec un programme en 13 points. En octobre il décida de faire sortir d'Espagne les Brigades Internationales. Avec la chute de la Catalogne aux mains des fascistes, il passa la frontière pour revenir à la zone Centre-Sud, insistant sur une résistance à outrance. Le coup d'État de Casado le 4 mars 1939 le fit fuir en France. En 1945, il démissionna de son poste de Président du Gouvernement de la République.

NIN, Andreu (1892-1937)

Il commença comme syndicaliste à la CNT, dont il fut le secrétaire général en 1921. Fut fonctionnaire de l'Internationale Syndicale Rouge jusqu'à son expulsion de Russie, en 1929, pour ses sympathies trotskistes. En 1930, alors à Barcelone, il contribua à l'organisation de l'Opposition trotskiste espagnole qui, en mars 1932, adopta le nom d'ICE. En 1934, il rompit définitivement avec Trotski, après un long processus de rapprochement

avec Maurín. Il défendit la fusion avec le BOC, fondant, en septembre 1935, le POUM. La disparition de Maurín au début de la guerre civile le convertit en secrétaire politique du nouveau parti. En août 1936, il occupa la charge de Conseiller à la Justice à la Généralité, détruisant l'œuvre de Barriobero et décrétant la dissolution des Officines Juridiques. Le 30 septembre, il accompagna Tarradellas et Comorera pour obtenir la démission du Comité Populaire de Lérida. Exclu, avec le cénétiste Joan Pau Fábregas, du gouvernement de la Généralité constitué le 17 décembre 1936. En janvier 1937, en pleine répression contre le POUM de Madrid, il écrivit une lettre exigeant la participation de son parti dans les conversations de fusion du PSOE et du PCE. En mai 1937, il tenta d'apaiser les combats de rue et d'éviter l'isolement du POUM, imposant une politique suiviste vis à vis des Comités supérieurs de la CNT. Il refusa la proposition de donner l'assaut à la Généralité ; parce qu' « il ne s'agissait pas d'une question militaire mais politique ».

Le 16 juin, le POUM fut déclaré illégal et son Comité Central fut arrêté. Nin, transféré à Alcalá de Henares, fut séquestré par des agents de la police soviétique, torturé et assassiné.

ORDAZ, Antonio (1901-1950)

Militant cénétiste et propagandiste de la FAI. Déporté en Guinée en 1931. Membre du Comité Pro-prisonniers de la CNT. Durant la guerre civile, il fut très actif dans les tâches répressives à l'arrière. Certains le qualifiaient de main droite d'Aurelio Fernández. Le 29 juin 1937, il entra à la prison Modelo de Barcelone, mis en procès avec Aurelio Fernández pour la même affaire des maristes. Il fut le protagoniste de nombreux incidents dans la prison, faisant partie du comité des prisonniers antifascistes. En décembre 1937, il fut transféré à la prison de Manresa, d'où il réussit à s'enfuir le 3 janvier 1938, avec 17 autres cénétistes, parmi lesquels se distinguait Justo Bueno Pérez.

ORTIZ, Antonio (1907-1996)

Militant du syndicat du Bois. Il intervint dans les préparatifs de l'insurrection de janvier 1933, ce pour quoi il fut emprisonné. En 1931, il intégra le groupe anarchiste Nosotros, avec Durruti, Ascaso, García Oliver, etc. il intervint de manière remarquable dans l'insurrection du 19-20 juillet 1936. Le 24 juillet 1936, dans l'après-midi, il partit en train vers le front d'Aragon, comme délégué de la colonne Ortiz appelée aussi Ebre Sud.

Le 14 septembre 1937, à cause de son opposition à la dissolution violente des collectivités d'Aragon par le général stalinien Enrique Lister, et à la dissolution du Conseil d'Aragon ; il fut destitué de son poste de chef de la 25ème Division. Finalement en juillet 1938, il s'exila en France, avec Joaquín Ascaso (ex-président du Conseil d'Aragon) et plusieurs collaborateurs. Il accusa la direction de la CNT- FAI d'avoir lancé un ordre d'assassinat contre lui et contre Joaquín Ascaso. Il fut interné dans le camp de concentration du Vernet. Enrôlé dans l'armée française, dans un bataillon de choc, il combattit dans divers pays d'Afrique et d'Europe. Décoré à plusieurs reprises. Son opération la plus brillante fut la libération de Belfort en France. Le bataillon d'Ortiz poursuivit son offensive jusqu'au territoire allemand, prenant les villes de Karlsruhe et Pforzheim, où il fut blessé. En 1948 il participa à une tentative d'attentat contre Franco, essayant de bombarder le yacht Azor depuis un petit avion. Poursuivi en France pour cet attentat, il s'exila dans plusieurs pays d'Amérique Latine. Il mourut dans une résidence de retraités à Barcelone.

PATROUILLES DE CONTRÔLE

Entre le 21 juillet et la mi-août 1936, les Patrouilles de Contrôle se constituèrent comme police « révolutionnaire » dépendant du Comité Central de Milices Antifascistes (CCMA). Seulement la moitié environ des patrouilleurs avaient la carte de la CNT, ou étaient de la FAI, l'autre moitié était affiliée au reste des organisations composant le CCMA : POUM, ERC et PSUC, fondamentalement. Seuls quatre délégués de section, sur les onze existants, étaient de la CNT, dans les quartiers ouvriers de Pueblo Nuevo, Sants, San Andrés (Armonía) et Clot ; quatre autres étaient de l'ERC, trois du PSUC et aucun du POUM. Les Patrouilles de Contrôle dépendaient du Comité d'Investigation du CCMA, dirigé par Aurelio Fernández (FAI) et Salvador González (PSUC). Les délégués qui dirigeaient directement les Patrouilles de Contrôle étaient José Asens (FAI) et Tomás Fábregas (Acció Catalana). La solde des patrouilleurs, de dix pesetas par jour, était versée par la Généralité. Bien que des détentions aient été réalisées dans toutes les sections et que quelques détenus aient été interrogés dans

l'ancienne Casa Cambó par Manuel Escorza, la prison centrale était dans l'ancien couvent des nonnes clarisses de San Elías. Avec la dissolution du CCMA les Patrouilles passèrent sous la supervision d'une junte de Sécurité, que les cénétistes voulaient autonome tandis que le PSUC, l'ERC et le gouvernement de la Généralité la considéraient comme dépendante du Conseiller à la Sécurité, Artemi Aguadé.

PEIRÓ, Juan (Barcelona 1887- Valencia 1942)

Remarquable leader anarcho-syndicaliste. Vitrier. En 1918 il intervint dans le Congrès de Sants (quartier ouvrier de Barcelone), participant à la discussion sur l'action directe. Au Congrès du Théâtre de la Comedia de Madrid, il défendit les Fédérations d'Industries. Emprisonné pour ses activités syndicales entre juin 1920 et la fin de 1921, de janvier à septembre 1925, en mai 1927 et en août-septembre 1927. Secrétaire général de la CNT en 1922 et en 1928-29. En 1931, il signa le Manifeste des Trente. Ministre de l'Industrie de la République (1936-1937). Exilé en France, il fut arrêté par la GESTAPO et extradé en Espagne. Les phalangistes lui offrirent de travailler pour eux comme organisateur syndical. Son refus détermina son exécution.

PESTAÑA NÚÑEZ, Ángel (1886-1937)

Dirigeant syndicaliste connu et vétéran cénétiste. Horloger de profession. Directeur de Solidaridad Obrera en 1917. Le Congrès de la CNT de 1919 décida d'adhérer provisoirement à la Troisième Internationale et l'envoya en Russie pour étudier l'organisation des soviets. Pestaña élabora un rapport qui condamnait le régime soviétique, provoquant l'abandon de l'Internationale Communiste. En 1922, avec Seguí, Peiró et Viadiu, il signa une déclaration qui ratifiait l'apolitisme de la CNT. En août de ce même mois, il subit un attentat de la part des pistoleros du Syndicat Libre. Durant la dictature de Primo de Rivera, il fut emprisonné entre 1924 et 1926. En août 1931, il signa le Manifeste des trente. En mars 1933, il fut expulsé de la CNT. En avril 1934 il fonda le Parti Syndicaliste. Au début de la guerre il se déplaça à Madrid. La dégradation de sa santé, très ébranlée depuis l'attentat de 1922, le fit se retirer dans le petit village de Begues (Barcelone) où il mourut.

PORTELA

Pseudonyme du militant cénétiste Vicente Gil. Responsable de l'émission des passeports et du contrôle des frontières, d'abord au sein du CCMA (juillet à octobre 1936) et ensuite dans la Junte de Sécurité (d'octobre 1936 à mars 1937).

POUM

Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, fondé en septembre 1935 par l'unification du BOC et de l'ICE. En juillet 1936, il comptait environ 5 000 militants en Catalogne. Parti léniniste, qui ne permettait pas la formation de fractions, ni de discussions ou débats d'aucun type, sous peine d'expulsion immédiate, sauf pendant les périodes de Congrès. Critiquait le stalinisme de l'Union Soviétique. Le 16 juin 1937, il fut déclaré illégal, son Comité Central fut emprisonné et ses militants persécutés. Nin, son secrétaire politique fut séquestré, torturé et assassiné par les soviétiques. L'Hôtel Falcón, logement des sympathisants étrangers du POUM fut transformé en prison stalinienne.

PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE DU PROLÉTARIAT

Le programme révolutionnaire du prolétariat passe par l'internationalisation de la révolution, la socialisation de l'économie, la pose de solides bases pour la suppression de la valeur et du travail salarié dans un cadre mondial, la direction de la guerre et des milices ouvrières par le prolétariat, l'organisation conseilliste et assembléiste de la société et la répression par le prolétariat des couches sociales bourgeoises et petites bourgeoises, pour

écraser la certaine réponse armée de la contre-révolution. La principale conquête théorique des Amis de Durruti affirmait le caractère totalitaire de la révolution prolétarienne. Totalitaire, c'est à dire total, qui doit se faire dans tous les champs : social, économique, politique, culturel… et dans tous les pays, dépassant toutes les frontières nationales et il était de plus autoritaire, parce qu'il affrontait militairement l'ennemi de classe, c'est à dire la petite bourgeoisie gâtée par le PSUC.

PSOE.

Parti Socialiste Ouvrier Espagnol. En Catalogne, la Fédération catalane du PSOE disparut complètement en fusionnant avec trois autres partis pour fonder le PSUC. Dans les gouvernements de Madrid et de Valence, le PSOE exerçait la présidence du gouvernement central depuis le 5 septembre 1936 jusqu'à la fin de la guerre, d'abord avec Largo Caballero, et ensuite avec Negrín (depuis le 19 mai 1937), bien que celui-ci soit très influencé par le PCE.

PSUC

Parti Socialiste Unifié de Catalogne, résultat de la fusion le 24 juillet 1936 de quatre petits partis socialistes et communistes. Comorera était son secrétaire général. Contrôlé par Moscou à travers le hongrois Gerö (« Pedro »), qui écrasa en 1956 l'insurrection ouvrière de Budapest avec des tanks. C'était l'unique parti de la Troisième Internationale formé par l'unification de socialistes et de communistes et il était également l'unique parti reconnu d'un pays sans État propre.

RABASSAIRE

Rabassaire : emphytéote de la vigne. L'Union des Rabassaires était un parti paysan et catalaniste, proche de l'ERC.

RUIZ, PABLO

Pablo Ruiz, milicien du Quatrième Groupement de Gelsa de la Colonne Durruti, fut au début de mars 1937 un des fondateurs du Groupement des Amis de Durruti.

SANTANA CALERO, Juan

Juan Santana Calero avait milité aux Jeunesses Libertaires de Málaga. Après mai 1937, il entra aux Amis de Durruti.

SANTILLAN

Diego Abad de Santillán était le pseudonyme extravagant de l'écrivain et dirigeant anarchiste Sinesio Baudilio García Fernández (1897-1983). En 1905 sa famille, formée par des ouvriers et des paysans pauvres des montagnes de la province du León, émigra en Argentine. Santillán revint en Espagne en 1913. Il passa le baccalauréat et commença des études universitaires. À cheval entre l'Espagne et l'Argentine, il prit contact avec le mouvement anarchiste des deux pays. Il collabora régulièrement à *La Protesta*, organe de la Fédération Ouvrière Régionale Argentine, une importante organisation ouvrière anarchiste. En 1922 il alla en Allemagne pour étudier la médecine, participant au congrès de l'Association Internationale des Travailleurs de Berlin en 1925 et à celui d'Amsterdam en 1926. En 1933 il s'établit en Espagne, fuyant la police argentine. En 1934 il s'intégra à la rédaction barcelonaise de *Solidaridad Obrera* (organe de la CNT catalane), il dirigea *Tierra y libertad*

(organe de la FAI) et impulsa la revue *Tiempos Nue-* vos. Il constitua le groupe Nervio, qui cristallisa un front anti-Nosotros, et qui accueillit tous les anarchistes argentins qui arrivaient à Barcelone, leur concédant durant la guerre d'importantes charges de direction.

Bien qu'il ne se soit pas distingué dans les combats de rue, il fit partie du Département de la Guerre du CCMA, dirigé par García Oliver. À l'été et l'automne 1936, il accumula une infinité de charges à responsabilités, toujours remplies avec une ineptie identique. Entre décembre 1936 et avril 1937 il fut Conseiller à l'Économie du gouvernement de la Généralité, remplaçant à cette charge Joan Pau Fábregas (qui avait promulgué le Décret sur les Collectivisations), toujours disposé à défendre le point de vue du gouvernement contre la CNT. En mai 1937, il se joignit à ceux qui appelaient à un cessez le feu, pour s'en lamenter quelques jours plus tard.

En septembre 1937 il publia un livre dans lequel il donnait la guerre pour perdue. Il vécut sans problèmes la contradiction entre rédiger des articles de théories, d'un purisme immaculé, et une activité politique collaborationniste et favorable à la participation cénétiste dans les tâches gouvernementales. À l'été 1938 il fonda la prestigieuse revue théorique Timón, il renoua avec ses travaux de traducteur et il réactiva les éditions Tierra y libertad. Il s'exila en Argentine.

SANZ, Ricardo (1898-1986)

Ouvrier du textile du quartier de Pueblo Nuevo. Syndicaliste et anarchiste. En 1922 il s'unit au groupe Los Solidarios, avec Durruti, Ascaso, García Oliver, etc. Il organisa à Pueblo Nuevo un entrepôt d'armes et un atelier de fabrication de bombes. Prisonnier gouvernemental en 1925. Détenu de nouveau en 1926 durant 26 mois. Inactif entre 1928 et 1930. En 1931, s'implique dans la formation des Cadres de Défense Confédéraux. Il fit partie du Comité révolutionnaire de l'insurrection de janvier 1933. Participa aux combats de rue du 19-20 juillet 1936. Durant l'été 1936, il travailla à l'approvisionnement des colonnes du front d'Aragon. À la mort de Durruti, il fut nommé successeur de celui-ci, comme délégué de colonne (transformée avec la militarisation en Division 26). S'exila en France.

SBLE

Setion Bolchevique-Léniniste. Groupe trotskiste orthodoxe, dans lequel militèrent, entre autres, Munis, Domenico Sedran (« Carlini »), Hans David Freund (« Moulin »), Erwin Wolf et Jaime Fernández.

SEGUÍ, Salvador (1887-1923),

Connu sous le surnom de « Noi del Sucre » (« le gamin du sucre »), il fut secrétaire général de la CNT entre 1918 et 1923. Né dans une famille de la classe ouvrière, il arriva à Barcelone à l'âge de deux ans. Il commença à travailler à un âge précoce, comme apprenti chez un peintre. Autodidacte. Intéressé par l'anarcho-syndicalisme, il se fit très vite remarquer pour son talent oratoire et par sa capacité de rassemblement parmi les travailleurs.

En 1908, un Congrès Ouvrier se réunit à Barcelone, qui donna naissance à la Fédération Régionale Ouvrière Catalane. Membre de la direction de Solidaridad Obrera, principal syndicat catalan qui CNT à sa création, il participa activement à l'organisation de la résistance des travailleurs durant la dénommée Semaine tragique de Barcelone (1909). Nommé secrétaire de l'Athénée Syndicaliste, durant les années de la Première Guerre Mondiale il parcourut toute l'Espagne en faisant connaître ses idées. En 1916, il fut capable de rapprocher les positions de la CNT et du syndicat socialiste UGT, qui convoquèrent conjointement une grève générale victorieuse contre la hausse des produits de première nécessité.

Au congrès de la CNT de 1918, il impulsa les syndicats uniques, formule organisationnelle qui renforça les travailleurs dans leurs négociations avec le patronat. Durant les années où il occupa le secrétariat de la CNT, il tenta de freiner les activités des membres les plus violents de l'organisation. Il se distingua lors des négociations de la grève de la centrale électrique La Canadiense, qui dura de février à mars 1919, dans une ville de Barcelone occupée militairement. Son intervention décisive au meeting de la Plaza de toros de Las Arenas le consacra comme orateur et dirigeant, défendant la fin pacifique de la grève générale, considérait comme un succès des travailleurs, parce que la journée de 8 heures avait été obtenue, ainsi que la promesse patronale de réadmission prochaine des travailleurs licenciés et la libération de tous les prisonniers. La position des plus radicaux était de

poursuivre la grève jusqu'à obtenir la réadmission immédiate des travailleurs licenciés et la libération immédiate de tous les prisonniers ouvriers, aux mains de mercenaires du patronat en allant jusqu'à déboucher sur un conflit violent si ces revendications n'étaient pas satisfaites.

Le non respect des accords par le patronat conduisit à une nouvelle grève générale, du 24 mars au 7 avril, qui se solda par un échec pour les travailleurs. L'action de Seguí fut durement critiquée par les partisans du maintien de la grève jusqu'à l'obtention de toutes les revendications proposées.

À la fin de l'année 1919, le patronat déclara un lock-out général dans la ville de Barcelone, qui utilisa la police, l'armée, la garde civile, le somatén (milice auxiliaire composée de propriétaires) et les pistoleros à gages contre les syndicalistes de la CNT, tandis que la classe ouvrière barcelonaise tentait de survivre à la faim provoquée par le manque de salaire.

En novembre 1920, Seguí fut déporté au château de La Mola, à Mahón (Minorque), où il resta emprisonné durant de nombreux mois. Après sa libération, en avril 1922, il signa avec Pestaña, Peiró et Viadiu une « déclaration politique », qui défendait la fonction politique des syndicats, bien qu'à la marge des partis traditionnels et du parlementarisme.

Il mourut assassiné par des pistoleros à la solde à la solde du patronat le 10 mars 1923, dans la rue de la Cadena de Barcelone, alors qu'il se promenait avec le cénétiste Francisco Comas Pagès (« Peronas »).

SESÉ

Antonio Sesé Artaso commença comme syndicaliste à la CNT. Il milita dans la Fédération Communiste Catalano-Baléares et il fut cofondateur du BOC. En 1932 il intégra le Parti Communiste de Catalogne, intégrant le PSUC en juillet 1936. Il remplaça José del Barrio (nommé délégué de la Colonne Karl Marx) au secrétariat de l'UGT catalane. Au printemps 1937, il fut l'un des protagonistes de l'affrontement avec la CNT. Durant les journées de mai 1937, il fut nommé ministre sans portefeuille, étant assassiné (le 5 mai 1937) lors d'une fusillade dans la rue Caspe, devant le syndicat du spectacle de la CNT, quand il allait prendre possession de son poste au palais de la Généralité.

SYNDICAT UNIQUE

Le Congrès de Sants de la Confédération Régionale du Travail de Catalogne, se réunit dans ce quartier barcelonais du 28 juin au 1er juillet 1918. Les grands objectifs de ce congrès furent l'action directe et le syndicat unique ou de branche. On approuva de plus la nécessité de syndiquer les femmes et d'en terminer à tout prix avec l'exploitation des mineurs. On décida de ne pas réaliser d'heures supplémentaires tant qu'existeraient des travailleurs au chômage. On s'accorda pour que les métiers qui avaient déjà atteint la journée de huit heures aident ceux qui ne l'avaient pas encore obtenu. On devait aussi aller vers l'obtention du salaire unique.

L'objectif majeur fut celui de l'organisation de la CNT en syndicats uniques. Il s'agissait d'en finir avec la vieille organisation en plusieurs métiers, avec des intérêts distincts à l'intérieur d'une même fabrique ou entreprise. On dissolvait les diverses sociétés autonomes de métier et on présentait une organisation unie et unique de tous les travailleurs dans chaque branche industrielle. Dans une fabrique textile, par exemple, les diverses divisions par métier disparaissaient : fileuse, tisseuse, chaudronnier, machiniste, etc. Tous les métiers fusionnaient dans le syndicat unique du textile, donnant une grande force organisationnelle aux travailleurs face à l'entrepreneur, qui en cas de grève ne pouvait jouer sur la division entre les différents métiers de son entreprise. La même chose se produisait avec le syndicat unique du bois, de la santé, de la construction, de la banque etc. Les vieux syndicats de métier disparaissaient en faveur des syndicats uniques dans chaque branche industrielle.

Le syndicat unique impliquait un plus grand grade d'unité face au patronat et il facilitait des stratégies comme la grève générale et l'action directe. La défense du syndicat unique fut animée Salvador Seguí et Emilio Mira, qui déclarèrent que : « face à la classe patronale solidaire et organisée, les travailleurs doivent se montrer unis ».

SYNDICAT DES MÉTIERS DIVERS (OFICIOS VARIOS)

Les syndicats uniques s'organisaient dans chaque branche. Il existait donc à Barcelone le syndicat unique du bois, de la construction, du textile, de l'hôtellerie, de la santé etc. Mais dans un petit village où il n'existait pas la capacité numérique pour créer plusieurs syndicats uniques de branche, apparaissait le Syndicat Unique des Métiers Divers, qui groupait tous les travailleurs de ce petit village, sans aucune distinction professionnelle. À Barcelone, il existait également un Syndicat Unique des Métiers Divers qui groupait les travailleurs qui ne pouvaient se syndiquer dans aucun des syndicats de branche déjà existants, parce qu'il n'existait pas encore un tel syndicat, que ce soit par manque d'un nombre suffisant de travailleurs ou parce qu'il était en cours de constitution : c'était le cas des intellectuels, des artistes, etc.

SOCIALISATION VERSUS COLLECTIVISATION

Au printemps 1937, une opposition croissante se manifesta entre la socialisation, défendue par les travailleurs, et la collectivisation, gérée et manipulée par la Généralité. D'une part, le gouvernement de la Généralité, appuyé socialement sur des secteurs petits bourgeois, d'administratifs, de techniciens, d'anciens entrepreneurs, de professions libérales et y compris d'ouvriers d'idéologie stalinienne ou de droite, souvent encadrés par l'UGT, entreprit une offensive pour augmenter son contrôle sur les entreprises, en se basant sur le Décret sur les Collectivisations et sur l'application de la batterie de décrets financiers, approuvés par Tarradellas à S'Agaró, en janvier 1937. De manière parallèle, le secteur radical de la militance cénétiste tenta de SOCIALISER la production, ce qui impliquait d'augmenter le pouvoir des Syndicats d'Industrie dans les entreprises. La SOCIALISATION, pour ce secteur radical de la CNT, supposait la direction de l'économie catalane par les syndicats (de la CNT) et de rompre avec la dynamique du capitalisme syndical, en établissant une répartition équitable de la richesse qui en terminerait avec les scandaleuses différences entre travailleurs d'industries riches ou pauvres, et entre ceux-ci et les chômeurs. Cette direction d'une ÉCONOMIE catalane SOCIALISÉE exigeait à la fois la création d'organismes adéquats au sein de la CNT, c'est-à-dire le remplacement des Syndicats Uniques (appropriés pour soutenir une grève, mais pas pour diriger les entreprises) par des Syndicats d'Industrie (mieux préparés pour gérer les différents secteurs économiques) qui se réalisa dans les premiers mois de 1937. La SOCIALISATION de l'économie catalane supposait la direction de l'économie (et de la guerre) par la CNT, et celle-ci à son tour exiger de supprimer le gouvernement de la Généralité.

Ainsi donc l'offensive contre-révolutionnaire de la Généralité pour augmenter son contrôle, en l'étendant à chaque entreprise, choqua frontalement sur la tentative de socialisation du secteur radical de la CNT.

Durant le printemps 1937, une lutte s'engagea entreprise par entreprise, dans laquelle les assemblées qui devaient approuver la socialisation furent soumises à des pressions et manipulées de manières très différentes, depuis la manœuvre politicienne la plus vile jusqu'à l'utilisation des forces de police. Dans ce dur affrontement entreprise par entreprise, que les comités supérieurs de la CNT ne voulurent jamais centraliser, parce que cela aurait supposé de rompre le pacte d'unité antifasciste, se produisit une séparation chaque fois plus évidente et « douloureuse » au sein de la militance syndicale, entre le secteur collaborationniste et le secteur radical de la CNT. Dans cette tentative de socialisation de l'économie catalane, la militance radicale cénétiste tenta de disputer à la militance collaborationniste l'appui de la majorité de l'affiliation syndicale. Mais cette militance radicale fut quasiment toujours minoritaires dans les assemblées de fabriques, étant donné l'alluvion d'affiliations opportunistes postérieures au 19 juillet et la saignée que la révolution elle-même avait causé parmi les révolutionnaires, enrôlés dans les Milices ou hissés à des postes à responsabilités.

Ces brochures sont des exemples de ce combat de la socialisation contre la collectivisation, manipulée par la Généralité : *Syndicat de l'Industrie Sidérurgique et métallurgique de Barcelone* CNT-AIT, ¿Colectivización ? ¿Nacionalización ? No : Socialización.

Imp. Primero de mayo, Barcelone, 1937.

Memoria del Primer Congreso Regional de Sindicatos de la Industria de la Edificación, Madera y Decoración, Gráficas Inicial, Barcelone, 1937.

Les protagonistes écrivent : *Balances para la historia. Las colectivizaciones y la autogestión obrera durante la guerra civil española.* Sans indication de maison d'édition, de lieu ou de date d'édition.

TARRADELLAS, Josep (1899-1988)

Politicien catalaniste bourgeois. Secrétaire particulier de Macià, qui se maria avec la fille de ce dernier. En 1931 il fut élu député et en décembre il entra dans le gouvernement de la Généralité, occupant les portefeuilles de l'Intérieur et de la Santé. Il fut jugé pour les faits d'octobre 1934. Au début de la guerre il se mit aux ordres de Companys, président de la Généralité, à un moment d'abandon généralisé des charges publiques de la part de l'ERC. Conseiller aux Services Publics en juillet-septembre 1936. Premier ministre (« Conseller Primer ») du Conseil de la Généralité de septembre 1936 à mai 1937, occupant par la suite le Ministère des Finances. Exilé en France, en 1954 il fut élu président de la Généralité, charge dans laquelle il fut reconnu en 1977, constituant un des principaux faits historiques de la dénommée transition. Il cessa d'occuper cette charge en 1980.

TORYHO, Jacinto

Journaliste anarchiste. En 1932 il était rédacteur de Solidaridad Obrera et de Tierra y Libertad. En 1933 il intégra le groupe anarchiste A. Après les journées révolutionnaires de juillet, il organisa un Service de Presse et de Propagande de la CNT-FAI. En novembre 1936 il remplaça Liberto callejas à la direction de Solidaridad Obrera, nettoyant la rédaction des vétérans rédacteurs anarchistes, remplacés par des professionnels bourgeois et des idéologues du collaborationnisme. Prototype du bureaucrate enkysté à son poste. Son ineptie et son arrogance, le mécontentement des syndicats et l'irritation des lecteurs obtinrent finalement, en mars 1938, sa démission du poste de directeur de Solidaridad Obrera.

Il s'exila en Argentine.

TRENTISTES

Les trentistes se définissaient comme des révolutionnaires gradualistes et des syndicalistes purs, opposés aux « folles » insurrections des faistes. Ils préféraient l'action syndicale à long terme plutôt que l'action insurrectionnelle immédiate, mais précipitée qui attirait la répression et la désorganisation.

Le Manifeste des Trente d'août 1931 était signé, entre autres, par Progreso Alfarache, Roldán Cortada (qui finit à l'UGT), Juan López (il devint ministre de l'Industrie de la République), Juan Peiró (célèbre syndicaliste et homme de grand prestige), Ángel Pestaña et d'autres.

La principale conséquence du Manifeste des Trente fut la scission de la CNT et l'apparition des dénommés Syndicats d'Opposition qui fondèrent, en janvier 1933, la Fédération Syndicaliste Libertaire.

La FSL en Catalogne atteignit une grande force dans des villes comme Sabadell, Mataró, Badalona, Manresa, etc. Elle eut également une grande force dans la région de Valence. Elle groupait environ 65 000 affiliés.

La scission ne fut pas résolue jusqu'au Congrès de Saragosse, en mai 1936, quelques mois avant le début de la guerre civile. Joan Peiró revint à la CNT réunifiée avec tout son énorme prestige intact.

Ángel Pestaña abandonna la FSL et fonda un minuscule Parti Syndicaliste, en avril 1934, ce qui le marginalisa du reste du monde confédéral et peut être considéré comme un grand échec personnel et politique.

UGT

Syndicat socialiste, minoritaire en juillet 1936. Elle grossit énormément par l'affiliation d'épiciers, de petits bourgeois et d'anti-cénétistes, grâce à la politique contre-révolutionnaire stalinienne, qui la convertit en courroie de transmission des ordres du PSUC.

UNITÉ ANTIFASCISTE

L'absence d'une organisation, avant-garde ou plate-forme, capable de défendre le programme historique du prolétariat fut déterminant parce qu'elle permit et impulsa le fait que toutes les organisations ouvrières

assumèrent le programme bourgeois d'unité antifasciste (unité sacrée de la classe ouvrière avec la bourgeoisie démocratique et républicaine), avec l'objectif unique de gagner la guerre contre le fascisme. Les avant-gardes révolutionnaires qui surgirent, comme Les Amis de Durruti, la gauche du POUM (Rebull), quelques groupes anarchistes de la Fédération Locale de Barcelone, les Jeunesses Libertaires de Catalogne, ou la SBLE (Munis), le firent tard et mal, et elles furent écrasées dans leur tentative, à peine ébauchée, de présenter une alternative révolutionnaire, capable de rompre avec l'option bourgeoise entre fascisme et antifascisme.

USC

Union Socialiste de Catalogne Fondée en 1923. Joan Comorera en fut nommé secrétaire général en 1932. Ce fut un des quatre petits partis qui le 24 juillet 1936 s'unifièrent pour constituer le PSUC.

VINALESA

Le 8 mars 1937 commencèrent, à Vinalesa (Valence), de violents affrontements armés entre anarchistes, opposés à la militarisation, et la garde d'assaut qui voulait les contraindre à retourner sur le front. Il y a plusieurs morts et blessés des deux côtés. Plus de 200 anarcho-syndicalistes sont arrêtés, parmi lesquels 92 étaient de la Colonne de Fer. Finalement le 21 mars, la Colonne de Fer accepta la militarisation, se convertissant en la Brigade 843.

BIBLIOGRAPHIE :

1- Livres, documents et brochures

— ABAD DE SANTILLÁN, Diego : *Por qué perdimos la guerra.* Plaza Janés, Esplugues del Llobregat, 1977.

— Acceptation d'un projet d'organisation conspirative. (Barcelone, mai 1937).

— Actes de la séance plénière de Militants de Barcelone, célébré le 5 Décembre 1936.

— Actes de la séance plénière des Syndicats et Quartiers célébrée le 20 novembre 1936, à dix heures du matin.

— Actes de la séance plénière locale des Groupes Anarchistes de Barcelone, célébrée le [illisible] juin 1936.

— Actes des réunions de Companys avec Herrera et Escorza des 11 et 13 avril 1937.

— ALCÓN, Marcos : « Recordando el 19 de Julio de 1936. Intuición de la militancia anónima ». *Espoir* (20 juillet 1975).

— Notes de la réunion célébrée le 3 janvier 1937. [Secrétariat des Patrouilles de Contrôle].

— AIT : « Rapport sur l'activité de la CNT d'Espagne (16 décembre 1932 - 26 février 1933) ». Rapport réalisé par A. Shapiro, avec l'aide d'E. Carbó. Introduction et notes de Frank Mintz. Fondation Pierre Besnard (2005).

— BENGOCHEA, Soledad : *Reacció en temps de canvi, La patronal catalana davant la República (1931-1936).* D'ahir per vui (3), Barcelone, 2005.

— BERENGUER, Sara : *Entre el sol y la tormenta.* Seuba ediciones, Calella, 1988.

— Correspondance avec A. Guillamón (2009).

— CAMINAL, Miquel : *Joan Comorera. Guerra i revolució (1936-1939).* Empúries, Barcelona, 1984, vol. II

— Comité de Défense Confédéral de Barcelone : « Comité de Defensa de la Barriada Poblet, Clot y Martín de Provensals, salud.. (Barcelone, 27 mai 1937) ».

— Comité de Défense Confédéral de Barcelone : « Plan de estructuración de los Comités de Defensa ». [Vers la fin mars].

— Comité National des Comités de Défense : « Ponencia sobre la constitución de los Comités de Defensa (11 octubre 1934) ».

— DALMAU, Marc y MIRÓ, Iván : *Les cooperatives obreres de Sants. Auto-gestió proletària en un barri de Barcelona (1870-1939).* La Ciutat Invisible, Barcelone, 2010.

— Déclaration manuscrite de Servando Meana Miranda, capitaine d'aviation.

— EALHAM, Chris : *La lucha por Barcelona. Clase, cultura y conflicto 1898-1937.* Alianza Editorial, Madrid, 2005.

— FÁBREGAS, Juan P. : *Los factores económicos de la Revolución Española.* Oficinas de de Propaganda CNT-FAI, Barcelone, 1937.

— FAI : « Informe que este Comité de Relaciones de Grupos Anarquistas de Cataluña presenta a los camaradas de la Región (mars 1937 ?) ».

— FONTANA, José María : *Los catalanes en la guerra de España.* Acervo, Barcelone, 1977.

— GARCÍA OLIVER, Juan : « Ce que fut le 19 juillet ». *Le Libertaire* (18-8-1938).

— *El eco de los pasos*. Ruedo Ibérico, Paris, 1978.
— GODICHEAU, François : *Répression et Ordre Public en Catalogne pendant la guerre civile (1936-1939)*. Thèse. École des Hautes Études en Sciences Sociales (2001). Thèse. 3 Tomes.
— GÓMEZ, Freddy : « Entrevista con Juan García Oliver, registrada el 29-6-1977 en París (Francia) ». Brochure. Fundación Salvador Seguí, Madrid, 1990.
— GORKIN, Julián : « Réunion du sous-secrétariat international du POUM – 14 mai 1937 ».
— Groupes anarchistes Indomables (Indomptables), Nervio (Nerf), Nosotros (Nous), Tierra Libre (Terre Libre) et Germen (Germ) : « Comité Local de Preparación Revolucionaria ». Rapport présenté à la Fédération Locale des Groupes Anarchistes de Barcelone, en janvier 1935.
— GUILLAMÓN, Agustín : « Josep Rebull de 1937 a 1939. La critica interna a la política del CE del POUM sobre la Guerra de España ». *Balance* numéros 19 et 20 (2000).
— « La NKVD y el SIM en Barcelona. Algunos informes de Geró sobre la Guerra de España ». *Balance* número 22 (novembre 2001).
— *Barricadas en Barcelona*. Espartaco Internacional, Barcelone, 2007.

[Traduction en français aux Éditions Spartacus, Paris, 2009].

— *Espagne 1937. Josep Rebull, la voie révolutionnaire*. Spartacus, Paris, juin 2014.
— LACRUZ, Francisco : *El alzamiento, la revolución y el terror en Barcelona*. Librería Arys, Barcelone, 1943.
— MARIN, Dolors : *Anarquistas. Un siglo de movimiento libertario en España*. Ariel, Barcelone, 2010.
— MÁRQUEZ, José Manuel y GALLARDO, Juan José : *Ortiz. General sin dios ni amo*. Hacer, Barcelone, 1999.
— « Memoria que la Comisión de Abastos de la barriada de Sans presenta a los Sindicatos de la misma ». *Solidaridad Obrera* (25 août 1936), pp. 6 et 7.
— Memoria sobre industria de guerra. Document numéro 4.
— MUNIS, G. : *Jalones de derrota, promesa de victoria. Crítica y teoría de la revolución española (1930-1939)*. Muñoz Moya, Brenes, 2003.
— NELLES, Dieter ; LINSE, Ulrich ; PIOTROWSKI, Harald ; GARCÍA, Carlos : *Antifascistas alemanes en Barcelona (1933-1939). El grupo DAS : sus actividades contra la red nazi y en el frente de Aragón*. Sintra, Barcelone, 2010.
— NIN, André : « Le problème des organes du pouvoir dans la Révolution espagnole ». *Juillet. Revue Internationale du POUM*, Barcelone-Paris, n° 1 (juin 1937). [Traduit en espagnol par Agustín Guillamón et publié dans *Balance* n° 2 (1995)].
— PAZ, Abel : *Durruti, el proletariado en armas*. Bruguera, Barcelone, 1978.
— PEIRATS, Josep : *De mi paso por la vida. Memorias*. Flor del Viento, Barcelone, 2009.
— POZO GONZÁLEZ, Josep Antoni : *El poder revolucionari a Catalunya durant els mesos de juliol a octubre de 1936. Crisi i recomposició de l'Estat*. Thèse doctorale. Université Autonome de Barcelone (2002).
— Réunion des comités célébrée le 2 décembre 1936.
— Réunion du Comité réalisée le 22 août 1936.
— ROCA, Francesc : *Política, economía y espacio. La política territorial en Cataluña (1936-1939)*. Ediciones del Serbal, Barcelone, 1983.
— ROMERO, Luis : *Tres días de Julio*. Ariel, Barcelone, 1976 (Roman).
— SANZ, Carles : *La CNT en pie*. Anomia, Barcelone-Sabadell, 2010.
— SANZ, Ricardo : « Francisco Ascaso ». Texte mécanographié.
— Seconde session de la séance plénière locale des Groupes Anarchistes de Barcelone […] convoquée à la grande salle de la Mai-

son CNT-FAI, avec l'assistance des Groupes de Défense Confédéraux et des Jeunesses Libertaires (Juventudes libertarias). Barcelone, 24 avril 1937.

— SESÉ, Antonio ; BARRIO, José del ; COMORERA, Juan : *Nuestra situación política actual. Discursos pronunciados en el Gran Price el día 2º de diciembre de 1936*. Brochure, PSU-UGT, s.d.

— Mise en accusation du procès criminel contre Antonio Conesa Martínez, José Conesa Martínez et Antonio Ordaz Lázaro.

— TARRRADELLAS, Josep : « La crisi política prèvia als Fets de Maig. 26 dies de desgovern a la Generalitat ». Rapport.

2- Journaux

Alerta…! (1937). (Organe des Comités de Défense de la CNT *Diari Oficial de la Generalitat de Catalunya* (1936-1938, Journal Officiel de la Généralité de Catalogne).

Más Lejos (premier semestre de 1936, journal anarchiste).

Solidaridad Obrera (1936-1938, organe de la CNT de Catalogne).

Treball (1936-1938, journal du PSUC).

La Vanguardia (1936-1938, journal républicain).

****** "Berneri et Barbieri étaient dans le pire lieu possible, au pire des moments."


CASA OTHELLO

Barricade érigée en mai 1937 sur la Plaza Dostolevski (aujourd'hui Plaza del Ángel) au début de la rue Libreteria. Cette photo serait la vision qu'on aurait de la barricade en sortant du porche du bâtiment où vivait Berneri, en regardant à droite, vers le Palais de la Généralité. Elle était située face au syndicat « » (électricité) de l'UGT. Cette barricade avait été édifiée par des militants du PSUC pour empêcher toute avance qui aurait pu être faite depuis la Voie Layetana pour attaquer la Généralité.

Vision de la même barricade depuis la rue Libreteria.

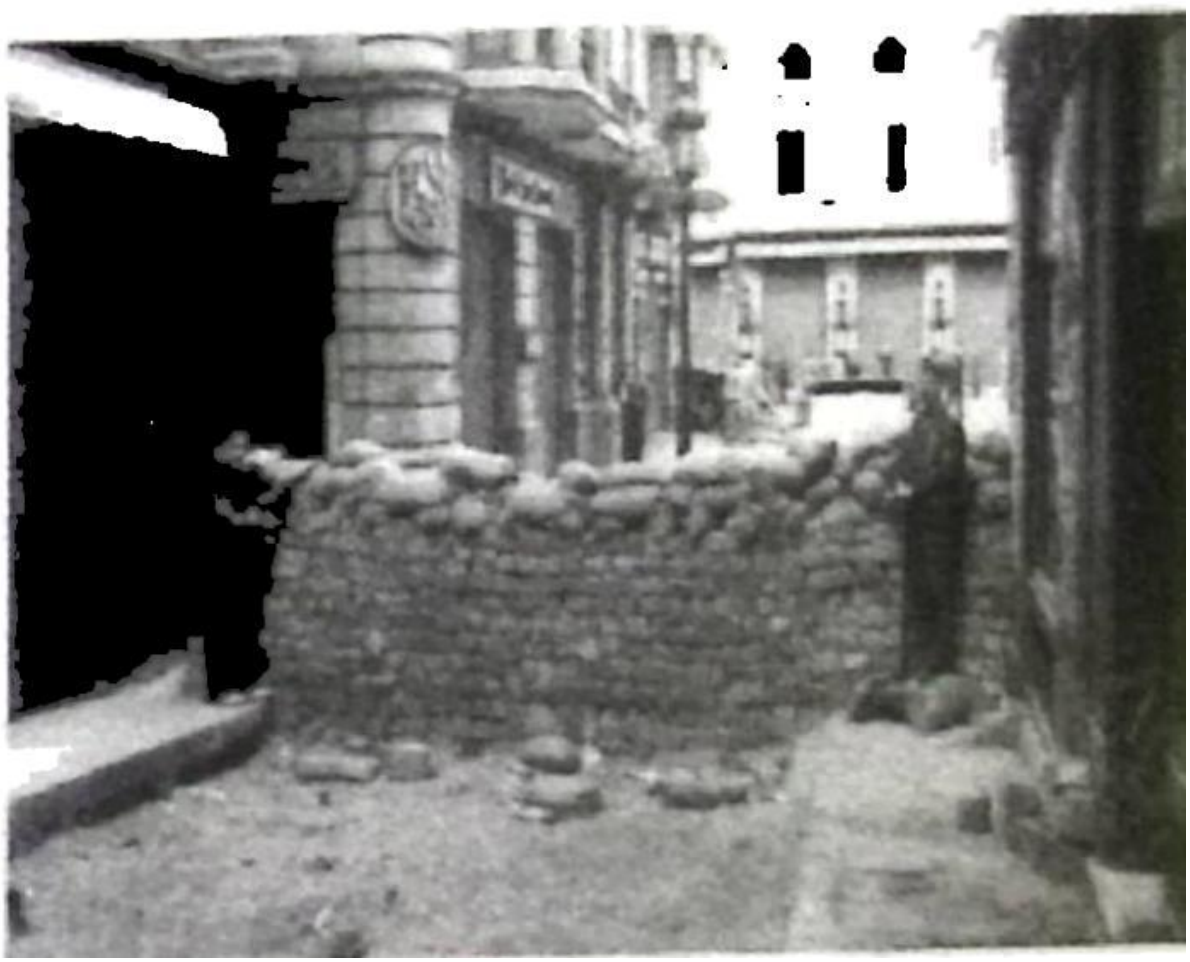
Au fond, en dessous du drapeau, une affiche qui dit « Syndicat des travailleurs d'Agua, Luz y Fuerza de l'UGT », dans un édifice situé sur la Voie Durruti (aujourd'hui Layetana). À gauche, entre deux colonnes, le porche de l'immeuble où vivait Berneri, en plein sur la Plaza del Ángel au numéro 2, deuxième étage, première porte.

La photo montre clairement que le porche de l'édifice, où vivait Berneri, se trouvait à la merci du feu croisé entre les barricades du PSUC et les balcons du syndicat de l'UGT.

Sur la photo, on peut apprécier, de plus, le fait que le porche de la maison où vivait Berneri, était entouré par une barricade qui allait depuis la Voie Durruti jusqu'au centre de la Plaza Dostolevski.

Personne ne pouvait entrer ou sortir du porche sans la permission des maîtres de la barricade. Sur la terrasse de l'édifice, des mitrailleuses avaient été placées pour tirer vers la Voie Durruti et la Maison CNT-FAI, située à environ 200 mètres.

Ainsi, donc, l'endroit était totalement contrôlé par le PSUC et l'UGT : la barricade de la rue Libreteria, la barricade de la Plaza et le siège du syndicat ugétiste.



C'était une norme élémentaire de sécurité que les staliniens recherchent et soutiennent les étages de l'édifice où Berneri vivait. édifice qui était au centre du système défensif stalinien.

Berneri et Barbieri étaient dans le pire lieu possible, au pire des moments.

Identifiés lors d'une première visite (mardi 4 mai à 10H du matin), les armes saisies (3 fusils) lors d'une seconde fouille (mardi 4 à 15H), les anarchistes italiens qui vivaient dans l'édifice se virent donner l'ordre d'y rester ; à la troisième visite, les staliniens revinrent avec « l'ordre supérieur » d'arrêter Berneri et Barbieri (le mercredi 5 mai à 18H).

La nuit du 5 au 6 mai, le cadavre de Berneri apparut très près du Palais de la Généralité, à peine 50 mètres de la Plaza del Ángel. Le cadavre de Barbieri fut trouvé sur les Rambias.

Seuls les staliniens purent les arrêter, seuls les staliniens purent les assassiner, seuls quelques noms pouvaient donner l'ordre supérieur de l'exécution.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Agustín Guillamón
Les comités de défense de la CNT à Barcelone (1933-1938)
2017

fr.anarchistlibraries.net